



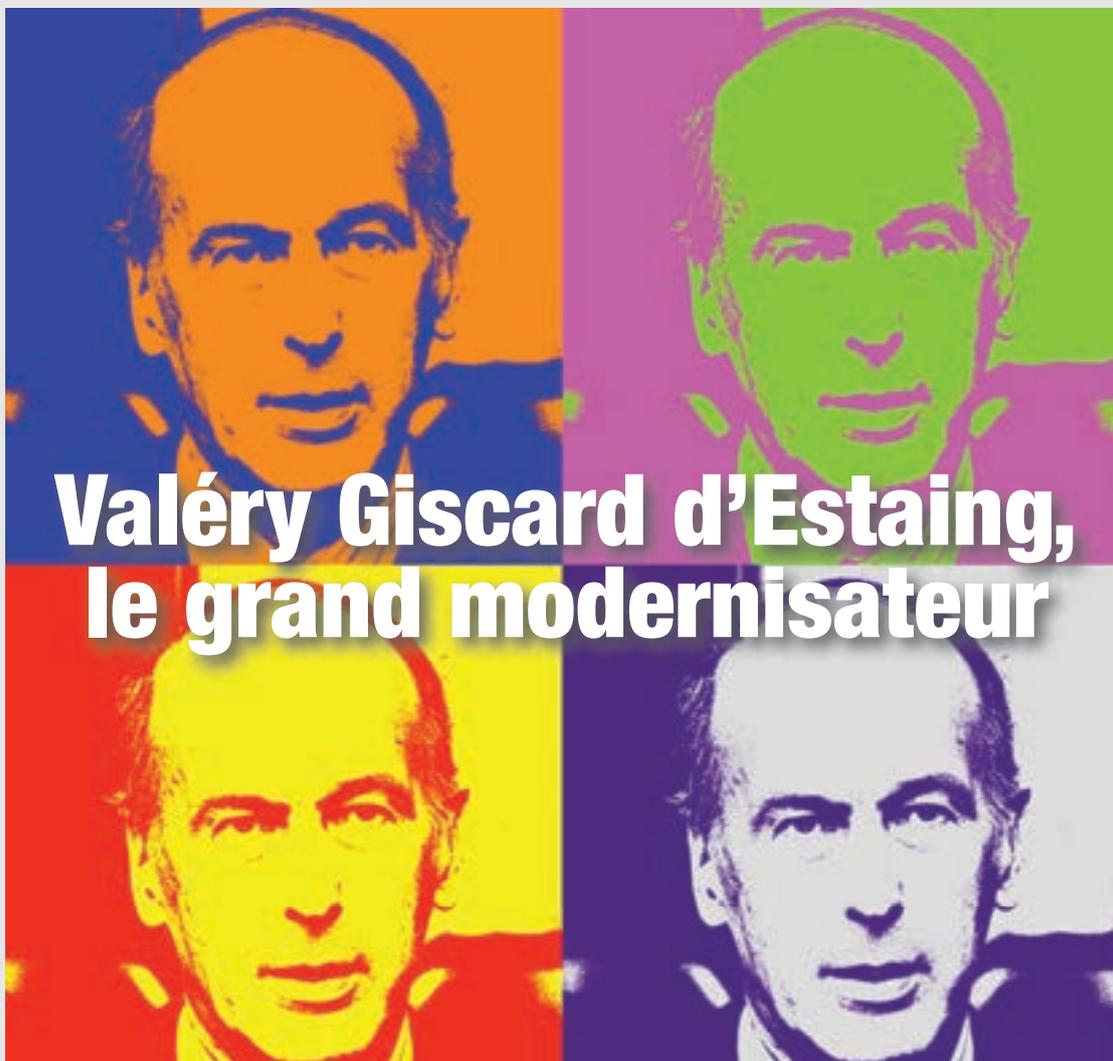
ALAIN DUHAMEL : « VALÉRY GISCARD D'ESTAING A FAIT LA CAMPAGNE LA PLUS BRILLANTE DE LA V^e RÉPUBLIQUE. »

f r a n c e o r u m

10 €
n° 83

REVUE TRIMESTRIELLE - AVRIL 2022 - NOUVELLE SÉRIE

www.institutjeanlecanuet.org



© European Communities, 1975EC. Photo: Christian Lambiotte / CC BY 4.0 oblique

Un leadership d'architecte
par Jean-Pierre Raffarin

L'héritier des pères fondateurs
par Fabienne Keller

Que reste-t-il du giscardisme ?
par Jean-Noël Barrot

AVEC AUSSI : JEAN-PIERRE BAT ■ CHRISTOPHE BELLON ■ MATHIAS BERNARD ■ JÉRÔME BESNARD ■ JEAN-LOUIS BOURLANGES ■ ÉRIC BUSSIÈRE ■ MARIE CARPENTER ■ ISABELLE CLAVEL ■ OLIVIER DUTHEILLET DE LAMOTHE ■ RICHARD FERRAND ■ MARC FOUCAULT ■ JEAN-PIERRE FOURCADE ■ CLAUDE FRANC ■ MARION GAILLARD ■ PASCAL GENESTE ■ PATRICK GÉRARD ■ JEAN-ANTOINE GIANZILY ■ LOUIS GISCARD D'ESTAING ■ SYLVIE GUILLAUME ■ BÉATRICE HOUCARD ■ ALINE JACQUET-DUVAL ■ FRANÇOIS LAFOND ■ ALAIN LAQUIÈZE ■ ANDRÉ LE GALL ■ OLIVIA LEBOYER ■ GÉRARD LONGUET ■ CHRISTINE MANIGAND ■ PIERRE MÉHAIGNERIE ■ JEAN-LUC MOUDENC ■ FRANÇOIS D'ORCIVAL ■ RAPHAËL PIASTRA ■ MICHEL PINTON ■ ÉTIENNE DE PONCINS ■ YVES POZZO DI BORGO ■ GILLES RICHARD ■ JEAN-PIERRE RIOUX ■ ÉRIC ROUSSEL ■ OLIVIER STIRN ■ MAXIME TANDONNET ■ JEAN-CLAUDE TRICHET ■ NICOLAS VIEL ■ BERNARD VIVIER.



Une Fondation pour faire vivre l'héritage d'une action progressiste, modernisatrice au service de la France et de l'Europe

La Fondation Valéry Giscard d'Estaing, reconnue d'utilité publique, est une fondation mémorielle. Son conseil d'administration de 10 membres est présidé par Louis Giscard d'Estaing, Maire de Chamalières, Conseiller régional Auvergne Rhône Alpes, ancien Vice-Président de l'Assemblée nationale.

LA FONDATION A POUR OBJECTIF DE :

- o faire connaître ou revivre la période de l'histoire politique, économique et sociale de la France et de l'Europe, durant laquelle le Président Giscard d'Estaing a joué un rôle déterminant ;
- o mettre progressivement à la disposition du public et des chercheurs des documents, dont des archives personnelles inédites ;
- o contribuer au développement de la conscience européenne.

POUR REMPLIR SES MISSIONS, LA FONDATION :

- o organise des événements (colloques, conférences) et crée des supports propres à rappeler l'action personnelle, politique et présidentielle ainsi que le rôle de Valéry Giscard d'Estaing dans la construction européenne de l'histoire contemporaine ;
- o distingue chaque année un ou plusieurs étudiants avec le Prix Valéry Giscard d'Estaing, pour leur engagement et parcours européen ;
- o met en valeur et partage le lieu de mémoire du château d'Estaing (Aveyron), classé monument historique, pour faire vivre son histoire et celle de la famille d'Estaing jusqu'à celle du 3^e Président de la V^e République ;
- o réalise des expositions à destination pédagogique, culturelle et historique.

L'Association des Amis de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing, régie par la loi de 1901, a pour vocation de faire participer tous ceux qui le souhaitent à accompagner son action :

- o en concourant à l'organisation des événements mémoriels en appui de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing ;
- o en permettant à ses membres de participer aux travaux de recherche et de mise en valeur de la mémoire du Président Valéry Giscard d'Estaing ;
- o par la mise en valeur du château d'Estaing (Aveyron) et d'en faciliter l'accès au public.

Contactez-nous

Fondation Valéry Giscard d'Estaing

Bureaux : 22, avenue Franklin Roosevelt – 75008 PARIS

01 89 16 47 70

Siège social : Château d'Estaing – 12190 ESTAING

05 65 44 72 24

contact@fondation-vge.org



www.valery-giscarddestaing.org



SOMMAIRE

5 ÉDITORIAL par Yves Pozzo di Borgo

VALÉRY GISCARD D'ESTAING, LE GRAND MODERNISATEUR

- 6** Un héritage plus que jamais vivant par Louis Giscard d'Estaing
- 8** Un leadership d'architecte par Jean-Pierre Raffarin
- 12** Son nom restera gravé par Richard Ferrand
- 17** « Valéry Giscard d'Estaing a fait entrer la France dans la modernité » entretien avec Alain Duhamel
 - 21** Un animal politique à sang froid... par François d'Orcival
 - 24** La campagne de 1974 vue de l'œil d'une jeune giscardienne par Aline Jacquet-Duval
 - 26** L'éveil à la politique par Jean-Luc Moudenc
- 28** Comment inscrire Valéry Giscard d'Estaing dans l'histoire du centre ? par Sylvie Guillaume
 - 31** Du MRP à la création de l'UDF par Isabelle Clavel
 - 34** Pourquoi les centristes ont soutenu le libéral Giscard ? par Christophe Bellon
 - 37** Naissance de l'Union pour la démocratie française par Michel Pinton
 - 40** Un futur président engagé par Éric Roussel
 - 44** Un président premier des X-ENA par Patrick Gérard
 - 47** Janvier 1956, l'entrée au palais Bourbon par Gilles Richard
 - 50** Une filiation en trompe-l'œil par Jean-Antoine Giansily
 - 53** Destins croisés par Christine Manigand
 - 56** Une communauté de vue par Jean-Pierre Fourcade
 - 58** L'ambition giscardienne par Jean-Pierre Rioux
 - 60** Un septennat de transition par Maxime Tandonnet
 - 63** La défaite de 1981 par Gérard Longuet
 - 65** L'avancée de l'État de droit par Alain Laquière
 - 68** Les révisions constitutionnelles d'un réformateur par Raphaël Piastra
 - 71** La réforme du Conseil constitutionnel par Olivier Dutheillet de Lamothe
 - 74** Les questions sociales et syndicales à l'ère giscardienne par Bernard Vivier
 - 78** Modernisation économique et engagement européen par Éric Bussière
 - 81** Un grand décentralisateur ? par Mathias Bernard
 - 84** La politique agricole des années 1975-1980 par Pierre Méhaignerie
 - 86** La maîtrise d'une politique industrielle pour les secteurs d'avenir par Marie Carpenter
 - 89** Audiovisuel, l'une des grandes réformes de l'été 1974 par Béatrice Houchard
 - 92** Le rayonnement de la France à l'étranger et dans les Outre-mer par Olivier Stirn
 - 95** La politique giscardienne en Afrique par Pascal Geneste et Jean-Pierre Bat

- 98** Merci, Monsieur le Président ! par Claude Franc
- 101** « Jamais la coopération franco-allemande n'a été aussi parfaite que du temps de Valéry Giscard d'Estaing et d'Helmut Schmidt » entretien avec Jean-Louis Bourlanges
- 104** L'initiateur du couple franco-allemand ? par Marion Gaillard
- 107** La création du système monétaire européen par Jean-Claude Trichet
- 111** La Convention sur l'avenir de l'Europe par Étienne de Poncins
- 114** L'héritier des pères fondateurs par Fabienne Keller
- 116** Un président à l'Académie française par Jérôme Besnard
- 118** Que reste-t-il du giscardisme ? par Jean-Noël Barrot

MOTS ET HUMEURS

- 120** Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall
- 121** Préparer demain par François Lafond

IL Y A CINQUANTE ANS

- 122** La fin d'un long hiver par Altiero Spinelli

CULTURE & SOCIÉTÉ

- 124** West Side Sorry par Nicolas Viel
- 125** Échos d'un monde englouti par Jérôme Besnard
- 126** *Louis de Bonald, philosophe et homme politique (1754-1840)* de Flavien Bertran de Balanda par Olivia Leboyer
- 127** *Votez fraternité ! Trente propositions pour une société plus juste* par Jérôme Besnard
- 127** *Éloge des frontières* de Régis Debray par François Lafond
- 128** *Conversations avec le Président* de Samuel Pruvot par Jérôme Besnard
- 129** Giscard, l'homme de la « limpidité » par Marc Foucault
- 131** L'héritage intellectuel du président Giscard d'Estaing par Jérôme Besnard
- 133** Le dernier message à sa famille politique

●
Nous rappelons à nos lecteurs que les chapeaux sont rédigés par la rédaction et n'engagent pas les auteurs des articles.
 ●



Co-directeurs de la publication : **Philippe Peyrat, Yves Pozzo di Borgo** – Gérant : **Catherine Bruno** – Président du comité de rédaction : **Marc Foucault** – Comité de rédaction: **Jérôme Besnard, Jean Chélini, Sylvère-Henry Cissé, Jean-Marie Daillet, Emmanuel Dupuy, Jean Guellec, Bernard Jomard, Albert Kalaydjian, François Lafond, Sarah Robin** – Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** – Maquette : **Catherine Barnay** – Rédaction: 31, rue de Poissy - 75005 Paris – Téléphone : 01 80 96 45 42 – E-mail: contact@franceforum.fr – Commission paritaire: 0123 P 83488 – Impression: ISI PRINT - 15, rue Francis de Pressensé - 93210 La Plaine Saint-Denis.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING, LE GRAND MODERNISATEUR

A quoi reconnaît-on un grand président de la République ? À l'évidence, à sa capacité à donner envie à des milliers de jeunes de s'engager en politique. Ce fut incontestablement le cas de Valéry Giscard d'Estaing. Des figures politiques connues, Premier ministre ou anciens ministres – Jean-Pierre Raffarin, Marielle de Sarnez, Dominique Bussereau, Gilles de Robien, Hervé de Charrette, François Bayrou, Gérard Longuet –, mais aussi une multitude d'élus locaux concèdent bien volontiers à quel point la campagne de 1974 et l'élection de VGE furent déterminantes dans leur parcours politique. Ils s'en souviennent tous avec émotion. Pour le grand éditorialiste et journaliste politique Alain Duhamel qui est interrogé dans ce numéro de *France Forum*, la campagne de 1974 reste d'ailleurs la référence. Une campagne éclair, une correspondance forte entre un candidat et une génération, un programme marquant un changement d'époque, des meetings que tous se rappellent encore, un débat télévisé resté célèbre par sa réplique « Vous n'avez pas, Monsieur Mitterrand, le monopole du cœur ! Vous ne l'avez pas » ; il y a bien la campagne de 1974 et les autres.

Cette nostalgie, nous l'avions déjà perçue, en 2016, lorsque l'institut Jean Lecanuet avait organisé un dîner autour du président : le temps d'une soirée, l'Union pour la démocratie française avait repris vie. Peut-être faut-il lire dans cette nostalgie si forte de 1974 le regret des giscardiens d'une présidence écourtée. 1974 se lit en liaison avec 1981, la victoire avec la défaite, la joie avec la tristesse, les souvenirs avec les regrets, l'action avec l'oubli. L'histoire est écrite par les vainqueurs, on le sait, et la geste mitterrandienne, puis chiraquienne, a relégué pendant presque trois décennies le septennat Giscard au rang de parenthèse post-gaullienne sans relief.

Ce numéro de *France Forum*, comme plusieurs colloques tenus à l'occasion du premier anniversaire de la mort de l'ancien président, assume cette mission de réhabilitation. Loin d'être une parenthèse, le septennat de Giscard est sans doute le plus prolifique en réformes et en changements de tous les mandats présidentiels de la V^e

république. Des réformes connues comme la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse ou le droit de vote à 18 ans, mais d'autres aussi discrètes que pérennes comme la loi Scrivener sur la protection du consommateur ou la possibilité pour l'opposition parlementaire de saisir le Conseil constitutionnel. Si Zola a inventé les intellectuels, Giscard a inventé la société civile ; il lui a donné la parole, il l'a introduite dans la vie politique, il a ouvert le chemin sur lequel François Mitterrand s'est ensuite engagé avec les radios libres ou les grandes lois de décentralisation.

Enfin, ce n'est pas l'Académie française qui rendra Giscard immortel. C'est l'Europe, bien sûr. Elle lui doit tant : le couple franco-allemand, le Conseil européen, le Parlement européen, le système monétaire européen. La productivité d'un Jean Monnet avec la vision politique en plus. Ni Mitterrand ni Chirac et tous leurs zéloteurs n'auront réussi à faire oublier Giscard l'Européen. L'Europe, le combat de toute une vie, une des plus belles mécaniques intellectuelles du xx^e siècle mise au service du plus grand projet de ce même siècle. Le non au référendum de 2005 sur la constitution européenne n'aura pas entamé ce crédit. Au contraire même. Il inscrit Giscard dans la lignée des utopistes, des rêveurs, des combattants de l'idéal. Il rejoint Victor Hugo, l'abbé de Saint-Pierre, les partisans des États-Unis d'Europe et de la paix éternelle.

Un septennat qui a fait entrer la France dans la modernité, une vie au service du projet européen, l'œuvre de Giscard est enfin reconnue. Oui, l'homme du passif raillé par son successeur au palais de l'Élysée est redevenu l'homme de l'actif et les très nombreux hommages qu'il a reçus de tous les bords politiques le lendemain de sa mort témoignent de ce bel héritage ! Puisse cette livraison de *France Forum* conçue avec l'aide de son fils Louis et de la fondation Valéry Giscard d'Estaing servir également cet hommage.

Yves Pozzo di Borgo,
ancien sénateur,
président de l'institut Jean Lecanuet



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un héritage plus que jamais vivant

PAR LOUIS GISCARD D'ESTAING
président de la fondation Valéry Giscard d'Estaing

Le fil conducteur d'une vie : servir son pays.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING a profondément œuvré au service de la France. Marquée par la volonté de moderniser la société et la démocratie, son audace réformatrice laisse une empreinte durable sur notre pays.

Porteur des valeurs de liberté, de modernité, d'amitié et de coopération entre les peuples, la pensée et les engagements de Valéry Giscard d'Estaing pour la France et pour l'Europe font partie de notre histoire.

Un peu plus d'un an après sa disparition, *France Forum*, dont l'un des fondateurs, Jean Lecanuet, a eu un parcours politique associé à celui du jeune président élu en 1974, honore sa mémoire à travers de nombreuses contributions, qui illustrent la construction de l'homme, de l'homme d'Etat et de l'Européen qu'il fut, engagé à affirmer la juste place de la France et de l'Europe dans le monde.

Par ces passionnants témoignages d'experts, de personnalités politiques, compagnons de route et anciens collaborateurs du président, *France Forum* souligne des moments forts de sa vie, de sa pensée politique, de son engagement pour la France et les Français.

Valéry Giscard d'Estaing a modernisé notre économie ainsi que notre industrie et nos institutions, faisant progresser notre pays en matière sociale et sociétale, de façon marquante. D'ailleurs, aucune de ces avancées n'a été remise en cause par la suite.

Engagé volontaire dans la 1^{re} armée française du général de Lattre à 18 ans, Croix de guerre avec citation à 19 ans, député du Puy-de-Dôme à 29 ans, secrétaire d'État, puis ministre des Finances et des Affaires économiques auprès du général de Gaulle de 1959 à 1966 et ministre de l'Économie et des Finances auprès de Georges Pompidou de 1969 à 1974, Valéry Giscard d'Estaing est élu 3^e président de la V^e République en 1974.

Douze ans au ministère des Finances, il est l'artisan du redressement économique et de la souveraineté monétaire de la France et de l'Europe.

Son septennat est marqué par sa volonté de modernisation de la société, de la démocratie et de responsabilisation des citoyens.

De nouvelles libertés sont accordées aux Français : dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse, abaissement de la majorité légale de 21 à 18 ans, divorce par consentement mutuel. De nouveaux droits sont donnés à l'opposition, au Parlement, aux médias publics, à la ville de Paris, aux universités, aux consommateurs ; des mesures de progrès social sont également prises en faveur des personnes âgées, des handicapés, des parents isolés ou des travailleurs manuels. Des lois, comme celle du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés », restent plus que jamais d'actualité quarante ans après leur promulgation.

La défense de l'environnement prend une dimension ma-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing est marqué par sa volonté de modernisation.

jeure avec les lois de protection du littoral ou de la montagne, avec la priorité donnée à la production d'électricité décarbonnée d'origine nucléaire, sans oublier la valorisation du patrimoine culturel, donnant lieu à la création des musées d'Orsay et Picasso, et la promotion de l'industrie, de l'espace, du téléphone et des TGV.

Européen convaincu, Valéry Giscard d'Estaing est à l'origine, avec le chancelier Helmut Schmidt, du Conseil européen, du système monétaire européen, précurseur de l'euro, et de l'élection du Parlement européen au suffrage universel

“L'ambition réformatrice du président Giscard d'Estaing **est plus que jamais vivante.**”

direct. Il prend aussi l'initiative, avec le président américain Gerald Ford, de la création du G6 dont la première réunion a eu lieu à Rambouillet, en 1975.

Après avoir quitté l'Élysée, il demeure l'une des figures clés de l'Union pour la démocratie française (UDF) créée en 1978 pour soutenir le « libéralisme social avancé ». Outre son engagement européen, il retrouve des fonctions électives dans le Puy-de-Dôme et en Auvergne.

Ayant été chargé, en 2002, de présider aux travaux de la Convention de révision des institutions européennes, il formule des propositions qui aboutiront à l'adoption du traité de Lisbonne, en 2009.

Homme de culture, d'action politique et de réflexion prospective, il est élu, en 2003, à l'Académie française, au siège de Léopold Sédar Senghor, succédant ainsi à un ancien président de la République du Sénégal, issu de ce continent africain auquel ils étaient tous deux fortement attachés.

Quarante ans après la fin d'un mandat, marqué par la volonté de moderniser la société et la démocratie, l'ambition réformatrice du président Giscard d'Estaing est plus que jamais vivante. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un leadership d'architecte

PAR JEAN-PIERRE RAFFARIN
ancien Premier ministre

Toujours aller de l'avant.

L'ANALYSE du leadership des dirigeants est un élément nécessaire à la compréhension de la gouvernance mondiale. Les continents apportent des variantes culturelles à l'exercice du leadership. À l'ouest, on s'expose ; à l'est, on se protège. En Europe, le choix est souvent celui de la complexité, il réunit l'acquis des méthodes et l'inné du caractère¹.

Dans *Le fil de l'épée*², le général de Gaulle a fixé, au moins pour la V^e République, les normes du « leadership à la Française » : « Au chef comme à l'artiste, il faut le don façonné par le métier. »

Lorsque Valéry Giscard d'Estaing devient président, il possède le don et fait preuve de métier. La rencontre entre Giscard et la France n'est pas un hasard, le métier a révélé, aux Françaises et aux Français, le don.

La labélisation du leadership par de Gaulle est une force considérable pour le jeune ministre des Finances du général, mais cela ne suffira pas. Il lui faudra aussi réunir les différents paramètres du leadership et notamment cette promesse, rare dans la politique française, celle de représenter l'avenir en étant, à la fois, « le plus expérimenté mais aussi le plus jeune ». Il réussira et il faudra presque cinquante ans pour qu'une telle équation soit de nouveau présentée aux Français...

L'EXPÉRIENCE DU CHANGEMENT. Le service de la France a été son métier. Même ses études ont été un engagement ; militaire, avant d'être scientifique, puis administratif avant d'être financier. L'école de la vie lui a permis d'affronter les tragédies de la guerre et de vivre les espérances de la Libé-

ration. Il vivra la reconstruction de la France auprès des grands leaders des trente glorieuses, au premier rang desquels de Gaulle.

Il aura cette réplique sévère, face à François Mitterrand, pour exprimer le sérieux de son expérience : « Vous avez été onze fois ministre, je l'ai été onze ans aux Finances. »

L'expérience de Giscard ne s'est pas limitée à l'exercice des responsabilités nationales. Il a jardiné l'Auvergne en y exerçant successivement tous les mandats et a parcouru les chancelleries pour y apprendre la culture des projets et aussi des monnaies communes...

Ce parcours lui a donné l'épaisseur du pays, la connaissance des Français, les réseaux internationaux et le goût de l'action politique. Cette expérience au cœur de la société française a sans doute été l'un des paramètres du coup de foudre de 1974. En effet, le climat de cette période post-gaulliste est au changement, mais sans le risque. Le profil de Giscard est une sorte de garantie, « il sait comment ça marche »...

Bien sûr, chacun a compris que l'élu de Chamalières n'avait pas connu dans sa vie personnelle les difficultés sociales de nombreux Français, mais la conviction était forte que son intelligence et sa compétence lui permettaient de comprendre ce qu'il pouvait ne pas connaître. Nous étions dans une période de croissance. Sa compétence et son expérience rassuraient. Il était celui qui, par ses capacités, faisait la course en tête et faisait de sa distance avec les autres la force qui montrait le chemin et la destination. Le choc du septennat a été le choc pétrolier qui a remis la croissance en cause



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



Si Valéry Giscard d'Estaing, alors secrétaire d'État du gouvernement de Michel Debré, avait refusé de se

*De nombreuses réformes menées pendant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing étaient porteuses d'innovation.
Ici, conseil restreint sur le nucléaire.*

et a rappelé l'échappé pour qu'il revienne dans le peloton puisque les routes devenaient incertaines. Pour gagner, François Mitterrand est allé jusqu'à mettre sur son affiche l'église

au milieu du village. L'expérience de Valéry Giscard d'Estaing a été aussi celle du gros temps. Grâce à elle, il avait réussi brillamment à gagner les élections législatives de 1978, malgré



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

la montée des divisions.

Après avoir quitté l'Élysée, son expérience est devenue sagesse et s'est exprimée avec large respect dans la région Auvergne, à l'Assemblée nationale, au Parlement européen, à l'Académie française et dans de nombreux cercles internationaux.

La chose est peu discutable, Giscard avait du métier. Néanmoins, le président n'a pas souhaité s'enfermer dans son expérience et, au contraire, a continué à prendre les voies de l'innovation politique même si les mauvais esprits ricanaient quand, par exemple, il allait dîner chez des Français. Réforme et changement restent les leviers de l'action giscardienne, par excellence. En toute circonstance, le leadership de Giscard était professionnel. Il n'y avait pas de place pour l'amateurisme.

Son métier a révélé, aux Françaises et aux Français, son don de leader en mêlant trois talents : la vision, l'éthique et la qualité de l'entourage. Ses talents se fédéraient dans un puissant charisme qui faisait faser une onde dans les pièces où il entrait.

LE LEADERSHIP DÉMOCRATIQUE. La vision pour celui qui la possède est sans doute le meilleur indicateur de son intelligence. Giscard possède ce que les Américains appellent « *the big picture* », la vista sans laquelle « il n'y a pas de port favorable ». À cette perspective, il a donné un nom : la « démocratie française » qui fera l'objet d'un livre, paru en 1976, pour éclairer la route, initiative originale et particulièrement démocratique.

La France proposée est une France active, à l'aise dans son siècle. Une France qui croit au travail, qui veut valoriser le travail manuel et qui engage la réforme de l'entreprise. La France de Giscard est ouverte, elle doit être capable de parler avec tout le monde en se concentrant sur son projet européen et en réinventant ses liens, forts, avec l'Afrique. Cette France peut être paisible si elle sait échapper à la lutte des classes et se laisser guider par « un grand groupe central », meilleur moteur social que la dialectique de classe. Active, ouverte et

paisible. Le président Giscard d'Estaing sera sans doute, après de Gaulle, le président qui aura voulu présenter aux Français son « projet de société » avec le plus de précision et de clarté.

L'éthique indique, ici, le sens qui est donné à l'action, la recherche permanente de la cohérence entre la pensée et l'action. L'éthique de Giscard est la modernisation du pays. Pour lui, la modernisation est une valeur parce que c'est la capacité d'un peuple à maîtriser et à s'adapter au changement. La France, selon Valéry Giscard d'Estaing, doit rester un « pays jeune ». La vie est mouvement, les structures immobiles sont condamnées. L'histoire bouge, la France ne doit pas sortir de l'histoire par immobilisme. La modernisation commence par donner la parole aux jeunes, notamment en leur donnant le droit de vote à 18 ans. Des réformes comme la légalisation de l'IVG ou le divorce par consentement mutuel visent à adapter la société aux réalités sociales. La réforme de la télévision indique la même direction.

La réforme est aussi le moyen de combattre les nouvelles injustices qui apparaissent avec les nouveaux modes de vie. Le programme électronucléaire, le ministère de la Condition féminine, le nouveau statut de Paris, l'élection du Parlement européen au suffrage universel, la création du musée d'Orsay, le système monétaire européen, le minimum vieillesse, le G7 ou le Conseil européen, toutes ces initiatives étaient porteuses d'innovation. La modernisation était la constante.

Le troisième talent manifeste de Valéry Giscard d'Estaing était de faire grandir ses équipes. Le leader doit gérer ses troupes. À la fin des années 1980, Giscard réunissait, à l'occasion d'un dîner mensuel au Parlement européen, à Strasbourg, les membres de sa liste européenne pour coordonner les travaux. En général, dans ce genre de tablée, les traits d'humour, les anecdotes croustillantes, l'autopromotion, les tunnels font exister leur auteur. Avec Giscard, il était préférable, dans la conversation, d'apporter des idées neuves. Ce qui n'était pas intéressant n'était pas relevé. Giscard tirait le groupe vers le haut. Ce n'était pas toujours de tout repos ! On a souvent entendu des Français dire qu'« écouter Gis-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Réforme et changement restent les leviers de l'action giscardienne.”

card, cela rendait intelligent » ; en tout cas, cela faisait grandir.

La solidité de son entourage était impressionnante. Michel Poniatowski, Michel d'Ornano, Jean François-Poncet, Jean Serisé, Alice Saunier Seité, Simone Veil, Jean-Pierre Soisson, Marie-Hélène Descamps... il est des couloirs où la médiocrité ne prospère pas.

En gagnant l'élection présidentielle, Giscard avait mesuré la légèreté de son appareil politique, ce qui l'a conduit à réagir et à construire un nouveau parti, l'Union pour la démocratie française (UDF) qui, après des défaites aux cantonales et aux municipales, lui a permis de gagner les législatives de 1978. Michel Poniatowski avait structuré pour son chef une école de députés, « Agir pour l'avenir ». L'UDF a été une belle organisation qui, en peu de temps, a réussi à se placer au niveau du rival de l'époque, le Rassemblement pour la République (RPR), et à celui de l'adversaire, le Parti socialiste (PS). Le leader ne s'arrête pas au concept, il va jusqu'au gros œuvre.

L'architecture des pouvoirs est progressivement devenue une priorité pour le président de la région Auvergne et la dé-

centralisation a constitué le chantier dans lequel il a investi son expérience de l'État à la recherche de l'« organisation décentralisée de la République ». Cette logique de l'infrastructure politique rejoint, dans la pensée économique du président, la logique de l'infrastructure financière, la monnaie. Le leader doit bâtir les outils et les mécaniques de son programme.

Giscard n'est pas tombé dans les dérives du leadership. Il n'a pas été tenté, comme d'autres, par l'« exercice solitaire du pouvoir ». Sa recherche déterminée de l'ouverture l'a conduit à éviter la pratique du clanisme et du manichéisme. Il s'est protégé de la surexposition médiatique en partageant clairement les responsabilités avec Raymond Barre, son Premier ministre des cinq dernières années. Ni autocratique ni paternaliste, la pratique du leadership de Giscard était celle du leadership démocratique.

Il faut des aptitudes, des dons, pour bâtir ce type d'œuvre. L'essentiel de ces paramètres sert évidemment l'action du leader, mais plus profondément il lui donne la nécessaire confiance en lui, source de son assurance séductrice. Chez les très grands comme de Gaulle, Churchill ou Giscard, cette confiance finit par se loger dans la conscience du destin. Ces trois-là ont su très tôt qu'un destin leur était réservé et que, pour cette raison, ils seraient préservés jusqu'à l'exercice de leur mission. C'est l'une des raisons pour lesquelles ce type d'homme n'a point peur.

Peut-être que la conscience de ce destin exceptionnel a permis à Giscard de ne pas craindre la défaite ce qui, sans doute, a rendu celle-ci plus violente.

Le temps soigne la cicatrice. En France comme en Europe, sa trace, celle de la réforme et de la modernisation, s'installe dans l'histoire. ●

1. Voir de l'auteur *Choisir un chef. Le leadership au travers l'histoire*, Michel Lafon, 2021.
2. Plon, 1999.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Son nom restera gravé

PAR RICHARD FERRAND¹
président de l'Assemblée nationale

L'homme de l'actif.

LE 2 FÉVRIER 1926, il y a quatre-vingt-seize ans jour pour jour, Valéry Giscard d'Estaing naissait à Coblenz. Coblenz ! Ville allemande au nom latin qui signifie « confluent », elle est le point de jonction de la Moselle et du Rhin pour les géographes, mais le point de friction du Nord et du Midi pour les historiens.

Sur ce Rhin romantique chanté par Brentano, la ville fut, des siècles durant, un enjeu stratégique.

Là fut inhumé le jeune général Marceau, après l'entrée des troupes révolutionnaires en Allemagne. Là fut créé l'éphémère département de Rhin-et-Moselle en 1801, avant que le territoire devienne, en 1815, possession de la Prusse.

En 1926, quand Valéry Giscard d'Estaing voit le jour, la France occupe la Rhénanie depuis trois ans ; c'est pourquoi son père, sorti major de l'Inspection des finances, se trouve pour six mois encore directeur des finances au sein de la Haute-Commission interalliée pour les Territoires rhénans.

Devant les problèmes économiques et financiers hérités de la Grande Guerre, on crie alors : « L'Allemagne paiera ! » Chaque époque a ses formules lapidaires et ses solutions simples, le malheur est qu'elles sont toujours trompeuses.

Croyant solder les conséquences de la Première Guerre mondiale, les vainqueurs préparaient les conditions de la seconde.

Une leçon que retiendra plus tard le grand Européen que fut Valéry Giscard d'Estaing.

Un brillant sujet qui, au lycée Louis-le Grand, préparait

Polytechnique. À dix-neuf ans pourtant, on l'oublie trop souvent, il prit les armes. Lui qui avait participé à la manifestation interdite des lycéens parisiens du 11 novembre 1940, le voici engagé volontaire dans l'armée de de Lattre : il combat dans les chars, au 2^e Dragon, jusqu'en Allemagne, et sa bravoure au feu lui vaut la Croix de guerre et une citation.

C'est ainsi que, le 14 juillet 1945 à Paris, parmi les centaines de soldats et d'officiers qui défilent devant le général de Gaulle pour la première fête nationale de la victoire, on trouve, sous l'uniforme, le jeune Giscard d'Estaing.

Vingt-neuf ans plus tard, à pied, Valéry Giscard d'Estaing remonte l'avenue des Champs-Élysées, pour raviver la flamme du Soldat inconnu : il est devenu chef de l'État.

Entre ces deux dates, trois décennies de combats politiques, dans cette France de la reconstruction qui veut revenir au premier plan des grandes puissances et s'efforce de se moderniser.

Ce sont d'abord les chantiers de la IV^e République, quand Valéry Giscard d'Estaing, polytechnicien, énarque de la promotion Europe, en 1951, inspecteur des finances, est choisi comme directeur-adjoint de cabinet par le président du Conseil, Edgar Faure.

Le 2 janvier 1956, il est élu député du Puy-de-Dôme, au scrutin de liste. Comme son grand-père, Jacques Bardoux, comme son arrière-grand-père, Agénor Bardoux, ministre de l'Instruction publique en 1877, comme ses aïeux, Jean-Pierre et Camille de Montalivet, ministres de Napoléon et de Louis-Philippe, il entame son dialogue avec les Français.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Assemblée nationale - 2022

*Le 2 janvier 1956, Valéry Giscard d'Estaing, élu député du Puy-de-Dôme, fait son entrée à l'Assemblée nationale.
En février 2022, l'Assemblée nationale lui rend hommage en apposant une plaque commémorative à la place 210 de l'hémicycle.*

Dans les livres d'histoire, le nom de Valéry Giscard d'Estaing est d'ores et déjà inscrit comme celui du jeune président de la République qui réforma la France ; mais dans cet hémicycle où il est entré en 1956 et qu'il n'a définitivement quitté

qu'en 2002, saluons d'abord la mémoire de l'orateur parlementaire, du député de 29 ans, du secrétaire d'État de 32 ans, du ministre des Finances du général de Gaulle et de Georges Pompidou, capable de présenter le projet de loi de finances



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

sans le moindre écrit sous les yeux.

Homme de débat, homme de raison, il voulait convaincre et savait écouter. Son malheur fut d'avancer dans un monde bipolaire où les tensions idéologiques réduisaient les occasions de s'entendre. Pour autant, il ne renonça jamais à sa liberté d'analyse et, avec brio, imposa son style, si retenu et pourtant si personnel.

Dès l'année qui suit son élection, il s'exprime dans un débat capital, le 4 juillet 1957, quand l'Assemblée nationale est amenée à se prononcer sur la ratification du traité de Rome instituant la Communauté économique européenne.

« Pour que notre pays, pour que l'Europe puisse profiter du Marché commun, celui-ci ne doit pas être un lieu de passage, prévient-il. Ce doit être, je crois, l'occasion, la raison que nous cherchons depuis dix ans, de rénover la structure de notre pays et de faire apparaître, derrière le masque un peu vieilli de Marianne, les traits d'un pays jeune. »

Tout son programme est déjà là, en germe, dans la conclusion de ce discours. Il ne reste qu'à le réaliser, au plus haut niveau. Dès 1957, il demande une législation anti-trust, la fixation d'un tarif extérieur commun, des mesures pour abaisser les prix français.

Alors que la IV^e République s'enlise dans la crise algérienne, il réclame une véritable réforme constitutionnelle. Le 1^{er} juin 1958, Valéry Giscard d'Estaing vote la confiance au général de Gaulle quand celui-ci devient président du Conseil.

Réélu député pour la première législature de la V^e République, au scrutin uninominal cette fois, il s'impose dans la 2^e circonscription du Puy-de-Dôme, qui le reconduira aux législatives de 1962, 1967, 1968 et 1973.

Valéry Giscard d'Estaing inaugure le nouveau système institutionnel dans lequel les membres du gouvernement doivent céder leur siège à leur suppléant : il est, en effet, secrétaire d'État de 1959 à 1962, puis ministre des Finances et des Affaires économiques jusqu'en 1966. Dans l'ombre d'Antoine Pinay d'abord, puis en pleine lumière, il travaille à la restauration du franc, au relèvement de l'économie, à l'équi-

“Son nom restera gravé tout comme son œuvre lui survit et lui survivra.”

libre des comptes publics.

Allié des gaullistes, il n'en reste pas moins le leader de ces « républicains indépendants » dont l'audace va jusqu'à dire « Oui, mais » au général. En 1969, attaché au bicamérisme, il ose émettre des réserves dans la campagne référendaire et la victoire du « non » au projet de révision constitutionnelle qui entraîne la démission du chef de l'État.

De nouveau membre du gouvernement sous la présidence de Georges Pompidou, il devient une personnalité centrale de la vie publique. Les Français apprennent à connaître ce ministre des Finances qui, sur un air d'accordéon, conjugue croissance économique et excédent budgétaire...

Quand s'éteint le président Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing choisit de « regarder la France au fond des yeux ». Il est candidat. Surclassant son rival gaulliste Jacques Chaban-Delmas, il assène à François Mitterrand que la gauche « n'a pas le monopole du cœur »... À 48 ans, il entre à l'Élysée.

Le nouveau président renonce à dissoudre l'Assemblée nationale malgré les risques que représentent des élections législatives à mi-mandat.

L'Assemblée nationale est alors présidée par son ancien mentor, Edgar Faure ; et c'est en application d'un engagement



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

pris durant la campagne présidentielle qu'il institue un nouveau rendez-vous démocratique, les questions au gouvernement, le 12 juin 1974. Oui, chaque fois que, dans cet hémicycle, les députés peuvent interroger directement le Premier ministre et les membres du gouvernement, c'est grâce à la volonté exprimée par Valéry Giscard d'Estaing de réaffirmer le rôle du Parlement ainsi que les droits de l'opposition.

Ceux-ci sortirent tout spécialement renforcés de la révision constitutionnelle qui ouvrit à soixante députés ou soixante sénateurs la saisine du Conseil constitutionnel.

Entre-temps, Valéry Giscard d'Estaing avait fait le courageux pari de la jeunesse, avec l'abaissement de la majorité civique à 18 ans.

Le 16 juillet 1974, pour la première fois, le gouvernement français comportait un « secrétariat d'État à la Condition féminine », confié à Françoise Giroud.

Bientôt, le Parlement est appelé à se prononcer sur des réformes de société des plus fondamentales, comme le divorce par consentement mutuel et, surtout, la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse.

Un double choc pétrolier, la montée du chômage, firent oublier ces progrès indéniables. En 1981, François Mitterrand prenait sa revanche sur celui qu'il appela l'« homme du passif ». Un inoubliable « au revoir » ponctua théâtralement la fin de cet unique mandat présidentiel.

Mais « au revoir » ne veut pas dire « adieu ». Valéry Giscard d'Estaing continua de combattre. Certes, la Constitution le rendait membre de droit du Conseil constitutionnel, mais l'ancien président de la République attendit vingt-trois ans, jusqu'en 2004, pour occuper ce fauteuil de sage. La politique l'habitait pleinement et il ne voulait pas être juge et partie.

Conseiller municipal de Chanonat et conseiller général du canton de Rochefort-Montagne à ses débuts, maire de Chamalières de 1967 à 1974, il plaidait, dès 1977, pour une décentralisation approfondie dans *Démocratie française*², ce livre-programme qu'il avait eu l'audace de publier en cours de mandat.

Et c'est pourquoi, quand la décentralisation fut faite par ceux-là mêmes qui avaient mis fin à son expérience présidentielle, il s'en empara et devint, en 1982, conseiller général de Chamalières, puis de 1986 à 2004, pendant dix-huit années, le très dynamique président de la région Auvergne dont les anciens volcans semblèrent alors se réveiller, au bénéfice de l'emploi touristique et du développement local.

À la même époque, Valéry Giscard d'Estaing retrouve son siège de député, mandat qui lui sera renouvelé lors des scrutins de 1986, 1988, 1993 et 1997. Tout au long de sa carrière, il aura donc été onze fois élu député par le département du Puy-de-Dôme, auquel il resta toujours fidèle.

Élu président de la commission des Affaires étrangères de 1987, il demeure un analyste averti de la scène internationale.

N'avait-il pas créé le G6, en 1975, à Rambouillet, une initiative à l'origine du G7 actuel et de notre G7 parlementaire ?

En 1989, l'ancien défenseur du traité de Rome faisait son entrée au Parlement européen. Président du Mouvement européen jusqu'en 1997, président du Conseil des communes et régions d'Europe de 1997 à 2004, il vit la consécration de son engagement dans ce domaine en devenant, le 15 décembre 2001, le flamboyant président de la Convention pour l'avenir de l'Europe.

Tel fut le haut personnage dont, le 2 décembre 2020, nous apprenions avec peine la disparition : l'Assemblée nationale observait immédiatement une minute de silence.

Le lendemain, tandis qu'une journée de deuil national honorait la mémoire de l'ancien président de la République, je proposais à notre Bureau qu'une plaque commémorative inscrive à jamais le nom de Valéry Giscard d'Estaing dans notre hémicycle.

Le bureau de l'Assemblée nationale approuva ce qui n'était que justice, pour le député, le ministre, le grand Européen, le président réformateur dont le legs doit être salué.

« Le temps est le plus sage de tous les conseillers », constatait Périclès. Nous tous qui avons vécu ces pages d'histoire, nous qui avons partagé les passions de la vie publique sous la V^e République, à l'heure de rendre hommage au pré-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

sident disparu, nous mesurons l'ampleur du chemin, la mesure de la tâche accomplie. Qu'ils sont loin, oubliés, les accidents, les polémiques, les caprices des joutes électorales, quand on considère le bilan d'une vie tout entière dévouée à la collectivité.

Oui, nous le voyons bien, la V^e République n'est plus la même depuis que Valéry Giscard d'Estaing l'a modernisée. Le Parlement s'est affirmé et, avec lui, les droits de l'opposition.

La place des femmes, enfin légitimée, n'a cessé de croître et nous ne pouvons que nous en réjouir, car, comme il l'écrivait lui-même, « la suppression des discriminations qui pèsent encore sur les femmes est sans doute une affaire de justice, mais pas seulement de justice. Elle est plus encore un élément décisif de l'évolution sociale générale. Elle aidera notre société à éliminer plus complètement la violence, en même temps qu'à donner davantage le pas aux réalités sur les idéologies – en un mot à accéder à un stade supérieur d'éveil humain. »

Cet éveil, de manière visionnaire, il le devinait débarrassé de clivages et de divisions dont il annonçait la péremption.

Fier d'avoir mis à l'ordre du jour le mot de « pluralisme », il appelait de ses vœux une « démocratie forte et paisible », faisant appel à des citoyennes et des citoyens véritablement autonomes, « c'est-à-dire aux hommes et aux femmes, pris dans leur diversité et leur réalité complexe, dans leur droit à la différence, et dans leur égalité fondamentale ».

De là son souci de rassembler autour de lui des sociaux-démocrates, des radicaux, des démocrates-chrétiens, des libéraux, des gaullistes, du moment qu'ils avaient des objectifs communs : telles furent ces fameuses « majorités d'idée » dont parlait Edgar Faure et qui forgèrent, par convergence, par confluence, quelques grandes lois de la République.

Enfin, comme l'avait souhaité Valéry Giscard d'Estaing, on peut être républicain et européen, républicain parce qu'europpéen, européen parce que républicain. Il le savait : les étiquettes passent et trépassent, seule demeure la question de la valeur et, à cette aune, c'est un homme de progrès et de concorde que nous saluons aujourd'hui.

Pour avoir voulu « une communauté d'hommes libres et responsables », le président Valéry Giscard d'Estaing fut, à sa manière et dans son temps, l'un de ces humanistes qui ont fait rayonner la France.

Enfin, et je tiens à le dire en présence de sa famille ici réunie, cette plaque que nous apposons aujourd'hui honore aussi l'académicien, l'homme de lettres, l'ami des arts et du patrimoine qui sut transformer la vieille gare d'Orsay en un temple moderne de la culture : comme beaucoup d'autres ici, je me réjouis que ce merveilleux musée porte aujourd'hui son nom.

Aujourd'hui, Valéry Giscard d'Estaing n'est plus. Sa culture, ses talents, ses engagements pour la France et pour l'Europe appartiennent à l'Histoire et c'est pourquoi, au siège n° 210 de notre hémicycle, le dernier qu'il occupa en ces lieux, son nom restera gravé, tout comme son œuvre lui survit et lui survivra. ●

1. Cet article est la retranscription du discours prononcé par Richard Ferrand, le 2 février 2022, lors de la cérémonie de dévoilement d'une plaque dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale en mémoire à Valéry Giscard d'Estaing. Quelques modifications de forme ont été apportées à la version d'origine afin de répondre aux exigences éditoriales. Le discours dans sa version originale est consultable sur le site de l'Assemblée nationale : Cérémonie de dévoilement d'une plaque dans l'hémicycle en mémoire de M. Valéry Giscard d'Estaing - Présidence de l'Assemblée nationale (assemblee-nationale.fr). (NDLR)

2. Fayard. (NDLR)



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

« Valéry Giscard d'Estaing a fait entrer la France dans la modernité »

ENTRETIEN AVEC ALAIN DUHAMEL

éditorialiste, membre de l'Institut

Un homme d'État né.

France Forum. – *Quel type d'homme politique était Valéry Giscard d'Estaing (VGE) ?*

Alain Duhamel. – Valéry Giscard d'Estaing est, d'abord, un politique né. Il l'est par héritage et par éducation. Son grand-père était parlementaire. Son père se passionnait pour la politique et était ce qu'on pourrait appeler un homme d'influence, même s'il n'était pas lui-même élu. La circonscription législative de Giscard était familiale. Il y a donc bien une forme de dynastie politique Giscard. Sa mère n'avait d'ailleurs aucun doute sur le destin politique de son fils et elle ne manquait pas de lui rappeler. Toute sa famille a, très tôt, la conviction qu'il exercera d'éminentes fonctions de gouvernement.

Pour autant, Giscard n'est pas un politicien. Pas au sens d'un Chirac, en tout cas. Il n'y a pas chez Giscard cet opportunisme perpétuel, cette hypersensibilité aux courants de l'opinion, cette volonté de labourer électoralement la France, ce sens tactique, cette capacité à se faire aimer des militants et des électeurs. Ce n'était pas son registre, c'est évident. Giscard était avant tout un homme de gouvernement obligé de faire de la politique politicienne et Chirac un politicien obligé de gouverner. Giscard avait une telle envergure intellectuelle

qu'il se classait automatiquement parmi les hommes d'État. Ses concurrents avaient à le démontrer. Pas lui.

Mais Giscard n'était quand même pas totalement éloigné de la politique politicienne. N'oublions pas qu'il avait été à bonne école étant passé par le cabinet d'Edgar Faure, homme d'État brillantissime et aussi infernal politicien. Giscard a su aussi passer du Centre national des indépendants (CNI) au groupe politique qu'il avait lui-même créé, les Républicains indépendants, sans parler de la création de l'Union pour la démocratie française (UDF).

FF. – *Comment expliquez-vous le rapport compliqué entre VGE et les Français ?*

AD. – Le rapport entre VGE et les Français est très particulier. VGE n'était pas spontanément proche d'eux et cela se sentait. Bien sûr, il avait ses électeurs dans sa mairie, dans sa circonscription. Il leur parlait avec cordialité et était attentionné à leur endroit, mais le contact avec l'électeur n'était pas son arme principale, à la différence d'un Jacques Chirac ou d'un François Mitterrand. Eux avaient un contact instantané, chaleureux, habile même, avec l'électeur. Giscard n'était pas dans l'empathie, mais dans la séduction, c'est très diffé-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République

Entretien avec le Premier ministre, Raymond Barre, le 13 mai 1980, à la veille de la passation de pouvoir avec François Mitterrand.

rent. Contrairement à ce qu'il souhaitait, il n'a jamais eu un vrai lien de proximité avec les Français. Ceux-ci le regardaient comme un personnage lointain, un peu inaccessible, mais un personnage néanmoins essentiel à qui ils confiaient une part de leur avenir. Giscard se détachait des autres hommes politiques : plus jeune, plus moderne, plus rayonnant, même en comparaison avec Georges Pompidou qui sortait aussi de l'ordinaire par rapport aux hommes politiques de l'époque.

FF. – *Et par rapport au général de Gaulle ?*

AD. – Avec de Gaulle, c'est différent. Il n'y avait pas de rivalité. Le général de Gaulle est sorti de l'Histoire pour créer la V^e République, Valéry Giscard d'Estaing est entré en politique pour accéder à l'Histoire. Le général avait vingt ans de

plus que Giscard à l'époque et c'était déjà un personnage historique.

FF. – *Pourquoi les proches de Giscard ont-ils tous les yeux qui pétillent quand ils font référence à la campagne présidentielle de 1974 ?*

AD. – Giscard a fait la campagne présidentielle la plus brillante de la V^e République. Et pourtant, c'est une campagne d'en haut, pas une campagne de terrain à la Chirac. Il s'adressait à un électorat dans son ensemble, pas à des électeurs ou à des catégories d'électeurs en particulier. Il était un candidat global qui parlait à l'ensemble des Français, pas à chacun. C'était dans l'ordre des choses qu'il soit élu président de la République. Ses grands rivaux de l'époque ont conquis la pré-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Giscard a fait la campagne présidentielle **la plus brillante de la V^e république.**”

sidence, ils l'ont arrachée après plusieurs essais. Lui l'a enlevée à la première tentative. Avec éclat. Il était un président né. Toute la classe politique le savait, même de Gaulle. Il avait ce destin présidentiel et lui seul.

FF. – *Pourtant, une fois au pouvoir, son pouvoir de séduction s'est dissipé. Pour quelles raisons ?*

AD. – Son pouvoir de séduction est resté intact les deux premières années du septennat. Durant cette période, il a donné un coup de jeune à une France qui en avait besoin. En deux ans, il a transformé la société française de manière consensuelle, pacifique et brillante. Il a fait entrer la France dans la modernité. Mais on connaît la suite à partir de 1976 : le second choc pétrolier, le chômage, l'austérité nécessaire, la présence de Raymond Barre, Premier ministre hautement respectable mais pas électoral. Giscard a été la victime de la crise économique, des divisions de la majorité, de la volonté de Chirac de rendre aux gaullistes ce qui leur apparaissait comme leur place naturelle sous la V^e République. Il a aussi été victime de son style : le président séduisant est devenu le président aristocratique à partir du moment où la situation économique et politique s'est dégradée. Ses qualités se sont,

en partie, retournées contre lui. Il a été adulé pendant deux ans, puis très progressivement rejeté. Être le premier, c'est aussi être condamné à réussir. On n'a pas le droit de trébucher.

FF. – *Pour autant, la défaite de 1981 n'était-elle pas évitable ?*

AD. – Oui, elle l'était. Les deux coalitions politiques en présence étaient contradictoires, non naturelles et de même poids électoral. Cela s'est joué sur le fil, mais c'est la campagne qui a fait la différence. François Mitterrand a réalisé une campagne précoce et intelligente alors que VGE, dont la campagne de 1974 avait été éblouissante, a complètement raté celle de 1981. 81 est l'anti-campagne de 74. À une campagne de professionnels à la Kennedy a succédé une campagne médiocre et banale : un slogan très mauvais (« Il faut un président à la France »), un entourage sympathique mais amateur, un démarrage trop tardif, une sous-estimation de l'adversaire. Au cœur de l'été 1980, Giscard avait convié à un dîner les principaux éditorialistes du pays, avec conjoints et conjointes. Sondages à l'appui, il avait expliqué pourquoi la victoire était acquise. Je m'étais permis de lui dire que la situation était plus ouverte que ce qu'il croyait. Il avait sous-estimé le besoin d'alternance, la peur des Français à cause de la crise et du chômage. Les deux candidats ont été à égalité jusqu'en février 1981, puis la campagne a fait la différence.

FF. – *Interviewer Giscard, était-ce pour vous un bonheur ou une appréhension ?*

AD. – Giscard était extrêmement stimulant pour un intervieweur, avec des qualités de conceptualisation et d'expression hors du commun. Il arrivait en face de vous les mains dans les poches, avec tout dans la tête. Je dois reconnaître que sa supériorité intellectuelle m'agaçait un peu. En tout cas, elle m'a obligé à donner le meilleur de moi-même. Quand je l'interviewais, je m'efforçais de lui poser des questions sans uti-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

liser mes fiches. Je voulais le challenger, comme on dirait aujourd'hui. Cela dit, il n'y a pas eu que des moments agréables. Un soir, je lui ai posé une question sur les fameux diamants de Bokassa ; je ne pouvais pas ne pas l'interroger sur cette affaire qui empoisonnait la campagne. Ce fut pénible et sa réponse fut maladroite.

FF. – *Giscard est-il vraiment le premier président de la télévision ?*

AD. – Oui, c'était un séducteur professionnel qui avait très tôt compris et intégré tous les codes de la communication politique et notamment ceux de la télévision. Il les avait appris et s'était entraîné à les dominer. Déjà, lorsqu'il était ministre des Finances, il jouait à merveille de ce nouveau média. Il s'en servait pour faire de la pédagogie, un peu comme l'instituteur de la France. Il montrait à l'écran des graphiques très clairs avec les courbes de l'inflation ou du produit intérieur brut. Je crois qu'être sur un plateau télé détendait Giscard. L'inverse de François Mitterrand qui, lui, n'était pas à l'aise avec la télévision, surtout dans sa période d'opposant. Sa faible maîtrise de l'outil le crispait.

FF. – *Emmanuel Macron est-il le nouveau Giscard ?*

AD. – Il est certain que leurs profils politiques se ressemblent. Deux hommes qui intellectuellement dominent leur génération, des conceptions solitaires du pouvoir, des convictions politiques proches, des Européens de la première heure, des libéraux au sens politique comme économique, des inspecteurs des finances, une proximité un peu affectée, soulignée en tout cas, avec la culture, une incontestable avance sur leur époque. Pour autant, ils ont aussi de vraies différences. VGE est devenu président de la République après une carrière rapide, mais somme toute classique, avec un parti derrière lui, une image établie et enracinée, une volonté de conquête du pouvoir qui n'a surpris personne, une conquête du pouvoir naturelle et classique, même si elle a été moderne

dans les formes. Macron, lui, est arrivé au pouvoir par effraction. C'est un homme de transgression. Sans parti, sans moyen, sans expérience, sans notoriété. J'ai titré mon dernier livre *Emmanuel le hardi*¹, mais Emmanuel le téméraire aurait été mieux. Côté Giscard, nous avons une convention absolue, y compris dans sa vie privée ; côté Macron, c'est la transgression totale, y compris dans sa vie privée. Macron est un homme de rupture alors que Giscard est un homme d'inflexion. Il semble aussi que Macron accroît sa popularité à la fin de son mandat. Giscard a vécu un parcours opposé.

FF. – *La postérité de Giscard n'est-elle pas d'abord et avant tout européenne ?*

AD. – Ce serait exagéré d'affirmer cela. Les deux premières années du septennat ont été exceptionnelles du point de vue des réformes nationales. En même temps, il est incontestable que Giscard est celui qui a trouvé les mots et les outils pour faire avancer l'Europe au moment où de redoutables difficultés économiques la faisaient vaciller. C'était une vraie prouesse. C'est lui qui a porté l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, le système monétaire européen, le couple franco-allemand. Georges Pompidou et Willy Brandt, c'était terrible, alors que Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmitt, c'était vraiment le symbole de l'entente franco-allemande au service de l'Europe. L'élection européenne qui s'est déroulée pendant le septennat est marquée par son plus beau succès électoral. Elle sera suivie par l'arrivée à la présidence de l'assemblée de Simone Veil, l'idéal. De mon point de vue, la modernisation de la société française et la construction européenne sont les deux grandes victoires de Giscard. Il a trouvé un chemin entre les soixante-huitards qui voulaient tout révolutionner et une majorité de Français qui étaient encore très conservateurs. Il a su s'extirper de cette mâchoire qui bloquait la société française, y compris en se plaçant en opposition à sa propre majorité. ●

1. Éditions de l'Observatoire, 2021. (NDLR)



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un animal politique à sang froid...

PAR FRANÇOIS D'ORCIVAL
journaliste, membre de l'Institut

On ne s'appuie bien que sur ce qui résiste.

« **C** E VOYAGE officiel a été le plus difficile de mon mandat. » De quel déplacement Valéry Giscard d'Estaing parle-t-il ? De sa visite en Algérie, en avril 1975, première année de son septennat. Il s'en explique en tête du second tome de ses souvenirs¹ : « Je ne souhaitais pas me rendre dans ce pays, car je n'étais pas résigné, au fond de moi, au départ de la France d'Algérie, même si j'en avais compris la fatalité et approuvé la décision politique. »

UN HOMME DE CONVICTION. Pour saisir sa pensée, il faut remonter à l'année 1961. Il est secrétaire d'État aux Finances. Michel Debré, Premier ministre, lui annonce qu'une négociation va être ouverte avec le Front de libération nationale (FLN). La délégation doit être composée par Louis Joxe, chargé des Affaires algériennes au gouvernement, et Robert Buron, ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme ; Michel Debré demande à Giscard d'en faire partie pour défendre « nos intérêts économiques ». À Debré, le jeune Giscard répond : « Je comprends qu'il faille négocier. Je serai solidaire de cette négociation, mais vous connaissez mes sentiments : j'aurais souhaité que nous puissions garder l'Algérie. Je reconnais que ce n'est plus possible. Mais je ne prendrai pas part à cette négociation. »

Alors Debré envoie son ministre auprès du général de Gaulle à l'Élysée. Celui-ci lui répète : « J'ai besoin de quelqu'un qui saura tenir tête aux Algériens sur nos intérêts économiques. » Giscard a bien compris. Mais il maintient : « Ce n'est pas une question politique, mais une question personnelle, dit-il. J'ai eu certaines convictions à propos de l'Algérie, et je ne m'imagine pas siégeant en face des membres du FLN. Je vous demande de m'excuser, mais je ne changerai pas d'avis. Je comprendrais que vous en tiriez les conséquences. »

S'attend-il à ce que le général de Gaulle s'emporte et se sépare de lui ? Sa voix gronde, se rappelle Giscard, mais rien ne se passe. Il apprendra simplement, au Conseil des ministres suivant, que Jean de Broglie, secrétaire d'État au Sahara et aux Départements d'Outre-mer, ira négocier avec le FLN.

Pourquoi rappeler ce souvenir ? Parce que Giscard le rapporte lui-même dans ses mémoires, ce qui signifie qu'il y attache une importance particulière. Or, il a alors 35 ans. De Gaulle en a fait un secrétaire d'État aux Finances deux ans plus tôt et le voilà déjà qui lui résiste ! Député depuis 1956, il est prêt à être démis de ses fonctions par un président de la République de la dimension de de Gaulle pour défendre ses convictions ! Il s'en souviendra lorsqu'élus président de la République à son tour il devra assumer la charge laissée par Georges Pompidou, victime de la maladie, et assurera ce premier voyage en Algérie depuis son indépendance.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République

Valéry Giscard d'Estaing effectue un voyage officiel en Algérie en avril 1975. Ici avec Houari Boumédiène.

« Valéry Giscard d'Estaing, dit Jean-Pierre Raffarin², était un animal politique à sang froid. » Il accomplissait sa mission sans rien négliger de ce qu'il avait été auparavant. « Il était au-dessus, poursuit Raffarin. Tel un échappé, il guidait au peloton le chemin, loin devant, ouvrant la voie et guidant le peuple français. » Il était alors au tout début de sa carrière présidentielle.

Il sera au soir de sa vie lorsqu'il assistera, devant son écran de télévision, le 15 avril 2019, à l'incendie qui emporte la toiture de Notre-Dame de Paris. « Que de souvenirs me sont revenus durant ce tragique spectacle », écrira-t-il. Il se remémore sa première visite à la cathédrale, en famille, avant la guerre, puis à son retour, à la Libération de Paris, le 26 août 1944, lorsqu'il accompagne « comme membre du service



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

d'ordre, le général de Gaulle à l'occasion d'un *Te deum* d'action de grâce ».

Il pense aussi à trois cérémonies d'hommage, qui ont eu lieu dans la même cathédrale, en mémoire de présidents disparus : de Gaulle, son « formateur » dont il retenait la « rigueur historique » et dont il aura été, non seulement le secrétaire d'État, mais le ministre des Finances ; Pompidou dont il sera aussi le ministre des Finances, avant de lui succéder à l'Élysée ; et enfin Mitterrand, son vainqueur de 1981.

À ce propos, le 19 mai 1980, Valéry Giscard d'Estaing se trouvait à Varsovie pour l'une des rencontres les plus controversées de sa présidence : il était venu s'entretenir avec Léonid Brejnev, alors à la tête de l'Union soviétique. Cet entretien, François Mitterrand en tira, l'année suivante, un argument décisif contre le président sortant.

UN NOUVEL HORIZON : L'EUROPE. Battu, Giscard se replie chez lui ; il retrouve un siège de député en 1984, se fait élire président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, puis de la région Auvergne en 1986. Va-t-il prendre sa revanche sur Mitterrand à la présidentielle de 1988 ? Il y songe, mais renonce. Même choix, même interrogation, lorsque Mitterrand parvient au terme de son second septennat. Il allait lui rendre une visite émouvante, la veille de la Noël 1995. Un animal politique se rendait au chevet d'un autre animal politique.

Il va changer d'horizon et retrouver l'Europe. À partir d'un empilement de traités, il veut forger une vraie constitution européenne. Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union la signent. Mais les Français refusent de la ratifier par référendum, en mai 2005. Triste échec. D'autant plus que l'année précédente, Giscard a perdu l'Auvergne. Il sait que quarante-huit années de vie publique, depuis sa première élection comme député, viennent de prendre fin.

À l'Élysée, deux présidents de la République l'avaient précédé ; cinq lui succéderont. Était-il le troisième des fondateurs de la V^e République ou le premier de ses modernisateurs ? Il aura fait voter l'interruption volontaire

“A-t-il été le 3^e des fondateurs de la V^e République ou le 1^{er} de ses modernisateurs ?”

de grosseur dès l'été 1974. « Une partie de ma majorité était réticente pour la voter, dira-t-il. Mais l'opinion publique qui lui était favorable a fait pression sur les parlementaires de l'opposition pour qu'ils se joignent à la majorité pour voter la loi. Et celle-ci a été adoptée. »

« Les politologues m'avaient prévenu que l'IVG me ferait perdre durablement 500 000 voix », dit l'animal politique. Les mêmes observateurs dressent la liste de ses décisions qui risquent aussi d'empêcher sa réélection : outre l'IVG, se rappelle-t-il, « la liste est longue : le vote à 18 ans, la taxation des plus-values boursières, la protection du littoral qui lésait les lotisseurs, l'interdiction de la construction des tours à Paris, la limitation de vitesse sur les autoroutes... »

Sachant le poids que cela allait peser sur la fin de son septennat, pourquoi a-t-il donc agi ainsi ? « Il fallait que je le fasse, dit-il. Il m'était impossible d'agir autrement. » Reçu, en 2004, à l'Académie française, il y explique : « L'expérience de la vie m'a appris la portée de ce que le suffrage peut faire et défaire. » •

1. *Le Pouvoir et la Vie. L'Affrontement*, tome II, Compagnie 12, 1991.
2. *Choisir un chef*, Michel Lafon, 2021.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La campagne de 1974 vue de l'œil d'une jeune giscardienne

PAR ALINE JACQUET-DUVAL
trésorière de la fondation Valéry Giscard d'Estaing

Une initiation politique en accéléré.

DÈS LA mort du président Georges Pompidou et l'annonce de la candidature de Valéry Giscard d'Estaing, les jeunes giscardiens, le plus souvent de moins de 20 ans, ont senti que quelque chose d'extraordinaire les attendait.

Très jeunes en Mai 68, ils n'avaient que peu participé aux manifestations et leurs revendications, d'ailleurs très polies, portaient sur l'économie et la liberté ; en somme, ils souhaitent qu'on leur fasse confiance et qu'un cadre propice à l'évolution des mœurs soit proposé. En effet, malgré les événements de Mai 1968, aucune disposition comme le vote à 18 ans ou l'interruption volontaire de grossesse n'était envisagée.

La révolution avait été sociale, le sociétal restait à faire et seul Valéry Giscard d'Estaing semblait le comprendre et pouvoir le faire. Donc une campagne électorale, quoi de plus enthousiasmant pour des novices ?

COLLER ET TRACTER. Nous imaginions déjà des thèmes à traiter et les grandes idées qui nous animaient. Pour tout dire, nous étions des tribuns en puissance, sûrs de notre efficacité, mais on se comptait sur les doigts de la main.

Faire campagne, on était partants et enthousiastes, mais comment ? Tracter ? Il faut des tracts. Coller des affiches ? Il faut des affiches et de la colle. Comment toucher le maximum de personnes ? Monter dans les étages ? Heureusement, le digicode n'existait pas encore !

D'abord, le maître-mot : s'organiser. À Paris, sous la houlette de Benoît Roger-Vasselín, notre actif président, nous nous sommes mis en quête d'un local pour nous réunir et nous nous sommes retrouvés poussiéreux et éternuant dans une ancienne champignonnière du 1^{er} arrondissement. Première action, nettoyer et repeindre avec les restes de peinture des parents ; finalement, nous n'étions pas que des bébés intellectuels.

Nos aînés, d'au moins 24 ans, menés par Philippe Augier, nous ont fait confiance. Marielle de Sarnez, guère plus âgée mais déjà expérimentée, était chargée de nous approvisionner en impédimentas, mais avec des instructions précises : assurer les collages d'affiches, faire nombre aux meetings et toute autre activité légale et efficace dans un laps de temps très contraint.

Nous avons mis de côté travaux dirigés et examens pour organiser les collages. Nous nous réunissions tous les soirs dans ce quartier général de campagne pour élaborer maintes



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

stratégies et, surtout, organiser les équipes de colleurs. Chaque arrondissement de Paris avait son chef de groupe chargé de rassembler autour de lui des équipes et de trouver des emplacements stratégiques. L'affichage n'était pas réglementé. Nos équipes ont crû très rapidement au fur et à mesure que la campagne avançait et que se multipliaient les apparitions télévisées de notre candidat, seul capable d'incarner le changement.

Le collage, c'est très excitant. D'abord, cela se fait de nuit *en catimini*. Il faut éviter l'affrontement avec les autres équipes de campagne car jeunes du Parti socialiste et de l'Union des jeunes pour le progrès (UJP) étaient souvent agressifs. Nous avions pour instruction formelle d'éviter l'affrontement.

Un jour, nous vîmes une jeune fille se présenter pour coller, habillée d'une jupe de couturier. Devant notre air interloqué, elle retourna sa jupe pour la porter côté doublure.

Sans téléphone portable, nous étions coupés de nos équipes de colleurs que nous attendions la moitié de la nuit pour récupérer matériel et affiches restantes et, surtout, vérifier qu'il ne leur était rien arrivé de fâcheux.

Le café coulait à flots et chacun avait son lot d'anecdotes de la nuit. Il fallait passer et repasser aux endroits stratégiques pour constater avec dépit que les affiches fraîchement collées étaient déjà remplacées. Qu'à cela ne tienne, nous étions très bien fournis et n'étions jamais en manque d'affiches.

Ensuite, tracter, sur les marchés, dans les universités, à Science Po : nous n'étions pas très bien accueillis, considérés comme trop lisses, pas assez révolutionnaires. C'est là que sont arrivés les premiers incidents : un jour, je distribuai des tracts à Paris II, encadrée – pour ne pas dire protégée – par des jumeaux marocains particulièrement baraqués dont le père, secrétaire général du Parti communiste marocain, était en prison ; ils considéraient que je devais pouvoir distribuer mes tracts sans encombre car la démocratie dont ils étaient

“ Jeune giscardien
un jour,
**giscardien
toujours !** ”

privés dans leur pays était un bien précieux. Le parti communiste et le centre en pleine collusion !

Nous avons très vite grossi et c'est plus de 200 jeunes militants qui donnaient de la voix dans les meetings, notamment celui de la porte de Versailles au cours duquel nous avons hurlé à pleine voix *Le chant du départ* dont Valéry Giscard d'Estaing avait fait son hymne de campagne.

Ces actions ne suffisaient pas, alors nous avons inventé le premier marketing téléphonique. Chacun découpait l'annuaire de son quartier et se répartissait les noms afin d'appeler de parfaits inconnus un par un. Presque tout Paris a été appelé et nous étions fiers de cette innovation.

Après la victoire qui nous a conduits déchaînés rue de la Bienfaisance¹, nous sommes retournés à nos études. Michel Duval, ancien député du Puy-de-Dôme et très engagé dans la campagne, a veillé à ce que la plupart des jeunes giscardiens reçoivent une médaille de remerciement du président.

Jeune giscardien un jour, giscardien toujours ! Le militantisme a créé des amitiés que le temps n'a pas effacées. •

1. Rue de Paris dans laquelle se situait le quartier général de campagne de Valéry Giscard d'Estaing, en 1974. (NDLR)



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

L'éveil à la politique

PAR JEAN-LUC MOUDENC

maire de Toulouse

Génération Giscard !

COMME tant d'autres, c'est à Valéry Giscard d'Estaing que je dois mon éveil à la vie politique. Il est à la source de mon engagement et, pour être franc, ce n'est que plus tard qu'est née ma passion toulousaine, celle qui me motive encore aujourd'hui et fait mon quotidien. Mais je n'ai, bien sûr, pas oublié ces premiers émois politiques qui restent gravés dans mon engagement public.

Écrire ces lignes me conduit à remonter le temps pour reconstituer mes souvenirs... C'était en 1974, le président Georges Pompidou venait de mourir brutalement, en plein exercice de son mandat, provoquant une campagne électorale inopinée qui opéra en moi comme une étincelle. À la manière d'une révélation inattendue. Imaginez : je n'avais même pas 14 ans, je ne baignais pas dans un milieu politisé et les seules images politiques qui affleuraient à mon esprit étaient celles de la télévision de l'époque, en noir et blanc, avec des débats et des interviews télévisés où apparaissaient d'austères messieurs en costumes sombres, à peu près tous semblables... C'était, à mes yeux, plutôt triste et fort peu engageant.

LE DÉCLIC. Quand mon père commençait à les regarder, je quittais la pièce... Or, il se trouvait que cette campagne présidentielle survenait à un moment où commençait à se forger ma personnalité. Ma conscience politique en était alors à ses balbutiements, je commençais à m'identifier à des valeurs principales et à acquérir une sensibilité sur certains sujets, mais à cet âge-là, cela reste assez général et fonctionne comme une construction en cours.

À gros traits, je me sentais opposé à la gauche, à une époque où le communisme sévissait dans nombre de pays et où le Parti socialiste de François Mitterrand était allié à un Parti communiste français alors encore assez important. Les extrêmes me hérissaient, profondément étrangers à ma sensibilité naissante comme à celle de ma famille.

Restait alors le pouvoir gaulliste en place, avec ses alliés libéraux et centristes, ainsi que les centristes d'opposition, les « réformateurs ». Quel déclic s'est donc produit en moi qui, contre toute attente, me fit m'intéresser à cette campagne ? Je ne saurais le dire précisément, mais Valéry Giscard d'Estaing y contribua certainement.

En suivant l'actualité quotidienne de cette campagne-éclair, ma position du moment se forma rapidement autour de trois réflexions très simples : la nécessité de mettre fin au conservatisme gaulliste qui n'était plus en phase avec la France d'alors, le danger que représentait François Mitterrand soutenu par les communistes et favorisé par l'usure du pouvoir gaulliste, et le bon point d'équilibre entre la permanence à assurer et les réformes à lancer qu'incarnait Valéry Giscard d'Estaing.

Jeune, moderne, appuyé sur des forces nouvelles, rassemblant des figures de la majorité en place et d'autres de l'opposition réformatrice, Valéry Giscard d'Estaing personnifiait un élan, un renouveau, sans pour autant inquiéter. C'était le fameux slogan « Le changement dans la continuité ». Son visage avenant, son parler docte, sa compétence évidente, son brio, tout cela créait un vrai enthousiasme en même temps que le personnage faisait souffler un vent de fraîcheur sur la



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

vie politique française qui en avait bien besoin.

Si j'étais trop jeune pour voter, et même pour faire campagne, je vibraï en suivant à la télévision, à la radio et dans les journaux ces quelques semaines palpitantes et à fort suspense.

VGE fut élu – ce qui confirmait l'aspiration du pays au changement – et mon intérêt pour la politique ne m'a plus jamais quitté. Même si, à l'époque, je n'imaginai pas une seconde être moi-même candidat un jour à une élection...

LES DÉBUTS DU MILITANTISME. En vivant ainsi cette campagne de 1974, j'avais aussi trouvé pour toujours mon point d'ancrage politique, au centre droit, optant non pas pour la famille libérale du nouveau président, mais pour celle de la démocratie chrétienne, plus sociale et plus en accord avec mes convictions et mon environnement familial. Je rejoignis dès lors le Centre des démocrates sociaux (CDS), créé à la fin de l'année 1977, et m'abonnai, pour la première fois, à *France Forum*.

C'est donc dans une situation bien différente de 1974, cette fois comme militant actif, que je vivais l'échéance présidentielle suivante, celle de 1981, où nous fîmes une campagne active pour celui qui était le président sortant. Le maire de Toulouse, Pierre Baudis, qui présidait l'Union pour la démocratie française (UDF) départementale après avoir été un compagnon de route de Giscard aux Républicains indépendants, était la figure de proue des soutiens locaux de notre candidat.

On le sait, malgré les sondages favorables, la montée du chômage et le jeu trouble de nos partenaires gaullistes pour favoriser François Mitterrand au second tour devaient finalement précipiter la victoire de la gauche. Je me souviens de la mine sombre, à la manière d'un deuil personnel, que j'affichai le lendemain matin en pénétrant dans l'amphithéâtre de la faculté de droit. Il est vrai que ma déception était à la mesure de l'ardeur déployée des semaines durant avec tous les jeunes de l'UDF locale, où nous avions multiplié distributions de tracts le jour et séances de collage d'affiches la

“Le ‘giscardisme’ fut aussi un **optimisme et une foi dans l'avenir.**”

nuit. Un épisode avait quelque peu plombé l'ambiance de notre campagne toulousaine : l'annulation de la venue de VGE pour un meeting dans la célèbre Halle aux grains – aujourd'hui écrin de l'Orchestre national du Capitole.

Avec le recul, que reste-t-il de l'héritage de Valéry Giscard d'Estaing dans un monde qui a bien changé par rapport à celui de sa présidence ? Demeurent un certain nombre d'orientations socles pour la France. Parmi celles-ci, trois sont à retenir, toutes en prise avec l'actualité et essentielles pour l'avenir : l'arrimage européen, malgré les défauts et les limites d'une construction européenne dépourvue de dynamique depuis des années, peu de voix prônent de quitter l'Europe ou même l'euro ; l'équilibre entre les traditions spécifiquement françaises à maintenir et les paris de l'innovation à engager pour se projeter dans l'avenir ; le libéralisme économique comme moteur principal de l'entrepreneuriat et de la création d'emplois, même si cette étiquette est culturellement encore lourde à porter et à assumer en France.

Enfin, à l'heure où les nouvelles du monde entretiennent un pessimisme qui sape structurellement le moral des Français, souvenons-nous que le « giscardisme » fut aussi un optimisme et une foi dans l'avenir malgré les difficultés, servis par le style unique d'un homme qui savait surprendre par ses fantaisies au détour d'une apparence conventionnelle. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Comment inscrire Valéry Giscard d'Estaing dans l'histoire du centre ?

PAR SYLVIE GUILLAUME
professeure honoraire des universités

Libéral avancé plus que centriste.

LA RÉPONSE à cette question n'est pas simple en raison de la personnalité complexe de Valéry Giscard d'Estaing (VGE) et de la diversité de son parcours, émaillé de succès, mais aussi d'échecs, le plus dur étant celui de la défaite de 1981. Tel Janus, Valéry Giscard d'Estaing qui, en 1974, voulait « gouverner la France au centre » a néanmoins demandé aux Français de « faire le bon choix » entre la droite et la gauche dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs pendant la campagne des législatives de 1978, prenant acte de la bipolarisation propre au système partisan de la V^e République. Bien que considéré comme un homme de droite par la gauche, Giscard est un centriste pour les gaullistes conservateurs. Il se définit lui-même comme « libéral, centriste, européen » tout comme la petite formation des Républicains indépendants qu'il crée, en 1962, et qui se distingue de son ancien parti le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) et de l'Union pour la nouvelle République (UNR). La courte victoire de VGE à la présidentielle de 1974 est le résultat de sa campagne réussie et du soutien de l'électorat centriste. Ses réformes audacieuses pourraient s'inscrire dans l'histoire du centre. Ses convictions européennes également. Par ses idées, sa stratégie de conquête du pouvoir régional,

national et européen et son action réformatrice, il revendique une position centrale.

Valéry Giscard d'Estaing est un libéral qui a fait sienne l'expression « libéralisme avancé ». « Avancé » parce qu'il prend en compte les mutations de la société française, les conséquences de Mai 68 et l'entrée de la France dans la modernité. Dans son ouvrage *Deux Français sur trois*¹, il est convaincu que les classes moyennes en sont le moteur. Le « libéralisme avancé » est bien le prolongement de la branche libérale des centristes.

DES STRATÉGIES CENTRISTES AU SERVICE D'UNE AMBITION. La branche radicale du centrisme n'est pas inconnue de VGE qui entre au cabinet d'Edgar Faure, en 1954, grâce à son ami centriste Jacques Duhamel ; en 1957, il soutient le gouvernement du radical Félix Gaillard et est l'ami de Jean-Jacques Servan-Schreiber, patron de *L'Express*. Il apprécie des personnalités proches de Pierre Mendès France, comme Simon Nora ou Jean Sérisé.

Comme les centristes, Giscard d'Estaing est, depuis toujours, profondément européen. Il est né à Coblenz, en Allemagne, le 2 février 1926, son père y occupant les fonctions de directeur des finances du Haut-Commissariat



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République

*Par bien des aspects, le giscardisme peut s'inscrire dans l'histoire du centre.
Ici, conférence de presse avec Simone Veil, le 9 mars 1977.*

français en Rhénanie occupée. Âgé de 18 ans, il participe à la libération de Paris, rejoint l'armée de de Lattre, en septembre 1944, et est décoré de la Croix de guerre avant de poursuivre des études brillantes. Député du Puy-de-Dôme élu sous l'étiquette du CNIP, il défend les traités de Rome au Parlement le 4 juillet 1957. Néanmoins, il ne partage pas l'idée de supranationalité comme a pu le faire le Mouvement républicain populaire (MRP) et défend un troisième choix entre l'Europe des États d'un de Gaulle et l'Europe fédérale.

Secrétaire d'État, puis ministre des Finances sous le général de Gaulle et sous Georges Pompidou, il concilie politique libérale et action régulatrice de l'État. Ses idées, par leur modération et la quête du juste milieu, s'inscrivent dans les traditions du centrisme.

« La France souhaite être gouvernée au centre », ce

slogan de la campagne présidentielle de VGE en 1974 se vérifie dans les faits. VGE prend ses distances avec le Centre national des indépendants et paysans lorsque ce parti s'oppose à la politique de de Gaulle qui conduit à l'indépendance de l'Algérie. Partisan de la réforme de 1962 qui fait du président de la République l'élu au suffrage universel direct, il se présente sous l'étiquette des Républicains indépendants (RI) aux législatives des 23 et 30 novembre. Les RI, devenus la Fédération nationale des républicains indépendants en 1966, sont une force d'appoint indispensable, mais non complaisante, aux gaullistes, symbolisée par le « oui mais » prononcé par VGE, en janvier 1967, à la veille d'élections difficiles pour la majorité. En août 1967, il dénonce l'« exercice solitaire du pouvoir » et, en 1969, dit non à la réforme sur le Sénat qui provoque le départ



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Par ses idées,
sa stratégie et son
action,
**il revendique
une position
centrale.**”

définitif de de Gaulle. À la mort du président Pompidou, en avril 1974, il présente sa candidature à la présidence de la République contre le candidat gaulliste, Jacques Chaban-Delmas, qui n'obtient pas le soutien de Jacques Chirac.

Avec son slogan « le changement dans la continuité », formule modérée et rassurante, et son projet d'inspiration libérale et sociale, Giscard obtient le soutien des centristes démocrates et réformateurs. En 1976, lors du congrès de Rennes, les centristes qui soutiennent VGE créent le parti du Centre des démocrates sociaux (CDS), regroupant le Centre démocrate et le Centre démocratie et progrès.

GISCARD, UN RÉFORMATEUR. Par ses soutiens et par ses réformes, le président Giscard d'Estaing s'inscrit dans l'histoire du centre. Certes, il nomme le gaulliste Jacques Chirac Premier ministre, mais pèse de tout son poids de président dans la création d'un ministère des Réformes confié à Jean-Jacques Servan-Schreiber qui sera néanmoins de courte durée, du secrétariat d'État à la Condition féminine confiée à Françoise Giroud. Jean Lecanuet, leader du Centre démo-

crate, est nommé ministre de la Justice. Les premiers mois de son septennat sont marqués par des réformes importantes comme l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans, la loi sur l'interruption volontaire de grossesse conduite avec courage par Simone Veil qui n'est pas encartée, l'élargissement du droit de saisine, le divorce par consentement mutuel. Le rôle de VGE dans la relance européenne, en collaboration avec son ami le chancelier Helmut Schmidt, est incontestable avec l'élection du Parlement européen et la création d'un Conseil européen. En 1979, Simone Veil conduit la liste de l'Union pour la démocratie française (UDF) aux premières élections européennes et devient la première présidente du Parlement européen. Le score de la liste centriste dépassera celui de la liste menée par Jacques Chirac. Enfin, ses convictions européennes, jamais démenties, font que VGE est chargé de conduire le projet de Constitution européenne, projet adopté par les 25 États membres, en 2004, mais rejeté en France par 54,7 % des voix au référendum du 29 mai 2005.

Ainsi, par bien des aspects, le giscardisme peut s'inscrire dans l'histoire du centre, mais également dans la tradition de la droite orléaniste définie par René Rémond. L'élan centriste est rompu, en 1976, avec la fin des réformes dans une économie marquée par deux chocs pétroliers. VGE échoue à recomposer la droite autour du courant centriste et libéral. L'UDF, créée en 1978, dont le nom s'inspire du livre publié, en 1976, *Démocratie française*², ne peut rivaliser avec le Rassemblement pour la République (RPR) créé par Chirac deux ans auparavant. Inscrire VGE dans l'histoire du centre, c'est aussi indirectement montrer les difficultés du centre à s'imposer dans le cadre de la bipolarisation de la V^e République. Ses origines aristocratiques, sa raideur font que, malgré ses efforts, VGE reste aux yeux de beaucoup d'observateurs un homme de droite et a été le mal-aimé des Français jusqu'à sa mort, le 2 décembre 2020. •

1. Flammarion, 1984.

2. Fayard.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Du MRP à la création de l'UDF

PAR ISABELLE CLAVEL

docteure en histoire contemporaine, chargée de cours à l'université Bordeaux-Montaigne

Une organisation politique conçue pour la V^e République.

LORSQUE Valéry Giscard d'Estaing est élu pour la première fois député du Puy-de-Dôme en 1956, il succède à son grand-père maternel, Jacques Bardoux, pérennisant ainsi la longue dynastie politique familiale. En 1924, dans un département largement acquis au radicalisme, mais où le poids des voix catholiques était déterminant, Bardoux avait créé le Parti républicain fédéral (PRF), parti modéré de centre droit dont le succès électoral reposait sur sa capacité opportune à capter le vote catholique, sans pour autant s'identifier ni à la démocratie chrétienne ni au catholicisme social¹. Au lendemain du second conflit mondial, alors que le paysage politique se recompose, c'est sous l'étiquette du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) que Jacques Bardoux achève sa carrière de député avant de céder sa place à son petit-fils qui siège sous cette même étiquette lors de la troisième législature de la IV^e République.

LE DÉCLIN DU MRP. Le CNIP partage la droite et le centre de l'échiquier politique du régime avec le Rassemblement du peuple français (RPF) de de Gaulle, mais surtout avec le Mouvement républicain populaire (MRP), formation emblématique de la IV^e République. En même temps que la chute de celle-ci en 1958, le MRP a déjà entamé un déclin électoral et militant qui lui sera fatal. L'avènement de la V^e

République amorce une recomposition des centres et des droites dans laquelle l'unique véritable expérience démocrate-chrétienne offerte par le MRP se dissout. Ainsi, lorsque la carrière ministérielle de Giscard commence en tant que secrétaire d'État aux Finances, il côtoie au sein du gouvernement Debré quatre républicains populaires : Robert Lecourt, Robert Buron, Paul Bacon et Joseph Fontanet. Concurrencé par l'Union pour la nouvelle République (UNR) et les indépendants, le MRP ne peut plus prétendre à être le principal parti de gouvernement et encore moins le pivot du régime gaulliste. Il en constitue tout au plus son aile gauche. La collaboration avec de Gaulle se poursuit jusqu'en 1962, mais est rompue sur les questions européennes avec la démission des cinq ministres MRP. Le parti se retrouve dans une position inconfortable aux élections législatives : il ne fait plus partie de la majorité, sans pour autant rejoindre les bancs de l'opposition avec les forces de gauche. Comme le Centre national des indépendants (CNI), les positions électorales du MRP s'affaiblissent considérablement. Il s'agit désormais d'incarner une troisième voie centriste et de construire un parti à vocation majoritaire².

Dans cet intervalle de temps, le MRP connaît à la fois une tentative sécessionniste et une refondation. Dans une démarche assez solitaire, Georges Bidault, partisan de l'Algérie française, lance dès 1958 un nouveau mouvement, la Démo-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



*Il faut attendre l'élection de Valéry Giscard d'Estaing pour que les démocrates-chrétiens soient de nouveau réunis.
Ici, Valéry Giscard d'Estaing et Jean Lecanuet en déplacement à Rouen.*

cratie chrétienne française (DCF), marqué plus à droite et surtout opposé à de Gaulle. À partir de 1962 et leur sortie de la majorité gaulliste, les démocrates-chrétiens cherchent, quant à eux, des solutions pour exister dans un régime marqué par la bipolarisation. Présidé par Jean Lecanuet, le MRP s'engage d'abord brièvement dans une tentative travailliste au sein de la Fédération démocrate socialiste de Gaston Defferre avant d'y renoncer. Finalement, Lecanuet concourt à l'élection présidentielle, désormais soumise au suffrage universel direct. Sa candidature participe à la mise en ballotage de de Gaulle, mais surtout permet de rassembler les voix centristes à hauteur de 15 %, bien au-delà du MRP. Dans l'entre-deux-tours, Lecanuet crée ainsi une nouvelle formation, le Centre démocrate (CD), social et européen, expérience qui se pour-

suit jusqu'en 1974. Dès 1969, il ne parvient plus à rassembler sa famille politique qui connaît une nouvelle scission avec la création du Centre démocratie et progrès (CDP) autour de Joseph Fontanet, René Pleven et Jacques Duhamel, qui rejoignent de nouveau la majorité menée, cette fois-ci, par Georges Pompidou. Il faut attendre l'élection à la présidence de la République de Valéry Giscard d'Estaing pour que les démocrates-chrétiens soient de nouveau réunis, agrégeant diverses sensibilités centristes.

JEAN LECANUET, UN DÉMOCRATE-CHRÉTIEN AU CÔTÉ DE GISCARD. Les relations entre les démocrates-chrétiens et Valéry Giscard d'Estaing, toujours membre de la majorité gaulliste mais qui fonde, en



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Jean Lecanuet offre au parti de Giscard la tendance démocrate-chrétienne.”

1966, la Fédération nationale des indépendants et paysans, se nouent désormais véritablement autour de la figure de Jean Lecanuet. Les deux hommes font connaissance en 1955 alors que Giscard est chef de cabinet du gouvernement d'Edgar Faure et que Lecanuet est secrétaire d'État à la présidence du Conseil. Dès 1966, tous deux – chacun dans sa formation respective – cherchent à constituer une offre centriste dans le régime gaulliste, un centre élargi capable de réunir aussi bien les libéraux, les démocrates-chrétiens, les radicaux et, dans une moindre mesure, la gauche modérée. C'est aussi une même conception de l'Europe qui unit les deux hommes. Leur convergence de vues se concrétise par la création de l'Union pour la démocratie française (UDF), en 1978, dans laquelle Jean Lecanuet offre au parti de Giscard la tendance démocrate-chrétienne. Sans pour autant abandonner son autonomie politique, il déclare à propos de Giscard : « Je ne suis pas giscardien, en ce sens que je ne pourrai jamais être l'homme d'un autre et, inconditionnellement, pour un homme. En revanche, je suis giscardien dans la mesure où je considère que dans les circonstances actuelles Valéry Giscard d'Estaing représente l'équilibre et le mouvement dont la France a besoin³. » En toute logique, Lecanuet est nommé

garde des Sceaux dans le gouvernement Chirac. Dans l'expérience giscardienne, la loi sur l'interruption volontaire de grossesse demeure l'une des difficultés à surmonter pour la tendance démocrate-chrétienne. Giscard rapporte qu'il a travaillé avec Jean Lecanuet, Michel Poniatowski et Simone Veil en petit comité sur la loi et affirme que le démocrate-chrétien est resté solidaire du projet mais que « ses convictions personnelles lui rendaient difficile d'aller défendre ce texte devant l'Assemblée, comme il aurait dû le faire. Il s'en ouvert à moi [Valéry Giscard d'Estaing], avec franchise. Et c'est donc à Simone Veil que j'ai demandé de le remplacer face aux députés, avec le succès que l'on sait⁴. » Il est certain que cette loi constitue une rupture avec l'électorat catholique et certains militants démocrates-chrétiens. Toutefois, si l'UDF de 1978 est plus une résurgence du CNIP dans sa constitution⁵, il n'en reste pas moins que le président de la République a accordé à la famille démocrate-chrétienne toute sa place au sein de la nouvelle formation centriste, offrant à Jean Lecanuet sa présidence. •

1. Jean-Étienne Dubois, « Le Puy-de-Dôme, terre de mission pour les modérés de l'entre-deux-guerres : Jacques Bardoux et le Parti républicain fédéral », in François Dubasque et Éric Kocher-Marboeuf (sous la direction), *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique (1750-2009)*, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 251-262.

2. Muriel Montero, « Le centre démocrate de 1962 à 1974 : l'impossible défi de la conquête du pouvoir ? », in Sylvie Guillaume (sous la direction), *Le centrisme en France aux XIX^e et XX^e siècles : un échec ?*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2005, p. 132-141.

3. Wanner Warren, « Jean Lecanuet maire de Rouen : le centre introuvable (1953-1993) ? », *20 & 21. Revue d'histoire*, volume 148, n° 4, 2020, p. 101-113.

4. Valéry Giscard d'Estaing, *Paris-Normandie*, 1^{er} mars 2013, à l'occasion de la messe anniversaire donnée en l'hommage de Jean Lecanuet à Rouen.

5. Gilles Richard, « L'UDF de 1978 à 1981 : une insertion réussie dans le système partisan français », in Gilles Richard, Jean-François Sirinelli et Sylvie Guillaume (sous la direction), *Histoire de l'UDF, 1978-2007*, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 13-25.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Pourquoi les centristes ont soutenu le libéral Giscard ?

PAR CHRISTOPHE BELLON

maître de conférences à l'Université catholique de Lille, vice-doyen de la Faculté de droit

Un représentant de l'orléanisme au pouvoir.

IL EST fréquent de lire que Valéry Giscard d'Estaing (VGE) a été un président centriste. Au-delà de l'erreur d'appréciation politique, cette affirmation révèle en creux un fait vrai : le ralliement des centristes au libéral Giscard a fait du nouveau chef de l'État un personnage au positionnement politique « central », accordant aux heureux ralliés une place de choix dans le septennat. Un septennat d'inspiration centriste, sous l'égide d'un président libéral.

LE « JUSTE MILIEU » : LE RÊVE CENTRISTE DE VGE. Valéry Giscard d'Estaing a baigné, de l'enfance à sa formation, dans la culture politique de la droite libérale, celle de l'orléanisme si l'on se réfère à la trilogie rémondienne¹. Élu député en 1956, nommé au gouvernement dès 1959, il s'inscrit d'emblée dans cette filiation. À juste titre, il la teinte d'un républicanisme engagé, celui de son grand-père, Jacques Bardoux, dont il « reprend » le fief électoral dans le Puy-de-Dôme. Dans le Panthéon politique giscardien, on trouve des personnalités modérées : Ferry, Waldeck-Rousseau, Poincaré ou Pinay.

Ce syncrétisme libéral-républicain est le credo politique de VGE sous les Républiques gaullienne et pompidolienne. En le distinguant des bataillons gaullistes, tout en autorisant sa participation au pouvoir (hors de la période 1966-1969), ce positionnement singulier lui offre une visibilité politique,

à défaut d'un fort ancrage majoritaire et électoral. En effet, son mouvement, la Fédération nationale des républicains indépendants (FNRI), obtient rarement plus de 10 % aux élections, de sa fondation, en 1966, à l'élection de son chef à l'Élysée, en 1974. Il n'aura donc cessé de combler cette faiblesse numérique, bientôt idéologique, en faisant des appels discrets mais réguliers aux centristes.

Ces élus convoités sont les enfants de la IV^e République, héritiers de la Troisième Force : démocrates-chrétiens nés du Mouvement républicain populaire (MRP) ; radicaux de l'aile droite des valoisiers ; forces de gauche les plus modérées qui entretiennent des liens privilégiés avec certains clubs comme Citoyens 60 ; héritiers de l'aile droite de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), dans le sillage de René Pleven ou d'Eugène Claudius-Petit.

Après l'échec du projet de Grande Fédération, puis la qualification de Jean Lecanuet au second tour de l'élection présidentielle de 1965, Giscard s'intéresse progressivement à la nébuleuse centriste qu'il appelle en renfort de ses propres forces « indépendantes ». À la suite de son succès étonnant aux élections législatives de 1967, le gaullisme court à sa fin et, dans ses relations avec VGE, c'est le temps des « cactus » (1967) : l'ancien ministre des Finances condamne la même année l'« exercice solitaire du pouvoir ». Il ne cessera dès lors de valoriser une culture politique du centre, jouant non sans succès sur les divisions, à la suite des élections présiden-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

tielles de 1969², de cette tradition politique à l'étroit sous la V^e République. Il gouverne avec les uns (ceux du Centre démocratie et progrès (CDP)) ; il observe les critiques que les autres, radicaux, centristes du Centre démocrate (CD), bientôt réunis dans le Mouvement réformateur (MR), adressent aux gouvernements Chaban-Delmas et Messmer. À chacun d'eux, il propose l'union autour de lui. Il l'affirme haut et fort dans le discours de Charenton, le 8 octobre 1972 : « La France souhaite être gouvernée au centre. »

RALLIEMENT, SOUTIEN ET APPORT. Un temps séduits par la nouvelle société, les centristes, soutiens de Chaban ou de Giscard au premier tour de l'élection présidentielle de 1974, se rassemblent en vue du second. Centrisme d'opposition et centrisme de gouvernement ne se retrouvent pas encore dans une force politique unitaire, mais dans le soutien au candidat VGE contre François Mitterrand. Résignés ou convaincus, les centristes s'engagent au moins pour trois raisons en faveur de Giscard.

Le candidat libéral représente un espoir de freiner, en la transformant, la bipolarisation galopante que l'élection du président de la République au suffrage universel direct a installée et qui se renforce³. Sous l'impulsion de VGE et en s'associant officiellement aux Républicains indépendants, les centristes verraient d'un bon œil leur participation à un quadrille certes bipolaire, mais qui les sortiraient de leur écrasement subi entre gaullistes et opposition de gauche. Ainsi, ils conçoivent leur ralliement au jeune ministre des Finances comme un moyen de poursuivre, en l'approfondissant, le combat contre l'union de la gauche et le Programme commun que deux partis du quadrille – Parti socialiste (PS) et Parti communiste français (PCF) – ont signé avec les radicaux de gauche.

Le ralliement à VGE dessine aussi l'espoir d'être associé au rajeunissement des méthodes de gouvernement que le candidat a promis. Les centristes voient dans cet objectif la possibilité de conserver un enracinement électoral, voire de le renforcer, de conforter une influence majoritaire au Parle-

“Un septennat d'inspiration centriste, **sous l'égide d'un président libéral.**”

ment, de compter leurs forces au gouvernement et de devenir l'aiguillon européen de la future majorité d'un président qui se veut « libéral, centriste, européen ».

Les centristes seront récompensés de leur effort, une fois Giscard à l'Élysée. Immédiatement, les réformateurs, issus du Centre démocrate, obtiennent des portefeuilles importants (Lecanuet ou Abelin), comme les transfuges du Parti radical (Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud). Le CDP, enfin, entre aussi au gouvernement, à des postes certes moins exposés (Pierre Lelong et Jacques Barrot).

Au risque de faire du centre un « supplétif » de la droite et d'en convaincre durablement l'opinion, les centristes approfondissent leur soutien dans la durée à la politique du président Giscard, plus exactement les démocrates-chrétiens coordonnés par Jean Lecanuet : anciens du CDP et du CD fondent, en 1976, le Centre des démocrates sociaux (CDS) et élaborent un programme solide – *L'autre solution*⁴ – en 1977. Confortés dans les gouvernements Barre, ils occupent des postes ministériels techniques, mais importants, dans l'appareil politique giscardien et œuvrent, tels Jacques Barrot⁵, Pierre Méhaignerie et René Monory, à la production législative du septennat. En 1978, ils intègrent l'Union pour la



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique
de la présidence de la République



Le ralliement des centristes à Valéry Giscard d'Estaing a contribué au positionnement politique « central » du chef de l'État. Ici, réunion avec Jean Lecanuet, Simone Veil, Edgar Faure et Roger Chenaud, le 20 avril 1979.

démocratie française (UDF)⁶, nouvellement créée, et remportent les législatives.

La question européenne est leur plus gros apport. L'idée de l'intégration européenne, chère à Robert Schuman, est leur priorité : ils ont choisi et défendent une construction sectorielle de l'Europe (Communauté européenne du charbon et de l'acier, Communauté européenne de l'énergie atomique), et non l'exclusivité du libre-échange. Partisans du renforcement de l'acquis communautaire, ils veulent la transformation fondamentale des rapports entre la France et l'Allemagne : le président Giscard la réalisera en pleine confiance avec le chancelier allemand, Helmut Schmidt. Pour lutter contre les mutations de l'économie mondiale, cette Europe plus humaniste doit être efficace : le Conseil européen doit « conduire l'action⁷ », ce que VGE réussira à imposer. Vingt ans après le traité de Rome, ils exigent, enfin, l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, pour affirmer l'assise populaire de l'Europe. C'est fait en 1979, Simone Veil devenant la première présidente de l'Assemblée de Strasbourg.

Après avoir élargi ses troupes « indépendantes » aux

forces centristes, VGE a souhaité que le vaste groupe central des Français devienne « toute la France⁸ » et qu'au moins deux Français sur trois⁹ en viennent à soutenir le consensus permanent. Les centristes, peu courtisés par le régime, ont saisi l'occasion qu'on leur offrait de rejoindre « le havre de paix giscardien ». Au risque d'« une évaporation par fusion¹⁰ », ils ont contribué à faire d'un candidat libéral un président « central » dont la politique n'a été centriste que par procuration. •

1. René Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, 1982.
2. Les giscardiens ont aussi hésité sur le candidat à soutenir aux élections présidentielles de 1969 entre Georges Pompidou, Alain Poher et Antoine Pinay.
3. Maurice Duverger, *Le Monde*, 26 septembre 1972.
4. Centre des démocrates sociaux, *L'Autre solution*, CDS, 1977, p. 200.
5. Voir de l'auteur, avec Jacques Barrot, *De l'indignation à l'engagement. Foi et politique*, Cerf, 2012.
6. Alexis Massart, *L'Union pour la démocratie française (UDF)*, L'Harmattan, 1999.
7. *L'autre solution*, op. cit.
8. Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Fayard, 1976.
9. Valéry Giscard d'Estaing, *Deux Français sur trois*, Flammarion, 1984.
10. Jean-Pierre Rioux, *Gouverner au centre*, Stock, 2020, p. 168.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Naissance de l'Union pour la démocratie française

PAR MICHEL PINTON

ancien délégué général de l'Union pour la démocratie française

De l'élan populaire à la structuration partisane.

S I L'ÉLECTION d'un président de la République est le moment le plus important de la vie politique française, ce n'est pas seulement parce que les Français sont invités à désigner un arbitre entre les partis. L'élection présidentielle, c'est aussi l'occasion pour le peuple de tirer les leçons des choix d'hier, définir les objectifs d'aujourd'hui et ouvrir des perspectives pour demain. Un nouveau président, c'est un regard neuf porté sur le passé, le présent et l'avenir. Celui auquel cette immense responsabilité est conférée tire son autorité de l'adhésion populaire à son interprétation de l'histoire nationale.

L'élan de confiance qui porte un homme à l'Élysée est irrésistible sur le moment. Il entraîne les indécis et réduit les opposants au silence. Mais l'« état de grâce » des débuts est fragile. L'impulsion donnée par le nouveau président se heurte rapidement aux contraintes de la conjoncture, à la résistance des intérêts, aux critiques des adversaires. Pour la transformer en œuvre durable, pour que les objectifs qu'il fixe et les orientations qu'il dessine se traduisent en lois claires et cohérentes, il a besoin de s'appuyer sur un groupe de députés assez nombreux et déterminés à franchir tous les obstacles que dresse une Assemblée tumultueuse. Il a besoin, plus encore, d'une armée disciplinée de militants fidèles, capable de rassurer une opinion publique naturellement fluctuante et facilement inquiète.

Tous les présidents de la V^e République se sont hâtés, sitôt

élus, de consolider leur autorité en structurant ces deux piliers de leur action. Tous, sauf Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et Jacques Chirac en 1995. L'un et l'autre l'ont payé cher.

UN CHEF ISOLÉ. Dans sa campagne électorale, Giscard avait proposé aux Français une vision de la France très neuve pour l'époque : celle d'une « société libérale avancée ». Une majorité l'a suivi. Mais elle était courte et risquait d'être vite entamée parce que son projet « centriste » était voué à susciter de vives oppositions à droite comme à gauche. Pour rendre sa tâche encore plus compliquée, la conjoncture sociale était mauvaise : une forte poussée d'inflation et le surgissement brutal d'un chômage de masse accaparaient l'attention de l'opinion. C'est dire à quel point l'élan populaire qui l'avait porté à l'Élysée était précaire ! Il fallait l'affermir sans délai en l'asseyant sur une forte organisation à la fois au Parlement et dans le pays.

Giscard n'a pas cherché à le faire. Il s'est imprudemment engagé, pendant sa campagne victorieuse, à ne pas dissoudre l'Assemblée nationale, même si elle avait été élue deux ans plus tôt sur le nom d'un autre président, Georges Pompidou. Il a justifié sa décision en invoquant une nécessaire « décrispation » de la vie politique. En fait, il souhaitait rassurer l'électorat qui avait soutenu Georges Pompidou. Ainsi, il a



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives Nice Côte d'Azur, cliché Ville de Nice, 1987



En 1978, la création de l'Union pour la démocratie française (UDF) permet à Valéry Giscard d'Estaing de disposer d'une force politique lors des élections législatives de février. Ici, Valéry Giscard d'Estaing et Jean-Claude Gaudin au congrès de l'UDF de Nice en 1987.

hérité d'une majorité parlementaire qui avait été celle d'un autre projet politique. Quant à ses relais dans le pays, ils se sont limités à quelques petits partis dont l'implantation était médiocre et la cohésion faible.

Il est vite apparu que les outils dont Giscard disposait étaient insuffisants pour la tâche qu'il s'était assignée. Les trois années suivant son entrée à l'Élysée ont été une suite ininterrompue de défections parlementaires et de malentendus avec le peuple français. Le Premier ministre, Jacques Chirac, issu de l'ancienne majorité pompidolienne, n'avait guère

d'affinité avec le projet de société libérale avancée. Il a alors rassemblé derrière lui, et pour lui seul, les députés et les militants « gaullistes » que la victoire de Giscard avait laissés sans projet mais non sans moyens. Puis il a quitté son poste avec fracas. La majorité parlementaire sur laquelle Giscard s'appuyait s'est lézardée. Dans le pays, la puissance et l'unité du Rassemblement pour la République (RPR) de Chirac contrastaient péniblement avec la faiblesse et l'éparpillement des partis restés fidèles au président.

Une grande perplexité s'est installée dans l'opinion publique. Elle en est venue à considérer Giscard comme un chef séduisant mais isolé dont les intentions étaient difficilement déchiffrables. « Où nous conduit-il ? » et « Que veut-il réellement ? » devenaient des questions lancinantes que toutes les études d'opinion rapportaient. Sa popularité s'est affritée. Les élections cantonales de 1976 ont montré une chute importante de la confiance populaire. L'année suivante, les municipales ont été encore pires. L'humiliation s'y est ajoutée quand Chirac n'a pas hésité à narguer le président en se présentant contre le candidat qu'il avait intronisé pour le poste de maire de Paris. Les législatives de 1978 s'annonçaient catastrophiques. Le même Chirac n'a pas hésité à proclamer que l'inévitable camouflet à venir obligerait Giscard à démissionner.

LE NOUVEAU PROJET CENTRISTE. Je rencontrais alors souvent les deux conseillers politiques de l'Élysée, Jean Serisé et Jean Riolacci, et quelquefois le président lui-même. Ils m'écoutaient volontiers leur affirmer que les déboires du « centre » tenaient, non pas à un rejet massif du projet de « société libérale avancée », mais à de graves carences d'organisation qui affaiblissaient son attrait et décourageaient beaucoup de Français disposés à le soutenir. J'appuyais ma thèse sur des exemples et des chiffres.

Un soir, invité à dîner à l'Élysée pour la visite d'un chef d'État étranger, j'ai développé une fois de plus mon point de vue avec les deux conseillers auprès de qui j'étais assis. Après le repas, le président s'est mêlé à la petite foule des présents.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Un nouveau
président,
c'est un regard neuf
**porté sur le
passé, le présent
et l'avenir.**”

Me voyant, il m'a tiré à part dans l'embrasement d'une fenêtre et m'a demandé mon pronostic pour les élections législatives qui approchaient. Récusant les prévisions quasi unanimes de la presse et des opposants, je lui ai réitéré mon opinion : oui, les élections pouvaient être gagnées si nous nous en donnions les moyens. Alors Giscard, me regardant droit dans les yeux, m'a simplement dit : « Passez donc à l'action. » Pour moi, ces quelques mots ont été le jour de naissance de l'Union pour la démocratie française, l'UDF.

Les étapes suivantes se sont rapidement succédées. Dans un discours prononcé à Verdun-sur-le-Doubs, le chef de l'État a pressé ses soutiens de s'associer et s'organiser. Peu après, les dirigeants des partis « centristes » se sont réunis pour m'expliquer leur plan. Ils l'ont approuvé, ont décidé de se constituer en un conseil national qui serait l'autorité suprême de leur fédération, ont élu Jean Lecanuet, le plus talentueux d'entre eux, à sa présidence et, enfin, m'ont confié la responsabilité de « délégué général » à l'organisation de la nouvelle structure. Nous lui avons donné le nom d'Union pour la démocratie française en référence explicite au livre

dans lequel Giscard avait décrit, quelques mois plus tôt, son projet pour la France.

Selon moi, cependant, l'union de partis jusque-là dispersés n'était pas le principal apport de l'UDF. Chacun d'entre eux avait eu jadis un rayonnement parfois puissant – le Parti radical sous la III^e République, la démocratie chrétienne sous la IV^e, les indépendants également, les sociaux-démocrates en réaction à l'alliance entre socialistes et communistes. Ce n'était pas leur faire injure que de constater l'affaiblissement de leur lumière. L'UDF les remettait dans le courant de l'histoire et non pas l'inverse. Le succès véritable de notre entreprise se mesurerait au nombre et à l'enthousiasme de ceux qui y adhéreraient directement pour soutenir le nouveau projet centriste, sans intermédiaire ni poids d'un passé révolu.

En mars, l'UDF s'est présentée devant le suffrage universel comme force organisée en concurrence avec la gauche et en alliance avec le RPR. Elle a remporté une victoire à laquelle personne ne s'attendait. Un bloc de députés soudés est venu contrebalancer le groupe chiraquien, désormais obligé à un soutien bougon mais certain. J'ai eu la joie de recevoir au siège de la fédération des milliers d'adhésions directes qui prouvaient l'attrait, jusque-là occulté, des idées centristes. L'année suivante, l'UDF, désormais bien installée, a confirmé son assise populaire par une victoire encore plus éclatante : le suffrage universel l'a placée devant toutes les formations politiques, y compris le RPR et le parti socialiste, aux élections européennes.

À l'été 1979, il m'a semblé que l'UDF, dix-huit mois après sa naissance hâtive, occupait solidement le centre de l'éventail politique. Elle était même capable de se hisser en tête et avait les moyens d'y rester. J'ignorais alors que notre succès avait donné à réfléchir à nos deux concurrents les plus dangereux, Jacques Chirac et François Mitterrand. Ils allaient commencer une marche oblique, lente et persévérante vers le centre. Ils profiteraient de chacune de nos erreurs pour grignoter notre électorat à sa droite et à sa gauche. Mais ceci est une autre histoire ! ●



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un futur président engagé

PAR ÉRIC ROUSSEL
membre de l'Institut

Produit des grandes écoles, mais surtout de l'école de la guerre.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING était le dernier des hommes d'État européens ayant pris part aux combats de la Seconde Guerre mondiale. Expérience à coup sûr décisive. De cet épisode vécu activement, le troisième président de la V^e République avait tiré de solides convictions, une certaine idée de la France et de l'avenir du Vieux Continent. À la fin de sa vie, il revenait souvent sur cette partie de son existence. Le conflit avec un pays où il était né en 1926 l'avait convaincu de l'absolue nécessité de mettre fin à l'antagonisme franco-allemand et de mettre en œuvre un processus d'intégration des nations européennes afin de leur permettre d'affronter les superpuissances victorieusement. En ce sens, il se rapprochait de son successeur, François Mitterrand, marqué par les mêmes événements tragiques, mais il s'en distinguait par la précocité et le caractère rectiligne de son engagement.

Quand le conflit éclate en 1939, Valéry Giscard d'Estaing, âgé de treize ans, est encore lycéen. Dès le début des hostilités, sa famille a quitté Paris pour s'installer en Auvergne, à Clermont-Ferrand. Edmond Giscard d'Estaing, pour sa part, séjourne souvent à Paris où ses affaires le retiennent et les lettres que son fils lui adresse laisse apparaître l'état d'esprit de ce dernier. « Mon cher papa, lui écrit-il le 8 septembre 1939, c'est une lettre de guerre que je vous écris. Dans le calme de Varvasse, l'annonce de cette guerre ne nous a pas trouvés plongés dans une surexcitation nerveuse ; nous la

trouvons presque un fait normal et nous la vivons sans la comprendre. Pour moi, j'aurais assez aimé la faire, mais c'est probablement parce que je ne la connais pas. » Après de longues semaines de « drôle de guerre » durant lesquelles il ne se passe presque rien, les adversaires restant campés dans leurs positions respectives, arrive l'offensive allemande du 10 mai 1940 et, très vite, la débâcle. Valéry Giscard d'Estaing en gardera un souvenir indélébile. Il n'oubliera jamais l'écroulement du monde dans lequel il a grandi. Peu après, c'est la rage au cœur qu'il voit arriver les troupes ennemies dans la capitale de l'Auvergne alors qu'il parcourt à vélo les rues désertes.

NE PAS PASSER À CÔTÉ DE L'HISTOIRE EN MARCHE. Le 18 juin, en fin d'après-midi, le général de Gaulle lance son appel historique sur les ondes de la BBC. Valéry Giscard d'Estaing assurera toujours avoir entendu ce discours en compagnie de sa mère et de son grand-père, Jacques Bardoux, dans la propriété familiale de la Varvasse. Il précisait même que les mots utilisés par le général devant le micro n'étaient pas tout à fait identiques à ceux plus tard publiés. Une chose est sûre : Valéry Giscard d'Estaing a été de ce petit nombre de Français qui, très tôt, ont su qui était de Gaulle et ont suivi ses messages à la BBC. Et sa mère, May Giscard d'Estaing, n'a jamais caché la sympathie qu'elle portait au chef de la France libre.

La rigueur des temps n'épargne pas complètement la famille de Valéry Giscard d'Estaing, si privilégiée soit-elle. Re-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Fonds Valéry Giscard d'Estaing 500AJ

Valéry Giscard d'Estaing était l'un des derniers hommes d'État européens à avoir pris part aux combats de la Seconde Guerre mondiale. Ici, en permission.

venu à Paris avec les siens, le futur président poursuit au cours Gerson une brillante scolarité. Les persécutions antisémites dont il est le témoin au lycée Janson-de-Sailly le révoltent. « Le matin du 16 juillet 1942, alors qu'il faisait encore nuit, en raison de l'heure allemande imposée par l'occupant, j'ai vu passer devant le domicile de mes parents avenue Henri-Martin des autobus transportant des hommes, des femmes, des enfants gardés par des policiers français qui étaient en faction sur la plateforme. C'était la rafle du Vel d'Hiv, un spectacle épouvantable. »

Tout cela incite Valéry Giscard d'Estaing à agir. Par l'intermédiaire d'un camarade de lycée, il participe bientôt à des actions dans le cadre du réseau Défense de la France. À la Libération, il se trouve intégré à un groupe chargé de protéger

Alexandre Parodi, représentant personnel du général de Gaulle. Cela ne l'empêche pas d'éprouver des sentiments mitigés à l'égard des ouvriers de la onzième heure qui se vengent lâchement des occupants désormais à leur merci. Parallèlement, Valéry Giscard d'Estaing ne cachera jamais le trouble ressenti en entendant le général de Gaulle, à l'Hôtel-de-Ville, exalter « Paris libéré, Paris libéré par lui-même ». « À l'évidence, ce n'était pas vrai. Les troupes alliées, américaines en particulier, avaient apporté un concours décisif. C'est le premier mensonge d'État dont j'ai été témoin », dira-t-il.

Le grand historien allemand du XIX^e siècle, Leopold Ranke, affirmait : « L'Histoire, c'est ce qui s'est réellement passé. » Valéry Giscard d'Estaing partageait cette opinion.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“La vision du monde de Valéry Giscard d'Estaing **s'est forgée durant la Seconde Guerre mondiale.**”

Et parce que, jeune encore, il a une conscience aiguë des événements en cours, il comprend tout de suite qu'il ne se pardonnerait jamais d'être passé à côté de l'Histoire en marche. Raison pour laquelle, dès le lendemain de la libération de Paris, il veut prendre sa part au combat contre l'Allemagne hitlérienne qui durera encore plusieurs mois. À dix-huit ans, rien ne l'oblige à prendre cette décision. Sa famille, notamment son père, y est opposée, au motif qu'en agissant ainsi il risque de compromettre ses chances d'entrer à l'École polytechnique. Ses professeurs sont sur la même ligne. Et pourtant, Valéry Giscard d'Estaing s'obstine et, avant même d'obtenir satisfaction, il apporte un concours actif à la Croix-Rouge. Pour vaincre la détermination de son fils, Edmond Giscard d'Estaing n'hésite à convoquer un conseil de famille. Peine perdue. Valéry Giscard d'Estaing sait que, s'il renonce, il manquera la grande occasion de sa génération : son père est contraint de renoncer à le retenir.

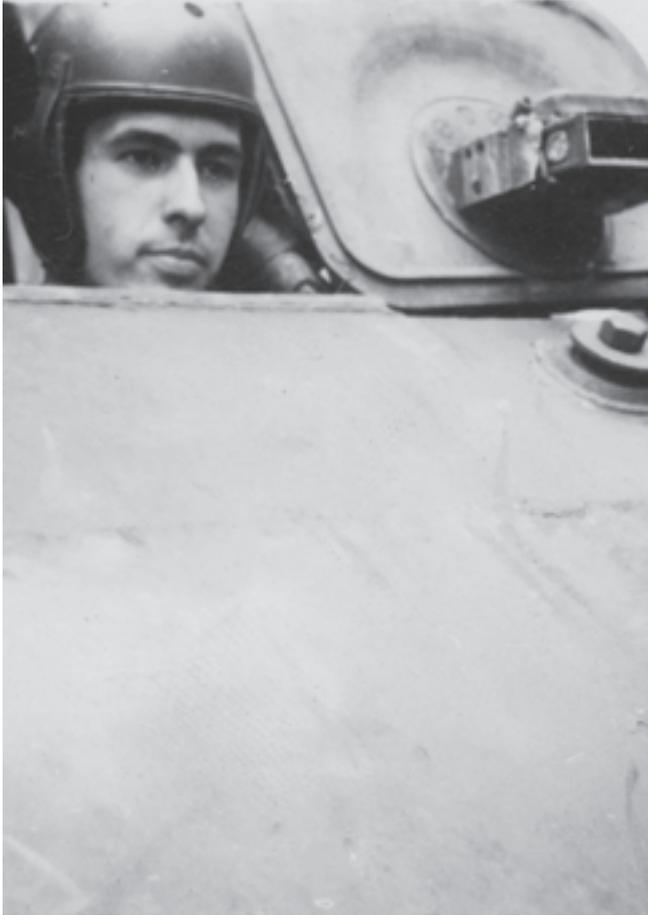
ENGAGÉ VOLONTAIRE À 19 ANS. Dès le mois d'octobre, Valéry Giscard d'Estaing prend donc le chemin de

l'armée dans des circonstances singulières et inattendues. Avec son inséparable cousin François, ils partent pour le Midi de la France à bord d'un camion de ravitaillement. Comme Fabrice à Waterloo, ils se dirigent « au son du canon ». À Autun, ils voient des chars stationnés et demandent à rencontrer le colonel commandant l'unité. Questionnés par ce dernier sur leurs compétences, ils avouent naïvement qu'ils « ne savaient rien faire ». On les affecte malgré tout au 2^e Dragon. Ils rejoignent un groupe composé majoritairement de Maghrébins qui ont pour mission d'accompagner les chars de combat. Au bout d'un mois, changement d'affectation. La famille de Valéry Giscard d'Estaing connaît le général de Lattre. Prévenu, ce dernier convoque les cousins auprès de lui à Montbéliard. Le futur maréchal se montre surpris qu'aucune formation militaire sérieuse ne leur ait été donnée : il les envoie dans une école qui vient justement d'être créée sur place. Il faut croire que l'enseignement dispensé ne convainc pas Valéry et François car, las d'entonner des chansons de marche, ils rejoignent leur première affectation. Averti, de Lattre ne cache pas son mécontentement. Les deux cousins sont, en définitive, envoyés dans une école nouvellement créée à Rouffach, près de Colmar. C'est alors que Valéry Giscard d'Estaing se lie avec deux autres jeunes gens, également volontaires, qui deviendront ses plus proches amis : Henri de Clermont-Tonnerre et Philippe de Vendevre.

Les choses sérieuses commencent à partir de ce moment. À Rouffach, on ne plaisante pas avec l'entraînement. Le général de Lattre va jusqu'à imposer des tirs à balles réelles dans les murs d'un village. Jusque-là, Valéry Giscard d'Estaing éprouvait la hantise d'être paralysé par la peur. Il découvre que le danger ne lui inspire pas de crainte. Il brûle donc bientôt de rejoindre une unité combattante. C'est chose faite au printemps 1945 alors que le Reich sombre dans le chaos, pilonné par les Alliés. Intégré au 2^e Dragon, le futur président sort à bord d'un engin blindé baptisé *Carrousel*, spécialisé dans l'attaque des chars ennemis. Au début du mois d'avril, l'unité franchit le Rhin sur des canots pneumatiques avec Constance pour objectif. Désormais, les forces allemandes



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Fonds Valéry Giscard d'Estaing 500AJ

Pour son action et son engagement lors de la Seconde Guerre mondiale, Valéry Giscard d'Estaing a reçu la Croix de guerre.

sont en déroute, mais il leur arrive encore de livrer des assauts meurtriers. Valéry Giscard d'Estaing l'éprouve quand, lors d'affrontements sévères, son char subit de fortes attaques. Brûlé au visage à l'issue de ce combat, il reçoit la Croix de guerre, la Bronze Medal des États-Unis et cette citation à l'ordre de l'armée : « Brigadier Giscard d'Estaing du 2^e escadron. Engagé volontaire à dix-neuf ans. Devenu rapidement un pointeur de grande classe, a fait preuve de calme et de sang-froid le 21 avril, à Behla, en dirigeant à pied le conducteur d'un char remorqué sous le feu, montrant un complet mépris

des armes automatiques et des mortiers qui l'entouraient. Le 25 avril, à Zokhaus, son char ayant reçu un Panzerfaust a continué à tirer au canon malgré la violence de l'explosion. Grâce à cette action immédiate, l'ennemi a cessé son feu de Panzerfaust et le char a pu reprendre sa mission. »

Le 8 mai, alors que son régiment stationne au nord de Constance, Valéry Giscard d'Estaing apprend avec ses camarades la signature de la capitulation allemande. Quarante-huit heures plus tard, il défilera au pied des Alpes bavaroises devant le général de Gaulle. Le 14 juillet suivant, le même exercice le conduira sur les Champs-Élysées.

Sans exagérer, on peut dire que la vision du monde de Valéry Giscard d'Estaing s'est forgée durant la Seconde Guerre mondiale. Et c'est pour cela qu'il sera, dès le début, un partisan déterminé de la construction européenne. Il est significatif que sa première grande intervention au Parlement en 1957, alors fraîchement élu député en 1956, ait été un plaidoyer vibrant et raisonné en faveur du Marché commun.

Ministre des Finances du général de Gaulle, puis de Georges Pompidou, il marqua sa différence par rapport au courant gaulliste ou néo-gaulliste en affirmant de manière très claire son ancrage européen. Ainsi adhéra-t-il au Comité d'action pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet. C'est d'ailleurs au sein de ce comité qu'il fit connaissance d'Helmut Schmidt, futur chancelier fédéral d'Allemagne. Élu président de la République en 1974, après la disparition prématurée de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing s'engagea encore plus résolument dans la voie de l'intégration européenne et de la réconciliation franco-allemande. Symboliquement, il voulut mettre fin à la célébration du 8 mai. Dans son esprit, il ne s'agissait pas d'oublier le passé, mais plutôt de le surmonter par un geste généreux à destination des Allemands. Sa correspondance avec Helmut Schmidt atteste que ce dernier s'y montra très sensible. Mais on sait qu'il en alla différemment en France où certains lui cherchèrent un mauvais procès. Parmi les successeurs du général de Gaulle en âge de participer au second conflit mondial, il était pourtant celui qui eut l'attitude la plus courageuse. ●



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un président premier des X-ENA

PAR PATRICK GÉRARD

ancien directeur de l'École nationale d'administration

Ingénieur de passion et administrateur de raison.

AU PRINTEMPS 2020, Valéry Giscard d'Estaing prenait la plume pour rendre hommage, dans la revue *Commentaire*¹, à Paul Mentré, l'un de ses anciens collaborateurs, décédé en janvier : « Polytechnicien et énarque, il incarne mieux que personne l'élite administrative et économique de notre pays, force sans pareille dans les périls de notre monde actuel. »

« Polytechnicien et énarque », Valéry Giscard d'Estaing savait mieux que quiconque la signification de ces titres : il avait été lui-même le premier X-ENA.

En mai 1944, Valéry Giscard d'Estaing, âgé de 18 ans, élève en mathématiques supérieures au lycée Louis-le-Grand, s'engage dans la Résistance. En novembre, il quitte sa classe de mathématiques spéciales pour rejoindre l'armée de la Libération. Titulaire de la Croix de guerre, il reprend ses études, en septembre 1945, et se présente au concours spécial de l'École polytechnique de 1946, organisé pour les élèves dont la scolarité a été interrompue par la guerre. Reçu 4^e sur 34, il entre à l'X le 7 octobre 1946. Les admis à ce concours spécial sont incorporés à la promotion 1944 et, selon la tradition, bizutés : Giscard doit courir en tenue de « génie de la Bastille ». Son statut militaire à l'X est celui d'aspirant de l'arme blindée et de la cavalerie d'active.

UN X À L'ENA. En première année, il obtient ses meilleures notes en géométrie (20), en mécanique (18), en chimie (17,5) et en histoire et littérature (16,5) ; en seconde année, en physique (19,5), en mécanique (18,5) et en astronomie (17). Il confiera à Éric Roussel sa reconnaissance pour ses professeurs : « Grâce à eux, nous nous trouvions vraiment au niveau de la recherche industrielle de notre temps. Cela était vrai notamment pour toutes les questions relatives à l'énergie nucléaire. C'était un savoir qui nous mettait vraiment au contact direct avec les grands problèmes². » Parallèlement inscrit à la faculté de droit, il y suit les cours des deux premières années de licence. Il s'entraîne également à la natation.

Pendant que ses élèves effectuent leur scolarité sur la montagne Sainte-Geneviève, le directeur de l'X, le général Brissac, mène un combat pour regagner des débouchés perdus. En effet, avant la guerre, deux places étaient offertes, à la sortie de Polytechnique, à la Cour des comptes et à l'Inspection des finances. La création de l'École nationale d'administration (ENA), en octobre 1945, a mis fin aux différentes voies d'accès à ces deux corps qui doivent dorénavant recruter, comme le Conseil d'État, le corps préfectoral, le corps diplomatique et le corps des administrateurs civils, exclusivement par l'ENA. Brissac exhorte le directeur de l'ENA à intégrer directement des diplômés de l'X dans la



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

nouvelle école. Le conseil d'administration refuse à deux reprises, avant de donner son accord, en 1948. Dorénavant, aux termes d'un décret du 18 juillet 1948 (en vigueur jusqu'en 1986), un ou deux élèves de Polytechnique, classés dans le premier cinquième de leur promotion, pourront entrer à l'ENA. Pour la première année d'application (1948), un seul poste est ouvert. Une carrière administrative, et sans doute politique, tente depuis quelques mois Valéry Giscard d'Estaing. Il écrit sur sa fiche de vœux : « 1/ École d'administration ; 2/ Ingénieur des Ponts et Chaussées (en métropole) ; 3/ Ingénieur militaire de l'Air. » Le 19 juillet 1948, le directeur de l'École polytechnique informe son collègue de l'ENA que l'élève Giscard d'Estaing est retenu pour l'ENA. Le directeur de l'ENA, Henri Bourdeau de Fontenay, reçoit le jeune polytechnicien rue des Saints-Pères, le 4 août ; il lui indique qu'il sera rattaché à la promotion commençant sa scolarité en janvier 1949 et affecté à la section « administration économique et financière ». Il résume son entretien dans une note au directeur des études : « Ce garçon m'a fait une excellente impression. » Le jeune Giscard doit patienter puisque le concours de recrutement de ses futurs camarades de l'ENA se déroule durant l'automne 1948. Il part alors visiter New York, Montréal et Toronto, tout en donnant des cours d'histoire pour financer son séjour.

Le 3 janvier 1949, lors de la séance de rentrée présidée par René Cassin, il fait la connaissance de ses 36 camarades issus des concours de l'ENA et avec qui il va suivre trois années de scolarité. Les élèves se réunissent pour choisir le nom de leur promotion ; il se dégage un vrai consensus pour l'appeler « Europe ».

L'UN DES ÉLÉMENTS LES PLUS BRILLANTS.

La première année de l'ENA est destinée, selon le règlement de l'époque, à « dépayser » les élèves par un stage éloigné de Paris. Giscard d'Estaing est affecté en Sarre, auprès du haut-commissaire français. Venant l'inspecter à Sarrebruck en juillet, le directeur des stages constate « sa valeur, sa maturité remarquable, l'aisance de son comportement aussi bien in-

tellectuel que personnel » ; dans son mémoire de stage, qui porte sur le rattachement économique de la Sarre à la France, Giscard d'Estaing appelle au rapprochement entre la France et l'Allemagne. Interrogé au conseil d'administration de septembre 1949 sur l'intégration du polytechnicien, le directeur de l'ENA déclare que « c'est un des élèves les plus intelligents et les plus brillants de la promotion ». De fait, il obtient la meilleure note de stage : 19/20.

Lorsqu'il revient à Paris, en janvier 1950, pour suivre la deuxième année, Valéry Giscard d'Estaing ne mesure sans doute pas l'amertume de nombre de ses camarades apprenant que l'élève non issu des concours de l'ENA les a dépassés. Il n'est pas invité à la photo de la promotion Europe. Néanmoins, il suit assidûment les cours dont certains lui paraissent beaucoup trop étatistes, voire influencés par l'idéologie soviétique. Il confiera, cependant, à Éric Roussel avoir aimé le cours sur la sécurité sociale de Pierre Laroque, particulièrement convaincant. Le 20 mai, il est présent avec ses camarades au bal des anciens élèves de l'ENA qui se tient au ministère des Finances, rue de Rivoli, en présence du président de la République, Vincent Auriol, et du ministre Maurice Petsche. Le 29 juin, sa promotion ravive la flamme à l'Arc de triomphe. Pendant les vacances d'été, Giscard suit un séminaire à Oxford. Au fur et à mesure qu'avance la scolarité, ses camarades le reconnaissent comme l'un des éléments les plus brillants de la promotion, avec Marceau Long. Plusieurs d'entre eux décèlent même chez lui une ambition politique.

Les premières semaines de la troisième année, en 1951, sont celles des épreuves de classement. S'il a un résultat moyen à la première épreuve écrite (« les chefs d'entreprise doivent-ils accéder à des responsabilités économiques ? »), il obtient l'une des meilleures notes à la seconde portant sur « le concours financier de l'État à la production industrielle et agricole ». À l'épreuve orale, il tire le sujet « le rôle du secteur nationalisé dans l'économie française ». Le 21 janvier, le classement est publié : Marceau Long est major, Giscard est quatrième. Lors de l'amphi-garnison du 26 janvier, il choisit, comme son cousin François, l'Inspection des finances,



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Le 19 mai 1974, VGE devient le troisième président polytechnicien **et le premier président énarque.**”

corps auquel appartient son père. Pour autant, la scolarité à l'ENA n'est pas terminée : elle doit être complétée, pendant dix mois, par deux « stages d'application ». Giscard effectue le premier à la Banque de France, auprès du gouverneur Wilfrid Baumgartner, et le second au service des études du ministère de l'Économie et des Finances où il se lie d'amitié avec Jean Sérisé.

Valéry Giscard d'Estaing entre à l'Inspection des finances en qualité d'inspecteur adjoint le 1^{er} janvier 1952. Le premier des X-ENA n'a pas encore 26 ans.

Le 19 mai 1974, VGE devient le troisième président de la République polytechnicien (après Sadi Carnot et Albert Lebrun) et le premier président énarque (avant Jacques Chirac, François Hollande et Emmanuel Macron). Il connaît l'opposition des anciens de l'X à la décision, prise sous le mandat du président Pompidou, de transférer les locaux de l'École polytechnique de la rue Descartes à Palaiseau. Mais lors d'un conseil restreint tenu à l'Élysée le 25 octobre 1974, il confirme le transfert. Il se rend à Palaiseau, le 28 octobre 1975, pour apaiser les tensions. Et, comme il l'avait fait à plu-

sieurs reprises lorsqu'il était ministre des Finances, il prononce devant les élèves une longue conférence sur le nouvel ordre économique mondial, illustrée de dix diapositives.

En revanche, le président n'inaugure pas les nouveaux bâtiments de l'ENA, transférés en 1978 de la rue des Saints-Pères à la rue de l'Université. C'est seulement après son mandat qu'il se rend à l'ENA. En 1996, VGE vient à Strasbourg s'exprimer devant la promotion Marc Bloch (dont l'un des élèves est Édouard Philippe). Lors de ses visites ultérieures – en 2005 à deux reprises, en 2009 et en 2011 –, il parle de l'Europe. S'adressant aux élèves de la promotion Émile Zola, le 9 mars 2009, il leur confie « garder un bon souvenir de l'ENA, bien que l'enseignement fût à l'époque marxisant et bureaucratique ». Il ajoute qu'il a approuvé le transfert de l'ENA à Strasbourg, décidé par Édith Cresson en 1991.

L'ancien président retourne à Polytechnique à trois reprises : en 1999, 2008 et 2014. Lors de sa dernière conférence à Palaiseau, le 2 décembre 2014 – exactement six ans avant son décès – sur le thème « Europa, la dernière chance de l'Europe », il exprime avec émotion son fort attachement à l'X : « L'École polytechnique, à laquelle je dois les meilleurs souvenirs de ma formation, [...] est celle à laquelle je suis redevable de ce que j'ai accompli par la suite. Parce que c'est une école scientifique et que l'esprit humain, finalement, progresse par la science, parce que c'est une école démocratique par la rigueur de son concours, parce que c'est une école égalitaire par le port de son uniforme. »

Lorsque le Parlement européen lui rend hommage, le 2 décembre 2021, à Strasbourg, une délégation d'élèves de Polytechnique en uniforme et une délégation d'élèves de l'ENA sont présentes dans l'hémicycle. À l'évidence, ni les uns ni les autres n'oublieront l'œuvre de leur camarade au parcours si singulier. ●

1. N° 169, printemps 2020.

2. *Valéry Giscard d'Estaing*, L'Observatoire, 2018, p. 61.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Janvier 1956, l'entrée au palais Bourbon

PAR GILLES RICHARD

professeur émérite de l'université Rennes 2, président de la Société française d'histoire politique

Première élection législative, première blessure intime !

L'ENTRÉE de Valéry Giscard d'Estaing au palais Bourbon, en janvier 1956, n'est souvent que brièvement évoquée par ses biographes. L'intéressé lui-même, à l'évidence, n'aimait pas en parler. Il est vrai que sa première victoire électorale s'est déroulée dans des conditions quelque peu douloureuses. En effet, plutôt que de succéder « naturellement » à son grand-père maternel Jacques Bardoux, député du Puy-de-Dôme depuis 1945, comme on l'écrit d'ordinaire, le petit-fils s'est imposé à lui dans un climat de tension à la fois politique et familiale.

L'HÉRITAGE FAMILIAL. Jacques Bardoux, membre de la grande bourgeoisie libérale parisienne, était aussi le leader des modérés en Auvergne. Il avait fondé, en 1925, la Fédération républicaine et sociale du Massif central (FRSMC), forte de 11 000 adhérents en 1939 dont près de la moitié dans le seul Puy-de-Dôme. Affaiblie à la Libération du fait des sympathies vichystes de plusieurs de ses dirigeants, la FRSMC se reconstitue néanmoins en s'associant, tout en gardant une large autonomie, au Parti paysan de Paul Antier, député de la Haute-Loire. Le nouveau mode de scrutin, proportionnel et départemental, permet l'élection de Jacques Bardoux dès octobre 1945 – il avait été relevé de son inéligibilité en mars –, puis d'un second député du parti

en juin 1946, Joseph Dixmier, grand propriétaire terrien et syndicaliste agricole. Tous deux, inscrits au groupe paysan, sont réélus en novembre 1946, puis en juin 1951. À partir de 1953, un conflit fragilise peu à peu le leadership de Jacques Bardoux au sein de la FRSMC. Ce conflit, d'abord interne, concerne en fait le Parti paysan dans son ensemble. En vue des législatives de 1951, il s'est associé au Centre national des républicains indépendants, créé en 1948 par les sénateurs Roger Duchet, René Coty et Jean Boivin-Champeaux, pour donner naissance au Centre national des indépendants et paysans (CNIP). Cette nouvelle formation est alors forte de cent députés obtenus à l'issue du scrutin de juin 1951 et de l'entrée d'Antoine Pinay, l'un des siens, en mars 1952 à Matignon où ce dernier acquiert une grande popularité. Le CNIP aurait-il dû dès lors rester un cartel électoral ou se transformer en parti structuré à l'échelle nationale derrière son nouveau porte-drapeau, devenu une des principales forces politiques du pays ? Paul Antier et Jacques Bardoux optent pour la première solution tandis que Camille Laurens, numéro deux du Parti paysan et la plupart des cadres de la FRSMC, à commencer par Joseph Dixmier, privilégient une fusion des différentes forces dans un grand parti des droites.

Le conflit interne à la FRSMC s'envenime à l'automne 1955 quand Edgar Faure, mis en minorité à l'Assemblée na-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

tionale, choisit de dissoudre celle-ci six mois avant l'échéance afin d'enrayer l'essor du Front républicain, constitué autour des radicaux mendésistes et de la SFIO de Guy Mollet. Roger Duchet, secrétaire général du CNIP, profite quant à lui de ce scrutin anticipé pour renouveler les parlementaires modérés et pousser les feux de la construction du grand parti qu'il conçoit sur le modèle des conservateurs britanniques en fusionnant les indépendants et les paysans dans un groupe parlementaire unique et en intégrant les groupements locaux encore trop peu liés au Centre national.

C'est dans ce contexte de tension que Valéry Giscard d'Estaing succède à son grand-père. Avec le soutien de Joseph Dixmier, du sénateur Edmond Pialoux, des conseillers généraux Raymond Joyon et Paul Godonnèche, il est sollicité par Roger Duchet pour se présenter au scrutin du 2 janvier 1956. Très lié à Edgar Faure, le secrétaire général du CNIP a remarqué ce jeune inspecteur général des finances, polytechnicien et énarque, conseiller efficace du président du Conseil promu, en juin, directeur adjoint de son cabinet. À 81 ans, Jacques Bardoux, afin de ne pas perdre définitivement le contrôle de la FRSMC qu'il a fondée trente ans plus tôt, se résout *in extremis* à ne pas se représenter comme il avait d'abord annoncé vouloir le faire et à voir son petit-fils en deuxième position sur la liste investie par le CNIP et conduite par Joseph Dixmier.

UN SUCCÈS TOTAL. Deux objectifs essentiels sont atteints. D'abord, le CNIP conserve deux élus – malgré la perte de plusieurs milliers de suffrages par rapport à 1951, du fait de la poussée poujadiste – dont le jeune Valéry Giscard d'Estaing, âgé de moins de trente ans, premier énarque à devenir député (avec Pascal Arrighi). Le parti le met sur-le-champ en avant dans les débats parlementaires comme l'un de ses meilleurs spécialistes des questions économiques et financières. Ensuite, la FRSMC adhère officiellement au Centre national, en avril 1957. Transformée en Fédération des indépendants et paysans du Puy-de-Dôme, Joseph Dixmier en assure désormais la présidence et Valéry Giscard d'Estaing la vice-

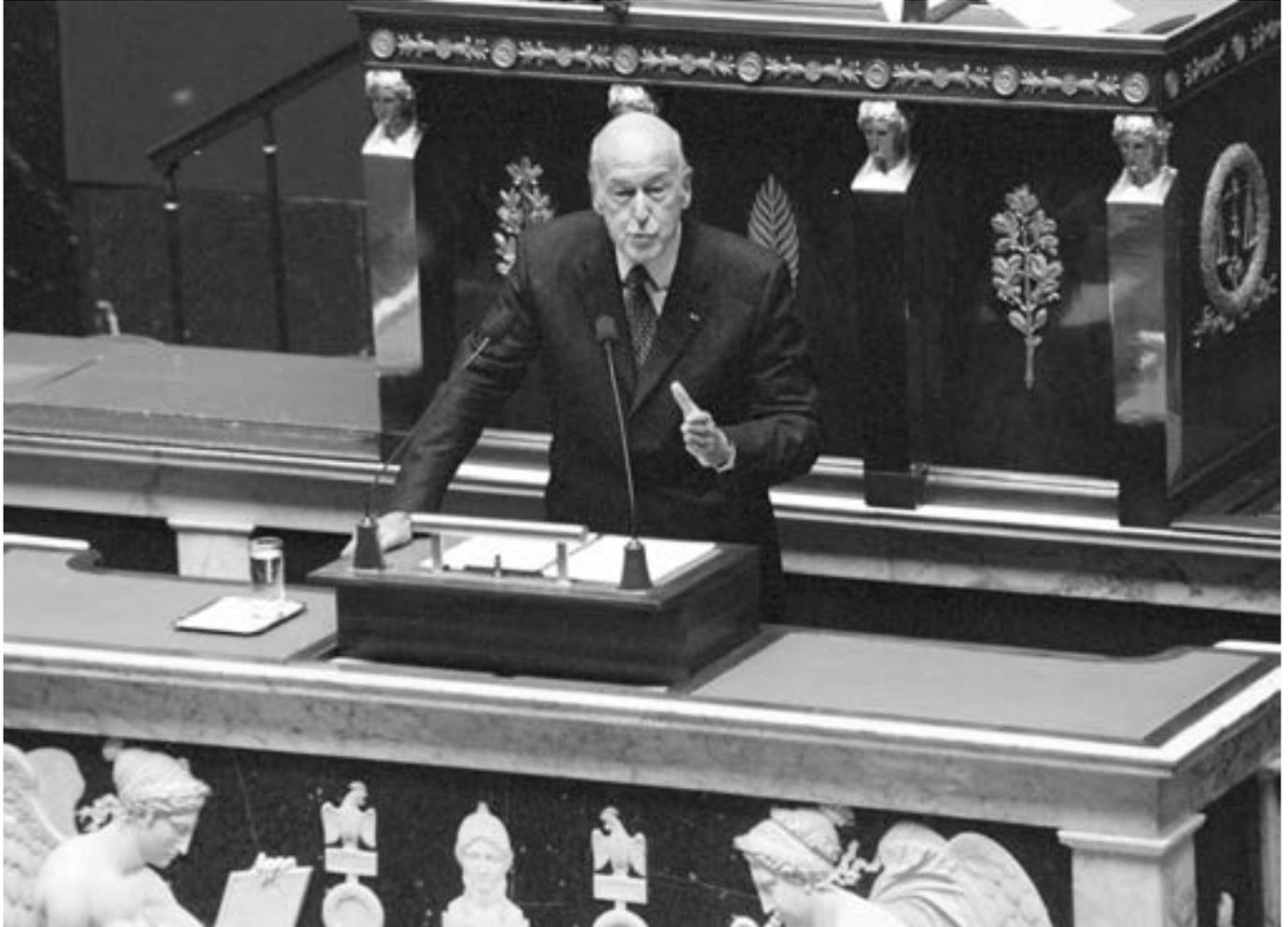
“Devenu en trois ans l'étoile montante du CNIP.”

présidence tandis que Jacques Bardoux est cantonné dans la fonction de président d'honneur.

Ainsi mise en ordre de bataille, la fédération conclut un accord avec les gaullistes de la toute jeune Union pour la nouvelle République (UNR) en vue des élections législatives de novembre 1958. Cet accord leur réserve la circonscription de Clermont-Ferrand et attribue les quatre autres circonscriptions aux candidats du CNIP. Le succès est total. Les gauches n'ont plus aucun député dans le département pendant que les indépendants-paysans retrouvent leurs électeurs passés aux poujadistes, en 1956. Joseph Dixmier est élu dans la 5^e circonscription, Raymond Joyon dans la 4^e, Paul Godonnèche dans la 3^e et, dès le premier tour, Valéry Giscard d'Estaing dans la 2^e (Clermont-Montagne) qui juxtapose les quartiers bourgeois de Clermont-Ferrand et les cantons ruraux et conservateurs au Sud-Ouest de la ville, dont celui de Rochefort-Montagne où le jeune député a été élu conseiller général au mois d'avril précédent. Son suppléant est le docteur Guy Fric, ancien résistant, ancien responsable départemental du Rassemblement du peuple français (RPF), mais aussi médecin de famille des Bardoux. Brillamment réélu, le jeune député entre à peine deux mois plus tard, en janvier 1959, dans le gouvernement de Michel Debré. Premier énarque membre d'un gouvernement, il se voit attribuer le secrétariat d'État aux Finances, rattaché au ministère des Finances qu'occupe le président du CNIP, Antoine Pinay – un poste que ce dernier a déjà pensé lui confier, en octobre 1957,



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Assemblée nationale - 2022

*Entré à l'Assemblée nationale en 1956, Valéry Giscard d'Estaing sera élu député à plusieurs reprises.
Ici, séance du 3 octobre 2001, débat sur la situation consécutive aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.*

quand il a sollicité (en vain) l'investiture à la présidence du Conseil.

Devenu en trois ans l'étoile montante du CNIP avec le plein soutien de ses principaux dirigeants, Valéry Giscard d'Estaing n'en va pas moins prendre ses distances peu à peu avec un parti qui, à partir de l'automne 1959, s'engage dans la défense jusqu'au-boutiste de l'Algérie française contre Charles de Gaulle, espérant ainsi briser l'UNR, mais se heurte à l'évolution de l'électorat modéré, de plus en plus fa-

vorable à un règlement du conflit outre-Méditerranée. Puis vient le temps de se prononcer sur le principe de l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct. Le CNIP se brise à l'automne 1962. Valéry Giscard d'Estaing est l'un des principaux artisans de la scission qui donne naissance au groupe des Républicains indépendants, puis, quatre ans plus tard, à la Fédération nationale des républicains indépendants (FNRI), à la fois alliée et concurrente des gaullistes au service des ambitions nationales de son président. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Une filiation en trompe-l'œil

PAR JEAN-ANTOINE GIANZILY

*ancien secrétaire général des Jeunes indépendants et paysans,
ancien président du Centre national des indépendants, ancien député européen*

L'un rassurait, l'autre séduisait.

ON CONSIDÈRE souvent que les relations entre Antoine Pinay et Valéry Giscard d'Estaing (VGE) relèvent de l'héritage, comme une filiation ou, à tout le moins, une forme de continuité dans l'action politique, ce qui ferait de VGE le disciple d'Antoine Pinay. Sur le plan des idées, l'un et l'autre pouvaient, sans conteste, se réclamer de Raymond Poincaré, d'André Tardieu, des courants libéraux des III^e et IV^e Républiques et de ce que la classification de René Rémond nomme la droite orléaniste.

Toutefois, dans le domaine de l'exercice du pouvoir, rien n'est moins certain, car s'ils appartenaient tous les deux au même parti politique, le Centre national des indépendants (CNI), et siégeaient ensemble à l'Assemblée et au gouvernement, les responsabilités que Valéry Giscard d'Estaing et Antoine Pinay ont exercées, dans des périodes si différentes, montrent combien les deux hommes étaient opposés par les objectifs et par le style.

UN PARTI HÉTÉROGÈNE. Leur appartenance commune au CNI tenait plus au hasard qu'à un choix délibéré. Pour les indépendants issus des vestiges du Parlement de 1940 qui avait voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, Charles de Gaulle n'avait pas sauvé la France, comme beaucoup le croient sincèrement aujourd'hui, mais l'honneur, comme on le dit à l'issue d'un match de football perdu 10 à 1, l'honneur étant ce pénalty accordé généreusement par l'ar-

bitre pour éviter l'humiliation d'une défaite trop cuisante. Pour la plupart d'entre eux, qui avaient rejeté le référendum de 1946 et le projet de Constitution qui redeviendrait d'actualité en janvier 1959, la défaite de 1940 n'était pas une question de constitution mais d'hommes.

Pour eux, les soldats massés en Afrique du Nord par le général Alphonse Juin étaient les véritables combattants qui, depuis le Levant jusqu'à Bir Hakeim, puis du Monte Cassino aux plages de Saint-Tropez en passant par la Corse, libérée dès 1943, avaient relevé le défi d'une armée opérationnelle, équipée par les Américains.

Au lendemain de la guerre, le CNI n'était pas un parti politique homogène. Né en janvier 1949 de la volonté du sénateur-maire de Beaune, Roger Duchet, il regroupait, sous une forme assez libre, des gens venus de différents horizons. Ainsi, Paul Reynaud, prisonnier des Allemands de septembre 1940 à mai 1945, qui, après avoir créé le Parti républicain de la liberté (PRL), rallia avec ses quinze députés l'initiative de Duchet. Il fut l'ami de Bertrand Motte, président du parti après Antoine Pinay, qui faisait partie des soldats faits prisonniers, en juin 1940, dans la poche de Dunkerque et fut libéré, en 1944, de son *oflag* où il avait passé quatre ans. Mais le secrétaire général du parti qui avait succédé à Roger Duchet, Camille Laurens, avait été décoré de la francisque par Vichy pour le travail accompli auprès des paysans pour sauver une agriculture dont l'unique souci était de dissimuler à la voracité des occupants suffisamment de nourriture pour mainte-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République

Antoine Pinay et Valéry Giscard d'Estaing, deux hommes opposés par les objectifs et par le style, malgré une forme de continuité dans l'action politique.

nir en vie des Français affamés mais restés au pays. Le CNI avait ainsi absorbé le Parti paysan de Paul Antier et de Camille Laurens, courant dont était issu le grand-père de VGE, Jacques Bardoux. Celui-ci avait organisé, en tant que vice-président, le premier congrès national, en août 1947, du Parti paysan d'union sociale (PPUS), avec Joseph Dixmier du Puy-de-Dôme, Camille Laurens du Cantal et Paul Antier de la Haute-Loire. Bardoux, alors très âgé, céda sa circonscription de Chamalières, en janvier 1956, à VGE.

Le CNI de la IV^e république était un « groupement d'intérêts particuliers » refusant à la fois la caporalisation du Rassemblement du peuple français (RPF) et les partis issus des diverses scissions des partis de gauche. De surcroît, la cohabitation était compliquée avec le Mouvement républicain populaire (MRP), souci contourné par Roger Duchet qui acceptait dans beaucoup de départements la double appartenance.

Les motivations des uns et des autres pouvaient être dif-

férentes et, malgré tout, ils savaient surmonter les divisions du passé. En réalité, l'humiliation de la défaite de 1940 et le sort réservé aux uns et aux autres par l'occupant au nord de la Loire et les maquis au sud de celle-ci avaient ancré chez les élus une mentalité de repli sur soi, où la crainte était la règle et l'héroïsme l'exception. Beaucoup étaient restés maires pendant la guerre, pour ne pas abandonner leurs administrés. Ceci explique cette volonté absolue et partagée par tous de faire une Europe forte, unie et enfin débarrassée de ce qui nous avait collectivement ruinés en 1870, en 1914-18 et en 1939-45.

LA FIN D'UN PARCOURS ET L'ENVOL D'UN AUTRE. En 1974, Antoine Pinay avait 84 ans alors que VGE était, à 48 ans, le plus jeune président de la République que la France n'ait jamais eu avant Emmanuel Macron. Antoine Pinay était auréolé de sa présidence du Conseil de 1952, marquée par une amnistie fiscale, une dévaluation, une



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Les deux hommes étaient opposés par les objectifs et par le style.”

crise monétaire sans précédent. Il aimait le contact direct avec les Français par des causeries au coin du feu, le soir, à la radio, ce qui rompait avec les habitudes de secret et d'obscurité auxquelles, depuis la guerre, chacun avait dû s'habituer. Pinay rassurait les Français et Jacques Rueff, son génial inspirateur, déclinaient pour les technocrates les idées exposées aux parlementaires lors de son fameux discours aux Indépendants de mars 1950.

Sous la IV^e République, au cours de laquelle la formation des gouvernements relevait du « dosage », les querelles d'égos provoquaient des crises à répétition et l'instabilité des gouvernements n'était que la conséquence de l'instabilité interne des partis.

Pinay, par son audace, avait relancé l'économie, sauvé le franc et lancé la réindustrialisation du pays. Il était aussi vénéré car il avait démissionné du gouvernement de Gaulle en 1960, considérant que sa tâche était accomplie (nouveau franc, dévaluation, plan Pinay-Rueff, villes nouvelles, TGV, etc.). Pinay finissait son parcours politique par une dernière opposition au général de Gaulle alors que Giscard prenait son envol comme secrétaire d'État de Wilfrid Baumgartner.

En octobre 1966, en lançant sous forme de fédération indépendante les clubs Perspectives et Réalités, VGE fit la démonstration d'une recherche de cohérence dans le programme et de sélection par l'intelligence de ceux qui l'ac-

compagneraient dans sa conquête de l'Élysée. Alors que Pinay, tout comme Paul Reynaud, avait trouvé inique le référendum de 1962 sur l'élection du président de la République au suffrage universel direct, Giscard l'avait, lui, approuvé et avait quitté le CNI avec ceux de sa génération pour créer la Fédération nationale des républicains et indépendants (FNRI).

Giscard avait créé une machine de guerre destinée à le conduire à l'Élysée et tirer tous les bénéfices de la Constitution autocratique née du référendum de l'automne 1962. La méthode « Giscard » fut d'une efficacité redoutable. Arrivé à l'Élysée après la mort de Georges Pompidou, il ne faisait confiance qu'à ceux qui l'avaient épaulé depuis la dissolution de 1962 et cette sorte de « *dream team* » (Michel d'Ornano, Jean François-Poncet, Michel Poniatowski, Jean-Pierre Fourcade ou encore André Giraud) ne laissait aucune place à Jacques Chirac, Premier ministre honorifique. Les grandes décisions étaient prises par VGE et son entourage immédiat. Il ne serait jamais venu à l'esprit de VGE de confier un poste ministériel à des gens comme Charles Pasqua et Jacques Chirac n'accepta jamais d'être traité comme un suppléant.

Dès le mois d'août 1975 et la démission de Jacques Chirac de son poste de Premier ministre, la guerre de tranchées entre « gaullistes » et « giscardiens » devint la règle et il fallut toute la patience et la bonne volonté d'un Raymond Barre pour mener à son terme un septennat qui fut, et de loin, le plus constructif de la V^e République (programme nucléaire, programme spatial, construction européenne ou encore lois de programmation militaire). Et, avec Raymond Barre, cinq années d'équilibre budgétaire absolu, sans déficit et sans dévaluation malgré la terrible crise pétrolière de 1974 due à la dénonciation des accords de Bretton Woods par Richard Nixon, sans ménagement pour ses alliés européens.

Le CNI était écartelé entre giscardiens et chiraquiens et chaque groupe essayait d'entraîner Antoine Pinay dans cette querelle destructrice qui se termina, en 1981, par la défaite de VGE. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Destins croisés

PAR CHRISTINE MANIGAND
professeur à l'université Sorbonne Nouvelle

L'Auvergnat du haut et l'Auvergnat du bas.

A PRIORI tout oppose les deux personnages : leur milieu, leur formation, leur tempérament et même des divergences certaines de conception dans le domaine économique. Et pourtant, Valéry Giscard d'Estaing (VGE) a été le ministre de Georges Pompidou lorsque celui-ci a été Premier ministre, puis président de la République. Il lui succède à l'Élysée, après son décès, le 2 avril 1974.

Les relations de ces destins croisés ont été empreintes d'ambivalence : si Georges Pompidou a d'abord vu en Valéry Giscard d'Estaing un potentiel rival, leurs relations se sont normalisées lorsqu'il accède au sommet du *cursus honorum* de la République.

L'une de leurs premières rencontres, sans que l'on ait de source très précise, remonte au moment où Valéry Giscard d'Estaing, jeune secrétaire d'État (33 ans) aux Finances auprès du ministre Antoine Pinay, dans le gouvernement de Michel Debré, fait la connaissance de Georges Pompidou lors d'un dîner chez des proches. Leurs relations dans l'exercice des fonctions ministérielles débutent en avril 1962, après la nomination de Georges Pompidou à Matignon et la reconduction de Valéry Giscard d'Estaing au ministère des Finances, expérience qui dure de 1962 à 1966.

MINISTRE DU PREMIER MINISTRE POMPIDOU. Expert entouré de techniciens, le ministre des Finances approfondit, en 1963, son l'expérience du travail avec l'Élysée et Matignon pour préparer le plan de stabilisation (1963-1965) voulu par le général de Gaulle et accepté avec

plus de réticence par le Premier ministre qui redoute que la politique choisie ne freine la croissance. En apparence, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing semblent en harmonie, le 12 septembre 1963, face à un parterre de journalistes, pour présenter aux Français ce plan. François Mauriac en donne, dans *Le Figaro littéraire*, la meilleure version : « Ce plan vaut ce qu'il vaut. Mais c'est la manière de le présenter qui me frappe. Le contact direct du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des Finances avec des millions de Français rend manifeste, une fois encore, l'événement capital, révolutionnaire [la télévision] que l'équipe gaulliste utilise avec une science consommée. Les vieux de la vieille [République], le petit écran les trahissait avant même qu'ils n'eussent ouvert la bouche. Mais notre Raminagrobis de Premier ministre, tout fourré, tout bénin, toutes griffes rentées, mais ce jeune ministre des Finances, qui incarne l'absolu de la réussite, à des hauteurs qui n'éveillent aucune jalousie, nous voyons en clair ce que, par leur seule présence sur le petit écran, ils rendent inutiles et, en fait, ils suppriment. »

Georges Pompidou est conscient de l'impopularité du plan de stabilisation (effort d'équilibre budgétaire, nouveaux impôts, blocage de certains prix) et ne partage pas la philosophie de ce plan, tandis que VGE assume ces mesures impopulaires en cultivant des liens personnels et directs avec le général de Gaulle, qui ne peuvent que contrarier le Premier ministre. De nombreux témoignages évoquent des divergences de plus en plus importantes entre les deux hommes, comme lors de la préparation du budget de 1965.

En tout cas, le président de la République, dans une



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Valéry Giscard d'Estaing à l'inauguration du Centre Pompidou, le 1^{er} janvier 1977.

moindre mesure, et surtout le Premier ministre décide, pour des raisons différentes, de mettre fin à l'exercice ministériel de Valéry Giscard d'Estaing qui, dès janvier 1966, se voit obligé de quitter la rue de Rivoli, après avoir refusé de se voir confier un vaste ministère de l'Équipement. Ulcéré par son limogeage, le lourd contentieux entre les deux hommes s'approfondit et s'exprime, lors des élections légis-

latives de mars 1967, par les prétentions de plus en plus grandes des Républicains indépendants quant à leur place au sein de la majorité. Les deux hommes sont devenus des candidats virtuels à la succession du général de Gaulle. En 1967, Valéry Giscard d'Estaing, pendant sa traversée du désert, cultive sa différence et irrite les gaullistes en adoptant une posture peu bienveillante à l'égard de l'exécutif entre le « oui,



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“VGE a poursuivi,
avec un style
totalement différent,
**un certain
nombre de
chantiers de son
prédécesseur.**”

mais » et « les cactus », puis en condamnant l'« exercice solitaire du pouvoir » (17 août 1967). Il a aussi cette attitude, en mai 1968, quand il refuse de censurer le gouvernement « pour ne pas ajouter l'aventure au désordre », mais finit par demander la démission de Georges Pompidou.

MINISTRE DU PRÉSIDENT POMPIDOU. Ayant prôné le non au référendum du 27 avril 1969, VGE finit par se rallier à la candidature de Georges Pompidou à l'Élysée et s'engager dans la campagne présidentielle. À cet égard, il convient de remarquer que Giscard avait assuré Pompidou de son soutien lors de l'affaire Marković, ce qui les avait probablement rapprochés.

Même si Georges Pompidou, élu, souffle le chaud et le froid et souhaite lui confier le portefeuille de l'Éducation nationale, Valéry Giscard d'Estaing hérite finalement des Finances dans le gouvernement que compose Jacques Chaban-Delmas et fait son retour rue de Rivoli de 1969 à

1974. Sa marge de manœuvre est peut-être moins large que lors de son premier passage dans ce ministère, mais les rapports entre les deux hommes se sont normalisés : c'est ensemble qu'ils préparent la dévaluation d'août 1969. Certes, les coups portés sont rudes entre l'Union des démocrates pour la République (UDR) et les Républicains indépendants (RI), mais pas entre les deux hommes, VGE se conforme aux souhaits du président de la République et abandonne même la présidence de la Fédération nationale des républicains indépendants (FNRI) en mai 1973, tout en ayant déclaré quelques mois plus tôt que « la France veut être gouvernée au centre ».

Georges Pompidou reçoit, à la fin du mois de mars 1974, son ministre pour la dernière fois ; ce dernier n'a pas le souvenir d'avoir parlé avec un homme diminué et à l'article de la mort.

Certes, Georges Pompidou n'a pas choisi son successeur, mais Valéry Giscard d'Estaing a poursuivi, dans bien des domaines et avec un style totalement différent, un certain nombre de chantiers de son prédécesseur : les grands desseins industriels et la poursuite de la construction communautaire, Georges Pompidou avait donné son accord à la création du Conseil européen imaginé par Jean Monnet et qui voit le jour en 1974. Tout cela n'a pas effacé les différences entre le natif de la Haute-Auvergne ouverte vers l'extérieur, à la carrière méthodiquement organisée, et le natif de la Basse-Auvergne, paysanne, dure, qu'était Georges Pompidou, à l'esprit pragmatique, véritable incarnation de la méritocratie républicaine. Dans les nombreuses commémorations qui ont suivi, Valéry Giscard d'Estaing aimait à se référer à leur commune origine auvergnate en insistant sur cette différence essentielle à ses yeux.

Partageant un amour de la culture, certes avec des inclinations fort différentes, et, même s'il n'approuvait guère le projet du Centre Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing l'inaugure, en compagnie de Claude Pompidou, le 31 janvier 1977. ●



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Une communauté de vue

PAR JEAN-PIERRE FOURCADE

ancien ministre

Du temps de Raymond Barre mais pas encore des barristes.

AYANT été ministre de l'Économie et des Finances après Valéry Giscard d'Estaing et avant Raymond Barre, j'ai de très nombreux souvenirs de cette période assez agitée de la vie politique française. Comme conseiller technique, j'avais déjà beaucoup travaillé auprès de Valéry Giscard d'Estaing ministre, avant qu'il ne devienne, en 1974, président de la République, mais je ne connaissais de Raymond Barre que sa réputation de bon économiste et d'Européen convaincu. C'est au moment des profondes divergences apparues entre le Premier ministre Jacques Chirac et le président que ce dernier fit entrer, le 12 janvier 1976, au gouvernement Raymond Barre comme secrétaire d'État au Commerce extérieur. Toutefois, contrairement à son prédécesseur, Norbert Segard, il n'était pas rattaché à mon ministère.

L'ENTRÉE AU GOUVERNEMENT. Dès son entrée au gouvernement, Raymond Barre fut invité à participer à la plupart des réunions ministérielles à l'Élysée et à Matignon. De sa voix douce et posée, il critiquait les mesures de relance financière qui venaient d'être prises contre mon gré, mais feignait de m'en imputer la responsabilité pour ne pas s'en prendre à plus haut.

Au gouvernement, chacun comprenait déjà que l'arrivée de Raymond Barre déboucherait rapidement pour lui sur des responsabilités beaucoup plus importantes. Au bout de quelques mois, la plupart des ministres et des fonctionnaires

qui les entouraient avaient compris qui serait le prochain Premier ministre.

Pendant cette première période, de janvier à août 1976, Raymond Barre forma un cabinet technique et s'occupa très peu de politique, ne souhaitant pas participer aux multiples incidents survenus entre le président et Jacques Chirac. Très absorbé par le débat parlementaire consacré à la taxation des plus-values et par d'importants voyages à l'étranger – conférences de Dakar, Nairobi et Porto Rico –, je rencontrais assez peu Raymond Barre, mais appréciais son humour lorsqu'il évoquait les contorsions intellectuelles des dirigeants de la majorité.

C'est à la fin de l'été 1976 que Jacques Chirac démissionna, en pleine crise monétaire du fait de la dévaluation du franc intervenue au mois de mars précédent et de l'accroissement rapide du déficit du commerce extérieur.

Raymond Barre fut immédiatement nommé Premier ministre et le président lui demanda de constituer très rapidement un nouveau gouvernement. Sentant que l'heure du désaveu était venue, je réunis mon cabinet et annonçai mon départ. Le lendemain, le président me convoqua à l'Élysée et me précisa que Raymond Barre souhaitait cumuler ses nouvelles fonctions avec la responsabilité de l'Économie et des Finances. Je fis part au président de ma volonté de retrouver ma liberté après deux années de travail intense. À mon grand étonnement, le président me demanda de rester au gouvernement et me proposa, avec l'accord du nouveau Premier ministre, le poste de ministre de l'Équipement. Je n'eus aucun



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

délai de réflexion car la liste des membres du nouveau gouvernement devait être publiée dans la soirée. J'acceptai avec peu d'enthousiasme, mais par fidélité, car je ne cherchais pas de nouvelles batailles. Ayant été le témoin des relations entre le président Giscard d'Estaing et Raymond Barre de janvier 1976 à septembre 1977, date de mon élection au Sénat, je suis en mesure de rendre compte du début d'une communauté de vue qui ne cesserait de s'améliorer. Beaucoup de choses séparaient les deux personnages. Formation administrative et politique chez l'un, parcours universitaire pour l'autre. Maîtrise de la pratique gouvernementale et parfaite connaissance des mécanismes budgétaires et fiscaux chez le président, approche théorique des problèmes monétaires et implication dans les organisations européennes pour le Premier ministre. D'où une première période d'observation et d'évaluation chez les deux protagonistes.

Dès qu'il fut nommé Premier ministre, Raymond Barre constitua un gouvernement moins politique que le précédent et tint à remplir pleinement son rôle, tant à l'égard du président que du Parlement. Et les ministres et secrétaires d'État, souvent réunis à Matignon, assistèrent en quelques mois à un rééquilibrage des fonctions entre les deux têtes de l'exécutif, le Premier ministre dirigeant le gouvernement tout en exerçant ses responsabilités financières, le président le recevant très souvent en tête à tête pour s'assurer que les objectifs retenus étaient bien suivis. Le 22 septembre 1976, Raymond Barre fit approuver en Conseil des ministres son plan de redressement de l'économie française. Comme en 1974, les trois objectifs prioritaires étaient la maîtrise de la hausse des prix, le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur et la réduction du déficit budgétaire. Le 29 septembre, le président de la République soutint le plan à la télévision et appela à un effort de solidarité. Raymond Barre évoqua les efforts accomplis en 1974 et commença à percevoir que le vrai problème de la France n'était pas la cohérence des mesures à prendre, mais plutôt la capacité de les mettre en œuvre

“Un rééquilibrage des fonctions entre les deux têtes de l'exécutif.”

jusqu'au succès. Et ce souci de continuité dans l'action dominerait les relations entre les deux responsables, quelle que soit l'offensive permanente des partisans de la relance à tout prix de l'économie française. À titre d'exemple, avec Jacques Barrot, secrétaire d'État au Logement, nous avons fait adopter par le Parlement, au début de l'année 1977, la loi sur l'aide personnalisée au logement (APL). La préparation du projet de loi devait beaucoup à Raymond Barre qui, à la demande du président de la République, nous avait beaucoup aidés : tous les arbitrages se faisaient à Matignon et le Premier ministre s'était largement impliqué dans cette réforme que personne n'a remise en question. Après 1977 et jusqu'à la fin du septennat, je continuai à observer l'évolution des relations entre le président et le Premier ministre. Respect mutuel, complémentarité dans l'action publique et exercice satisfaisant des règles constitutionnelles résumant la seconde partie du septennat de Valéry Giscard d'Estaing et, de mon poste au Sénat je me réjouis, plus tard, de voir Raymond Barre devenir maire de Lyon, prouvant ainsi sa capacité à exercer aussi des fonctions politiques locales. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

L'ambition giscardienne

PAR JEAN-PIERRE RIOUX¹

historien

Le dépassement des clivages et des luttes.

L'EXERCICE giscardien du pouvoir a connu deux phases, séparées, en 1976, par l'installation à demeure de la crise économique mondiale et par la défection de Jacques Chirac. En 1974 et 1975, le « libéralisme avancé » du jeune président a pu s'imposer et faire adopter des réformes bien en phase avec l'état de la société, comme le passage de la majorité civile de 21 à 18 ans, la fin du monopole d'État à l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF), l'extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel, l'interruption volontaire de grossesse plaidée par Simone Veil, le divorce par consentement mutuel, la réforme Haby instaurant le collège unique, la Sécurité sociale étendue aux non-salariés ou la possibilité d'un regroupement familial pour les travailleurs immigrés. Elles furent autant d'actes de paix civile.

Que la réforme fiscale ou celle de l'entreprise n'aient pas été mises en chantier fut le signe, dès 1976 avec Raymond Barre, que l'heure était à la lutte contre les effets de la crise, le dérèglement monétaire international et le chômage de masse. Le « libéralisme avancé » se fit alors plus conservateur, la rigueur fut à l'ordre du jour et elle ne le quitterait plus. C'est pourquoi, doublement menacé aussi par la concurrence chiraquienne et la poussée de l'opposition de gauche, le giscardisme s'est rigidifié, puis s'est dissipé après la défaite de 1981.

FAIRE ÉVOLUER LA V^e RÉPUBLIQUE. Valéry Giscard d'Estaing a néanmoins affermi, en 1976, son désir de faire évoluer la V^e République en s'inspirant de l'expé-

rience et des valeurs d'un « bon gouvernement » hérité du temps de François Guizot ou de Jules Ferry et d'un souci du social teinté du souvenir d'Albert de Mun. Dès 1972, dans un discours prononcé à Charenton, il avait souligné que la France souhaitait « être gouvernée au centre ». En 1976, son petit livre bleu, *Démocratie française*², a détaillé l'affirmation en la rapportant au but à atteindre : « Notre projet est celui d'une société démocratique moderne, libérale par la structure pluraliste de tous ses pouvoirs, avancée par un haut degré de performance économique, d'unification sociale et de développement culturel. » Ce projet n'avait rien du libéralisme incontrôlé ni du socialisme en version Programme commun de gouvernement. Il postulait que « le corps social trouve en lui-même l'énergie nécessaire pour améliorer ce qui doit l'être, la maturité indispensable pour en débattre, la patience pour mettre en œuvre les réformes et la ténacité pour les faire aboutir. La force du lion et la patience du renard ».

Puisqu'il rêvait de redonner ainsi du sens à la fraternité, cette valeur oubliée de la devise républicaine, il récusait aussi l'argument d'autorité, la pensée binaire et le « y a qu'à » populiste. Car, selon lui, « on ne peut pas vouloir la diversité des libertés et des responsabilités, on ne peut pas préférer l'autonomie de la vie locale et celle des entreprises, ni permettre à chacun de protéger sa sphère de vie, en optant pour un système unique, centralisé et simplifié. [...] Le progrès de la société ira vers une diversification des décisions, des institutions et des responsabilités. Quelque chose en nous appelle toujours la simplification, et même le simplisme. Mais cet ins-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

tinct est primitif, comme l'est celui de la violence. Il se détache à peine de l'ignorance. La société de liberté sera une société évoluée, moins facile peut-être à décrire que les sociétés mécaniques, mais plus élaborée, plus savante et, en un mot, supérieure ».

RASSEMBLER DEUX FRANÇAIS SUR TROIS.

Il souhaitait, en fait, l'avènement d'une France où l'individu pourrait accroître et affirmer son autonomie en jouissant de toutes les libertés nécessaires, mais où celles-ci seraient inscrites dans une réalité sociale toute de rassemblement sous le triple effet, si moderne, si tangible déjà et si prometteur, de l'élévation continue du niveau de vie, de la massification de l'éducation et de la démultiplication de l'information. L'évolution en cours, pensait-il, « loin de conduire au face à face de deux classes, bourgeoise et prolétarienne, fortement contrastées et antagonistes, se traduit par l'expansion d'un immense groupe central aux contours peu tranchés, et qui a vocation, par sa croissance numérique exceptionnellement rapide, par ses liens de parenté avec chacune des autres catégories de la société, par son caractère ouvert qui en assure largement l'accès, par les valeurs modernes dont il est porteur, d'intégrer en lui-même progressivement et pacifiquement la société française tout entière ». « Il faut, ajouta-t-il dans son discours à la jeunesse du 29 mars 1980, que le groupe central des Français qui ont la même façon de vivre, de s'exprimer, de travailler, devienne toute la France, pour que la France soit enfin une fraternité ». Ainsi inaugurerait-on une « démocratie paisible et réfléchie », où la réforme, la politique contractuelle et l'éducation en continu rendraient l'affrontement inutile et hâteraient l'affirmation politique d'un consensus rassemblant « deux Français sur trois acceptant de parler, dans le soir devenu paisible, du sort commun de leur pays ». Tel fut son ultime message. Ainsi, crut-il, l'immense classe moyenne à vocation démocratique, de tout temps si chère aux orléanistes et aux centristes et dont Tocqueville avait dit jadis la force conquérante, ruinerait les efforts des « tenants de l'immobilisme social » et des « prophètes du messianisme prolétarien ». Elle allait

“VGE a tenté de disputer à l'opposition le soutien des classes moyennes.”

« transformer elle-même peu à peu » une société française depuis trop longtemps en mal d'unité et de réconciliation.

Épouser cette évolution aurait pu faire avancer aussi la question du pouvoir. Valéry Giscard d'Estaing a, de fait, voulu prolonger cette analyse sociale en prévoyant des évolutions de la Constitution, du rapport entre la majorité et l'opposition, de la nature évolutive d'une majorité bipartite. Il a tenté de disputer à l'opposition le soutien de ces classes moyennes, si séduites alors par le PS en ascension, qui auraient pu donner une seconde chance au giscardisme. Mais il a échoué sur ces points-là.

Du coup, il n'a pas eu le loisir de faire réfléchir plus avant le pays à une « démocratie de la société elle-même » faisant pièce à l'ancienne « démocratie hégémonique » qui croit que le pouvoir d'État est tout et peut tout. Il n'a pas pu aller plus loin « dans le sens d'un desserrement progressif et prudent de la contrainte du pouvoir, du développement de la capacité des acteurs sociaux et des individus eux-mêmes à exercer leurs responsabilités ». Mais qui peut dire, aujourd'hui, que cette ambition n'aurait plus d'avenir ? •

1. Auteur de *Gouverner au centre. La politique que nous n'aimons pas* (Stock, 2020) dont sont repris, ici, quelques points. (NDLR)



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un septennat de transition

PAR MAXIME TANDONNET

essayiste, historien

Entre trente glorieuses et trente piteuses.

LE MANDAT de Valéry Giscard d'Estaing a coïncidé avec une ère de transformation profonde pour la société française. Il a été le président de la fin des « trente glorieuses », ces décennies de croissance accélérée et d'industrialisation qui suivent la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de 1945 à 1974. Son septennat correspond ainsi à une période de transition entre deux mondes : celui de la France de la reconstruction se prolongeant pendant les années gaullistes et pompidoliennes et celui d'une France mondialisée ou post-frontière. Cette transition clôturé les années de hausse continue de la prospérité et de plein-emploi dans une France relativement homogène sur le plan culturel et marque le commencement d'une société plus complexe et traversée de multiples fractures... Son slogan de campagne de 1974 – « Le changement dans la continuité » – s'est ainsi largement traduit dans la réalité...

L'HÉRITAGE GAULLISTE ET POMPIOLIEN.

Chez Valéry Giscard d'Estaing, les éléments de continuité avec ses prédécesseurs ne manquent pas. Sur le plan international, la France conserve son statut de grande puissance héritée du gaullisme. En Europe, le président Giscard d'Estaing exerce une influence décisive au regard des innovations qui lui sont dues personnellement (création du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement, élection du Parlement européen au suffrage universel direct). Il parle d'égal à égal avec une Allemagne alors divisée, comme en témoigne le bi-

nôme amical extrêmement soudé qu'il forme avec Helmut Schmidt, chancelier de l'Allemagne de l'Ouest. Il incarne une France qui demeure un pilier du monde occidental aux côtés de l'Américain Jimmy Carter et du Britannique James Callaghan, confronté aux velléités impérialistes de l'URSS (invasion de l'Afghanistan, en 1979). Il entend exercer un rôle de passerelle vers l'est et l'URSS de Léonid Brejnev à l'image de la politique du général de Gaulle lors des grandes crises – comme la révolte du syndicat Solidarité contre la dictature marxiste – qui commencent à fissurer le bloc communiste. Le président Giscard d'Estaing maintient la politique gaullo-pompidolienne d'équilibre au Moyen-Orient – entre Israël et le monde arabe – et applique sans complexe les principes de la « Françafrique » marquée par des interventions militaires décisives qui font de la France le gendarme de l'Afrique francophone (raid sur Kolwezi au Zaïre, devenu aujourd'hui la république démocratique du Congo, et renversement de Bokassa 1^{er} en Centrafrique).

Cet héritage gaullo-pompidolien se retrouve aussi dans une politique industrielle volontariste destinée à la modernisation du pays. Le programme d'énergie civile nucléaire propulse la France au premier rang des nations dans ce domaine, tout comme le développement des télécommunications. Le Minitel, invention française des années 1970, anticipe sur Internet avant d'être balayé par ce dernier... Même les grandes réformes de société – majorité à 18 ans, interruption volontaire de grossesse (IVG), divorce –, marquant l'entrée de la France dans le monde moderne, se situent



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République

*Valéry Giscard d'Estaing a révolutionné la communication politique.
Ici, participant à l'émission « Les dossiers de l'écran », le 1^{er} février 1977.*

dans la continuité des années qui précèdent l'élection du président Giscard d'Estaing, poursuivant les avancées des années 1960 et 1970 (loi Neuwirth, en 1967, autorisant la contraception). La plupart (notamment la loi Simone Veil sur la libéralisation de l'IVG) étaient dans les cartons des gouvernements précédents et la « société libérale avancée » giscardienne fait largement écho à la « nouvelle société » annoncée par Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre de Georges Pompidou quelques années auparavant. La politique sociale des gouvernements de Giscard d'Estaing (par exemple, la modernisation de l'assurance chômage) poursuit celle des années gaulliennes et pompidoliennes (mensualisation des salaires et création du salaire minimum interprofes-

sionnel de croissance). La gestion des finances de l'État sous la période de Giscard d'Estaing reste marquée, comme sous de Gaulle et Pompidou, par une volonté de respect des grands équilibres qui s'incarne dans la personnalité de son second Premier ministre, Raymond Barre (1976-1981).

LES CHANGEMENTS DANS LA CONTINUITÉ.

Pourtant, cette continuité recouvre de profonds changements. L'ère Giscard d'Estaing marque l'entrée de la France dans une autre époque politique et annonce déjà quarante ans à l'avance le « nouveau monde » qui se cristallise, aujourd'hui, dans la présidence d'Emmanuel Macron. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les deux mandats des deux plus



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Premier chef de l'État confronté au sentiment très net de l'impuissance publique.”

jeunes chefs de l'État de la V^e République sont souvent comparés. Le mandat VGE, frappé dès son origine par la crise économique liée au quadruplement du prix du pétrole, a ouvert une période de chômage massif, de poussée de la pauvreté, d'exclusion et de fractures de la société française – *L'Archipel français*¹ de Jérôme Fouquet – se manifestant par la hausse de la violence. Il annonce ainsi l'impuissance publique, une situation caractérisée par l'incapacité des dirigeants politiques à régler les grands problèmes d'une société. Songeons que, depuis la fin des années 1970, le nombre de demandeurs d'emploi n'est jamais redescendu en dessous des deux millions ; aucun budget de l'État n'a été présenté en équilibre et la dette publique ne cesse d'augmenter tout comme les prélèvements obligatoires... Depuis presque un demi-siècle, les atteintes aux personnes n'ont jamais cessé d'augmenter et le niveau scolaire moyen des jeunes Français, mesuré par les différents classements internationaux dont la Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), se dégrade sans rémission... Aucun gouvernement n'a su apporter de solution satisfaisante aux enjeux de la maîtrise des migrations et de l'intégration des populations qui en sont issues.

Valéry Giscard d'Estaing est donc le premier chef de l'État

confronté au sentiment très net de l'impuissance publique dont les causes sont multiples : ouverture des sociétés et affaiblissement des frontières et des États nationaux, technicité des enjeux, judiciarisation et financiarisation des sociétés, perte des repères de l'éducation... En compensation de l'affaiblissement des outils de gouvernement, il est un promoteur de la politique spectacle et du grand glissement de la vie politique dans la mise en scène et la communication à outrance. Il est un homme de slogans à l'image de celui qui, lors de son célèbre débat avec François Mitterrand, lui permet de gagner l'élection présidentielle de 1974 : « Vous n'avez pas le monopole du cœur. » S'adressant à ses « chères Françaises et ses chers Français », il multiplie les gestes symboliques tels que ses vœux avec son épouse au coin du feu, un petit-déjeuner à l'Élysée avec des éboueurs maliens ou encore des dîners chez les Français. De fait, par ces gestes, il entend rassembler « deux Français sur trois » et apaiser la société qu'il sent fragilisée par la montée des tensions. Il montre sa volonté – probablement sincère – de conjurer la fatalité de la fracture démocratique entre le peuple et les élites qui est, quarante-cinq ans plus tard, au cœur de la tragédie française. En tout cas, son obsession de l'image est une marque de la gouvernance politique dans la France moderne. Le « paraître » se substitue au « faire » en l'absence de résultats tangibles sur le front de la réalité donnant le sentiment d'un mode de présidence solitaire et narcissique qui lui a été beaucoup reproché et a servi de prétexte à la démission de Jacques Chirac, son premier chef de gouvernement de 1974 à 1976. Il faut noter que son cinquième prédécesseur fait, aujourd'hui, l'objet du même reproche... Mais cette obsession de l'image a aussi été son tendon d'Achille. Dans des conditions évidemment injustes, le « scandale des diamants » supposément offerts par Bokassa, mis en exergue par la presse à scandale et l'opposition de gauche, est dévastateur pour cette image et, s'ajoutant à un bilan mitigé sur le front de l'emploi, contribue à sa défaite de 1981 contre François Mitterrand. •

1. Seuil, 2019.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La défaite de 1981

PAR GÉRARD LONGUET
ancien ministre

Comme toujours, derrière la défaite, la division.

LE DÉCÈS brutal du président Georges Pompidou, le 2 avril 1974, ouvre une campagne présidentielle courte au cours de laquelle les décisions seront prises rapidement. Le renoncement de Pierre Messmer, Premier ministre respecté, à être candidat ouvre une compétition d'autant plus sévère qu'elle s'inscrit dans une sorte de précipitation pour tant prévisible.

Pour la famille gaulliste, Jacques Chaban-Delmas est le candidat de cœur des militants. Pour les libéraux et les centristes, qui auraient accepté – selon le témoignage de Valéry Giscard d'Estaing lui-même – la candidature de Pierre Messmer, le chantre de la « nouvelle société » et maire de Bordeaux, paraît fragile.

LE CANDIDAT DU RASSEMBLEMENT. Valéry Giscard d'Estaing réussit l'exploit d'être à la fois le candidat des indépendants, ce qui n'était pas acquis même au sein du petit groupe des Républicains indépendants (RI) de l'Assemblée nationale, mais aussi celui des centristes d'opposition, car Jean Lecanuet renonce et personne n'imagine qu'un autre candidat puisse renouveler ni son résultat personnel de 1965 ni même celui plus récent du président Alain Poher, au printemps 1969. La gauche ne présentera pas de candidat commun contrairement à 1965, le premier tour devient donc pour les quatre grandes familles – Parti socialiste (PS), Parti communiste français (PCF), gaullistes, centre et libéraux –

une compétition ouverte dont la brièveté permet toutes les audaces.

Valéry Giscard d'Estaing gagne la primaire de la droite avec le soutien de Jacques Chirac – auteur de l'« appel des 43 » – et des centristes. À la veille du second tour, il a besoin du soutien actif de tous les élus de droite et du centre. Il doit en particulier rassurer les militants, les électeurs et les élus de l'Union des démocrates pour la République (UDR), traumatisés par l'échec de leur candidat. Pour obtenir ce ralliement, il prend un engagement qui va déterminer le rendez-vous de 1978 : il annonce qu'élus ils travailleront avec l'Assemblée en place dont la courte majorité de 1973 sera renforcée par les centristes, hier opposants, devenus, avec la victoire de mai 1974, des alliés au sein d'une majorité « compliquée ».

Et, en effet, la séquence 74-78 sera difficile pour le président élu : sa majorité repose sur une ambiguïté. Il a besoin du soutien gaulliste, dans la logique de l'appel des 43. Mais ce seront des gaullistes non chiraquiens ou, tout du moins, prudents à son endroit – Olivier Guichard et Alain Peyrefitte, par exemple – qui soutiendront Valéry Giscard d'Estaing alors que, dès août 1976, Jacques Chirac rompt spectaculairement avec le président qui l'avait nommé à Matignon.

Aussi, les élections législatives de 1978 s'annoncent périlleuses pour Valéry Giscard d'Estaing : la droite doit battre la gauche, ce qui n'est pas évident dans le climat de crise économique, d'inflation et de montée du chômage. Mais, au sein



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“L'exploit : être le candidat des indépendants et celui des centristes d'opposition.”

de la droite, les partisans de Valéry Giscard d'Estaing doivent devancer ceux de Jacques Chirac.

LA COALITION DES LIBÉRAUX ET DES CENTRISTES. Valéry Giscard d'Estaing va l'emporter grâce à son sang-froid et à l'analyse qu'il livre dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs, en septembre 1977 : malgré la réussite de Jacques Chirac à Paris contre le candidat giscardien, en dépit du raz-de-marée de la gauche dans les autres villes en mars 1977, Valéry Giscard d'Estaing juge que l'Union de la gauche va exploser et que le vote légitimiste lui permettra de rééquilibrer le rapport des forces au sein de sa majorité. Sur-tout, il espère que les candidats du Rassemblement pour la République (RPR) – parti nouvellement créé, en décembre 1976, par Jacques Chirac – ne joueront pas la politique du pire, en raison du risque de réussite de la gauche, désunie mais solidaire contre la droite.

Valéry Giscard d'Estaing parvient à souder son camp : les

libéraux issus des RI et des clubs giscardiens Perspectives et Réalités s'entendent avec les centristes qui ont retrouvé, après l'expérience Pompidou, une réelle solidarité autour de la personne emblématique de Jean Lecanuet. La majorité des radicaux quitte l'Union de la gauche, tout comme quelques socialistes anti-communistes, comme Max Lejeune. Cette alliance aboutit à la création de l'Union pour la démocratie française (UDF) et la bonne entente entre Jean Lecanuet, Michel Poniatowski et Michel d'Ornano donne à cette coalition surprenante, qui va de Lionel Stoléro (père de la ministre Emmanuelle Wargon) à Alain Griotteray (référence des antigaullistes « ex-Algérie française »), une réelle présence électorale. Raymond Barre est la référence de cette coalition. Au soir de mars 1978, la gauche est défaite et Valéry Giscard d'Estaing détient désormais une majorité au sein de la droite.

La victoire de 1978 ne sera pas utilisée pour pratiquer le « pardon des offenses ». Le large succès de la liste de Simone Veil aux élections européennes de juin 1979 et l'échec de la liste de Jacques Chirac donnent, bien à tort, aux giscardiens le sentiment d'avoir marginalisé leur difficile allié Jacques Chirac. La « défaite de 81 » sera la conséquence de l'incapacité de la droite à appliquer ce principe simple : les électeurs font les élections, tous les électeurs comptent, les convaincus du premier tour comme les ralliés du second tour. L'explosion de l'alliance du Programme commun et la personnalité contestée de Georges Marchais avaient sauvé la droite en 1978, ce ne sera pas le cas en 1981 : la droite affrontera, dans le désordre, un François Mitterrand qui saura en tirer pour lui et sa carrière tous les bénéfices.

Nous aurons deux septennats du président François Mitterrand et non pas la victoire aux législatives de 1981 comme l'imaginaient les plus militants du parti chiraquien. La France paie encore, par des réformes absurdes qui n'ont hélas pas été corrigées, l'aventure tactique du printemps 1981 dont le prix a été démesuré. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

L'avancée de l'État de droit

PAR ALAIN LAQUIÈZE

professeur de droit public à l'université Paris Cité

Démocratie française, au-delà du livre, des actes !

L'ÉLECTION présidentielle de 1974 consacre la victoire, pour la première fois sous la V^e République, d'un homme politique foncièrement libéral qui se fait le chantre d'« une société démocratique moderne, libérale par la structure pluraliste de tous ses pouvoirs, avancée par un haut degré de performance économique, d'unification sociale et de développement culturel¹ ». Valéry Giscard d'Estaing est convaincu que l'État a un rôle prépondérant à jouer dans les garanties des libertés, ce qui est une illustration de son ancrage dans la tradition orléaniste. Son septennat se caractérise d'ailleurs par nombre de réformes progressistes qui obéissent à son souci de moderniser en douceur les institutions et la société françaises, ébranlées par la crise de Mai 1968. La forte avancée de l'État de droit au cours des deux premières années de son mandat présidentiel s'est poursuivie quasiment jusqu'à son départ du pouvoir, en 1981.

ACCORDER DES DROITS À L'OPPOSITION.

Les réformes engagées ont d'abord visé à une libéralisation des institutions de la V^e République, consistant à accorder des droits à l'opposition. Préoccupé par la « tentation d'abus de pouvoir de la majorité en France² » et conscient plus largement de la tentation absolutiste de la culture politique française, l'intention de Valéry Giscard d'Estaing était de promouvoir une vision anglo-saxonne des institutions parlementaires, marquée par le *self-restraint* et l'existence de

contre-pouvoirs³. Dans son message au Parlement du 30 mai 1974, il avait esquissé les réformes institutionnelles qu'il souhaitait voir mises en œuvre. Les plus notables étaient l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel et les questions d'actualité hebdomadaires au gouvernement. L'ouverture de la saisine du Conseil qui lui avait été soufflée par le président du Conseil constitutionnel, Roger Frey, a été accueillie très fraîchement par l'opposition de l'époque. Le groupe socialiste de l'Assemblée a voté contre, son président André Chandernagor parlant d'une réforme « inopportune, dérisoire et inadéquate aux problèmes particuliers qu'elle prétend résoudre⁴ ». Et pourtant, l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel à soixante députés ou soixante sénateurs a rencontré un grand succès dès son adoption. Ainsi, entre 1974 et 1981, la liberté individuelle, le droit de grève et l'indépendance des juridictions judiciaires et administratives ont pu être affirmés et garantis par le juge constitutionnel, à la faveur de la saisine de parlementaires.

Quant aux questions orales des députés au gouvernement, elles ont été mises en place dès la séance du 12 juin 1974, sans modification préalable du règlement de l'Assemblée nationale, grâce au savoir-faire du président de l'Assemblée de l'époque, Edgar Faure. La séance des questions d'actualité du mercredi s'est rapidement installée dans le paysage parlementaire et a même acquis une notoriété auprès du grand public, du fait de l'entrée de la télévision dans l'hémicycle, en 1981.

Tirant les conséquences du mouvement d'émancipation



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Cérémonie d'investiture au palais de l'Élysée le 27 mai 1974, proclamation des résultats de l'élection présidentielle par le président du Conseil constitutionnel, Roger Frey.

sociale exprimé par Mai 1968, le président Giscard d'Estaing est également à l'initiative d'une législation qui va intervenir dans le domaine des mœurs et du changement de la société ainsi que dans celui des rapports entre l'administration étatique et les administrés, ce qui va se traduire par la reconnaissance de nouveaux droits, eux-mêmes garantis par de nouvelles institutions administratives.

FAIRE PROGRESSER LES LIBERTÉS. « La société libérale avancée » qu'il appelait de ses vœux a pu se matérialiser par plusieurs réformes accompagnant l'évolution des mœurs et les mutations des mentalités sociales. La loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), voulue par le président lui-même et portée par Simone Veil, est emblématique de ce mouvement. Mais il faut



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Malgré certains échecs, le bilan de VGE est l'un des plus importants et durables de la V^e République.”

citer également l'institution du divorce par consentement mutuel par la loi du 11 juillet 1975, l'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans – qui était à 21 ans depuis 1848 –, les politiques spécifiques menées en faveur des femmes – création d'un secrétariat d'État à la Condition féminine, lutte contre les discriminations au travail... – ainsi que celles conduites en direction des handicapés, des personnes âgées et des travailleurs manuels.

Il ne faudrait pas oublier, non plus, la législation qui a été prise, dans la seconde partie du septennat, en vue de renforcer les droits des citoyens face à l'administration. Plusieurs lois ont ainsi été adoptées qui consacrent une véritable démocratie administrative, en vertu de laquelle l'information devient la règle et le secret l'exception⁵. Parmi les principaux textes, on peut citer la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la loi du 17 juillet 1978 qui reconnaît le libre accès aux documents administratifs de caractère non nominatif et la loi du 11 juillet 1979 relative à l'extension de l'obligation de motiver un certain nombre d'actes administratifs, en particulier les actes administratifs

individuels défavorables. Ces réformes visent à renforcer la transparence de l'action administrative pour les administrés tout en protégeant davantage le respect de la vie privée. Elles sont également à l'origine de l'éclosion des autorités administratives indépendantes, empruntées aux modèles britannique et américain, telles que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) et la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada), nouveaux instruments de protection des libertés.

Mais c'est pourtant malgré les réticences de Valéry Giscard d'Estaing qu'a été consacré, en 1978, un principe général du droit relatif au droit à une vie familiale normale. C'est, en effet, le Conseil d'État qui, dans un arrêt célèbre, GISTI, a reconnu aux étrangers résidant régulièrement en France la faculté de faire jouer le regroupement familial en annulant un décret qui suspendait les titres de séjour pour les membres des familles qui entendaient exercer un emploi en France. On sait que ce droit très controversé a été souvent interprété comme la source d'une immigration non maîtrisée et demeure, encore aujourd'hui, au cœur du débat public.

Malgré certains échecs, par exemple l'impossibilité de faire passer une réforme de la décentralisation pourtant adoptée au Sénat au printemps 1980, il n'est pas erroné de juger rétrospectivement le bilan du mandat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing comme l'un des plus importants et des plus durables de la V^e République, en ce qui concerne la progression des libertés. •

1. Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Fayard, 1976, p. 170.
2. AFDC, *Trente ans de saisine parlementaire*, Economica-Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2006, p. 8.
3. *Ibid.*, p. 8 et suivantes.
4. Journal officiel, débats parlementaires, congrès du Parlement, 22 octobre 1974, p. 4.
5. Voir Jeanne Lemasurier, « Vers une démocratie administrative : du refus d'informer au droit d'être informé », *Revue du droit public et de la science politique*, 1980, p. 1239 et suivantes.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Les révisions constitutionnelles d'un réformateur

PAR RAPHAËL PIASTRA

maître de conférences-HDR à l'université Clermont-Auvergne

Des checks and balances à la française !

DE TOUS les présidents de la V^e République qui ont procédé à des révisions, Valéry Giscard d'Estaing (VGE) se révèle être le moins prolifique mais peut-être un des plus efficaces¹. Comme il nous l'a confié lors d'un entretien², le président Giscard d'Estaing n'a pas révisé outre-mesure car il avait « nulle envie de réviser pour réviser ou faire des coups³ ». On sait finalement peu de chose sur sa pensée constitutionnelle qu'il a rarement exprimée.

Le domaine constitutionnel, VGE y est intervenu par deux révisions. L'une, majeure, est relative au Conseil constitutionnel (CC). L'autre, plus secondaire, a trait au déroulement de la campagne présidentielle.

LA SAISINE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. De 1959 à 1974, et malgré la très importante décision de 1971 portant sur l'extension du contrôle des juges au préambule de la Constitution, le Conseil constitutionnel ronronne. Il n'a été saisi que neuf fois⁴ !

On s'est interrogé pour savoir qui était vraiment à l'initiative de cette réforme. Il semble qu'elle soit née d'une

conjonction de deux événements prédominants en 1974 : la nomination par Georges Pompidou d'un nouveau président du Conseil, l'influent Roger Frey, en février, puis l'élection d'un nouveau président de la République, en mai⁵. Loïc Philip a démontré qu'à la vérité c'est sous l'influence de Roger Frey que cette réforme a été mise en place. En effet, dès sa nomination à la tête des « sages », la jurisprudence de ces derniers va évoluer vers un véritable contrôle de constitutionnalité de la loi. En quelque sorte, VGE a « suivi » en consacrant cette saisine parlementaire⁶. Mais on doit concéder que ce dernier avait l'esprit certainement plus parlementaire et donc plus soucieux de l'opposition (principale actrice de cette saisine) que ses prédécesseurs.

Annoncée par VGE dans son message au Parlement du 30 mai 1974, la réforme est présentée au Conseil des ministres du 21 août 1974. Elle est adoptée selon la procédure de révision fixée par l'article 89 de la Constitution le 29 octobre 1974. Désormais, selon l'article 61 C : « Les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs. »



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Cette nouvelle disposition renforce le rôle du Conseil constitutionnel qui devient le juge de la conformité de la loi aux règles et principes à valeur constitutionnelle. Elle offre surtout un instrument essentiel de contrôle et de sanction à l'opposition parlementaire. Une loi déférée au Conseil constitutionnel ne peut plus être promulguée, donc appliquée, tant que ce dernier n'a pas statué. Les décisions du Conseil, qui peut rejeter tout ou partie de la loi déférée, n'étant susceptibles d'aucun recours, cette réforme représente une avancée dans la reconnaissance des droits de l'opposition. Elle induit aussi pour les gouvernements et les membres de la majorité parlementaire une attention particulière dans la préparation des projets et propositions de loi.

En accordant le droit de saisine du Conseil constitutionnel à une minorité parlementaire, la révision du 29 octobre 1974 a, tout à la fois, consacré le premier des droits de l'opposition et donné naissance, en France, à la véritable justice constitutionnelle. Recours objectif en contestation de la loi, la saisine parlementaire n'en est pas moins et d'abord un acte politique. Cependant, même tributaire de considérations politiques, la saisine parlementaire emporte des conséquences juridiques et contentieuses⁷. Elle participe incontestablement de l'État de droit. Et cette réforme est à mettre au crédit de VGE. C'est, à n'en point douter, la première grande réforme juridique de son septennat. À partir de 1974, les oppositions qui se succèdent au Parlement ont saisi le Conseil avec davantage d'ardeur et le Conseil y a réagi en développant une jurisprudence toujours plus sophistiquée et protectrice de nos droits et libertés⁸.

Comme le soulignait Robert Badinter⁹ : « Quand les parlementaires de la majorité dénoncent le gouvernement des juges à propos d'une décision censurant une loi votée par elle, ils négligent le fait essentiel que ce sont d'autres parlementaires qui ont saisi le Conseil constitutionnel aux fins de voir prononcer cette inconstitutionnalité. » De toute évidence, et même si la jurisprudence du CC n'évolue pas toujours dans le bon sens depuis quelques années, il vaut mieux un « gouvernement des juges » qu'un gouvernement sans juges¹⁰.

“Offrir un instrument essentiel de **contrôle et de sanction à l'opposition parlementaire.**”

UNE SECONDE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE MINEURE. Il s'agit de la révision constitutionnelle du 18 juin 1976 modifiant l'article 7 de la Constitution (règles de la campagne électorale des élections présidentielles – en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat).

Une déclaration du Conseil constitutionnel du 24 mai 1974, à la suite des résultats de l'élection présidentielle, avait suggéré la réforme. Présentée en Conseil des ministres le 28 janvier 1976 et adoptée en congrès en application de l'article 89 de la Constitution, la loi n°76-527 du 18 juin 1976 enrichit l'article 7 de la Constitution en prévoyant le cas du décès d'un candidat à l'élection présidentielle juste avant le scrutin ou entre les deux tours. Dans ces cas, il appartient au CC de décider d'un éventuel report de l'élection, voire de refaire les opérations électorales.

Cette réforme appartient à la catégorie des révisions purement techniques. Elle a été mise en place avant tout à titre préventif. La singularité repose sur le fait qu'elle a été suggérée par le CC lui-même. Ce qui est assez rare pour être souligné. À noter que depuis son adoption, aucune hypothèse ne s'est présentée qui aurait justifié son application. Heureu-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

sement pour les candidats à la plus haute fonction ! Même si l'on sait que les campagnes sont harassantes et énergivores. Les témoignages sont nombreux en ce sens. « Une campagne électorale, ça ressemble beaucoup à un tracé du Tour de France : il y a des semaines de montagne, des semaines de faux-plat avec le vent de côté et, parfois, il faut changer soi-même la roue », estimait Emmanuel Macron, en 2017. Assurément, une campagne présidentielle se prépare. Peu de sommeil, beaucoup de déplacements, de pression et de fatigue. Les candidats ont tous leurs trucs et astuces pour tenir le rythme. Un des plus célèbres candidats, l'un des meilleurs en campagne dit-on, fut Jacques Chirac. « En campagne, tu bouffes quand tu peux bouffer, tu bois quand tu peux boire, tu dors quand tu peux dormir, tu pisses quand tu peux pisser ». Il paraît qu'il aurait aussi ajouté une référence à une activité sexuelle que je ne dirai pas¹¹. » Certains candidats auraient même recours à d'autres substances¹² ! VGE a eu, quant à lui, des campagnes beaucoup plus calmes, mais non moins actives, dont celle des municipales de 1995 à Clermont-Ferrand. L'élection fut perdue de très peu face au sortant socialiste Roger Quilliot : 861 suffrages (23 429 voix, 49,10 %). Comme le titra plus tard *La Montagne*¹³, pourtant anti-giscardien, « Seul Giscard a failli être élu maire, en 1995 ».

Ces réformes constitutionnelles, ainsi que d'autres qui ont ponctué son mandat, démontrent que VGE a été un réformateur. « Pour définir mon attitude, je dirai que je suis un traditionaliste réformateur¹⁴. » •

1. À ce jour, vingt-quatre révisions ont été réalisées : trois sous le général de Gaulle, deux sous Valéry Giscard d'Estaing, quatre sous François Mitterrand, quatorze sous Jacques Chirac et deux sous Nicolas Sarkozy.

2. L'auteur a rencontré à plusieurs reprises le président entre 1990 et 2000.
3. Entretien à son domicile rue de Bénouville, juin 2008.
4. Dominique Rousseau et Éric Spitz, « Le crépuscule du Conseil constitutionnel », *Le Monde*, 6 décembre 2001. Rappelons qu'avant la réforme voulue par VGE, seuls le président de la République, le Premier ministre et les présidents du Parlement pouvaient saisir le CC.
5. Loïc Philip, « Bilan et effets de la saisine du Conseil constitutionnel », *Revue française de science politique*, 34^e année, n° 4-5, 1984, p. 988-1001. À noter que beaucoup d'observateurs de l'époque ne croyaient pas à l'opportunité de cette réforme.
6. Roger Frey a été ce que l'on appelle un « baron gaulliste ». Résistant de la première heure, il a été ministre de l'Intérieur du général de Gaulle, de 1961 à 1967, puis ministre sous Georges Pompidou. Il a été également député de Paris.
7. Julie Benetti, « La saisine parlementaire », *Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 38, janvier 2013.
8. L'activité du CC a été décuplée. Ainsi, il y a eu 54 décisions constitutionnelles entre 1958 et 1975, alors qu'il y en aura plus de 200 au cours des quinze années suivantes (1975 et 1990).
9. *Le Monde*, 23 novembre 1993.
10. Ainsi, Jean-Éric Schoettl, ancien secrétaire général du CC, a très bien démontré qu'en l'état actuel des textes français, notamment constitutionnels, les juges suprêmes que sont le CC, le Conseil d'État et la Cour de cassation, ne peuvent protéger comme il faut notre État de droit contre le djihadisme ; « Lutter contre l'islamisme impose une révision de la Constitution et une renégociation de nos engagements internationaux », *Le Figaro*, 22 octobre 2020. Également « Le droit européen majeure la puissance du juge contre la souveraineté populaire », entretien accordé au site Critique de la raison européenne, 20 novembre 2020. Quant à l'attitude des juges (CC, par exemple, au sein duquel il a officié près d'une dizaine d'années), Jean-Éric Schoettl dénonce la mise en place d'un fondamentalisme « droit-de-l'homme » prétendument au nom de l'État de droit et au détriment de l'intérêt général.
11. Laure Breton, « Les candidats engagés corps et came », *Libération*, 29 mars 2017.
12. *Ibid.*
13. 14 juin 2013.
14. Valéry Giscard d'Estaing, *Deux français sur trois*, Flammarion, 1984.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La réforme du Conseil constitutionnel

PAR OLIVIER DUTHEILLET DE LAMOTHE

avocat associé, président de section honoraire au Conseil d'État, membre honoraire du Conseil constitutionnel

Oui à la saisine, mais pas à l'autosaisine !

ÉLU à 48 ans en 1974, Valéry Giscard d'Estaing est, à l'époque, le plus jeune président de la V^e République. Il est animé d'une profonde volonté réformatrice. Aussi engage-t-il, dès son élection, un ensemble de réformes de société qui sont menées à marche forcée. La réforme élargissant la saisine du Conseil constitutionnel s'inscrit dans ce cadre.

Le président Giscard d'Estaing a expliqué au cours d'un colloque organisé, le 22 octobre 2004, au Conseil constitutionnel, que cette réforme avait pour objectif de limiter l'« abus de pouvoir de la majorité » et « le pouvoir fort de la V^e République ». Le président Giscard d'Estaing a également raconté la genèse de cette réforme, avec l'humour et le brio qui étaient les siens : « J'ai pris mes fonctions le 19 mai 1974 et la première personne que j'ai reçue [...] a été le président du Conseil constitutionnel. Notre conversation a comporté deux parties. Il venait tout d'abord m'indiquer que j'étais élu président de la République, ce dont je lui savais naturellement un certain gré. Dans la deuxième partie de notre conversation, je lui dis : voilà, nous avons une situation politique nouvelle. Avez-vous l'idée de choses qui étaient en instance ou en attente et qui pourraient marquer un certain... non pas rééquilibrage, mais un accroissement des garanties démocratiques et juridiques dans notre système politique ? Roger Frey m'a dit : je vais vous écrire. [...] Dans sa lettre d'une page et demie, que j'ai ici, il proposait deux choses. La première, c'était de

créer un pouvoir d'autosaisine du Conseil constitutionnel, et, pour Roger Frey, c'était l'essentiel. La deuxième était une interrogation sur la possibilité ou l'éventualité d'ouvrir la possibilité de saisine à des parlementaires. Il n'allait pas loin et n'entrait pas dans les modalités. C'était en deuxième rang, si je puis dire, dans la liste de ses propositions. »

UNE LEVÉE DE BOUCLERS. Le projet de loi constitutionnelle déposé par le gouvernement de Jacques Chirac et présenté par le garde des Sceaux, Jean Lecanuet, comportait deux dispositions. En premier lieu, une modification du deuxième alinéa de l'article 61 de la Constitution élargissait la saisine du Conseil constitutionnel à « un cinquième au moins des membres composant l'une ou l'autre assemblée ». En second lieu, le deuxième alinéa de l'article 61 de la Constitution était complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé : « Le Conseil constitutionnel peut se saisir, dans le même délai, des lois qui lui paraîtraient porter atteinte aux libertés publiques garanties par la Constitution. »

À l'Assemblée nationale, Jean Foyer, alors président de la commission des lois, a jugé cette saisine d'office du Conseil constitutionnel absolument inutile et difficile à appliquer. Il a estimé que le Conseil serait « accablé de toutes sortes de réclamations, de pétitions de toute nature. [...] Quand il aura décidé de se saisir, aussitôt on représentera qu'il a voulu faire un mauvais procès au gouvernement et, au contraire, lorsqu'il



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

aura négligé de se saisir, on l'accusera de ne s'être pas érigé en vengeur des libertés publiques dans un cas où il aurait dû le faire. [...] Autant la situation du Conseil est, on peut le dire, relativement confortable dès l'instant qu'il statue sur une demande qui lui est présentée soit par le président de la République, le président d'une assemblée, le Premier ministre ou un certain nombre de parlementaires, autant sa situation deviendra intenable si vous lui permettez de se saisir de sa propre autorité. [...] Par ce droit de saisine, vous allez politiser une institution qui, précisément, ne devrait pas l'être. Même si nous ne retenons pas la saisine d'office, ne doutons pas que la saisine par le Parlement placera assez fréquemment le Conseil constitutionnel dans une situation délicate. »

Au Sénat, Étienne Dailly, rapporteur du texte, a développé un argumentaire identique, jugeant cette disposition à la fois insolite, inutile, inapplicable et dangereuse : « Elle est insolite, parce qu'une règle traditionnelle de la procédure veut qu'un juge ne procède pas d'office et qu'il ne statue point s'il n'est pas saisi par un demandeur quelconque. [...] Le juge se ferait juge et partie, de sorte que son indépendance et son impartialité seraient rapidement mises en question. [...] Dans ces conditions, pourquoi donner, de surcroît, au Conseil constitutionnel le droit de se saisir lui-même ? Il y aura désormais suffisamment de gens qui seront titulaires de ce droit de saisine pour qu'il soit inutile de donner ce droit au Conseil constitutionnel lui-même. [...] Enfin, cette disposition est dangereuse parce que l'on va définitivement politiser une institution qui, malgré son mode de recrutement et en raison de la qualité de ceux qui y siègent, a fini, petit à petit, par prendre sa hauteur et par se dépolitiser totalement. »

Les deux assemblées se sont donc mises d'accord, dès la première lecture, pour supprimer l'autosaisine.

Quant à la saisine par des parlementaires, le projet de loi du gouvernement avait ouvert cette possibilité « au cinquième au moins des membres composant l'une ou l'autre assemblée », c'est-à-dire 20 % du nombre de députés ou du nombre de sénateurs, soit 98 députés ou 57 sénateurs. L'Assemblée nationale a jugé que la disproportion entre le nombre

de députés (98) et de sénateurs (57) était excessive. Aussi a-t-elle voté une disposition prévoyant la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel par « le 10^e au moins des membres composant le Parlement », c'est-à-dire 78 parlementaires, députés ou sénateurs, soit 20 députés de moins et 21 sénateurs de plus que le projet du gouvernement. Cette solution a fait l'objet d'une très vive opposition d'Étienne Dailly devant le Sénat : « Nous considérons que chaque assemblée doit conserver son individualité. Il n'est pas évident que la minorité de l'une, qui pourrait être amenée à soulever l'exception d'inconstitutionnalité, trouve des échos dans la minorité de l'autre... C'est pourquoi la commission de législation préfère en revenir au texte du gouvernement qui prévoit le cinquième de chaque assemblée. En d'autres termes : chacun chez soi. »

En deuxième lecture, devant l'Assemblée nationale, Charles Bignon a proposé un amendement prévoyant une saisine par 60 députés ou 60 sénateurs, qui a fait l'unanimité dans les deux chambres.

LES ATTENTES DU PRÉSIDENT. Le président Giscard d'Estaing s'en est expliqué lui-même très clairement lors du même colloque du 22 octobre 2004 « 30 ans de saisine parlementaire » : « C'était une réforme politique, une réforme des institutions françaises. Ce n'était pas une réforme de procédure. J'imaginais qu'elle aurait en fait une utilisation relativement exceptionnelle. Parce que je pensais d'abord qu'avec un gouvernement dans lequel j'avais toute confiance, ni lui ni moi ne présenterions de projet législatif qui ne respecterait pas la Constitution. Je n'avais pas, non plus, de suspicion particulière vis-à-vis d'autres parlementaires. [...] Deuxièmement je pensais qu'il donnerait lieu à des grands débats de principe et non de procédure. Je pensais que, comme c'est un texte de protection de la minorité ou de l'opposition, il interviendrait quand un projet de loi serait susceptible de menacer cette minorité ou cette opposition ou les valeurs de cette minorité ou de cette opposition, et que donc il donnerait lieu à de grands débats de principe. [...] Je pensais, pour ma part, que la réforme permettrait de mettre



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“La saisine parlementaire est devenue le principal moyen d'action de l'opposition.”

en valeur peu à peu le système incarné par la Constitution et qui est un système de valeur plus global et plus général que la seule protection des libertés. [...] J'avais le sentiment que c'était un progrès dans l'équilibre constitutionnel français, qu'en fait c'était une digue dont la marée ne se rapprocherait pas souvent, [...] que peut-être elle orienterait le Conseil constitutionnel et ses travaux vers une réflexion plus globale sur le contenu conceptuel de la Constitution, c'est-à-dire les grands sujets sur lesquels il faut absolument veiller à ce que celle-ci ne soit pas transgressée. »

Depuis 2010, le Conseil est saisi en moyenne, chaque année, de 80 questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) et d'une vingtaine de recours par des parlementaires : 21 en 2010, 23 en 2011, 15 en 2012, 22 en 2013, 24 en 2014, 18 en 2015 et en 2016, 14 en 2017, 17 en 2018, 22 en 2019, 16 en 2020.

Deux conclusions peuvent être tirées de ces chiffres : d'une part, le nombre de saisines parlementaires – de l'ordre de 20 par an – est très stable ; d'autre part, la création de la QPC – dont le nombre s'est stabilisé à environ 80 par an – n'a pas réduit le nombre des saisines parlementaires : ceci montre bien que les deux procédures répondent à des besoins très différents.

Cette réforme s'inscrit directement dans le cadre de la théorie des *checks and balances*¹ dont le président Giscard d'Estaing, grand connaisseur des États-Unis, était familier. La théorie des *checks and balances* est une théorie qui conduit, dans un régime de stricte séparation des pouvoirs, à introduire des procédures multiples qui permettent à chaque pouvoir d'exercer une influence sur les autres et donc de jouer un rôle de contrepoids. À titre d'exemple, le président des États-Unis est dépourvu, contrairement à l'exécutif français, de tout pouvoir sur le Congrès lui permettant de faire adapter les textes qu'il souhaite ; mais il dispose d'un droit de veto qui lui permet de s'opposer, le cas échéant, à la promulgation d'une loi. Autre exemple, le président des États-Unis nomme les membres de la Cour suprême, mais ne peut les nommer qu'avec le consentement du Sénat à la majorité des deux tiers.

La saisine par 60 députés ou 60 sénateurs, c'est-à-dire, en pratique, par un groupe de l'opposition, s'inscrit directement dans le cadre de cette philosophie : c'est un moyen ultime donné à l'opposition de s'opposer à un texte qu'elle a combattu.

C'est un contrôle que l'on peut qualifier d'*ex ante* et d'abstrait : *ex ante* parce qu'il intervient avant la promulgation de la loi, entre son vote définitif et sa promulgation ; abstrait parce que la loi, qui n'est pas encore entrée en vigueur, n'a encore fait l'objet d'aucune application : or, c'est souvent au stade de l'application que les difficultés ou les dangers d'un texte apparaissent. D'où l'utilité de la QPC qui, au contraire, est un contrôle *ex post*, dans la mesure où il porte sur des lois déjà promulguées, et concret, dans la mesure où il se greffe sur un procès né de l'application concrète d'un texte à un citoyen.

Avec une vingtaine de recours par an, la saisine parlementaire est devenue à la fois le principal moyen d'action de l'opposition et un élément essentiel de l'équilibre des institutions françaises. ●

1. Contrôles et contrepoids.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Les questions sociales et syndicales à l'ère giscardienne

PAR BERNARD VIVIER

directeur de l'Institut supérieur du travail

En fin de compte, le sociétal plus que le social.

POLYTECHNICIEN, énarque, inspecteur des finances, secrétaire d'État, puis ministre de l'Économie et des Finances pendant treize années (1959-1974), Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas, c'est peu dire, l'image d'un homme politique ancré dans les questions sociales. Ses origines familiales, sa formation, son style personnel, n'en faisaient guère un habitué des meetings du 1^{er} mai et des négociations avec les syndicats. C'est cette image qu'il s'est efforcé de gommer dès avant son arrivée à l'Élysée. Le célèbre « Vous n'avez pas, Monsieur Mitterrand, le monopole du cœur », lancé le 10 mai 1974, lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, a fait mouche. La phrase avait été finement ciselée, comme l'ont révélé les éléments de préparation du débat, signés Michel Poniatowski ou Lionel Stoleru et comme l'a indiqué la note rédigée par le député républicain indépendant du Puy-de-Dôme Michel Duval, qui a incité le candidat Giscard à éliminer l'étiquette d'homme de droite et à « montrer qu'[il avait] de la générosité de cœur pour les petits et qu'[il n'était] pas l'homme des gros ».

Quelle a donc été la marque sociale du septennat Giscard ? Quelles ont été ses relations avec les organisations syndicales ?

DES RÉFORMES CONTRAINTES PAR LA CRISE. La réponse concernant sa politique sociale a été conditionnée de façon massive par les événements économiques mondiaux, essentiellement par la crise pétrolière de 1973 qui a produit ses effets pendant cinq années, suivie aussitôt par le second choc pétrolier de 1978. Autant dire que l'urgence des mesures économiques s'est imposée comme une exigence absolue, loin devant le déploiement d'innovations sociales.

Le septennat a certes commencé par l'annonce rapide de mesures sociales dont la majoration du minimum vieillesse de 21 % au 1^{er} juillet 1974, l'abaissement de l'âge légal de la retraite à 60 ans pour 2 millions de personnes au métier pénible, l'installation d'une allocation permettant de toucher 90 % du salaire pendant un an en cas de licenciement économique. Ces mesures étaient, somme toute, assez techniques, soucieuses d'équilibre budgétaire et de paix sociale. Elles n'exprimaient guère un projet social d'ensemble pour le pays et les entreprises.

En revanche, les mesures sociétales se sont montrées hardies et, de ce fait, controversées : majorité à 18 ans (juillet 1974), accès des mineures à la pilule contraceptive et à son remboursement par la Sécurité sociale et dépenalisation de



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

l'interruption volontaire de grossesse (lois Veil de décembre 1974 et janvier 1975), divorce par consentement mutuel (juillet 1975).

Mais l'époque n'était déjà plus, en 1974 et 1975, au déploiement de nouvelles innovations dans le champ du social. Les chocs pétroliers étaient en train de mettre fin à la longue période des trente glorieuses. Il convenait de limiter les effets simultanés d'une faible croissance, d'une forte inflation et d'une désindustrialisation massive du pays.

La politique sociale du septennat a opéré un tournant draconien : le « plan Barre » de septembre 1976 a limité les hausses de salaire et a cherché à maintenir la compétitivité des entreprises. Le plan d'austérité de l'année suivante s'est efforcé d'accompagner les restructurations et de rendre plus souple le marché du travail. La création, en janvier 1979, du contrat à durée déterminée (CDD) en a été une illustration.

Ces efforts n'ont pas permis de contenir la progression du chômage. De 400 000 en 1974, le nombre de chômeurs a atteint 1 600 000, en 1981. François Mitterrand, dans le nouveau duel télévisé de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 1981, a qualifié VGE d'« homme du passif ». Or, en 1988, à la fin de son premier mandat, le nombre de chômeurs était de 2,6 millions. En 1995, sept ans plus tard, il approchait les 3 millions. De 3,4 %, en 1974, le taux de chômage était passé à 6,4 % à la fin de l'année 1981, puis à 8,2 % en 1988 et à 9,6 % en 1995.

VGE a été un président réformateur dans bien des domaines. Il ne l'a guère été ou n'a pu l'être dans le domaine social. Il a été un gestionnaire de la crise et a déployé d'utiles efforts pour en atténuer le choc ; il n'a pas été un « ingénieur du social », à l'instar plus tard d'un Jacques Delors. À une exception près, qui est de taille : la réforme de l'entreprise dont le sujet est toujours, en 2022, d'une grande actualité. En juillet 1974, le comité Sudreau était constitué ; il a remis son rapport, « La réforme de l'entreprise », en février 1975.

Le sujet n'était pas nouveau. En 1963, François Bloch-Lainé avait publié *Pour une réforme de l'entreprise*¹. Au lendemain de Mai 1968, Jacques Chaban-Delmas avait

“L'urgence des mesures économiques : une exigence absolue, loin devant le déploiement d'innovations sociales.”

développé ses conceptions d'une « nouvelle société ». Ainsi, au débouché du gaullisme (participation des travailleurs) et de Mai 1968 (contestation de l'autorité hiérarchique, auto-gestion), la question de la gouvernance de l'entreprise se posait de nouveau. Écartant l'idée d'une cogestion à l'allemande, le rapport Sudreau prônait la notion de cosurveillance par les actionnaires et les représentants des salariés. Il visait à donner plus de place à l'information des salariés et à la concertation dans la vie quotidienne de l'entreprise.

Le rapport était bien de son temps. Ses traductions ne sont pourtant pas venues, à l'exception de la loi de 1977 sur le bilan social. Dans une interview à Antenne 2, le 13 avril 1976, VGE rappelait l'importance de cette réforme pour renforcer la cohésion sociale. Mais il précisait aussitôt qu'il avait été impossible de « le faire en 1975, parce qu'en 1975, l'économie française était dans une crise profonde et à ce mo-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR



© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République

*La vie sociale sous VGE aura été contrainte par les deux chocs pétroliers et un paysage syndical dénué de tout esprit de négociation.
Ici, délégation de la CFDT reçue à l'Élysée le 28 mai 1980.*

ment-là on ne pouvait pas demander aux dirigeants d'entreprise et aux partenaires sociaux d'ajouter à cela la réflexion sur l'entreprise ». Il ajoutait : « Je crois que le moment est bien venu pour que la réforme de l'entreprise [...] soit mise en jeu. » En 1976 pourtant, le rapport Sudreau était déjà enterré. Il a marqué son époque (plus de 100 000 exemplaires diffusés) et a servi de repère aux réflexions et innovations futures : lois Auroux en 1982, rapport Godfrain sur la partici-

pation en 1995, rapport Gallois sur la compétitivité des entreprises en 2012, rapport Senard-Notat sur les résultats de la mission « Entreprise et intérêt général » en 2018, loi PACTE « Pour la croissance et la transformation des entreprises » en 2019.

UN PAYSAGE SYNDICAL CONTESTATAIRE.
Les acteurs syndicaux des années 1970 n'ont guère facilité



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

– c'est un euphémisme – les démarches de réforme sociale. L'heure était à la contestation, à la grève, à la rupture d'avec le capitalisme pour instaurer une société socialiste.

Cette observation valait bien évidemment pour la Confédération générale du travail (CGT), passée sous contrôle du Parti communiste français (PCF) en 1947, lui-même aux ordres de l'Union soviétique. La CGT déployait alors une organisation militante solide dans des secteurs clés de l'économie : administration, entreprises publiques, chemins de fer, postes et télécommunications, énergie, presse, ports et docks, etc. Georges Marchais, secrétaire général du PCF de 1972 à 1994, et Georges Séguy, secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982, siégeaient, tous deux, dans la même instance, le bureau politique du Parti communiste français.

Cette lecture marxiste de la société valait aussi pour la Confédération française démocratique du travail (CFDT). Bien plus qu'une déconfessionnalisation de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) – qui avait déjà eu lieu en 1947 –, le changement de statuts et la création de la CFDT, en 1964, répondaient au désir de rompre avec la société capitaliste. Les événements de Mai 1968 ont accéléré l'évolution. Le septennat de VGE s'est situé tout entier dans cette période de tentation radicale de la CFDT, d'indépendance par rapport aux partis politiques (différence essentielle avec la CGT), de revendication à devenir une force autonome de transformation sociale, une « deuxième gauche ». Entre 1966 et 1979, la CGT et la CFDT ont signé quatre accords d'unité d'action, dont un en juin 1974 et un dernier en septembre 1979. Ainsi, elles ont convergé dans les grèves et manifestations pour combattre l'économie de marché et l'entreprise libre. Dans les années 1973-1974, l'affaire Lip et d'autres conflits ont illustré le rêve autogestionnaire de la CFDT d'une entreprise sans actionnaires, sans patron, sans chef : « On fabrique, on vend, on se paie. »

En octobre 1974, de nombreux dirigeants de la CFDT ont participé aux assises du socialisme et appuyé les efforts du Parti socialiste (PS) dans la conquête du pouvoir. Un re-

tour à une ligne plus syndicale, dite de recentrage, a débuté formellement, en 1979, au congrès de Brest et s'est concrétisé dans les équipes CFDT en entreprise jusqu'au début de la décennie 2000. Si, aujourd'hui, la CFDT est clairement installée dans une démarche réformatrice, ce n'était pas le cas entre 1974 et 1981.

Trois organisations se situaient, pour leur part, dans une vision réformatrice et une pratique contractuelle des relations sociales : Force ouvrière, dirigée par André Bergeron, le « père tranquille » du syndicalisme français, la Confédération générale des cadres (CGC) et la CFTC qui, en 1964, avait maintenu sa lecture réformatrice et d'inspiration chrétienne des rapports sociaux. La CFTC, notamment, avait approuvé avec chaleur le rapport Sudreau, en harmonie avec sa propre lecture de l'entreprise et ses efforts pour promouvoir la participation des salariés aux décisions comme aux résultats financiers.

Les élections prud'homales de décembre 1979, nées d'une réforme de janvier 1979 conduite par Robert Boulin, ministre du Travail, ont permis de mesurer l'audience des différentes organisations syndicales auprès de l'ensemble des salariés français, quelle que soit la taille de l'entreprise, et notamment auprès des très nombreux salariés des petites entreprises où n'existaient pas de représentants du personnel. Ce scrutin a confirmé la prépondérance électorale de la CGT : 42,4 % des suffrages exprimés, devant la CFDT (23,1 %), Force ouvrière (17,4 %), la CFTC (6,9 %), la CGC (5,2 %) et divers syndicats indépendants ou autonomes.

La vie sociale pendant le septennat de VGE a ainsi été contrainte, d'une part, par les terribles chocs pétroliers et leurs conséquences sur l'économie et l'emploi et, d'autre part, par un paysage syndical dont les deux composantes principales refusaient tout esprit de négociation et valorisaient la rupture radicale avec l'économie de marché. Pour VGE, il a fallu naviguer au plus près. •

1. Seuil.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Modernisation économique et engagement européen

PAR ÉRIC BUSSIÈRE

professeur émérite à Sorbonne Université

La vraie entrée dans l'Europe de l'économie française.

L'ACTION de Valéry Giscard d'Estaing, que ce soit comme ministre des Finances sous le général de Gaulle et Georges Pompidou, puis comme président de la République entre 1974 et 1981, a largement été déterminée par le souci de moderniser les structures économiques nationales afin d'en accroître les performances, tout particulièrement sur le plan international. Les conditions de mise en œuvre d'un tel projet ont été, cependant, sensiblement modifiées du fait de l'ouverture accentuée de l'économie française au cours des années 1960, puis surtout de la crise engendrée par le premier choc pétrolier de l'automne 1973.

La modernisation de l'économie française, conduite par le fondateur de la V^e république et par son successeur, avait été largement dominée par l'objectif du renforcement du potentiel de l'industrie nationale. Comme ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing avait pris sa part dans cette ambition avec le souci de concilier investissement, bonne tenue des finances publiques et stabilité du franc.

FAIRE AVEC LES MOYENS DE LA FRANCE.

Valéry Giscard d'Estaing a ainsi été étroitement associé au développement d'initiatives majeures développées durant la présidence de Georges Pompidou : lancement du programme Airbus, politique spatiale (satellites, programme

Ariane), électricité nucléaire à travers le programme massif de construction de centrales. Une partie de ces projets impliquait d'importants efforts de long terme et a été conçue et développée dans le cadre de coopérations européennes qui se sont développées longtemps après 1974. Giscard était également très sensible, depuis les années 1960, à la modernisation des grandes infrastructures du pays dont l'équipement téléphonique constitue l'exemple de référence. En 1975, alors président de la République, il a fait de la mise à niveau du téléphone une priorité nationale assortie d'un plan d'autorisations de programme de plus de 100 milliards de francs.

Il lui a fallu, cependant, tirer les conséquences de certains échecs et du caractère limité des moyens dont la France disposait. Dans l'industrie informatique, la coopération européenne que l'on pensait pouvoir développer à travers l'association de la Compagnie internationale informatique (CII), côté français, Siemens et Philipps, côté néerlandais et allemand, a échoué et il a fallu se résoudre à regrouper CII et Bull au sein d'un groupe franco-américain rapidement fragilisé. Plus largement, les équipes réunies autour de Giscard souhaitaient mobiliser les forces disponibles autour de projets que le marché validerait quitte à ne pas couvrir tous les champs d'activité. Une politique qui n'a pas toujours été comprise alors que la crise imposait des logiques plus restrictives.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Les chocs pétroliers ont impliqué une politique d'ensemble conduite pour atténuer les effets de la dépendance énergétique. Cela s'est concrétisé par la poursuite déterminée du programme nucléaire à travers le choix de la technologie des réacteurs à eau pressurisée impliquant Framatome comme fournisseur unique, la construction d'une capacité d'enrichissement de l'uranium à des fins civiles à travers l'usine d'Eurodif, puis le lancement d'un second programme de construction de centrales en 1976. Cela s'est accompagné d'une mobilisation pour les économies d'énergie à travers la création, dès septembre 1974, de l'Agence pour les économies d'énergie à l'origine de la création de structures équivalentes dans plusieurs pays comme le Japon. Enfin, on assista à la mobilisation sans précédent de l'administration et du gouvernement aux côtés des industriels en matière de grands contrats à l'exportation.

La communication développée autour des thèmes de la facture énergétique, des économies d'énergie, de la promotion des grands contrats à l'exportation ont marqué avec efficacité l'opinion et ont contribué à faire passer l'idée que la France était confrontée à une crise profonde et durable remettant en cause une partie du modèle de développement des années 1960. L'arrivée de Raymond Barre à Matignon à l'été 1976 représente la traduction politique de cette prise de conscience. S'appuyant sur les équipes réunies autour de son Premier ministre, le président Giscard d'Estaing a impulsé une politique posant les bases d'un nouveau paradigme : libération progressive des prix de sorte à placer les acteurs économiques en prise plus directe avec le marché, accès à des fonds propres en quantité suffisante à travers la modernisation du marché financier impulsée sous l'autorité du ministre des Finances, René Monory. Au total, la détermination à insérer plus efficacement l'économie française dans un environnement plus concurrentiel que jamais et la conscience que les stratégies conçues dans un cadre seulement national étaient condamnées à l'échec. Le tout appuyé sur une stratégie européenne dont la dimension monétaire a été la partie la plus visible.

“À travers la création du SME, **Giscard a contribué à la création de l'euro.**”

LA CRÉATION D'UN NOUVEAU SYSTÈME MONÉTAIRE. Jouer les premiers rôles en Europe était un objectif incompatible avec le retrait du franc du serpent monétaire européen au tout début de l'année 1974. Le mark, appuyé sur la puissance industrielle et exportatrice de l'économie allemande, jouait désormais le rôle de monnaie clé en Europe au point de conduire les banques centrales des pays de la Communauté économique européenne (CEE) à ajuster leur politique monétaire sur celle de la Bundesbank. Un éventuel retour de la France et de pays à monnaie faible comme l'Italie au sein du serpent impliquait de fortes contraintes en matière de politique budgétaire et de taux d'intérêt. Limiter cette asymétrie a représenté un objectif central de la politique économique conduite par Giscard, surtout à partir de 1976.

La restauration des grands équilibres, la lutte contre l'inflation et la bonne tenue de la monnaie ont représenté ainsi les priorités de la politique conduite sous Raymond Barre. Ce changement d'orientation devait permettre de donner au président la crédibilité nécessaire au retour du franc au sein d'un serpent monétaire renoué, ce retour devant contribuer à la consolidation de l'économie française en lui redonnant, à terme, les marges d'autonomie nécessaire.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Valéry Giscard d'Estaing est l'héritier d'initiatives majeures, notamment dans les domaines aéronautique et spatial, développées durant la présidence de Georges Pompidou. Ici, inauguration du Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget, le 9 juin 1979.

Les premiers jalons de cette relance ont été posés lors du Conseil européen de Copenhague, les 7 et 8 avril 1978, lors duquel Giscard, avec l'appui du chancelier allemand, Helmut Schmidt, a pris position en faveur d'un nouveau système de change se substituant au serpent. Un tel système rénové signifiait un fonctionnement moins asymétrique permettant, outre celui du franc, le retour dans le dispositif de devises aussi importantes que la lire et, éventuellement, le sterling, le tout avec la perspective à terme de la création d'une monnaie européenne. Les discussions qui se sont poursuivies jusqu'au conseil de Bruxelles des 6 et 7 décembre ont abouti à la création du système monétaire européen (SME). Elles ont, cependant, obligé Giscard à limiter ses ambitions même s'il a obtenu la mise en place de dispositifs de soutien monétaire plus amples que par le passé. Surtout, les changements de parité au sein du nouveau SME devraient être décidés d'un

commun accord des États membres et non plus de façon unilatérale, ouvrant la voie à un débat quasi permanent sur les politiques économiques de chacun au sein du Conseil.

Malgré ces limites et les tensions fortes qui ont affecté les marchés, le SME a franchi les difficultés du début des années 1980 sans rupture majeure. Le SME, voulu et porté politiquement par Valéry Giscard d'Estaing, a donc marqué une étape essentielle dans la modernisation des structures et du mode de fonctionnement de l'économie française insérée désormais plus avant dans la dynamique de l'intégration européenne. Malgré une série de remises en cause à partir de 1981, l'essentiel a subsisté et plusieurs des lignes développées sous Giscard ont été reprises par la suite. À travers la création du SME, puis le soutien aux nouvelles avancées de l'Europe monétaire des années 1980, Giscard a contribué, pour une part déterminante, à la création de l'euro. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un grand décentralisateur ?

PAR MATHIAS BERNARD¹

professeur et président de l'université Clermont-Auvergne

Celle que 1981 n'a pas permise !

LA PRÉSIDENTE de Valéry Giscard d'Estaing est rarement considérée comme un moment important dans la politique de décentralisation, contrairement à celles qui l'ont précédée ou lui ont succédé. Georges Pompidou a, comme Premier ministre, créé le cadre légal des intercommunalités (avec la loi de 1966 sur les communautés urbaines) et, comme président de la République, fait voter la loi de juillet 1972 créant les régions. C'est sous François Mitterrand qu'ont été votées, en 1982, les grandes lois de décentralisation – qui seront renforcées, en 2003, à l'occasion d'un « acte II » de la décentralisation, voulu par Jacques Chirac et son Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, un ancien dirigeant des Jeunes giscardiens. Et pourtant, Valéry Giscard d'Estaing a, tout au long de sa vie politique, défendu le principe de la décentralisation et son bilan, dans ce domaine, est loin d'être négligeable.

L'INDISPENSABLE POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION. La manière dont Giscard envisage la décentralisation s'inscrit dans une pensée politique complexe, où se mêlent deux influences apparemment contradictoires : le libéralisme politique, auquel il est attaché aussi bien par tradition familiale (notamment du côté des Bardoux, sa famille maternelle) que par son inscription précoce dans les réseaux de la grande bourgeoisie d'affaires parisienne, et l'interventionnisme étatique, qu'il partage avec la génération de hauts fonctionnaires qui, comme lui, a été formée (à l'Ena notamment) au moment où s'imposait l'État providence en

Europe et qui, sous la République gaullienne, a contribué à renforcer le rôle de l'État. Giscard pense donc la décentralisation comme une forme d'équilibre des pouvoirs en vue de permettre une meilleure implication de l'ensemble de la nation dans le bon fonctionnement de l'État. Il l'envisage comme un facteur d'amélioration et de rationalisation du fonctionnement de l'État. En août 1960, alors qu'il est encore un tout jeune secrétaire d'État aux Finances, il plaide clairement, lors d'un discours tenu à Estaing, en faveur d'« un équilibre entre, d'une part, un exécutif qui doit être stable pour faire face aux tourmentes et à l'adaptation continue des temps modernes et, d'autre part, une représentation de la collectivité nationale qui entretienne le dialogue et la compréhension entre le pouvoir exécutif et l'opinion profonde de la Nation ». Ce qu'il appelle alors l'« indispensable politique de décentralisation » doit s'appuyer sur les collectivités territoriales élues. Il préfigure ainsi le processus qui, en vingt-cinq ans, conduira notamment à transformer les régions en collectivités territoriales de plein exercice, dirigées par des représentants élus au suffrage universel direct.

Les aspirations nouvelles d'une société française transformée par les trente glorieuses relèguent au second plan la question de la décentralisation. La secousse de Mai 68, auquel Giscard prête une oreille attentive, focalise le débat public sur des enjeux sociétaux et non sur des questions institutionnelles. Et la majorité gaullienne, dont Giscard reste l'un des représentants, s'inscrit plus dans la démarche d'aménagement du territoire, orchestrée et planifiée dans l'État, que dans un



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



*Très attaché au principe de la décentralisation, Valéry Giscard d'Estaing a œuvré, non pas en tant que président de la République, mais en tant que président de région, à faire des collectivités territoriales un vrai rouage de la démocratie.
Ici, inauguration de l'autoroute B71, le 24 octobre 1978.*

processus de rééquilibrage des pouvoirs entre le central et le local. Dans sa profession de foi de 1974, Giscard définit le « changement » qu'il appelle de ses vœux en « rajeunissant la société française, en la rendant plus ouverte et plus libre » et annonce ainsi plusieurs des réformes emblématiques du début de son septennat. De décentralisation, il n'est alors point question. Le sujet arrive plus tardivement, en novembre 1975, lorsque le président confie à l'un des barons du gaullisme, le député-maire de La Baule Olivier Guichard, la

mission de réfléchir au « développement des libertés locales ». Publié en octobre 1976 sous le titre « Vivre ensemble », le rapport Guichard reprend les principes posés par Giscard dès 1960 et propose une nouvelle répartition des compétences entre l'État et les différents niveaux territoriaux de collectivité. Au même moment, Giscard préconise, dans son livre-programme *Démocratie française*², l'élaboration d'une loi déterminant les « véritables compétences » de l'État, des départements et des communes. Il ne peut donc



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Giscard pense la décentralisation comme **une forme d'équilibre des pouvoirs.**”

que lancer une véritable offensive politique sur ce sujet, à un moment où il cherche à la fois à se démarquer d'une union de la gauche conquérante et du nouveau Rassemblement pour la République (RPR) qui, sous l'égide de Jacques Chirac, revient aux racines du gaullisme pour mieux attaquer le « libéralisme avancé » du président. Signe de cette priorité politique nouvelle : au lendemain des municipales de 1977, il crée un secrétariat d'État en charge des Collectivités locales, confié au maire de Quimper, Marc Bécam, qui conserve cette mission jusqu'en mai 1981 avec une feuille de route fixée par le président lui-même.

UNE MISE EN ŒUVRE INACHEVÉE. Dans une lettre adressée aux élus locaux et publiée par *Le Monde* le 16 mai 1979, Giscard annonce ainsi un grand « plan de développement des responsabilités locales » décliné en quatre volets : la suppression des contrôles inutiles et une plus grande autonomie des collectivités en matière financière, laquelle se traduit notamment par la création de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui garantit aux collectivités des ressources annuelles dont elles sont libres de fixer la destination ; la clarification des compétences entre l'État, recentré sur ses missions régaliennes de justice et de police, et les col-

lectivités, auxquelles peut être attribué « tout ce qui relève de l'aménagement du cadre de vie et des services de voisinage » ; la professionnalisation des personnels travaillant dans les collectivités, qui annonce la mise en place de la fonction publique territoriale ; le renforcement du « contrôle démocratique » des pouvoirs locaux. Si Giscard met en œuvre une partie de ce plan dans les derniers mois de son septennat, il entend le réaliser de façon progressive, en l'articulant à une réforme ambitieuse de l'État. Comme en 1960, l'objectif qu'il assigne à la décentralisation est bien le renforcement de l'État qui, pour être « solide » et « respecté » dans ses « missions fondamentales », doit être « allégé des tâches que les collectivités peuvent accomplir mieux que lui ». Ce « grand basculement des compétences et des ressources » doit être l'un des enjeux forts de son second septennat. La défaite de 1981 laisse à la gauche le pouvoir de réaliser ce projet décentralisateur.

Valéry Giscard d'Estaing n'a donc pas été en mesure de piloter comme chef de l'État les étapes majeures du processus de décentralisation. En revanche, il en a été l'un des principaux acteurs, sur le terrain notamment. En 1986, il est un des rares hommes politiques de premier plan à saisir l'importance nouvelle des régions, liée notamment à l'élection de leurs conseils au suffrage universel. À la tête de la région Auvergne pendant dix-huit ans, de 1986 à 2004, il met en œuvre un ambitieux programme de développement économique et social, complémentaire de l'action de l'État. Aux côtés de René Monory en Poitou-Charentes, de Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon ou de Michel Giraud en Île-de-France, il fait partie de cette première génération de présidents de région qui ont contribué à faire de cette collectivité un rouage essentiel de la démocratie française et la meilleure illustration des effets positifs de la décentralisation. •

1. Auteur de *Valéry Giscard d'Estaing. Les ambitions déçues*, Dunod, 2020.
2. Fayard, 1976.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La politique agricole des années 1975-1980

PAR PIERRE MÉHAIGNERIE

ancien ministre

Les temps anciens des « montants compensatoires ».

EN 1974, j'ai soutenu à l'élection présidentielle Valéry Giscard d'Estaing. Son engagement européen, sa vision de l'avenir, sa volonté de moderniser la France m'avaient convaincu. Jeune député, élu en 1973, j'étais inscrit au Centre démocratie et progrès (CDP) dont les fondateurs étaient Jacques Duhamel et Joseph Fontanet. J'étais un des seuls du mouvement à voter pour VGE plutôt que pour Jacques Chaban-Delmas.

À cette période, la France subissait un choc pétrolier, celui de 1973, et des désordres monétaires. Dans ce contexte difficile et malgré des surenchères politiques à gauche comme à droite, les résultats économiques et financiers obtenus à la fin du septennat font, aujourd'hui, rêver.

Giscard aimait sa région, l'Auvergne. Son ancrage local lui permettait de mieux comprendre les problèmes ruraux et la nécessité d'une politique d'aménagement du territoire. Dans les années 1986-1988, son appui a été déterminant pour la construction du réseau routier A75 entre Clermont-Ferrand et Béziers. J'ai insisté, en tant que ministre de l'Équipement, sur sa gratuité, comme en a bénéficié le réseau autoroutier breton.

On peut regretter que les hommes politiques soient plus jugés sur la forme que sur leurs réalisations. Dans son ouvrage *Souvenirs souvenirs*¹, Catherine Nay le reconnaît elle-même :

« J'ai sous-estimé Valéry Giscard d'Estaing ; son phrasé précieux, ce naturel guindé m'irritait un peu. Je vois aujourd'hui à quel point son action était décisive pour la construction européenne. »

L'AGRICULTURE, UNE CHANCE POUR LA FRANCE. Ministre de l'Agriculture, j'ai eu à affronter plusieurs difficultés. En l'absence de monnaie unique, la fixation des prix agricoles à Bruxelles était rendue difficile par l'existence de montants compensatoires monétaires négatifs ou positifs. Des divergences persistaient entre pays de l'Union européenne. Les uns, producteurs comme la France, la Belgique, la Pologne, l'Irlande, défendaient des prix agricoles rémunérateurs, en particulier pour les éleveurs ; d'autres, comme le Royaume-Uni, étaient attachés à un système libéral, ouvert sur le monde extérieur.

À Vassy, le 16 décembre 1977, le président Giscard d'Estaing déclarait : « L'agriculture devrait être notre pétrole ! » Le 31 décembre 2020, lors des obsèques de VGE, le principal syndicat agricole, la FNSEA, déclarait : « VGE voyait en l'agriculture une grande chance pour la France. »

Dans mes responsabilités de ministre de l'Agriculture (1977-1981), j'étais toujours soutenu et par le président et par le Premier ministre. Je me souviens encore de cette recommandation de Raymond Barre : « Pierre, l'agriculture



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



*Pour Valéry Giscard d'Estaing, l'agriculture aurait
dû être le pétrole de la France.*

Ici, à l'inauguration du Salon de l'agriculture, le 8 mars 1977.

est une formidable chance pour la France ! Pense au travail à long terme. Et surtout pas de démagogie! »

Pour affronter ces difficultés et parvenir à des compromis, la France a eu la chance d'avoir des responsables syndicaux formés par la Jeunesse agricole catholique et ayant le sens de l'intérêt général. Le 2 septembre 2004, quatre anciens ministres de l'Agriculture, de sensibilités politiques différentes (Michel Rocard, Philippe Vasseur, Henri Nallet et moi-même), ont fait une conférence de presse commune où ils ont dit aux Français qu'ils pouvaient être fiers de ce qui avait été fait dans l'agriculture française : « Nous avons en

“Il est regrettable que le courage et l'exigence de vérité soient **moins payants que la course à la démagogie.**”

commun de nous être attachés à cette profession que marquent peut-être plus systématiquement que d'autres le goût du travail et le courage. »

Aux nombreux observateurs qui affirment régulièrement que la France est irréformable, je réponds non ! La période des années 1974-1980 le démontre. Il est regrettable que le courage et l'exigence de vérité soient électoralement moins payants que la course à la démagogie. •

1. Robert Laffont, 2019.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La maîtrise d'une politique industrielle pour les secteurs d'avenir

PAR MARIE CARPENTER

professeure à l'institut Mines-Télécom Business School

La fin du « 22 à Asnières » !

COMMANDÉ par le président Valéry Giscard d'Estaing en 1978, le rapport Nora-Minc intitulé « L'informatisation de la société » prévoyait l'inévitable explosion d'une informatique décentralisée et pointait le défi que représentait, pour la France, la domination des sociétés américaines. Il soulignait l'importance des bases de données et l'intelligence qu'allait procurer à leurs propriétaires leur traitement. Il appelait à un plus fort engagement dans les réseaux futurs mêlant informatique et télécommunications. Le rapport devint un best-seller inattendu pour le public français pour qui le rattrapage téléphonique avait montré de quoi le pays était capable en ces domaines : la montée en puissance du réseau le plus moderne du monde avait atteint un record mondial, en 1978, lorsque 2 millions de lignes furent installées dans l'année.

LE MINITEL, L'INNOVATION FRANÇAISE. La Direction générale des télécommunications (DGT) mobilisa ce cri d'alarme de Simon Nora et d'Alain Minc pour poursuivre un programme ambitieux de développement de nouveaux produits et services. La plus connue de ces innovations est le Minitel, terminal à bas coût diffusé gratuitement aux

ménages français pour accéder à des informations stockées ailleurs. Seule la France réussit alors à exploiter un tel réseau télématique. Son Minitel, commercialisé à partir de 1983, associé au réseau Télétel d'accès aux bases de données et à l'annuaire électronique, était unique au monde. Le lancement du satellite Télécom 1, qui justifia le projet Ariane, et les expériences de visio-conférence sur réseau optique menées à Biarritz, ont ainsi fait de la France la Silicon Valley des années 1970-1980.

Pour arriver à ces résultats, il fallut que la présidence et la DGT réussissent un certain nombre de réformes. Les objectifs d'accélération du programme de rattrapage appelé « le téléphone pour tous » ont été validés par Valéry Giscard d'Estaing dès avril 1975. Le financement exceptionnel nécessaire a alors été rendu possible par la création d'une société de financement public dédiée, Francotel. L'agilité nécessaire à l'organisation pour monter en puissance fut le fruit de nombreuses réformes conduites depuis 1968 pour délivrer la DGT des rigidités budgétaires et organisationnelles tenant à son imbrication avec La Poste au sein des PTT. En 1967, comme président de la commission des Finances, Valéry Giscard d'Estaing avait déjà proposé la création d'une Compagnie nationale du téléphone. Cette initiative et les multiples



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

réformes conduites avant son élection ont sans doute contribué à la grande grève que connurent les PTT à la fin de l'année 1974. Même si la séparation des télécommunications de La Poste fut abandonnée temporairement, l'essentiel du personnel de la DGT a participé avec enthousiasme à une décennie de développement commercial, technologique et organisationnel qui s'est accompagnée d'augmentations importantes d'effectifs et de budget. Sous la direction de Gérard Théry, la réussite du programme Delta LP – pour lignes principales – a permis de montrer de quoi était capable une grande organisation publique à partir du moment où elle est organisée, financée et soutenue.

L'ampleur des dépenses en équipement pour les objectifs du 7^e plan appelait également un redéploiement de l'industrie et, de ce côté, les forces conservatrices ont montré des capacités de résistance tout aussi fortes. La francisation de l'industrie était au cœur de la stratégie d'approvisionnement mise en place en concertation forte entre François Polge de Combret, conseiller technique à l'Élysée, et Jean-Pierre Souviron, pour qui la position de directeur des affaires industrielles et internationales avait été créée à la DGT. La liaison avec le Premier ministre, Raymond Barre, était, elle, assurée par Albert Costa de Beauregard, son très proche conseiller.

Les ingénieurs du Centre national d'études des télécommunications (CNET) n'apprécièrent ni l'arrivée d'un ingénieur du corps des Mines à la direction duquel ils étaient dorénavant rattachés ni l'arrivée de l'industriel Thomson comme deuxième « champion français » désigné pour concurrencer leur partenaire historique, la puissante Compagnie générale d'électricité (CGE). L'introduction de Thomson était actée sous la présidence de Georges Pompidou et a été considérée comme d'autant plus nécessaire avec l'augmentation des investissements. À travers une politique d'achat sélective, ces dépenses devaient ainsi servir à conférer une compétitivité internationale aux entreprises françaises et donc à stimuler l'emploi. Pour pouvoir espérer garder une part des commandes à venir, ITT et Ericsson, les équipementiers américain et suédois, ont alors accepté de vendre

“Le succès du Minitel fut limité à la France faute d'une norme internationale.”

leurs filiales françaises à Thomson. De leur côté, les commandes octroyées à Thomson et à la CGE étaient conditionnées par leurs capacités à gagner des appels d'offres hors de France.

MAINTENIR L'EMPLOI. L'ensemble des équipementiers avait été censé maintenir le niveau d'emploi en France, malgré l'augmentation de la productivité apportée par la numérisation. À partir de 1978, la poursuite de ce colbertisme industriel dans le secteur était entre les mains de Jean Syrota à la Direction des affaires industrielles et internationales (DAII) et de Jean-Claude Trichet à l'Élysée.

L'emploi dans le secteur étant réparti sur le territoire, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) veillait à éloigner la menace de licenciements et la DGT rappelait aux fournisseurs que les commandes publiques dépendaient de leur faculté à trouver des perspectives d'exportation pour maintenir l'emploi en France.

Les perspectives de développement technologique concernaient d'abord l'équipement de commutation, on espérait également exporter le système français de Vidéotex. Malheureusement, le succès du Minitel fut limité à la France faute d'une norme internationale, au moins commune à l'Europe. La montée en puissance a également été freinée par des difficultés de coopération entre le CNET et Transpac, la société privée fondée, en 1978, pour gérer la transmission des



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Photographies PTT - Collection Claude Rizzo-Vignaud (HistelFrance).



*Avec le programme « le téléphone pour tous », validé par Valéry Giscard d'Estaing dès avril 1975,
la France rattrape son retard dans le domaine des télécommunications.
Ici, allocution à l'occasion de la célébration du 10 millionième abonné au téléphone, le 19 janvier 1978.*

données. Le fait qu'elle n'ait pas été autorisée à développer une recherche propre qui aurait pu soutenir par la conception d'un réseau plus puissant le développement des services télématiques a limité le potentiel de cet écosystème innovant. Grâce à son succès en France, le Minitel a toutefois suscité la croissance des sociétés de services et d'ingénierie informatique (SSII), des agences de communication et la numérisation de nombreux services privés et publics. À noter également un frein sociétal puissant à l'expansion du service : avant même son lancement, la presse régionale considéra que le nouveau service menaçait ses petites annonces et suscita une campagne virulente contre la DGT, allant jusqu'à fragiliser la réélection du président.

Parmi d'autres investissements dans les technologies de communication prises sous la présidence de Giscard d'Estaing, on doit citer la création d'un centre de recherche à côté de Grenoble dédié aux semi-conducteurs ainsi que l'intégration de la carte à puce dans les cartes téléphoniques permettant de soutenir le développement d'une filière française à travers une application de masse.

L'accélération de la mondialisation au XXI^e siècle conduit à un regain d'intérêt pour l'indépendance d'approvisionnement du pays et sa souveraineté. Ainsi, en amont de la chaîne de valeur des produits et services, une pénurie de semi-conducteurs met en péril en 2020-2021 de nombreux secteurs d'activité et les fournisseurs sont exclusivement américains et asiatiques. Le transfert massif des bases de données vers des centres délocalisés favorise de même l'émergence d'*hyper-scalers* américains ou chinois. Les pouvoirs publics européens cherchent alors des réponses adaptées pour préserver leurs capacités stratégiques : le Chips Act comme Gaia-X se situent explicitement dans cette perspective en visant, respectivement, la sécurisation de l'approvisionnement en semi-conducteurs des entreprises européennes et la création d'une infrastructure de données dont la gestion sera basée sur les valeurs communes aux acteurs européens. Les leçons de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing peuvent inspirer leurs tentatives de construire un écosystème d'entreprises capables de réussir au sein des secteurs d'avenir face à une concurrence mondiale. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Audiovisuel, l'une des grandes réformes de l'été 1974

PAR BÉATRICE HOUCARD¹
journaliste

VGE, le chasseur du mammouth ORTF !

AU CŒUR de l'été 1974, Valéry Giscard d'Estaing veut aller vite. Élu président de la République le 19 mai avec une faible avance (moins de 450 000 voix) sur le candidat de la gauche, François Mitterrand, il sait que tout se joue dans les premiers mois du septennat.

Dans une France encore bousculée par les revendications de Mai 68, l'aspiration au « changement » et aux réformes est forte. Valéry Giscard d'Estaing, qui a voulu « regarder la France au fond des yeux » pendant la campagne électorale, parle une fois élu de « décrispation » et de « société libérale avancée ». Il fait bel et bien souffler un vent de nouveauté sur la France.

La courte campagne de cette élection, anticipée en raison du décès de Georges Pompidou le 2 avril, n'a pas permis aux candidats de donner le détail des réformes à venir. Valéry Giscard d'Estaing, par exemple, n'a jamais expressément promis la majorité à 18 ans ni la dépénalisation de l'avortement, qui auraient d'ailleurs effrayé une partie de son électorat.

RÉFORMER L'ORTF. Il a été plus disert sur le sort de la radio et de la télévision publiques (l'Office de radiodiffusion-télévision française, ORTF, a succédé à la Radiodiffu-

sion-télévision française, RTF, en 1964). On peut lire dans son programme : « Le bon fonctionnement d'un organisme comme l'ORTF ne peut être assuré que dans le cadre d'une structure décentralisée. Le système actuel, c'est-à-dire le service public assorti d'un monopole, doit faire la preuve de sa capacité d'adaptation aux besoins du public et aux intérêts généraux de la nation. C'est à lui de faire taire ses détracteurs. L'ORTF, comme toutes les entreprises publiques, ne peut pas être coupé de tous liens avec l'État. L'idée d'une nomination du PDG par le conseil d'administration lui-même mérite d'être prise en considération. »

Pour Giscard, pragmatique, il y a urgence. Depuis des années, les dirigeants se succèdent à la tête de l'Office, au gré des humeurs des responsables politiques. De rapport en rapport, jusqu'à celui de Marceau Long, président de l'Office en cet été 1974, les mots « réforme », « déconcentration » et « décentralisation » sont omniprésents. Même l'idée de privatisation d'une chaîne est dans l'air. Quant aux téléspectateurs, ils se plaignent (une vieille antienne) des programmes et, surtout, de la multiplication des grèves qui font de l'organisation de l'ORTF ce que le général de Gaulle aurait pu qualifier de « chienlit ».

Né en 1926, année de l'invention de la radio, Valéry Gis-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Valéry Giscard d'Estaing était très à l'aise avec le média télévision. Ici, sur le plateau de l'émission « Face aux jeunes », le 2 juin 1977.

card d'Estaing connaît le poids pris par la télévision dans la vie des Français : entre 1958 et 1968, le taux d'équipement des ménages est passé de 5 % à 62 %. En 1974, plus de 11 millions de foyers ont un poste en noir et blanc et un peu plus de 3 millions un poste en couleur, celle-ci ayant fait son apparition en 1967, un an avant la publicité, apparue sur les écrans le 1^{er} octobre 1968.

Très à l'aise avec le média audiovisuel, le nouveau président, qui s'est beaucoup inspiré de John Kennedy, sait ce qu'il doit au petit écran : suivi par 25 millions de Français, le débat d'entre-deux-tours, premier du genre, a sans doute fait basculer le résultat en sa faveur – et pas seulement en raison de la fameuse phrase sur le « monopole du cœur » –, face à un François Mitterrand beaucoup moins à l'aise.

« La presse écrite est contre moi, la télévision est à moi », avait confié en son temps le général de Gaulle à son ministre de l'Information, Alain Peyrefitte. D'une phrase demeurée

célèbre, Georges Pompidou avait donné, en 1970, un point de vue très contesté : « L'ORTF, qu'on le veuille ou non, c'est la voix de la France. » Après Mai 68, une soixantaine de journalistes de télévision et de radio avaient été « virés » pour faits de grève. C'était, pour ainsi dire, une tradition.

LA LOI DU 7 AOÛT 1974. Dès le Conseil des ministres du 19 juin 1974, Giscard donne le ton : « Je vais prendre le problème ORTF à bras-le-corps et, le 3 juillet, les choses seront réglées [...]. Les Français ont droit à une télévision qui soit vivante, permanente et ouverte. » Le 29 juin, le chef de l'État tient à l'Élysée la première réunion de travail interministérielle sur le sujet. À l'heure dite, le 3 juillet, le Premier ministre, Jacques Chirac, annonce le contenu de la réforme : « L'ORTF, dans sa forme actuelle, est purement et simplement supprimé. » Contrairement au ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, et, peut-être, à Giscard lui-même, le Pre-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Il fait souffler un vent de nouveauté sur la France.”

mier ministre n'a pas voulu entendre parler d'une quelconque privatisation : trop risqué, selon lui, pour une majorité parlementaire dominée par les gaullistes de l'Union des démocrates pour la République (UDR) – ancêtre du Rassemblement pour la République (RPR) – dont le secrétaire général, René Tomasini, accusait, peu de temps auparavant, la télévision publique d'être « domestiquée par les ennemis de la liberté ». Jacques Chirac déclare donc que « le gouvernement a préféré donner au service public de la radio-télévision une nouvelle chance ». Sept sociétés nationales vont se substituer au mammoth ORTF, qui compte alors 16 000 salariés.

Le projet de loi arrive en discussion à l'Assemblée nationale le 23 juillet. « Nous voulons susciter, à l'intérieur du monopole, la concurrence, la diversité et l'émulation à la place du monolithisme qui a trop caractérisé l'organisation actuelle », assure le Premier ministre, qui souhaite des chaînes « autonomes, libres et responsables », mais dont les PDG continueront d'être nommés en Conseil des ministres. À la fin du mois de juillet, le texte est bouclé. Ce sera la loi du 7 août 1974. Malgré des manifestations, des menaces de grève et même une courte séquestration de Marceau Long par des syndicats tout-puissants, elle entrera en vigueur cinq mois plus tard.

Le 6 janvier 1975, la soirée télévisuelle (qui doit s'arrêter vers 23 heures en raison des économies liées à la crise pétrolière) voit apparaître TF1, Antenne 2, France Régions 3, au côté de Radio France, de l'Institut national de l'audiovisuel,

de la Société française de production et de télédiffusion de France. Semblant répondre à Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing peut alors déclarer que « les journalistes de télévision sont des journalistes comme les autres » et qu'il convient que la télévision, qu'il compare à l'art, puisse « à côté de la rencontre indispensable avec le réel » faire apparaître « beaucoup d'imagination et un peu de délivrance ».

Lors d'un colloque organisé en 2006², Valéry Giscard d'Estaing analysera son action dans le domaine de la presse et déclarera : « Pendant mon septennat, il n'y a eu que des textes d'accompagnement des libertés ; il n'y en a pas eu d'autres [...]. Quand j'ai été élu, j'ai annoncé que je ne poursuivrais aucun média pendant mon septennat quelles que soient les attaques personnelles même pénibles ou injustifiées. » On pense évidemment à l'affaire des diamants, relayée par la télévision publique et qui empoisonna la fin du septennat. Il poursuivra en rappelant que ses réformes ont « fait disparaître l'ORTF et créé les trois chaînes de télévision qui existent encore avec des identités qu'elles ont pratiquement gardées [...] et émancipé la radio et les sociétés de production ou de diffusion qui dépendaient de l'État ».

Restait une interrogation dans son esprit : « Je souhaitais l'ouverture d'une certaine forme de concurrence. Fallait-il aller jusqu'à la privatisation et l'autorisation de créer des chaînes ? » Il n'avait pas répondu, évoquant l'hostilité de la presse écrite régionale et celle des élus locaux et rappelant tout de même les premières créations de radios locales.

Les « radios libres » arriveront avec l'élection de François Mitterrand et, alors que l'audiovisuel est plus que jamais sous tutelle lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, il faudra attendre 1986 pour que La Cinq enrichisse (dans tous les sens du terme) le paysage audiovisuel français, puis 1987 et la cohabitation, avec la droite majoritaire au Parlement, pour qu'une chaîne, TF1, soit privatisée. •

1. Auteur notamment du *Fait du Prince*, Calmann-Lévy, 2017.

2. Serge Berstein et Jean-François Sirinelli (sous la direction), *Les années Giscard. Les réformes de société, 1974-1981*, Armand Colin, 2007.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Le rayonnement de la France à l'étranger et dans les Outre-mer

PAR OLIVIER STIRN

ancien ministre, membre honoraire du Parlement, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer

Le changement dans la continuité !

LORSQUE Valéry Giscard d'Estaing est devenu président de la République en 1974, j'avais participé avec lui à la vie politique française sous le général de Gaulle, puis m'étais retrouvé à ses côtés au gouvernement de Pierre Messmer pendant le septennat de Georges Pompidou. J'avais ainsi noué avec lui des liens d'estime et d'amitié. Ils sont certainement à l'origine de ma participation aux gouvernements successifs de 1974 à 1981.

C'est ainsi que, pendant son septennat, j'ai d'abord été ministre des Départements et Territoires d'outre-mer, puis secrétaire d'État aux Affaires étrangères et, enfin, ministre de la Coopération. Grâce à ces fonctions, j'ai eu l'occasion d'œuvrer aux quatre principaux objectifs que le président Giscard avait définis : renforcer l'Union européenne ; maintenir des relations étroites avec les États-Unis d'Amérique ; avoir une politique active avec les pays francophones d'Afrique ; assurer une action utile et déterminante dans l'Outre-mer français.

RENFORCER L'UNION EUROPÉENNE ET DIALOGUER AVEC LES ÉTATS-UNIS. L'objectif que le président Giscard d'Estaing avait en commun avec le chancelier Helmut Schmidt était de faire en sorte que

l'Union européenne soit un partenaire suffisamment solide et structuré lui permettant de rivaliser avec les États-Unis d'Amérique et la Chine.

L'estime et l'amitié profondes qui liaient Giscard d'Estaing et Schmidt aboutira à un progrès décisif de la construction européenne. Profondément marqué par l'influence de Jean Monnet et celle de Robert Schuman, ils ont initié des avancées décisives de l'axe franco-allemand et la mise en place de projets communs qui ont modifié en profondeur l'Europe des Six (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg) en vue d'aboutir à la fédération européenne de 27 États.

Ensemble, ils ont été à l'initiative de la création du Conseil européen qui réunissait de manière régulière les chefs d'État et de gouvernement des pays membres. Ils ont ensuite adopté un système monétaire européen qui a permis la naissance de la monnaie commune, d'abord baptisée l'écu (European Currency Unit), puis l'euro. Enfin, ils ont mis en place une institution de crédit, sorte de fonds monétaire européen, afin d'apporter le soutien nécessaire aux banques centrales dans leurs interventions sur les marchés des changes, permettant la création de la Banque centrale européenne.

Toutes ces étapes préfigurent l'union économique de l'Europe et c'est cette forte entente franco-allemande qui a per-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

mis au président Giscard d'Estaing d'atteindre avec succès le premier objectif de son septennat : renforcer l'Union européenne et la rendre définitive.

Pendant son septennat, Valéry Giscard d'Estaing a régulièrement rencontré les trois présidents américains, Gerald Ford, président du 9 août 1974 au 20 janvier 1977, Jimmy Carter, aux responsabilités du 20 janvier 1977 au 20 janvier 1981, et Ronald Reagan, à la tête des États-Unis du 20 janvier 1981 au 20 janvier 1989.

J'ai été témoin de ces rencontres. La première, avec Gerald Ford, s'est déroulée en Martinique, en décembre 1974. La conversation entre ces deux présidents était fluide et amicale. Avec le président Carter, la rencontre a eu lieu à Bayeux, le 5 janvier 1978, puis à Omaha Beach, dans le Calvados. Au cours de ces entretiens normands, le président français a expliqué avec rigueur au président américain son choix de doter la France de l'arme nucléaire tout en maintenant un dialogue très étroit avec la puissance américaine. Je me souviens qu'il a rappelé que, sous la présidence du général de Gaulle, la France avait quitté le commandement intégré de l'Otan, mais restait néanmoins membre de l'Alliance dans sa double dimension politique et militaire. Devenu secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le président Giscard d'Estaing me demanda de recevoir, au Quai d'Orsay, le candidat Ronald Reagan dont l'élection était incertaine.

UNE POLITIQUE ACTIVE. Chaque année, selon une tradition bien établie, Valéry Giscard d'Estaing recevait les chefs d'État francophones lors d'une réunion au sommet. À l'issue de ces entretiens, des mesures précises étaient mises en place dans ces différents pays. Ainsi, le poids de la francophonie grandissait dans le monde et les échanges économiques se multipliaient.

Je retrouvais avec plaisir les chefs d'État que j'avais connus avec le général de Gaulle, le président Senghor à Dakar, le président Houphouët-Boigny à Abidjan, le président Tsiranana à Tananarive.

En tant que ministre des Outre-Mer, j'ai accompagné

“Un bilan
incontestablement
positif : **une France
forte et respectée
dans le monde.**”

trois États africains vers l'indépendance : Djibouti, les Comores et la Namibie.

Dès 1966, le général de Gaulle en visite officielle à Djibouti avait assisté à une grave émeute au cours de laquelle de nombreux Djiboutiens avaient trouvé la mort. À son retour à Paris, il m'avait confié la nécessité d'offrir l'indépendance à ce pays malgré les violents conflits ethniques entre les Afars proches des Éthiopiens et les Issas proches des Somaliens. Il m'avait donné une directive claire : s'assurer qu'Éthiopiens et Somaliens respectent Djibouti indépendant !

Ministre de Valéry Giscard d'Estaing, j'ai fait part de cette volonté du général et le président m'a donné carte blanche pour mener à bien l'indépendance de ce pays. Il m'a d'abord fallu réconcilier Hassan Gouled, chef des Issas, et Ali Aref, chef des Afars. Puis j'ai rendu visite au président éthiopien Mengistu et au président somalien Siad Barre. La conduite de cette indépendance a parfois été violente, en particulier lors du rapt par les Somaliens d'enfants de militaires français en garnison à Djibouti.

De même, j'ai accompagné l'indépendance de trois des quatre îles des Comores, la quatrième, Mayotte, choisissant de rester française. Le président m'a également demandé de



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Tout au long de son mandat, Valéry Giscard d'Estaing a souhaité entretenir une relation étroite avec les États-Unis. Ici, avec le président américain Gerald Ford lors d'un voyage officiel aux États-Unis, du 17 au 21 mai 1976.

préparer l'indépendance de la Namibie que l'Onu avait décidé de confier à cinq pays, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada et la France. J'ai retrouvé à Pretoria mes collègues Cyrus Vance, David Owen, Hans-Dietrich Genscher ainsi que le ministre canadien des Affaires étrangères. Nous avons été reçus par Pieter Botha, alors Premier ministre qui, dès les premières heures de négociation, a eu un violent désaccord avec Genscher, accusant l'Allemagne d'avoir mal géré de violentes émeutes lorsqu'elle dirigeait la Namibie.

Le président Giscard d'Estaing était très attaché à l'Afrique et avait rapidement réagi devant les menaces d'envahissement du Zaïre – aujourd'hui république démocratique du Congo – lorsque les Russes menaçaient ce pays très riche en minerais. Il a ordonné une expédition militaire avec l'envoi de parachutistes français, ce qui a dissuadé les Russes au grand soulagement du président Mobutu.

Valéry Giscard d'Estaing avait une conscience aiguë de l'importance géopolitique et économique de la présence de la France sur les différentes mers du monde. Partout, il était

reçu avec chaleur et savait se montrer empathique. Il était respecté et la France rayonnait.

C'est également Valéry Giscard d'Estaing qui a approuvé le Plan vert dont l'objectif était un développement agricole massif de la Guyane avec l'arrivée d'agriculteurs asiatiques spécialistes des cultures agricoles en zones tropicales.

Il a encouragé la création du centre spatial de Kourou, dédié au lancement de satellites européens.

Aux Antilles, aux Comores, à la Réunion, dans les territoires du Pacifique, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, à Wallis et Futuna, l'intégration dans la communauté nationale était active.

Le bilan de la politique étrangère de la France et de la politique dans l'Outre-mer français sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing est incontestablement positif : une construction européenne renforcée, une entente solide avec les États-Unis, une politique africaine active, une relation modernisée avec l'Outre-mer, une France forte et respectée dans le monde. ●



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La politique giscardienne en Afrique

PAR PASCAL GENESTE

archiviste paléographe, conservateur général du patrimoine

ET

JEAN-PIERRE BAT

archiviste paléographe

Réussites et contradictions de Giscard l'Africain.

L'UNE DES PREMIÈRES décisions de Valéry Giscard d'Estaing à son arrivée à l'Élysée est de supprimer le secrétariat général aux Affaires africaines et malgaches. Créé par le général de Gaulle et animé par Jacques Foccart, ce puissant organe présidentiel, installé à l'hôtel de Noirmoutier, puis au 2 rue de l'Élysée, régit l'ensemble des relations franco-africaines dont son responsable rend compte directement au chef de l'État. Durant la douzaine d'années où il est ministre de l'Économie et des Finances, Giscard a pu éprouver la puissance et les méthodes de l'inamovible Foccart et de son service.

LE « MONSIEUR AFRIQUE » DE GISCARD. En mai 1974, élu président de la République, il décide d'adapter la forme des relations diplomatiques avec le continent africain en transférant la gestion des dossiers politiques et techniques aux ministères concernés (principalement les Affaires étrangères et la Coopération) et ne conserve à l'Élysée qu'un conseiller technique pour les Affaires africaines : René Journiac (1921-1980). De 1974 jusqu'à son décès accidentel en 1980, Journiac est l'incontournable cheville ouvrière de la politique giscardienne en Afrique.

Résistant dans la région marseillaise durant l'Occupation, René Journiac intègre l'École nationale de la France d'outre-mer après la guerre et s'engage dans une carrière de magistrat colonial qui lui vaut de passer plusieurs années au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Gaulliste, il est appelé dès 1958 dans les sphères du pouvoir qu'il ne quitte plus : il rejoint le secrétariat général de la Communauté à sa création sous Raymond Janot, avant que Foccart n'en prenne la tête, en 1960. En 1962, il est nommé conseiller Afrique du Premier ministre Georges Pompidou avant de revenir à l'Élysée, en 1967, comme conseiller technique de Jacques Foccart, c'est-à-dire numéro 2 du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Il le demeure jusqu'à la dissolution du service. Dans la jeune équipe giscardienne qui se met en place en mai 1974, Journiac fait figure d'exception : à 53 ans, c'est l'un des collaborateurs les plus âgés ; il a déjà près de quinze ans d'expérience de conseiller à l'Élysée et à Matignon. Le principe de recrutement souvent exprimé par Valéry Giscard d'Estaing consiste à prendre « les meilleurs ». Nul doute qu'il considère depuis longtemps René Journiac comme le meilleur conseiller sur l'Afrique et l'outre-mer. Homme de conviction, et par là même d'influence, il est avant tout un homme d'action et de terrain qui protège jusqu'au bout une « certaine idée de la France » et de sa po-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



*Valéry Giscard d'Estaing avec Léopold Sédar Senghor,
le 30 mai 1974.*

sition dans le monde, sous les trois premiers présidents de la V^e République. D'une philosophie de sécurité quotidienne et étroite du « pré carré » développée avec Foccart, il consacre avec Giscard d'Estaing une nouvelle forme d'engagement

français en Afrique : une philosophie de défense offensive du « pré carré », ayant bien compris combien l'Afrique prend, entre les crises pétrolières de 1973 et 1979, une importance stratégique, économique, mondiale de premier ordre pour défendre les intérêts vitaux de la France. Son influence sur Valéry Giscard d'Estaing est certaine.

Grand commis de l'État tout en discrétion, Journiac gagne l'amitié du chef de l'État ; il ne connaît la lumière médiatique que quelques mois avant son décès lorsqu'en octobre 1979 *Le Nouvel Observateur* lui consacre sa Une sous le titre « L'éminence noire de Giscard ». Il meurt dans un accident d'avion dans la brousse au Nord du Cameroun, en février 1980, dans l'accomplissement – pour le compte de l'État – d'une énième mission de négociation autour de la crise tchadienne, en lien avec le Gabon d'Omar Bongo. À l'annonce de sa disparition, le président se montre très affecté. Il assiste aux obsèques en compagnie de son épouse et de nombreux ministres. Dix ans plus tard, il en dresse le portrait dans *Le Pouvoir et la Vie*¹ : « En juin 1974, j'ai nommé René Journiac conseiller aux Affaires africaines. C'était un magistrat, qui avait été le collaborateur direct de Jacques Foccart. Je ne pouvais faire un choix plus heureux : Journiac était compétent, connaissait le détail et les antécédents de chaque dossier. Il avait un jugement sûr et rapide. Les difficultés ne le rebutaient pas. [...] Il jouissait de la confiance absolue des chefs d'État et maintenait, entre eux et moi, une liaison étroite. Enfin, il aimait et comprenait l'Afrique. C'était de plus un ami, chaleureux, discret, et délicat. J'ai ressenti sa perte [...] comme inguérissable. » Et le portrait ne s'arrête pas là, dévoilant une forme d'esprit difficilement perceptible à la lecture des documents officiels : « Il était doué d'une grande qualité d'humour, faite de finesse et d'observation, telle qu'on la trouve dans les reparties qui s'échangent dans les repas du Sud-Ouest de la France. »

ENTRE « PRÉ CARRÉ » ET « GUERRE FRAÎCHE ». La politique africaine de Valéry Giscard d'Estaing s'inscrit dans un double moment historique : d'une



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Sa passion pour la chasse, aussi, participe de son portrait de ‘Giscard l’Africain’.”

part, la « guerre fraîche » qui voit la reprise de tensions géopolitiques entre l’Est et l’Ouest et, d’autre part, la fin du cycle de décolonisation. L’Afrique se trouve à la croisée de ces deux enjeux, de sorte que la politique africaine de Valéry Giscard d’Estaing n’est pas que le prolongement de la politique post-coloniale de la France, qualifiée de manière critique « Françafrique ». Dans ce contexte, la grande pensée giscardienne – inaboutie – était le « trilogue », une sorte de triangulation géopolitique des intérêts français au lendemain de la crise pétrolière entre l’Europe, le monde arabe et l’Afrique, avec l’influence française positionnée au centre. Mais ce « trilogue » ne verra jamais réellement le jour. La période est plus directement marquée par la multiplication des conflits : l’un des plus célèbres est la guerre d’Angola. En 1975, la guerre civile qui a remplacé la guerre d’indépendance se double de la guerre fraîche : l’Est soutient le régime MPLA d’Agostina Neto tandis que l’Ouest soutient la rébellion UNITA de Jonas Savimbi. La France est au premier rang, avec l’action de soutien à Savimbi que mènent les services secrets français. Le Zaïre de Mobutu étant à son tour menacé au Katanga

(poumon économique du pays), Valéry Giscard d’Estaing décrète l’intervention parachutiste de la Légion sur Kolwezi, en 1978. Dans ce répertoire, ce sont aussi les années où Bob Denard est employé avec plus ou moins de succès comme sous-traitant des services secrets français (double coup d’État aux Comores en 1975 et 1978, coup d’État raté au Bénin en 1977).

Pourtant, c’est bien plus le volet « Françafrique » que la géopolitique de la « guerre fraîche » que l’opinion publique retient. La posture diplomatique de Giscard s’efforce de trouver une identité propre : c’est sous son mandat que sont renouées les relations diplomatiques avec la Guinée de Sékou Touré, qui avait voté « non » au référendum gaullien de 1958. Mais l’image publique, en cette société de communication naissante, est plus forte que tout. Valéry Giscard d’Estaing entretient et pousse plus avant que ses prédécesseurs la question des relations interpersonnelles avec les présidents africains du « pré carré ». Le symbole en est les sommets France-Afrique qui s’affichent comme de véritables réunions de famille françafricaine. Dans ce cercle, Valéry Giscard d’Estaing retrouve des piliers tels que les présidents Senghor, Houphouët-Boigny, Bongo, Eyadéma ou encore Mobutu. Sa passion pour la chasse, aussi, participe de son portrait de « Giscard l’Africain ». C’est toutefois incontestablement sa relation avec Jean-Bedel Bokassa qui marque le plus les esprits, dans une escalade qui échappe à Valéry Giscard d’Estaing. Le « cher cousin » Bokassa, après avoir eu les faveurs du sommet France-Afrique de Bangui en 1975, se sent pousser des ailes bonapartistes et s’érige maréchal, président à vie et, pour finir, empereur, lors d’un sacre qui pastiche celui de Napoléon, sans que la France l’arrête. Deux ans plus tard, en 1979, Valéry Giscard d’Estaing valide l’opération de destitution de Bokassa. Mais l’affaire n’est pas finie : elle lui revient en boomerang avec l’affaire des diamants qui vient empoisonner sa campagne présidentielle de 1981... et la mémoire collective autour de « Giscard l’Africain ». •

1. *Le Pouvoir et la Vie. L’Affrontement*, tome II, Compagnie 12, 1991.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Merci, Monsieur le Président !

PAR CLAUDE FRANÇ
historien militaire

Le tandem Giscard-Bigeard à la reconquête des armées.

EN ENTRANT à l'Élysée au printemps 1974, le président Valéry Giscard d'Estaing y a trouvé une situation contrastée dans le domaine de la défense. Certes, il héritait de l'excellent bilan de la décennie 1960 qui avait vu la France rejoindre le club très fermé des puissances nucléaires et disposait d'une armée organisée et structurée pour répondre aux impératifs de la nouvelle stratégie de dissuasion. Mais la crise, issue du choc pétrolier de 1973, prenait la forme d'une inflation aux dimensions inquiétantes, situation peu propice à des efforts budgétaires au profit de la défense. Simultanément, les armées se trouvaient contestées en leur sein même, ne serait-ce que par la diffusion et le retentissement de l'« appel des 100 », manifeste émis entre les deux tours de l'élection par un groupe d'appelés faisant état de leurs revendications. Cette manifestation de grogne marquait à la fois le début de l'affaire des comités de soldats et l'aboutissement d'une vague de contestations, conduites jusqu'alors en dehors des armées. Le défilé d'appelés à l'automne 1974 dans les rues de Draguignan et de Karlsruhe en Allemagne est significatif de la profondeur de la crise. Il fallait que le président nouvellement élu réagisse.

CHEF DES ARMÉES. Fortement imprégné de ses responsabilités de chef des armées que lui donnait l'article 15

de la Constitution, Valéry Giscard d'Estaing allait agir en grand politique ; d'abord analyser la situation, puis décider à froid. Et sa décision tombera particulièrement juste : à la grande surprise de l'intéressé lui-même, alors commandant de région militaire à Bordeaux, le président allait nommer, au cours du mois de février 1975, le général Bigeard, figure emblématique des parachutistes, secrétaire d'État à la Défense avec pour mission de restaurer la confiance, alors qu'il confie les clés du ministère à Yvon Bourges qui demeurera en place plus de cinq ans. La mesure était pertinente : la renommée de Bigeard ne pouvait que permettre un choc psychologique positif au sein des armées. Bigeard, avec sa faconde, a pris son rôle très au sérieux et s'est mis, selon ses propres termes, « à vendre du patriotisme ». La baudruche des comités de soldats s'est progressivement dégonflée sans jamais avoir atteint la dimension nationale qui était l'objectif de ses instigateurs. Quant aux tentatives de récupération, politique ou syndicale, elles échouèrent tant par manque de coordination que de conviction. Parallèlement, le gouvernement faisait aboutir une profonde réforme des statuts militaires, qui correspondait à un effort plus que significatif de la condition militaire, mesure qui a calmé une grogne réelle au sein de l'encadrement dont on pouvait craindre une tentation de syndicalisation. Ici également, la présence de Bigeard au gouvernement fut salvatrice dans la mesure où elle



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

glait d'entrée toute réaction négative des services de la rue de Rivoli¹.

En fait, toutes ces mesures visaient à corriger l'état de misère réelle qui était celui des armées, que ce soit en termes d'équipements, de conditions de vie ou d'entraînement. Cette situation est la conséquence de la priorité donnée aux forces nucléaires dans les années 1960, puis d'un effort gouvernemental porté sous la présidence de Georges Pompidou hors défense, ce qui ne permettait pas d'effectuer les corrections nécessaires.

ESTIME ET CONFIANCE ENVERS L'ARMÉE.

Sur le plan stratégique, fait peu connu, Valéry Giscard d'Estaing s'est efforcé de resserrer les relations de la France avec ses alliés, notamment les hautes autorités de l'Otan. Cela s'est traduit par la conclusion d'accords entre les commandants des forces françaises et alliées, aussi bien terrestres, aériennes que navales. Ces accords, conclus en cascade à partir de 1974, s'inscrivaient dans le prolongement de ceux signés au lendemain du retrait de la France du commandement intégré de l'Otan, en 1966. Même s'il s'agissait de documents de nature opérationnelle, il ne fait aucun doute que leur conclusion n'a pu être menée à bien que grâce à une forte dynamique politique en amont. Il convient de s'arrêter, ici, sur un rouage politico-militaire sur lequel s'est appuyé Valéry Giscard d'Estaing : l'état-major particulier du président (EMP). Valéry Giscard d'Estaing s'est attaché à nouer des relations de grande confiance avec ses chefs successifs de l'état-major particulier, les généraux Méry et Vanbremeersch, tous deux nommés chef d'état-major des armées, le plus haut poste de la hiérarchie militaire à l'issue de leur passage à l'EMP.

Cette confiance – réciproque – entre le président et le haut commandement s'est concrétisée au sein même des forces, lors des engagements extérieurs décidés à chaud par le président de la République en 1978, notamment au Liban, puis à Kolwezi quelques semaines plus tard. Il est d'ailleurs loin d'être anodin que ce soit le président lui-même qui ait décoré de la cravate de commandeur de la Légion d'honneur



Au cours de son mandat, Valéry Giscard d'Estaing a cherché à valoriser l'engagement des armées, mais aussi leur équipement. Ici, avec Jacques Chirac sur le porte-avions Clemenceau, le 11 juillet 1976.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Valéry Giscard d'Estaing a rendu aux armées françaises leur fierté.”

les deux chefs de corps concernés, les colonels Salvan et Erulin, dans la cour d'honneur des Invalides. Après le moral et la confiance, Valéry Giscard d'Estaing a rendu aux armées françaises leur fierté, certainement le « carburant » le plus efficace pour valoriser leur engagement au service du pays.

Enfin, dans un grand souci de cohérence, Valéry Giscard d'Estaing a cherché à valoriser également l'équipement des forces, qu'elles fussent liées à la dissuasion ou conventionnelles. Cette préoccupation s'est traduite par des crédits sonnants et trébuchants alloués aux armées dans le cadre de lois de programmation dont la raison d'être vise à planifier les investissements au profit des forces. À ce titre, dès 1975, le président décidait la mise en chantier d'un sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins, afin de disposer d'une permanence à la mer de deux sous-marins en patrouille simultanément. Il a également décidé de lancer les études préalables au renouvellement ultérieur de cette flotte de sous-marins nucléaires, armés de nouveaux missiles. Dans le domaine conventionnel,

la situation était plus que préoccupante : pour la marine, la flotte de surface accusait un vieillissement certain et l'armée de terre demeurait encore, pour partie, équipée de matériels de la dernière guerre. Seule l'armée de l'air avait réussi à tirer son épingle du jeu. L'inversion de tendance a été spectaculaire en quelques années. La marine a largement été modernisée. Il serait fastidieux d'établir une liste à la Prévert des programmes concernés. Il suffit de considérer que tous les matériels majeurs, chars de bataille, véhicules de combat, canons, hélicoptères qui allaient équiper l'armée de terre jusqu'au-delà de la chute du mur de Berlin ont tous été conçus ou lancés sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. En termes budgétaires, qui donnent la vérité du prix des efforts effectivement réalisés, il suffit de constater que, de 2,45 % du produit intérieur brut (PIB) en 1974, l'effort de défense était passé à 2,97 % en 1981, avec un PIB croissant à la même époque, en dépit de la crise.

In fine, quel a été le bilan de Valéry Giscard d'Estaing dans le domaine de la défense ? Indiscutablement, en 1981, grâce à l'effort consenti en leur faveur et, surtout, à la confiance et à l'estime que le pouvoir politique n'hésitait pas à manifester envers son armée, les armées françaises présentaient, en 1981, un visage rassurant. Sur le plan nucléaire, les forces stratégiques ont été modernisées et leur sûreté, renforcée. Quant aux forces conventionnelles, leur développement et leur modernisation ont fait des progrès spectaculaires.

Pour conclure, le rééquilibrage effectué par Valéry Giscard d'Estaing entre forces nucléaires et forces classiques a permis d'élargir la palette d'intervention des forces françaises tout en assurant la sécurité du territoire national. •

1. Implantation du ministère des Finances avant qu'il ne vienne s'installer à Bercy.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

« Jamais la coopération franco-allemande n'a été aussi parfaite que du temps de Valéry Giscard d'Estaing et d'Helmut Schmidt »

ENTRETIEN AVEC JEAN-LOUIS BOURLANGES
député, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

L'Allemagne et/ou la Russie ?

France Forum. – *Comment qualifieriez-vous le rapport de Valéry Giscard d'Estaing à l'Europe et quelles sont, selon vous, les raisons profondes de son engagement ?*

Jean-Louis Bourlanges. – Il y a d'ordinaire deux motivations principales à l'engagement européen des femmes et des hommes de la seconde moitié du XX^e siècle : d'une part, l'amour de la paix qui impose d'organiser les relations entre les peuples européens sur le respect mutuel et une coopération juridique organisée ; d'autre part, la volonté de rendre à l'Europe le rayonnement, l'influence, l'autorité politique et morale que ses déchirements fratricides lui avaient fait perdre. Il me semble que la conviction européenne de Valéry Giscard d'Estaing tenait tout entière dans ce double souci. Ajoutons qu'il avait compris mieux que quiconque que ces deux objectifs ne pouvaient être atteints qu'à une seule condition : l'établissement d'une coopération aussi organisée, étroite et ardente que possible entre l'Allemagne et la France.

FF. – *VGE et le couple franco-allemand, une réussite à nuancer ?*

JLB. – Jamais la coopération franco-allemande n'a été aussi parfaite que du temps où Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt dirigeaient les deux pays. C'était une relation de confiance quasi absolue dont l'objectif proclamé par les deux protagonistes était qu'aucune puissance, entendez d'abord l'URSS et les États-Unis, ne devait pouvoir spéculer sur un désaccord franco-allemand. S'il devait y avoir une différence d'approche ou une divergence d'opinion entre les deux hommes, elle devait être abordée – et dépassée – entre eux et ne jamais donner lieu à une expression publique exploitable par un tiers.

De tous les couples franco-allemands qui se sont succédé aux affaires au cours des soixante-dix dernières années, le couple Giscard-Schmitt a, sans doute, été le seul à être fondé sur une telle combinaison d'amitié personnelle et d'intimité dans le



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Au cours des soixante-dix dernières années, le couple Giscard-Schmidt a, sans doute, été le seul à être fondé sur une telle combinaison d'amitié personnelle et d'intimité dans le travail. Ici, les deux hommes au Conseil européen de Brême, le 7 juillet 1978.

travail. Les deux hommes étaient l'un et l'autre, et non sans raison, convaincus de dominer le lot des dirigeants occidentaux de leur temps et ils en déduisaient naturellement que c'était à eux deux de montrer le chemin aux autres. Songez, par exemple, que le système monétaire européen a été conçu et organisé à deux au domicile hambourgeois de Schmidt, sans aucun expert ou fonctionnaire pour assister les chefs. Il était inévitable, même si c'est regrettable, que cette qualité de travail en commun ne se soit pas vraiment maintenue par la suite.

FF. – *Giscard l'Européen qu'on a aussi appelé Giscard l'Atlantiste. Cohérence ou contradiction ?*

JLB. – Valéry Giscard d'Estaing a plutôt été taxé par ses adversaires d'une complaisance excessive à l'égard de l'Union soviétique. Rappelez-vous, par exemple, la façon dont Fran-

çois Mitterrand avait, fort injustement d'ailleurs, qualifié son futur prédécesseur de « petit télégraphiste » de Léonid Brejnev.

Cela dit, comme ses prédécesseurs Georges Pompidou et même le général de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing souhaitait que les États-Unis restent présents sur le sol européen et déterminés à faire face à l'Union soviétique en cas d'agression de celle-ci. À la différence de de Gaulle mais comme Pompidou, Giscard craignait un possible désengagement, nucléaire en particulier, des États-Unis et estimait qu'il ne fallait pas briser la relation de confiance avec ce grand allié. À la différence de Pompidou et aussi de de Gaulle, il estimait possible de gérer les questions de sécurité européenne avec l'URSS en confiance et en solidarité avec la République fédérale d'Allemagne (RFA), alors que la tentation française spontanée était de jouer la Russie contre l'Allemagne ou l'Allemagne contre la Russie. C'est le président Giscard d'Estaing qui, au sommet



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Valéry Giscard d'Estaing a dominé de la tête et des épaules la Convention.”

de la Guadeloupe de décembre 1979, a fait endosser en grand secret par les Britanniques et les Américains avec le concours de Schmidt le principe d'une installation sur le sol allemand des fusées Pershing si les Soviétiques persistaient à couvrir l'est européen de fusées SS20. Cette décision a été mise en œuvre quelques années plus tard avec le soutien de François Mitterrand, alors président, et n'a pas peu contribué à l'effondrement de l'empire soviétique.

Il est vrai que tout cela n'a jamais empêché Valéry Giscard d'Estaing de chercher à développer, en étroite entente avec les Allemands, des relations de coopération nimbées de romantisme avec une Union soviétique dans laquelle il avait, comme de Gaulle, tendance à ne voir que la forme actuelle et transitoire de la vieille Russie.

FF. – *VGE a-t-il une responsabilité dans l'échec du traité constitutionnel européen ? Comment a-t-il vécu cet échec ?*

JLB. – Valéry Giscard d'Estaing a dominé de la tête et des épaules la Convention des parlements et des États chargée d'élaborer un traité européen prétendu constitutionnel. Il a admirablement su désamorcer la méfiance à l'égard des ins-

titutions communes de la plupart des parlementaires nationaux, mais s'est heurté à la pusillanimité des gouvernements nationaux qui, en profondeur, ne voulaient rien changer d'essentiel tout en faisant croire qu'ils changeaient tout. Ainsi, le traité constitutionnel apparaissait trop perturbateur pour ne pas inquiéter et trop conservateur pour mobiliser.

On connaît la suite : pendant la campagne, les partisans du non s'en sont pris aux traités antérieurs – Rome et Maastricht – que personne n'avait le pouvoir de modifier et ont fait semblant de s'alarmer du terme « constitutionnel » brandi, il est vrai, de façon totalement abusive par les partisans du oui et, par la suite, supprimé du traité de Lisbonne. Dans cette affaire, les partisans du oui et ceux du non se sont menti à eux-mêmes. Les premiers ont vendu de la fausse monnaie : une constitution qui n'en était pas une. Les seconds se sont réfugiés dans le déni en vendant une Europe imaginaire sans avoir le courage d'aller jusqu'au bout de leur refus et d'assumer à la britannique leur rejet d'une Europe honnie et irréformable en exigeant que la victoire du non conduise au Fraxit. Ce qui d'ailleurs aurait vraisemblablement conduit à la victoire du oui.

Quant à Valéry Giscard d'Estaing, il peut se vanter d'avoir finalement contribué, grâce au traité de Lisbonne, à améliorer à la marge les traités existants, y compris en inscrivant dans les textes un droit à la sécession qui répondait à une attente justifiée des milieux eurosceptiques, même si les changements proposés étaient trop limités et trop peu lisibles pour pouvoir rencontrer avec succès une épreuve référendaire, ni même d'ailleurs pour simplement la mériter.

FF. – *Si vous deviez choisir un seul des grands apports de VGE à l'Europe, quel serait-il ?*

JLB. – J'hésite entre le système monétaire européen qui a ouvert la voie à l'euro et l'élection du Parlement européen qui a ouvert la voie à la démocratisation des institutions, donc potentiellement à l'Europe politique. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

L'initiateur du couple franco-allemand ?

PAR MARION GAILLARD

enseignante à Sciences Po Paris, spécialiste de la relation franco-allemande et des questions européennes

« Parce que c'était lui, parce que c'était moi » !

A LA MORT de Valéry Giscard d'Estaing, le 2 décembre 2020, les portraits qui lui sont consacrés dans les médias français font presque tous état de sa relation amicale avec le chancelier Helmut Schmidt et des avancées qu'ils ont ensemble réussi à impulser pour approfondir l'intégration européenne. Il en va de même dans la presse allemande qui souligne systématiquement la proximité entre les deux anciens dirigeants. Or tel avait déjà été le cas lors du décès de l'ancien chef du gouvernement allemand, en novembre 2015. Il semble donc que l'un soit tellement indissociable de l'autre que leur « couple » fasse partie des informations les plus importantes à mettre en avant au moment de leur disparition respective. Qu'a donc de si particulière la relation entre Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt qui prennent leur fonction la même année, le même mois, à quelques jours d'intervalle ? En quoi sont-ils si différents des duos qui les ont précédés ?

UN TOURNANT MAJEUR. Le rapprochement franco-allemand a commencé, dès les années 1950, dans le cadre des premières communautés européennes. Sous l'égide de Robert Schuman d'abord qui propose, le 9 mai 1950, la mise en commun des productions française et allemande de charbon et d'acier pour permettre à la France de contrôler la

réindustrialisation de la République fédérale d'Allemagne (RFA) voulue par Washington pour faire face à la menace soviétique. Si la méfiance française guide en grande partie cette première étape de la construction européenne, il n'en demeure pas moins que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) marque un tournant majeur dans les relations franco-allemandes, ne serait-ce que par le dialogue inédit qu'elle ouvre entre les deux pays. La méfiance préside également à l'élaboration du plan Pleven qui propose, cette fois, en octobre 1950, la création d'une armée européenne afin d'encadrer le réarmement allemand souhaité par les États-Unis dans le contexte de la guerre de Corée qui a commencé en juin 1950. La germanophobie se révèle d'ailleurs encore bien trop présente pour que ce projet aboutisse et explique, parmi d'autres raisons, le rejet, le 30 août 1954, de la Communauté européenne de défense par l'Assemblée nationale française. Néanmoins, en dépit de cette méfiance – souvent réciproque car la République fédérale, de son côté, craint les velléités hégémoniques de la France sur les communautés naissantes –, c'est bien Guy Mollet et Konrad Adenauer qui, par leur volonté politique, jouent un rôle essentiel pour accélérer les négociations difficiles du traité de Rome. Lors de leur rencontre du 6 novembre 1956, dans la foulée des crises de Suez et de Budapest qui sont venues confirmer, s'il en était encore besoin, que l'Europe n'est plus qu'un pion



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Hans Peters / Anefo, CCO, via Wikimedia Commons



C'est avec Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt que l'expression « couple franco-allemand » s'impose.

dans la partie qui se joue entre Moscou et Washington, ils prennent acte de l'impérieuse nécessité d'unifier l'Europe et poussent dès lors à une conclusion rapide du traité sur le Marché commun. La relation franco-allemande, raison d'être et condition de la construction européenne, en devient alors le moteur, avant même qu'on la qualifie de la sorte.

Pourtant, il n'est pas encore question d'amitié tant les souvenirs de la guerre restent présents dans les esprits. Ce sont le général de Gaulle et Konrad Adenauer qui scellent la réconciliation, le 22 janvier 1963, avec la signature du traité de l'Élysée, lui-même précédé de la célèbre messe commune dans la cathédrale de Reims, en juillet 1962, et du voyage du général en République fédérale. Désormais, la relation franco-allemande ne s'inscrit plus seulement dans le cadre européen : elle existe par elle-même à travers un traité bilatéral de coopération dont le but est bien la « réconciliation » des peu-

ples pour mettre fin à « une rivalité séculaire¹ ». Élément nouveau, la jeunesse y tient une place particulière car elle est « appelée à jouer un rôle déterminant dans la consolidation de l'amitié franco-allemande² ». La volonté de dépasser l'entente entre les deux pays au sein d'une Europe du marché pour rapprocher les populations et construire une relation amicale est donc clairement au cœur du traité de l'Élysée. En ce sens, il fait indéniablement franchir une nouvelle étape à la relation Paris-Bonn qui s'appuie en outre sur la bonne entente et le respect mutuel entre le président et le chancelier.

Pour autant, ces derniers ne parviennent pas à mettre cette entente solide au profit de progrès substantiels de la construction européenne et les années qui suivent le départ d'Adenauer ne sont pas non plus fécondes pour l'approfondissement de la Communauté économique européenne (CEE), en partie en raison des blocages gaulliens. La présidence de Georges Pompidou permet quelques avancées importantes comme l'élargissement de 1973, l'adoption de ressources propres ou la naissance de la coopération politique européenne, mais l'entente avec Willy Brandt n'est pas au rendez-vous. Le terme de « couple » n'est donc pas encore la dénomination classique pour qualifier la relation franco-allemande.

LES PREMIERS PAS DU COUPLE FRANCO-ALLEMAND.

C'est bien avec Giscard et Schmidt que cette expression s'impose. Comme le dit la version allemande du site du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe mis en place par l'Université de Luxembourg, ils font passer la relation franco-allemande de la réconciliation au partenariat³. C'est à cette époque qu'émerge en Allemagne le terme de « tandem » auquel la France préfère celui de « couple ». Le leur n'est pas exempt de quelques divergences. Sur l'entrée de la Grèce, les deux dirigeants ne partagent initialement pas les mêmes vues, tandis que la politique de relance menée par le gouvernement Chirac dans les premières années de la présidence Giscard ne sied guère au chancelier, certes social-démocrate mais attaché à l'orthodoxie budgétaire et à la lutte



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“La relation franco-allemande, raison d'être et condition de la construction européenne.”

contre l'inflation. Ces désaccords n'empêchent, cependant, pas leur amitié. Les deux hommes se connaissent avant 1974. Ils ont, en effet, été tous les deux ministres des Finances auparavant et fréquentent le Comité pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet. Ils partagent ainsi une même vision pro-européenne⁴, sur laquelle ils peuvent échanger en anglais en tête à tête, sans besoin d'un interprète, ce qui favorise leurs échanges directs, francs et constructifs. Ensemble, ils œuvrent donc à la création du Conseil européen, voulu par Giscard et soutenu par Schmidt face à des partenaires plutôt réticents à l'égard de cette nouveauté institutionnelle très intergouvernementale. Mais leur principale réalisation commune est sans conteste la naissance du système monétaire européen en mars 1979. L'adoption d'une politique de rigueur par le nouveau gouvernement français dirigé par Raymond Barre depuis 1976 a largement contribué à convaincre le chancelier, tout comme la politique monétaire américaine et l'abandon du système international de changes fixes⁵. Le « couple » est donc bien né.

Et pourtant, malgré ses réussites indéniables, il semble

vite détrôné dans les années 1980. Très rapidement, le duo formé par François Mitterrand et Helmut Kohl incarne le couple par excellence, avec la poignée de mains de Verdun érigée en symbole de cette entente sublimée. Il est vrai qu'ensemble ils ont largement contribué à forger l'Europe d'aujourd'hui, celle de la libre circulation totale avec l'Acte unique, celle des étudiants avec Erasmus, celle de l'euro avec le traité de Maastricht. Ils ont, en outre, eu pour eux la longévité qui a quelque peu fait défaut à leurs prédécesseurs.

C'est finalement peut-être davantage dans les années 2000 que Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, encore en vie tous les deux, ont parachevé leur image de « couple » mythique de la relation franco-allemande. Inlassables pèlerins de la construction européenne, ils ont multiplié les interventions communes et les interviews croisées comme autant de preuves de la pérennité de leur amitié au fil des décennies, alors même que les tandems au pouvoir depuis le milieu des années 1990 font pâle figure par rapport à leurs illustres prédécesseurs. Et c'est l'ancien chancelier qui a, peu de temps avant sa mort, préfacé le dernier livre de son « ami Valéry », dont le titre *Europa*⁶ sonnait comme un dernier rappel de leur engagement commun pour une construction européenne alors en crise. •

1. <https://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/traite-franco-allemand.pdf>

2. Idem.

3. « Die Geburt der Partnerschaft (1974-1981) »

Die Geburt der Partnerschaft (1974-1981) - CVCE Website

4. Ceci est détaillé dans l'ouvrage de Michèle Weinachter, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne, le double rêve inachevé*, L'Harmattan, 2004.

5. Le système de Bretton Woods, adopté en 1944 et fondé sur la convertibilité en or du dollar, est mis à bas, en août 1971, par la décision de Richard Nixon de suspendre la convertibilité-or de la monnaie américaine. En décembre 1976, les accords de Kingston entérinent la fin du système de changes fixes et consacrent le flottement des monnaies. La chute du dollar nuit aux exportations allemandes et fait planer le spectre de dévaluations compétitives qui pourraient menacer la puissance du commerce extérieur allemand.

6. Valéry Giscard d'Estaing, *Europa. La dernière chance de l'Europe*, XO Éditions, 2014.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La création du système monétaire européen

PAR JEAN-CLAUDE TRICHET

vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne

Giscard, l'homme qui a brisé le monopole du dollar.

GISCARD visionnaire ! La lucidité et la volonté stratégiques de Valéry Giscard d'Estaing se sont déployées dans de nombreux domaines tant à l'intérieur (réformes sociales, stratégie économique...) qu'à l'extérieur de la France. Nous lui devons la création de trois institutions internationales majeures.

En premier lieu, le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays industrialisés, dont la première réunion sous la forme du groupe des Six (G6) s'est tenue à Rambouillet, le 15 novembre 1975, à l'invitation de Giscard d'Estaing. Quarante-six ans après, ce sommet existe encore sous la double forme du groupe des Sept (G7) et du groupe des Vingt (G20), expansion du petit groupe initié par le président français.

En second lieu, l'institutionnalisation du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement. Nouveau chef d'État, Valéry Giscard d'Estaing déclare, le 10 décembre 1974, après le sommet de Paris, « le Sommet européen est mort, vive le Conseil européen ! » L'idée était de réunir trois fois par an les chefs d'État et de gouvernement pour déterminer les grandes orientations politiques de l'Europe. Comme le G7, le Conseil européen est plus vivant que jamais presque un demi-siècle après sa création.

En troisième lieu, la création du système monétaire européen (SME) qui voit le jour, le 13 mars 1979. Ce concept

monétaire, non seulement s'est révélé indispensable dans les circonstances monétaires particulièrement troublées de l'époque, mais a été aussi et peut-être surtout l'anticipation de la future monnaie unique européenne.

L'EXORBITANT PRIVILÈGE DU DOLLAR. Reprenons les principaux épisodes du mûrissement progressif de l'idée du SME dans l'esprit de Valéry Giscard d'Estaing. Le 20 juin 1969, Giscard est nommé, pour la seconde fois, ministre de l'Économie et des Finances, après avoir exercé cette responsabilité de 1962 à 1965. Dès le 17 juillet 1969, il approuve le plan Barre. Ce plan envisageait le développement progressif de relations monétaires plus étroites entre les États membres de la Communauté économique européenne (CEE), au-delà des disciplines du système monétaire international de Bretton Woods.

En sus des relations établies entre les monnaies européennes et le dollar américain, le plan Barre proposait qu'aucun changement national de parité ne devait être mis en œuvre sans accord préalable des autres partenaires européens. Le futur président va soutenir l'idée de l'Union économique et monétaire lorsque le sommet de La Haye confie à Pierre Werner, Premier ministre du Luxembourg, un rapport sur cette Union future. Le 3 octobre 1970, la Commission européenne approuve le rapport Werner « concernant la réali-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Du 15 au 17 novembre 1975, Valéry Giscard d'Estaing réunit, à Rambouillet, le premier G6.

sation par étapes de l'Union économique et monétaire de la communauté ». Le ministre Giscard d'Estaing engage avec ses collègues une réflexion sur l'Union monétaire européenne avant même le coup de théâtre monétaire organisé par le président Richard Nixon, le 15 août 1971. La suspension de la convertibilité en or du dollar américain va donner naissance rapidement au flottement généralisé des monnaies. Les disciplines voulues par la communauté internationale, en 1945, avec la création du Fonds monétaire international volent en éclats. Il est important de souligner que, longtemps avant ces événements, le ministre des Finances Giscard d'Estaing avait inventé, dès 1965, une expression qui allait avoir un énorme impact mondial : l'« exorbitant privilège » du dollar. L'expression a souvent été attribuée au général de Gaulle qui avait, en effet, dénoncé fermement les privilèges de la monnaie américaine à l'occasion de sa fameuse conférence de presse du 4 février 1965. Mais c'est bien Valéry Giscard d'Es-

taing qui l'a prononcée en 1965, comme l'a démontré l'économiste américain Barry Eichengreen. Il allait appartenir à celui qui avait dénoncé cet « exorbitant privilège » d'anticiper la création de la deuxième monnaie internationale, l'euro.

À partir d'avril 1972, les choses se précipitent. Le ministre Giscard d'Estaing et la Banque de France mettent en place avec leurs collègues respectifs le « serpent monétaire européen » – le fameux « serpent dans le tunnel » de Bretton Woods dont les messages de fluctuation avaient été élargis par les accords du Smithsonian Institute. L'idée est de préserver une plus grande stabilité monétaire en Europe en dépit de la crise du dollar. La chute du dollar américain continuant de 1972 à 1978, plusieurs monnaies européennes sont contraintes de sortir vite du serpent, en particulier la livre sterling et la lire italienne. Le franc sortira lui-même deux fois : en 1974 puis, après son retour dans le serpent, définitivement en mars 1976.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Élu président de la République le 19 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing retrouve Helmut Schmidt nommé chancelier fédéral d'Allemagne le 16 mai 1974. Les deux hommes avaient développé une solide relation professionnelle de ministres des Finances tant dans les réunions européennes que dans les réunions mondiales à « 5 » (dollar, yen, deutsche-mark, franc et livre). Cette relation forte allait se transformer en une remarquable relation de confiance et en une amitié profonde entre les deux chefs d'État et de gouvernement. Si les initiatives de Giscard d'Estaing ont pu se concrétiser, c'est qu'elles étaient le plus souvent discutées bilatéralement, approuvées et appuyées avec énergie par le chancelier.

LA NAISSANCE DU SME. Valéry Giscard d'Estaing, président, était convaincu que le serpent monétaire n'était pas un cadre monétaire viable et qu'il fallait le réformer : le 2 avril 1978, lors du Conseil européen de Copenhague, Giscard présente l'idée d'un nouveau système de change qui se substituerait au serpent. La mise au point technique du nouveau système se révélera laborieuse.

Après de nombreuses discussions, le document qui servira de base au Conseil européen de Brème est essentiellement d'inspiration franco-allemande. Une dernière réunion est tenue, à la fin du mois de juin 1978, entre Giscard d'Estaing, Schmidt et leurs sherpas (Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, et Horst Schumann, ministre et chef du service économique de la chancellerie). Le document qui en résulte utilise pour la première fois l'expression « système monétaire européen » (SME) et crée l'European Currency Unit (écu), nouvelle unité de compte.

La philosophie du projet de système monétaire européen présenté à Brème était conforme à ce que le président Giscard d'Estaing pouvait souhaiter : réduire le plus possible les asymétries monétaires incluses dans l'ancien serpent, mettre clairement l'écu au centre du système, créer un fonds européen de réserve auquel les banques centrales apporteraient 20 % de leurs réserves de change.

Le président a dû faire certaines concessions par rapport

“Le SME traversera des périodes difficiles **au cours de ses vingt années de vie opérationnelle.**”

à ses vues initiales : Helmut Schmidt avait lui-même à tenir compte des objections de la banque centrale allemande. Au total, le système monétaire européen finalement décidé lors du Conseil européen de Bruxelles des 5-6 décembre 1978 est un progrès décisif par rapport à l'arrangement du serpent monétaire.

Le SME traversera des périodes difficiles au cours de ses vingt années de vie opérationnelle qui s'étendent du 13 mars 1979 au 1^{er} janvier 1999. Les réalignements monétaires ont été nombreux, en particulier les réalignements du franc français liés au changement important de l'orientation de la politique macro-économique décidé en France, en 1981, avec le départ de Valéry Giscard d'Estaing du pouvoir.

Le système affrontera des circonstances financières internationales très difficiles, en particulier la crise internationale de la dette qui naîtra en Amérique latine en 1982, puis en Afrique, au Proche-Orient, en Europe de l'Est et e Union soviétique, juste avant sa dissolution. Les circonstances économiques, financières et monétaires proprement européennes n'ont pas été moins difficiles pour le SME du fait, non seulement des changements de stratégie économique dans cer-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Archives nationales-Service photographique de la présidence de la République



Aldo Moro, Harold Wilson, Gerald Ford, Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt et Takeo Miki lors du G6, novembre 1975.

tains pays membres, mais aussi et surtout du choc monétaire et budgétaire provoqué par la réunification allemande.

Au total, la résilience du SME aura été remarquable. La formidable anticipation par Valéry Giscard d'Estaing, avec le soutien d'Helmut Schmidt, de la monnaie unique européenne, de cette monnaie qui mettra un terme au fameux « exorbitant privilège », sera symboliquement illustrée par la valeur initiale de l'euro définie « au taux d'un euro pour un écu » (règlement du 17 juin 1997).

À ce propos, on ne peut dissimuler l'amertume de Valéry Giscard d'Estaing devant la décision de son successeur de changer le nom de la monnaie unique sous la pression du chancelier Helmut Kohl. Il était très fier d'avoir obtenu, lors de sa propre négociation avec les autres chefs d'État et de gouvernement, le nom d'une ancienne monnaie française. Il

n'était pas entièrement convaincu par l'argument de la prononciation malencontreuse de l'écu en allemand...

Le 2 avril 2009, à mon invitation en tant que président de la Banque centrale européenne, les deux pères fondateurs du SME, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, ont eu un dialogue extrêmement émouvant. Nous étions dans l'Opéra de Francfort devant toute l'équipe de la BCE, six mois après la banqueroute de Lehman Brothers. Les deux hommes ont rappelé les temps forts de leurs initiatives européennes fondées sur une profonde confiance mutuelle. Au-delà de cette confiance, ce qui ressortait était l'amitié profonde qui les unissait.

Avec le rappel de leur relation difficile d'Européens avec les États-Unis, l'évocation des difficultés de fonctionnement du serpent monétaire européen, les grands moments de leur accord sur la nécessité de créer un nouveau cadre monétaire, le SME, leur confiance en l'Europe économique et monétaire et leur fierté devant l'existence de l'euro, l'Histoire s'incarnait. Particulièrement fascinante était la liberté de leur dialogue. Ils passaient du monde à l'Europe et, en Europe, de la monnaie aux institutions politiques. Leur création commune du Conseil européen, leur volonté commune de faire remonter au niveau des chefs d'État et de gouvernement les grandes orientations de l'Europe étaient narrées, non pas par des historiens, mais par ceux-là mêmes qui avaient fait cette histoire.

Émouvant aussi a été le rappel par Helmut Schmidt à Valéry Giscard d'Estaing que c'était ce dernier qui avait voulu l'élection des parlementaires européens au suffrage universel direct. Par coquetterie, Giscard d'Estaing avait alors fait mine de ne pas s'en souvenir ! « Vraiment, tu crois que c'était moi ? » Pourtant, il l'avait fait très vite ! C'est au sommet de Paris, qu'il préside les 9 et 10 décembre 1974, que la décision est prise, sur son initiative, six mois seulement après son élection à la présidence de la République. Pour Giscard visionnaire, l'Union économique et monétaire devait absolument aller de pair avec une plus grande légitimité démocratique. ●



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

La Convention sur l'avenir de l'Europe

PAR ÉTIENNE DE PONCINS
diplomate

Des états généraux sans révolution !

IL Y A EXACTEMENT vingt ans, le 28 février 2002, le président Valéry Giscard d'Estaing ouvrait à Bruxelles la Convention sur l'avenir de l'Europe¹. Elle réunissait 105 « conventionnels » issus de toutes les composantes de l'Union européenne : gouvernements, parlements nationaux, Commission et Parlement européens. Pour Valéry Giscard d'Estaing, cette présidence, ardemment souhaitée, constituait probablement l'un des moments les plus stimulants et les plus heureux de sa carrière avec ses débuts au ministère des Finances. Il y retrouvait l'atmosphère des sommets, la soif de faire et la légitimation de son engagement européen de toujours.

La Convention a été une mécanique institutionnelle de réflexion extrêmement complexe, totalement inédite et jamais égalée depuis. Institution multilingue, multipliant les groupes et sous-groupes de travail officiels comme officieux, les réunions, les rapports, elle portait en elle des facteurs d'échec. Les risques de rupture étaient permanents tant étaient grandes les divergences entre institutions, entre anciens et nouveaux membres, entre grands et petits pays, entre fédéralistes et eurosceptiques. Avoir réussi à conduire cet immense paquebot à bon port en moins de deux ans, sans heurt majeur, sans crise ouverte, tout en favorisant l'émergence d'un projet ambitieux et cohérent de constitution européenne,

reste une véritable prouesse. On la doit d'abord à l'esprit, l'habileté et l'autorité de son président.

Quelle a été la contribution de Valéry Giscard d'Estaing et en quoi a-t-elle été décisive ? Fort de son expérience et de sa légitimité européennes, Valéry Giscard d'Estaing a su faire avancer certaines conceptions qui lui étaient chères et laisser son empreinte dans le texte final.

UNE MÉTHODE, UNE AMBITION ET UNE VISION. Dès les premiers jours, VGE impose la méthode de travail de la Convention. Plusieurs principes gouvernent les travaux : le travail par groupes (subsidiarité, répartition des compétences, action extérieure, défense, etc.), le rôle moteur réservé au *praesidium* (réunissant les représentants des différentes composantes), le principe de l'adoption des textes par consensus (différent de l'unanimité, impossible à obtenir) constaté en dernier ressort par le président lui-même et, enfin, le traitement des questions institutionnelles hors des groupes de travail.

Le président de la Convention souhaite donner au projet une dimension « constitutionnelle ». Prenant modèle sur la Constitution américaine de 1787, il estime que le temps est venu pour l'Union européenne (UE) de bénéficier d'un texte définitif articulant ses institutions autour du triptyque



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

© Service photographique du Parlement européen-Union européenne



Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, Valéry Giscard d'Estaing s'investit pleinement dans les questions constitutionnelles.

Conseil, Parlement et Commission. L'ensemble doit être précédé d'une déclaration des droits. L'idée sous-jacente est d'achever la maison européenne et ainsi de cesser de parler de « construction européenne », faisant constamment référé-

rence à un chantier. Cette ambition du texte a été mal comprise par les opinions publiques.

Enfin, le président Giscard d'Estaing est attaché à l'idée de transmettre une certaine vision de l'Europe ancrée dans



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Achever la maison européenne et cesser de parler de ‘construction européenne’.”

son histoire, réaliste et ordonnée. Il défend alors la reconnaissance des racines culturelles, c'est-à-dire gréco-latines, et religieuses, c'est-à-dire judéo-chrétiennes, de l'Europe. Devant l'opposition résolue du président de la République française, Jacques Chirac, à la mention des racines chrétiennes, VGE imagine alors donner de la profondeur historique à la constitution en mettant en exergue une phrase de Thucydide faisant référence à la démocratie grecque. Peine perdue également.

Le président de la Convention promet également le principe de subsidiarité qui renvoie à l'échelon des États membres l'essentiel de la législation. Il défend une Europe moins intrusive qu'elle ne l'était déjà et qu'elle l'est devenue encore plus depuis. Au-delà de quelques principes généraux, l'Europe n'avait pas à interférer en matière de santé, d'éducation, d'organisation des pouvoirs publics ou de règles morales.

Esprit rationnel et scientifique, l'ancien polytechnicien souhaite clarifier une fois pour toutes le rôle de chacun au sein de l'UE : à l'UE revient, sur un mode fédéral essentiellement, la politique commerciale, les autres politiques, notamment la politique étrangère pour laquelle VGE exclut

tout abandon de souveraineté, étant partagées. Suivent, enfin, les politiques comme la santé pour lesquelles l'UE ne vient qu'en soutien.

Logiquement, Valéry Giscard d'Estaing s'investit fortement dans les questions institutionnelles, raison d'être de la Convention européenne. Avec l'aide d'un petit groupe de collaborateurs, il rédige lui-même les articles correspondants. Si les textes institutionnels seront par la suite modifiés, ils le seront à la marge et des dispositions entières se retrouvent telles quelles dans l'actuel traité de Lisbonne. C'est notamment le cas du célèbre article 50 qui a rendu possible la sortie du Royaume-Uni.

Valéry Giscard d'Estaing entend aussi (re)donner leur juste poids aux États les plus peuplés au sein des 27. La France, l'Allemagne, Italie, la Pologne et l'Espagne représentent 70 % de la population, mais seulement 18 % du collège des commissaires. Les pays les moins peuplés, aujourd'hui comme hier, sont surreprésentés au Parlement européen comme dans les règles de vote. VGE s'efforce ainsi de redonner un esprit européen et démocratique aux institutions en pesant chacun à l'aune de son poids démographique. Il se heurte à l'opposition vigoureuse de la « machine bruxelloise » (alliant Commission, vieux routiers du Parlement et technocrates), peu soucieuse de voir l'église du poids démographique remise au milieu du village institutionnel européen. Les résultats obtenus seront, malheureusement, détricotés, notamment la composition resserrée de la Commission européenne, également souhaitée par Jacques Delors.

Enfin, le président Giscard d'Estaing pose le premier avec force le refus de l'adhésion de la Turquie. Il ouvre à la stupeur de beaucoup un débat qui se révélera juste : vingt ans plus tard, plus personne ne pense sérieusement que la Turquie rejoindra l'Union européenne. •

1. L'auteur a rejoint, en 2002, le secrétariat de la Convention européenne et a travaillé sur les questions institutionnelles, notamment. (NDLR)



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

L'héritier des pères fondateurs

PAR FABIENNE KELLER

députée européenne, ancien maire de Strasbourg

Des symboles et des actes !

« **L'**EUROPE ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. » Cette célèbre phrase, prononcée par Robert Schuman dans sa déclaration du 9 mai 1950, résume assez bien l'action européenne de Valéry Giscard d'Estaing. Connu comme un Européen de conviction, VGE a aussi et surtout été un Européen d'action. Son attachement à l'esprit européen prend racine très tôt.

Né en Allemagne en 1926, ses premiers mots seront allemands. Une proximité avec nos voisins qu'il aura à cœur de nourrir et de développer tout au long de son engagement et, en particulier, dans la relation étroite qu'il entretiendra avec son homologue, le chancelier Helmut Schmidt. Cette relation particulière avec l'Allemagne sera le socle de son action européenne.

Plus tard, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Valéry Giscard d'Estaing suivra avec enthousiasme les débats sur la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), puis ceux du traité de Rome. Le 4 juillet 1957, alors jeune député, il prononce à l'Assemblée nationale un discours révélateur de ce que sera son engagement : « Je souhaite que nous poursuivions deux objectifs : la construction d'une entité économique, et plus tard politique, à la dimension d'un continent, et le maintien de l'affirmation de la

vocation de notre pays à penser, à éclairer et peut-être à diriger cette construction continentale. »

UNE VISION EUROPÉENNE DE LONG TERME. Valéry Giscard d'Estaing appartenait à la génération qui a succédé à celle des pères fondateurs. Cette génération avait compris qu'après les symboles, l'étape suivante de la construction européenne devait être celle des actions. Cette « solidarité de fait », dont parle Schuman. Il a rendu l'Europe visible aux yeux des citoyens européens et montré le visage d'une Europe capable de faire. Une Europe qui sait dépasser les mots et les symboles – certes indispensables – pour proposer des actions concrètes. C'est sans doute ce qui fait la différence entre Valéry Giscard d'Estaing et les autres chefs d'État européens, et ce qui distingue aussi son héritage européen.

Sans rentrer dans une énumération exhaustive de ses réalisations européennes, il apparaît que la plupart de celles-ci sont aujourd'hui des principes de base du fonctionnement de l'Union européenne, qui font l'unanimité. Pensons notamment à la création du Conseil européen, l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, la création du système monétaire européen qui débouchera sur l'euro ou le renforcement de l'axe franco-allemand comme moteur de la construction européenne.

Lors de l'hommage qui lui a été rendu au Parlement européen le 2 décembre 2021, son président, David Sassoli¹, disait



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

que « pour lui l'Europe n'était pas un calcul stratégique ou un choix anodin. Pour lui, en effet, l'Europe était une manifestation du sens de l'Histoire ». Profondément convaincu de l'importance de la construction européenne, c'était pour lui bien plus qu'un sujet politique parmi d'autres. Il n'envisageait la France et le destin des Français que dans le cadre du projet européen. Il a pour cela développé une véritable vision européenne de long terme. Cette vision qui l'a conduit à être nommé président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, en 2001.

LE FIL ROUGE DE SON ENGAGEMENT. Cette Convention sur l'avenir de l'Europe est probablement l'outil le plus représentatif de ce qu'aura incarné Giscard pour l'Europe. Elle a été initiée dans l'objectif de parvenir à l'élaboration d'un texte unique, une constitution commune, pour remplacer les traités européens existants. Même si cette constitution ne verra jamais le jour, l'essentiel des réformes proposées seront mises en œuvre dès 2009, par le traité de Lisbonne, un traité européen classique. De ce travail colossal présidé par VGE, on doit notamment la nomination d'un haut-représentant pour les Affaires étrangères, une composition plus équitable du Parlement européen et des droits de vote prenant mieux en compte l'équilibre des populations.

Récemment, un sondage Viavoice² a rapporté que 63 % des Français souhaitent que leur pays reste au sein de l'Union européenne. Le projet européen est, aujourd'hui, une évidence pour une majorité de citoyens européens. Ce fort attachement n'est pas étranger à l'engagement de Valéry Giscard d'Estaing et de toutes celles et ceux qui l'ont poursuivi, contribuant à rendre l'Europe vivante et tangible.

Au-delà de son attachement sincère et fidèle à l'Europe, l'ancien président a surtout montré l'importance de maintenir l'Europe en mouvement et de continuer à faire vivre le débat. La Conférence sur l'avenir de l'Europe est un formidable exercice de participation citoyenne et de réflexion sur l'avenir des politiques européennes, qui s'inscrit pleinement

“Européen de conviction, VGE a aussi et **surtout** été un Européen d'action.”

dans la vision qu'avait Valéry Giscard d'Estaing.

La construction européenne aura été le fil rouge de son engagement. Dernier plaidoyer en date : au printemps 2020, peu de temps avant sa disparition et alors que l'Europe est confrontée à une forte pandémie, il lançait un appel avec plusieurs personnalités européennes pour une Europe de la santé. Deux ans après, on constate la clairvoyance de cet appel. Face à une crise sanitaire soudaine et inédite, améliorer l'action européenne en matière de santé – qui n'est pas une compétence européenne – s'est imposé comme une nécessité. L'échelle européenne est apparue comme la plus pertinente pour une action efficace. Une fois encore, Valéry Giscard d'Estaing a vu juste.

Cet héritage européen qu'il nous a légué est riche d'enseignements. À l'heure où l'Europe est confrontée à de nombreuses crises et doutes sur ses fondements, il est de notre responsabilité de tirer les enseignements de cet héritage pour le faire fructifier. ●

1. David Sassoli est décédé en janvier 2022. (NDLR)

2. Baromètre réalisé par Viavoice auprès d'un échantillon de 2 000 personnes, entre le 10 et le 17 novembre 2021.

<https://www.institut-viavoice.com/barometre-europeen/>



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Un président à l'Académie française

PAR JÉRÔME BESNARD

essayiste, chargé d'enseignement à l'université Paris Cité

Les liens intimes entre pouvoir et littérature.

L FAISAIT froid, ce jeudi 16 décembre 2004, quai Conti. Quelques étudiants facétieux, accompagnés d'une fanfare des Beaux-Arts, saluaient à leur façon, en chantant, l'entrée du président Valéry Giscard d'Estaing sous la Coupole. Certains d'entre eux entreprirent de dérouler une banderole signée d'un mystérieux « comité Bokassa » où était inscrit le slogan « Les diamants sont éternels », déclenchant le sourire d'un Jean Dutourd ou d'un Angelo Rinaldi qui ne faisaient pas mystère de leurs réticences à voir l'ancien chef de l'État rejoindre l'honorable compagnie dont il avait été autrefois le protecteur. Son plus virulent adversaire restait Maurice Druon qui s'en était épanché dans les colonnes du *Figaro littéraire*. Pierre Messmer n'était pas en reste. Ultimes signaux de la défiance gaulliste à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing. D'autres académiciens, comme son ami Jean d'Ormesson ou comme Michel Déon, se félicitaient, au contraire, de l'arrivée parmi l'honorable assemblée d'un des hommes politiques ayant le plus marqué la seconde moitié du ^{xx}e siècle en France et en Europe. Cette élection ne fut ni la première ni la dernière à déclencher quelques remous politiques. Songeons ainsi à celles de Félicien Marceau, en 1980, ou d'Alain Finkielkraut, en 2014. Que serait, au fond, une institution française sans de mauvais procès ?

La relation de Valéry Giscard d'Estaing avec le monde des lettres est ancienne puisque ce dernier apparaît, dès 1951,

comme le modèle de l'un des personnages secondaires du roman *Les Enfants tristes* de l'écrivain Roger Nimier (1925-1962). N'oublions pas non plus les liens étroits existant entre sa famille et l'Académie des sciences morales et politiques où siégèrent successivement son arrière-grand-père, Agénor Bardoux, son grand-père, Jacques Bardoux, et son père, Edmond Giscard d'Estaing.

LE FAUTEUIL DE SENGHOR. Malgré la cabale de certains, Valéry Giscard d'Estaing est élu dès le premier tour, avec 19 voix sur 34, pour succéder à Léopold Sédar Senghor au 16^e fauteuil de l'Académie française, précédemment occupé par le duc de Lévis-Mirepoix et Charles Maurras. C'est donc de l'ancien président du Sénégal qu'il allait devoir faire l'éloge en guise de discours de réception sous la Coupole. Protecteur de l'honorable compagnie entre 1974 et 1981 comme le prévoyait son statut de président de la République, il avait assisté à deux réceptions : celle de Marguerite Yourcenar, première femme reçue à l'Académie, et celle d'Alain Peyrefitte, alors son garde des Sceaux.

C'est à Jean-Marie Rouart que revint la responsabilité de prononcer la réponse au discours de réception de Valéry Giscard d'Estaing. Il insista sur les rapports étroits entre politique et littérature en France : « On pourrait croire que le pouvoir et la littérature sont des lignes parallèles qui ne se rencontrent jamais. Mais justement, parce que nous sommes



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

en France, elles se croisent toujours. Sans peut-être le savoir, vous veniez vers nous comme nous venions vers vous. La France est en effet le pays le plus littéraire qui soit au monde. À côté du pays réel, du pays légal, elle a constitué une patrie imaginaire, riche de toutes les alluvions du rêve et de l'art, où pouvoir et littérature sont inextricablement liés, tissés, pourrait-on dire, dans la même étoffe. » Tout en en ne faisant pas mystère des débats parfois houleux qui avaient précédé cette élection, Jean-Marie Rouart insista sur l'esprit de concorde qui habitait l'ancien président de la République : « Modéré politique vous êtes, mais aussi modéré philosophique : vos deux admirations, Confucius et Poincaré, font de vous un homme du juste milieu. » Il se permit également une analyse de la méthode giscardienne en politique : « Aussi le giscardisme, pour en venir à lui, tel qu'il s'exprime dans un de vos maîtres livres, *Démocratie française*, est-il une exhortation à l'apaisement politique par l'intelligence, un appel à substituer le dialogue au conflit, la négociation à la lutte. Cette inspiration qui vise à conjurer la fatalité de la bipolarisation est à l'opposé de la conception gaullienne du "moi ou le chaos". D'où votre approche différente des notions d'alternance et de cohabitation ; d'où également des rapports nouveaux avec l'opposition. C'est une vision belle, généreuse et utopique qui porte peut-être en germe, selon certains, votre échec de 1981. Car en pacifiant le paysage par le dialogue, vous faites entrer la politique dans un état d'apesanteur irénique qui ne permet pas le sursaut, le coup de boutoir qui entraîne la victoire. En prônant l'œcuménisme en politique, vous vous condamnez à ne plus pouvoir rendre les coups que vous recevez. »

Perfectionniste, Valéry Giscard d'Estaing s'est rendu spécialement au Sénégal pour préparer son discours d'entrée à l'Académie française. Au-delà de l'invention du concept de négritude, il souligne l'adéquation des poèmes de Senghor aux spécificités et aux charmes du continent africain : « Par son recours voulu à l'oralité, à la référence à la musique et au rythme, la poésie senghorienne ramène le lecteur à l'Afrique, dont elle s'efforce de faire un objet poétique : splendeur des paysages, variété des espèces animales, omniprésence des

“La relation de Valéry Giscard d'Estaing **avec le monde des lettres est ancienne.**”

fleurs et des couleurs. L'Afrique de Senghor ressemble aux “verts paradis” de Baudelaire. C'est un espace infini, offert à la satisfaction des sens, un somptueux décor, chatoyant, bigarré, parfumé, qui restitue à l'Afrique sa nature de continent maternel. »

Le 4 décembre 2014, Valéry Giscard d'Estaing est chargé de prononcer le traditionnel discours sur la vertu sur un thème tout désigné pour lui : le pouvoir et la vertu. À l'époque contemporaine, excepté durant la période 1958-1980, le président relève que, ne sachant arbitrer, le pouvoir politique « a rendu la France malade de sa faiblesse ». Citant Confucius et Machiavel, il salue aussi le travail paradoxal des rois de France, tantôt efficaces et tantôt vertueux, la vertu suprême en politique demeurant pour lui la compétence. Enfin, le 26 janvier 2017, Valéry Giscard d'Estaing en guise d'ultime travail académique accueillit, quai Conti, le président de la République fédérale d'Allemagne, Joachim Gauck, avec des vers de l'étoile filante du romantisme allemand que fut Novalis (1772-1801).

L'élection du successeur de Valéry Giscard d'Estaing n'a pas encore eut lieu à l'heure où nous écrivons ces lignes. Mais nous savons déjà que le dernier acte relatif à son séjour parmi les Immortels sera l'éloge que prononcera son successeur. •



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

Que reste-t-il du giscardisme ?

PAR JEAN-NOËL BARROT

député des Yvelines, secrétaire général du Mouvement démocrate (MoDem)

Du « libéralisme avancé » au « en même temps ».

IL Y A un peu plus d'un an, la France se réveillait saisie par l'émotion à l'annonce du décès de Valéry Giscard d'Estaing. Les générations anciennes se remémoiraient le formidable vent rénovateur qui s'était levé avec son élection. Les générations nouvelles découvraient ou redécouvraient que les conquêtes du septennat 1974-1981 avaient largement contribué à façonner le monde dans lequel elles évoluent. Il est utile de revenir aux grandes réformes du septennat 1974-1981 pour saisir l'extraordinaire modernité de l'intuition giscardienne.

L'INTUITION GISCARDIENNE. À commencer par la volonté de donner un tour plus démocratique au mécano institutionnel de la V^e République avec l'abaissement de la majorité civile et électorale dès le 5 juillet 1974. Elle fait alors entrer 2,4 millions de Français dans la pleine citoyenneté. Dans la foulée, la révision constitutionnelle, entreprise dès l'été 1974, renforce le pouvoir de contrôle du Parlement qui peut désormais saisir le Conseil constitutionnel, et interroger, chaque semaine, le gouvernement lors des questions au gouvernement, sans doute le versant de la vie parlementaire que les Français connaissent le mieux. Cette conscience aiguë de la fragilité des institutions françaises, de la nécessité de renforcer le Parlement pour garantir la vitalité démocratique, re-

joint exactement les préoccupations actuelles. En témoigne l'élan citoyen du grand débat national, réponse novatrice et pertinente à la crise des gilets jaunes.

Vient, ensuite, la défense de la cause des femmes qui s'illustre d'abord par la nomination de Simone Veil au gouvernement, deuxième femme de l'histoire à se voir confier un ministère de plein exercice après Germaine Poinso-Chapuis, figure du Mouvement républicain populaire (MRP), élevée par Robert Schuman au rang de ministre de la Santé publique et de la Population, en 1947. De même, Françoise Giroud devient la première secrétaire d'État à la Condition féminine. C'est à Simone Veil qu'incombera la tâche de défendre le projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse, présenté en Conseil des ministres six mois après l'élection présidentielle, le 11 novembre 1974. Cette réforme, sans doute l'une des plus importantes de la seconde partie du XX^e siècle, en dit long sur l'attention giscardienne à la cause des femmes. Ce sujet demeure d'une actualité brûlante, l'égalité entre les femmes et les hommes ayant été érigée par le président de la République, Emmanuel Macron, comme grande cause nationale du quinquennat 2017-2022.

La troisième dimension de l'intuition giscardienne s'illustre dans les pas de géant que Valéry Giscard d'Estaing a fait franchir à la construction européenne. Dès la première



VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE GRAND MODERNISATEUR

“Le désir, très fort,
de **réaliser**
l'unité du pays.”

© European Union 1984-EP



Grâce à Valéry Giscard d'Estaing, le Parlement européen est élu au suffrage universel direct. Simone Veil sera la première présidente.

année de son mandat, il porte le Conseil européen sur les fonts baptismaux et décide que le Parlement européen sera désormais élu au suffrage universel direct. Quand survient la crise, il impulse la création du SME (système monétaire européen), puis de l'écu (European Currency Unit), convaincu que l'Europe offre à la France et aux Français une protection décisive contre les désordres du monde. Tout au long des années, il noue avec Helmut Schmidt une amitié singulière qui inspirera et assurera la stabilité des relations franco-allemandes des décennies à venir. La crise que traversent la France et le monde depuis plus de deux ans rappelle, chaque jour, que, sans les conquêtes giscardiennes qui ont préfiguré les suivantes et notamment les plus récentes, la pandémie aurait précipité la France et ses partenaires européens au fond du gouffre.

La dimension environnementale de l'intuition giscardienne est, sans doute, la plus méconnue. Elle se traduit par la création d'un ministère de l'Environnement et du Cadre de vie aux compétences étendues, d'agences comme le

Conservatoire du littoral ou l'Agence des espaces verts, et par le vote de douze lois traitant, pour la première fois, des économies d'énergie, de la protection du littoral, de la question des déchets ou des réserves naturelles. Il y avait là les premières pierres d'une politique qui a longtemps semblé secondaire et devenue, aujourd'hui, absolument prioritaire.

Reste une dimension majeure de la vision giscardienne : l'idée de la possibilité pour la France d'être gouvernée au centre. En auscultant le pays, en touchant « deux Français sur trois », selon le titre de son essai de 1984, Valéry Giscard d'Estaing s'efforce de prendre en considération une large majorité des Français. Il y a là le désir, très fort, de réaliser l'unité du pays. Il s'agit de gouverner au-delà des clivages, dans un rassemblement de toutes les bonnes volontés. Une intuition que l'on retrouve chez Emmanuel Macron dont la campagne, en 2017, s'est largement fondée sur son affirmation d'être « ni de droite ni de gauche ». Cette intuition giscardienne du dépassement conduit Valéry Giscard d'Estaing à fonder, le 1^{er} février 1978, l'Union pour la démocratie française (UDF), qui regroupe les différentes composantes de la majorité et installe durablement une troisième force dans le paysage politique français, capable de porter un candidat à l'élection présidentielle comme cela a été le cas de François Bayrou en 2002, 2007 et 2012. Au terme du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, c'est cette même intuition qui pousse les démocrates à vouloir reconstituer un grand mouvement démocrate dans la fidélité à l'héritage giscardien et avec l'intention inaltérée de le faire vivre. ●

Le dictionnaire du sens interdit

RETOURNEMENT. Clermont-Ferrand, 13 août 1940. Prise d'armes à la caserne de gendarmerie. Sonnerie au drapeau. Puis sonnerie *Aux champs* lorsque paraît le général de Lattre de Tassigny, commandant militaire du Puy-de-Dôme. Pour le général de Lattre, la suite sera chargée de gloire et d'honneur. Mais pour les gendarmes rassemblés ce jour-là au son des trompettes qu'en aura-t-il été ? La réponse se trouve dans la collection des « rapports confidentiels de la gendarmerie 1940-1945 », terrible anthologie publiée, en 2008, par Jean-Marie Pontaut et Éric Pelletier¹. La convention d'armistice du 22 juin 1940 prescrivait en son article 19 que « le gouvernement français serait tenu de livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich... » Les juifs ne sont pas explicitement mentionnés. Mais ceux d'entre eux qui ont quitté l'Allemagne pour échapper aux persécutions antisémites sont eux aussi des *ressortissants allemands*. La convention leur est donc applicable. C'est aux policiers et aux gendarmes que revient la charge d'arrêter, de regrouper et de convoier les juifs étrangers réclamés par les Allemands. La mission est considérée comme odieuse par ses exécutants. Le malaise se lit dans les rapports. Les dates des arrestations programmées s'ébruitent. Été 1942. « Malgré les précautions prises pour assurer le secret, la plupart des israélites de Lyon et des villes environnantes savaient qu'ils allaient être rassemblés... (ils) se sont enfuis. » Les Allemands ne sont pas dupes. Drancy. Excédés par les « manquements constatés dans le service de garde du camp », ils menacent de faire un exemple : « prélever » dix gendarmes et les envoyer en Allemagne. Épargnons-nous le rôle dérisoire du justicier rétrospectif. C'est la contrainte statutaire et réglementaire qui aura obligé tant d'honnêtes gens à faire ce qu'ils n'auraient pas voulu faire, à poursuivre des suspects qui n'étaient suspects que d'être juifs, des jeunes gens qui n'étaient suspects que de vouloir se soustraire au travail en Allemagne, des résistants qui n'étaient suspects que d'être des patriotes. La contradiction aura été d'autant plus insupportable que l'application à contrecœur des lois de l'État français en 1943 revêtira dans

la seconde moitié de l'année 1944 tous les aspects d'un comportement contraire au sentiment national. Pareil renversement des valeurs n'aura pas manqué d'ébranler jusque dans les profondeurs de leur conscience bon nombre de fonctionnaires engagés au service de la puissance publique. Ces sortes de retournement sont de toutes les époques. La voix du moment présent, en même temps qu'elle proclame sa propre innocence, s'institue en justicière des culpabilités passées, sauf qu'à y regarder d'un peu plus près, le moment présent n'est pas lui-même indemne d'une criminalité rageusement refoulée. Considérée dans la foulée de Mai 1968 comme l'une des modalités de la libération sexuelle dans les milieux culturels prétendument éclairés, la pédophilie était devenue à l'hiver 2020 l'attentat impardonnable par excellence. Ce qui intrigue, c'est le retournement du discours dominant. Odieuse, la pédophilie n'avait jamais cessé de l'être. Il est d'autres retournements qui, bien que donnant lieu à de graves débats, relèvent tout de même du comique historique. Prudemment, nos ancêtres avaient jugé que séparer les toilettes masculines des toilettes féminines était une précaution de nature à protéger les dames contre les agressions de mâles en rut. Il paraîtrait que cette distinction serait offensante, discriminatoire pour tout dire. Plus fort encore. Poème après poème, siècle après siècle, les poètes ont célébré la femme. Voici que l'appellation même de femme devient infamante. On veut y substituer une grotesque périphrase que l'on n'a même pas envie de reproduire. Il y a des décennies, le poète (J.P. Rosnay ?) écrivait : « Au train où vont les choses, les choses vont où les trains ne s'appelleront plus des gares. » À toi lecteur de poursuivre pour ton compte cette traque des retournements. L'opinion, cette rumeur grondante qui s'échappe du grand parlophone public, est une prostituée. Elle se donne à qui la prend.

ANDRÉ LE GALL
écrivain

1. *Chronique d'une France occupée*, Michel Lafon, 2008.

Préparer demain

DIFFICILE de croire qu'en 2022, le 24 février précisément, alors que la journée s'annonçait ensoleillée à Belgrade, cela puisse être possible. Sur le continent européen, des centaines de blindés franchissent des frontières ; l'artillerie d'un membre permanent du Conseil de sécurité décide de pilonner un État souverain ; une aviation bombarde les structures stratégiques, militaires et civiles, d'une nation qui était jusque-là paisible. Menacée à ses frontières depuis des semaines, soumise à toutes sortes de pressions, de désinformations, de manœuvres de déstabilisation informatique, l'Ukraine redoutait, bien sûr, cet instant, mais peinait à imaginer ce que d'autres claironnaient au fur et à mesure des mouvements observés depuis leurs drones. Comment imaginer qu'une guerre frontale pouvait encore être déclenchée au XXI^e siècle ? Pourtant, si, et par un simple message télévisé. Une invasion, vieux style. Le retour de la guerre en Europe. De la barbarie encore.

Un autocrate psychopathe, à l'idéologie passéiste, aux visées révisionnistes, opposé à tout progrès démocratique sur ses terres (et ailleurs), estimait que le cours de l'Histoire devait être réécrit, selon son imaginaire. Il lui fallait restaurer un empire disparu, démantelé trente ans plus tôt par son propre insuccès à rendre ses citoyens heureux. Déjà ampu-

tés d'une partie de leur territoire huit années auparavant, des femmes et des hommes aspiraient à la liberté, au bien-être. À une autre vie. À une autre voie. L'Europe et le monde avaient presque fermé les yeux sur cette évidente entorse au droit international, à la souveraineté d'une nation et au bafouement de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ce n'était pas une nouveauté puisque d'autres pays souverains avaient déjà été bafoués par ce même dictateur, en 2008 notamment.

Mais voilà. Personne ne doit pouvoir lui résister. Le droit international ? La signature de son pays à des dizaines de traités, chartes, documents internationaux, librement consentie qui faisait de ce grand pays un membre de la communauté internationale, malgré de fâcheux précédents ? La parole donnée à ses pairs, traditionnels interlocuteurs qui ont tenté de le raisonner jusqu'aux dernières secondes ? Rien n'y a fait. Une volonté froidement forgée, longtemps préparée, cimentée par une rancœur profonde face à une évolution du monde qui est considérée comme injuste. La restauration d'un ordre ancien. Évidemment impossible. Et pourtant, un homme, seul, décide de dévier le cours du monde. De s'y atteler en recourant à une phraséologie que l'on croyait à jamais enfouie : « dénazifier » un gouvernement démocratiquement élu qui souhaitait choisir librement son avenir.

L'Union européenne se retrouve face à son image que la réalité lui renvoie de

ses naïves et faibles capacités et de ses dépendances. Et de demeurer les spectateurs d'une guerre, meurtrière bien sûr, injuste forcément, coûteuse aussi. Ce choc brutal révèle de nouveau la délicate convergence des positions des membres de l'Union européenne pour offrir un front uni et cohérent, un soutien unanime et des décisions efficaces. Au prime abord, l'essentiel, c'est-à-dire l'unité des 27 États membres, est préservé, tant la folie humaine qui a déclenché cette agression n'est aucunement justifiable. Et tous les démocrates, chrétiens ou non, ne peuvent hésiter une seule seconde à condamner cette bestialisation de notre continent, venue de l'est. Quel gâchis !

L'heure viendra où la France aura à poursuivre ce que son jeune président de la République, sans aucune expérience diplomatique avant son élection et sans grand succès à l'étranger malgré ses nombreuses initiatives au cours de son premier quinquennat, n'avait cessé d'indiquer comme étant la véritable boussole de son action : s'attacher à faire de la France le moteur d'une Union européenne, effective puissance d'équilibre, souveraine et, par conséquent, capable d'empêcher, ici et ailleurs, les folies guerrières et la permanence des obscurantismes. Cinq ans de plus ne lui seront pas de trop.

FRANÇOIS LAFOND

*président de Blue Networks
and Opportunities*

La fin d'un long hiver

Extrait du n° 119-120-121, novembre-décembre 1972

Retrouvez la totalité des archives de la revue sur le site www.institutjeanlecanuet.org

SI LA TRADITION humaniste européenne – qui est le ressort secret et puissant de toute la construction communautaire – signifie quelque chose pour nous aujourd'hui c'est que le développement économique et industriel doit se faire au service du développement des besoins humains et sociaux et non le contraire. [...] Devant les dangers, réels et considérables, que le développement fait peser sur l'avenir de l'humanité, on entend dire très souvent qu'il faut s'arrêter avant qu'il ne soit trop tard, qu'il n'est pas permis de poursuivre le développement à tout prix comme une fin en soi, qu'il faut réorganiser notre société de façon à imposer à elle-même, comme à chacun de nous, ce que l'on appelle en termes très modernes un taux zéro de développement, un équilibre stable et permanent entre tous les facteurs internes et externes et entre toutes les composantes de la société. Cet appel passionné a quelque chose de paradoxal. Chacune des critiques qu'il dirige contre la société fondée sur le développement est en général juste, en ce sens que, si l'on extrapole à partir d'un

FRANCE FORUM

Industrie et Société : défis et réponses

L'EUROPE

A LA RECHERCHE

D'UN NOUVEAU

VISAGE

N° 119-120-121
NOV.-DEC. 1972
9 F

J. FLORY — A. SPINELLI — R. TOULEMON — J.
BOISSONNAT — M.-P. FOGARTY — M. DIDO —
DELACOURT-SMITH — P. HUVELIN — G.
RUFFOLO — J. LAOT — M. ALBERT — P. MOUSSA

niveau de développement donné et si on le pousse jusqu'à son extrême limite, on aboutit à la négation catastrophique du développement lui-même et des raisons qui l'ont motivé. Toutefois, la solution globale qui est proposée aboutit à une impossibilité pour l'homme. Elle n'implique pas, en effet, simplement que l'on ne consomme que dans des limites et selon des modalités permettant d'établir un cycle stable et harmonieux entre consommation et ressources naturelles, entre les diverses parties et structures et les classes de la société, que se rétablissent des traditions anciennes, que de nouvelles s'instaurent et que les unes comme les autres soient respectées nécessairement par tous. Elle implique surtout que soit stoppé tout élan vers la connaissance scientifique, l'innovation pour parfaire ce qui peut paraître inexact ou injuste, l'esprit d'aventure, dans les domaines concret et intellectuel, qui, chaque fois qu'il butte sur une limite s'interroge pour savoir s'il faut la surmonter et comment faire pour y parvenir. La réalisation de cet objectif est possible pour quelques-uns, épicuriens, moines ou hippies, mais non pour l'humanité. Certains peuples ont en gros connu cette situation, soumis qu'ils étaient au pouvoir totalitaire rigoureux d'une élite qui les a obligés à se refermer sur eux-mêmes, à obéir aux lois d'un conservatisme d'airain et à ne pas chercher ailleurs. Mais la solution n'est pas applicable à l'humanité dans son ensemble et en particulier à la civilisation européenne qui est née et qui s'est

développée parce qu'elle a toujours choisi Ulysse et non Hésiode, la science de Galilée et non celle d'Aristote, la société industrielle et non le corporatisme, la liberté et non l'ordre total, l'amélioration et non la résignation. Ce n'est pas la première fois que l'alternative s'est présentée et, chaque fois, le choix a été motivé d'abord par la réalité pratique beaucoup plus que par les doctrines. [...] Notre Communauté ne peut que se fonder sur l'hypothèse d'une société marquée par la croissance et le développement ; en effet, la Communauté est elle-même un plan pour innover et l'innovation n'est possible que dans une société en croissance. Fonder sa propre action sur l'hypothèse de la croissance ne signifie pas pour autant s'en remettre tout à fait à elle comme à une solution facile et optimiste en croyant que toute croissance est bienfaisante par elle-même. C'est même exactement le contraire ; même les croissances les plus bénéfiques tendent automatiquement à devenir à la longue néfastes et destructrices. Toute croissance spontanée et faiblement contrôlée à ses débuts doit produire, à un certain moment, un effet de feed-back visant à la contrôler de manière à favoriser ses résultats positifs et à éliminer ou du moins à réduire à des proportions acceptables ses aspects négatifs. C'est là et non dans l'arrêt du développement que se situe le défi lancé à la Communauté comme du reste à tous les autres pays où l'industrialisation est avancée. Il est vrai que le développement de la société industrielle en arrive peu à

peu à un point tel qu'il menace le milieu dans lequel nous vivons à l'échelle tant planétaire que régionale, ainsi que la société dans son ensemble, de détériorations d'une telle ampleur que les énergies spontanées de la nature et de la société deviennent de plus en plus incapables de reconstituer ce que nous détruisons. Il se pourrait que nous ne disposions plus des quantités d'eau, d'air et de terre dont nous avons besoin pour survivre. Il se pourrait que nous n'ayons plus de villes permettant d'y vivre comme des hommes. La Communauté doit adopter une politique de la société délibérée et efficace qui permette de contrôler et de diriger les influences réciproques qui s'exercent entre les différentes parties de la société et entre la société et la nature, non pas en vue de parvenir à un impossible équilibre statique de la société et du milieu, mais en vue de diriger l'évolution de l'une et de l'autre, de manière à permettre la poursuite de l'aventure humaine. Il ne s'agit pas là d'un défi qui pourra être relevé victorieusement au cours des toutes prochaines années. Au cours de celles-ci, il nous faudra toutefois affronter certains problèmes prioritaires, et c'est en leur donnant une solution convenable que nous pourrions faciliter les développements ultérieurs d'une politique de plus en plus complexe de notre société et que nous serons mieux en mesure de coopérer à une politique de développement de la société mondiale.

ALTIERO SPINELLI

West Side Sorry

UNE femme âgée dans une modeste échoppe de Manhattan : la première fois qu'elle paraît à l'écran, le spectateur se dit que son visage ne lui est pas tout à fait inconnu. Dans la dernière version de *West Side Story* réalisée, en 2021, par Steven Spielberg, ce souvenir vivace est celui de Rita Moreno qui jouait le rôle d'Anita dans le film poly-oscarisé de 1961.

Aujourd'hui, Rita incarne une commerçante du quartier, influente auprès des jeunes. Nous sommes toujours dans les années 1950, mais le scénario, plus précis, dissipe les habituelles ellipses si souvent admises à l'opéra. Il ne s'agit plus pour les gangs de dominer un bloc quelconque de l'Upper West Side, mais de survivre à la démolition programmée des immeubles situés sur une colline de Manhattan, San Juan Hill, où sera construit le Lincoln Center. Démolition, reconstruction. Ce motif irrigue tout le film par des décors impressionnants, d'un grand réalisme, et soutient l'explicite du nouveau scénario. On navigue, pendant deux heures, sur un océan de briques, en murs ou en tas gigantesques.

Côté intrigue, l'un des deux amoureux shakespeariens, Tony, sort désormais de prison où il a passé une année pour avoir commis une agression. Les scènes de rixes entre les deux gangs, les Sharks et les Jets, deviennent beaucoup plus réalistes, plus réelles, plus triviales. La distance que la danse et le chant insèrent inévitablement entre le réel et l'abstraction du scénario d'opéra se raccourcit. L'équipe réunie autour de Spielberg réussit le tour de force de conserver la vigueur des scènes mouvementées sans

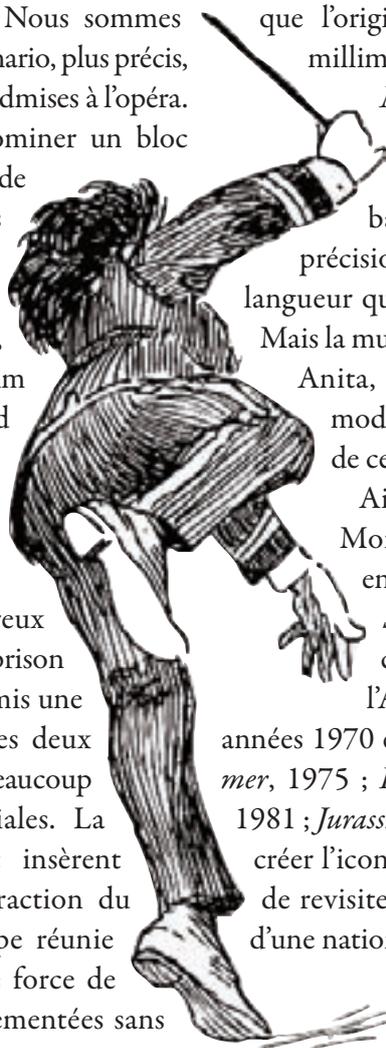
perdre le spectateur. En effet, qu'il s'agisse d'opéra ou de film musical, rien n'est plus artificiel qu'insérer une scène de danse ou une chanson dans une scène dramatique parlée par des acteurs et la bonne volonté que pouvait autrefois concéder le public à l'égard de ces ruptures saugrenues s'estompe aujourd'hui.

Pour autant, Spielberg ne se prive pas de replacer certaines scènes dans la tradition du film musical américain : la scène du commissariat, beaucoup plus drôle que l'originale, fait aussitôt penser aux pitreries millimétrées de Robert Preston dans *The Music Man* (1962).

L'orchestration de Léonard Bernstein a été rendue plus présente, elle aussi. La bande-son, merveilleuse de finesse et de précision, laisse l'auditeur à l'abri des moments de langueur qui pouvaient saisir le spectateur de 1961. Mais la musique de la dernière dispute entre Maria et Anita, sidérante de difficulté technique et de modernité, perd en légèreté et trahit les limites de cette version vitaminée.

Ainsi, sous le regard bienveillant de Rita Moreno, il ne reste de cette magnifique entreprise de modernisation du *West Side Story* de jadis que peu de chose, en fin de compte : Spielberg, avant-garde géniale de l'Amérique inventive et technologique des années 1970 et suivantes (*Duel*, 1971 ; *Les Dents de la mer*, 1975 ; *Rencontre du troisième type*, 1977 ; *E.T.*, 1981 ; *Jurassic Park*, 1993), après avoir tant contribué à créer l'iconographie de son propre pays, se contente de revisiter un classique en comptable nostalgique d'une nation qui n'invente plus.

NICOLAS VIEL
musicologue



Échos d'un monde englouti

SON premier roman, *Le plus grand des taureaux*, fut salué, dès sa parution en 1960, par Joseph Delteil et Pol Vandromme qui voyait alors en lui « un garçon doué et fier qui aurait placé son œuvre sous l'invocation de la lucidité ». Mais

c'est au mitan des années 1980 que Christian Dedet fut révélé au grand public par le biais du succès de *La Mémoire du fleuve*¹, un récit africain couronné par le Prix des libraires. Écrivain voyageur et critique littéraire, celui qui exerça en parallèle la profession de médecin de station thermale à Châtel-Guyon, publie le troisième volume de son journal, qui couvre la période 1967-1970, sous le titre *Nous étions trop heureux*. Voilà donc les dernières années du règne de Charles de Gaulle auscultées par l'un de ses admirateurs qui tire le bilan du restaurateur des institutions françaises au moment où ce dernier tire sa révérence : « Onze ans pour éviter la guerre civile et mettre fin à un système colonial obsolète, pour établir une nouvelle constitution et rendre ce pays enfin gouvernable, pour en assurer l'indépendance monétaire, diplomatique, militaire et le lancer vers un progrès social basé sur une prospérité inédite. »

C'est le petit monde, aujourd'hui presque englouti, des lettres françaises d'alors qui surgit pour notre plus grande joie entre deux voyages méditerranéens gorgés de soleil (Sicile, Catalogne). Quel plaisir de voir ressurgir des figures côtoyées dans nos jeunes années, comme l'inclassable François Sentein, auteur d'un extraordinaire journal, *Minutes d'un libertain*², « attendrissant et génial personnage » comme le dit si bien Christian Dedet. On y retrouve aussi le magistrat Phi-

lippe Sénart qui tenait jadis le feuilleton littéraire et historique de *France Forum*. Quel plaisir de lire aussi de belles pages concernant Montherlant (à propos de son roman anti-colonialiste *La Rose des sables*), Louis-Ferdinand Céline, Marcel Jouhandeau, Alexandre Vialatte et même sur le sul-

foreux Gabriel Matzneff, à l'occasion d'un déjeuner impromptu chez Lipp ! À l'époque, Christian Dedet écrit beaucoup, pour *Esprit*, *La Table ronde*, *Les Nouvelles littéraires*, *Combat* (d'où un portait savoureux de son directeur, Henry Smadja) aussi bien que pour *La Revue des Deux Mondes*... La gauche n'a pas le monopole des idées, ni celui de l'art.

Mais loin de se cantonner à la littérature, Christian Dedet s'enthousiasme également pour les Beatles ou les Rolling Stones. Il trouve aussi le temps de se marier. Il n'est peut-être pas anodin que le volume s'achève sur le succès *des Poneys*

*sauvages*³ de Michel Déon : « Cher Michel, à tel point brûlé de soleil, dix années durant, qu'il aura senti la nécessité, pour un autre long moment de sa vie, des brumes de l'Irlande. » Cette génération courait, en effet, après le bonheur. Sans doute l'a-t-elle rencontré. C'est tout du moins ce que nous laissent entendre ces pages lumineuses, bienveillantes et toujours passionnées.

JÉRÔME BESNARD

Christian Dedet,

Nous étions trop heureux. Journal 1967-1970,
Les éditions de Paris, 2021 – 20 €



1. Phébus, 1984.

2. « Le promeneur », Gallimard, 2000.

3. Gallimard, 1970.

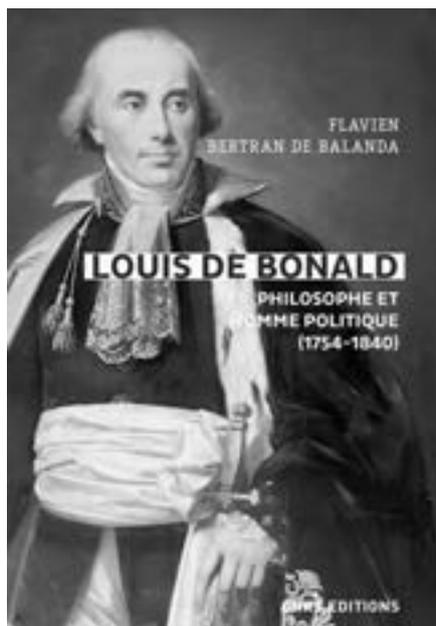
Louis de Bonald, philosophe et homme politique (1754-1840)

de Flavien Bertran de Balanda

Que retient-on d'une œuvre, d'un homme ? Louis de Bonald est, presque toujours, peint en passéiste intransigeant, aveugle aux évolutions de l'époque. À rebours de ces raccourcis, le portrait vivant et minutieux qu'en fait Flavien Bertran de Balanda rend justice à une pensée plus moderne qu'il n'y paraît. Ce livre (prix de thèse de la Maison d'Auguste Comte 2016) a reçu le Prix du jury 2021 de la fondation Napoléon.

Certes, Louis de Bonald est l'inventeur d'une société holiste, où l'individuel est subordonné au collectif, où toutes les fonctions sociales sont réparties selon un ordre fixé *a priori*. Mais l'homme a vécu 86 ans, traversant cinq régimes, six règnes, deux révolutions. C'est à l'épreuve des événements que sa pensée s'est forgée. Flavien Bertran de Balanda s'est lancé un défi passionnant et ardu : retracer la genèse de l'œuvre en suivant l'itinéraire de l'homme. La méthode a consisté à croiser, en permanence, les écrits de Bonald avec des sources en partie inexplorées, ou inconnues, analysées dans les riches archives du château du Monna dont Flavien Bertran de Balanda s'était récemment vu confier la responsabilité.

Comprendre Bonald, c'est d'abord comprendre l'action du maire de Millau, le dernier de l'Ancien Régime, le premier du nouveau, saisir son ancrage dans un territoire, une famille, qu'il n'a eu de cesse de protéger au fil de ses revers de



fortune. Une biographie intellectuelle vise à expliciter la théorie en montrant tout ce qu'elle doit, aussi, aux mouvements de l'Histoire, au caractère de l'individu. Pour Louis de Bonald, *La Théorie du pouvoir* (1796) dresse une analogie profonde entre l'ordre de la société et l'ordre de la famille. Dans l'univers bonaldien, tout trouve une place. Comment, dès lors, lui apparaît la Révolution ? Comme une sorte d'apocalypse dont les sources sont, assez anciennes, d'ordre moral. « S'il y avait eu une bonne éducation publique, la France n'aurait pas eu de Révolution, parce qu'elle n'aurait pas eu de révolutionnaires », écrit Louis de Bonald dans *La Théorie du pouvoir*.

Pour l'exilé, la patrie et la nation ont, douloureusement, cessé de se confondre. Peut-on restaurer ce qui a été rompu ? Tout l'effort théorique de Bonald vise à régénérer la société : en sauvant les âmes, par le secours de la religion, en réédifiant les esprits, par une éducation de la tradi-

tion et de l'exemple. Le terme de régénération est fort, évocateur : il ne s'agit pas du rêve d'un âge d'or perdu. Le vicomte ne croit pas dans la réversibilité du temps. Flavien Bertran de Balanda montre que la réaction bonaldienne n'est pas stérile, mais se présente comme un réflexe de survie.

Le sous-titre du livre, « une tradition dans la modernité, une modernité dans la tradition », n'est pas simple rhétorique : c'est véritablement une réflexion sur les temps à retisser qui anime Louis de Bonald. Précisément, pour conserver une influence dans ces temps nouveaux, il entretient avec soin ses réseaux d'amitié, qui lui assurent une certaine marge de liberté. Les relations complexes avec Bonaparte sont décrites avec minutie, de l'estime à la confiance, pour s'achever dans la rancune. Chargé d'écrire une somme sur le droit maritime en 1804, nommé conseiller de l'Université, Bonald fait, plus tard, les frais de la colère impériale, après avoir publié un réquisitoire féroce contre l'Empire. Lui-même porte sur Bonaparte un jugement mitigé, lui reconnaissant d'avoir « détrôné l'anarchie ».

Les choix successifs de Bonald ont souvent été présentés comme des contradictions, des revirements. Or, Flavien Bertran de Balanda leur restitue leur cohérence. Sur la liberté de la presse, par exemple, les positions du Rouergat ont changé, selon le régime en place. Une constante le taraude : contrôler étroitement les forces qui émanent du corps social. Et la presse en est une. Les relations entre les deux vicomtes, Bonald et Chateaubriand, sont éclairées dans leurs nuances, qui vont du respect amical à

des dissensions plus vives qui se creusent sous la Restauration.

Au temps de la Restauration, Bonald se fait fin politique. Le mot même de restauration est lourd de sens : il désigne ce qui est censé terminer le cycle révolutionnaire. Député de l'Aveyron en 1815, ministre d'État en 1822, pair en 1823. L'abolition du divorce, en 1816, et la loi sur le sacrilège, en 1825, demeurent attachées à son nom, symboles d'inflexibilité. Mais la genèse de ces positions montre une réalité plus complexe. Les convictions sont, certes, fermes, mais la prise de parole est raisonnée, pragmatique. Et sous la monarchie de Juillet, aux yeux de François Guizot, Bonald apparaît toujours comme la voix la plus autorisée des ultras.

Mais quelle place occupe réellement Louis de Bonald ? La thèse du livre est que sa modernité tient à son degré d'intemporalité. En questionnant son temps et ses limites, il a souvent pris ses contemporains à rebrousse-poil. Un certain universalisme de sa pensée le distinguerait ainsi d'autres penseurs réactionnaires, de Joseph de Maistre en particulier. Que retient-on d'une œuvre, d'un homme ? De Flavien Bertran de Balanda, disparu en ce début d'année à 42 ans, nous retiendrons un œil d'historien, une plume fine et sensible, un véritable talent de conteur.

OLIVIA LEBOYER

*chargée de conférences à Sciences-Po
Paris, co-organisatrice d'Université 133*

CNRS Éditions,
préface de Gérard Gengembre,
2021 – 25 €

Votez fraternité ! Trente propositions pour une société plus juste

d'Antoine Arjakovsky
et Jean-Baptiste Arnaud (sous la direction)

Un collectif d'auteurs s'est réuni durant plusieurs mois au collège des Bernardins, lieu d'enseignement et de débat géré par le diocèse de Paris, pour travailler à un objectif commun : rendre la société française plus juste et fraternelle. Outre l'organisation d'un récent colloque, ce travail a donné naissance à un livre dirigé par Antoine Arjakovsky et le père Jean-Baptiste Arnaud, co-directeurs du département politique et reli-

gion du collège des Bernardins.

Parmi les multiples contributions, on retiendra notamment le texte de Jeanne-Emmanuelle Hutin (éditorialiste du quotidien *Ouest-France*) sur la question : « Comment les médias peuvent-ils servir le bien commun ? » Elle y rappelle notamment l'injonction du philosophe Jacques Maritain « sur la nécessité de garder le cap de l'indépendance intellectuelle », avant de réfléchir aux trois piliers de l'information démocratique : l'indépendance, la recherche du bien commun et le respect de la personne humaine. Plus que jamais, une société plus fraternelle passe par l'éducation de citoyens en capacité de réfléchir par eux-mêmes. Ce livre y contribue assurément.

JB

Hermann, 2021 – 24 €



Éloge des frontières

de Régis Debray

Ce n'est pas un livre fraîchement publié puisque l'édition de poche date de 2010. À vrai dire, ce n'est pas un livre non plus, mais le texte d'une conférence. En outre, son auteur n'est pas connu pour être un familier de *France Forum*. Loin de là. Mais son *Eloge des frontières* est d'une acuité toujours aussi réelle qu'il est sain de signaler, peut-être plus encore depuis le coup de folie de Vladimir Poutine.

L'un des principaux piliers de la construction de l'Union européenne a





été la liberté de circulation, qu'il s'agisse des biens, des services, des capitaux et des personnes, dont l'application la plus aboutie est l'espace Schengen. Le gommage des frontières entre les pays européens constituait une remise en cause fondamentale des histoires nationales, de ce qui a constitué la plus puissante matrice de toutes les guerres. Le dysfonctionnement progressif de la protection des frontières extérieures par des États quelque peu distraits et des vagues migratoires de plus en plus fréquentes et massives met à mal ce rêve de beaucoup qui était devenu réalité.

Régis Debray offre, en moins d'une centaine de pages, sa conception des frontières en commençant par l'évidence : une frontière met de l'« ordre dans le chaos ». « En traçant une ligne. En séparant un dedans d'un dehors. L'autorisé de l'interdit. » Il faut distinguer le

mur qui interdit le passage de la frontière qui régule : « Dire d'une frontière qu'elle est une passoire, c'est lui rendre son dû : elle est là pour filtrer. » Mais le lecteur, qui attendait les analyses de l'ancien révolutionnaire sur l'Europe, pourra méditer les raisons évoquées sur la « misère mythologique de l'éphémère Union européenne » qui « n'ose savoir et encore moins déclarer où elle commence et où elle finit ». « Qui entend se surpasser commence par se délimiter. »

L'Union n'a pas voulu être explicite, restant vague. Comment ne pas lui donner raison sur cette ambiguïté entretenue depuis toujours par les États membres, que nous payons encore plus aujourd'hui avec le destin tragique de l'Ukraine ? Régis Debray estime qu'« hier comme aujourd'hui, le malheur des impériaux, qui les mène à leur perte, est de tenir les frontières pour qualité négligeable ». Il conviendra donc de tracer une frontière.

FL

« Folio », Galimard, 2010 – 5,80 €



Conversations avec le Président. Sur les Dieux, la France et la République

de Samuel Pruvot

À quatre ans de distance, Emmanuel Macron s'est entretenu comme président de la République avec le journaliste politique de l'hebdomadaire *Famille chrétienne* Samuel Pruvot. Cela donne corps



à cet ouvrage centré sur « les Dieux, la France et la République » qui lève quelques mystères sur la pensée d'un chef d'État de son temps, ayant demandé le baptême catholique à l'adolescence mais ayant vite délaissé cette foi naissante pour un agnosticisme assumé. Il y est aussi question de ses liens avec le philosophe protestant Paul Ricoeur et la revue *Esprit*, de la sacralité du pouvoir et de l'avenir de l'islam en France.

Ce livre est le bilan d'un quinquennat marqué dans le domaine religieux par le discours des Bernardins, la rencontre obligée avec le pape François, l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris et l'assassinat de Samuel Paty, symbole du séparatisme islamiste. La « richesse » de cette actualité religieuse n'a ici d'égal que le constat obligé de l'incertitude de la voie tracée dans ce domaine par l'insaisissable Emmanuel Macron.

JB

Cerf, 2022 – 18,00 €

Giscard, l'homme de la « limpidité »

GISCARD était l'homme de la « limpidité ». C'est ainsi que Bruno Lemaire, ministre de l'Économie, a ouvert le colloque de Bercy consacré à l'ancien président de la République, le 8 décembre 2021. Sur l'économie, sur l'Europe, sur les affaires étrangères, il était à la fois visionnaire et pédagogue. Giscard était un politique à part justement car l'analyse l'emportait sur toute forme d'idéologie. Il comprenait la société française bien que beaucoup aient jugé qu'il en était distant. Si son style pouvait donner cette impression, ce n'était pas la réalité. Le mot lucidité aurait pu être prononcé. La limpidité provoque la lucidité. Comme par exemple – et Bruno Lemaire l'a relevé – de comprendre que l'avenir de la France s'inscrirait dans la construction européenne. « Notre histoire nationale est une histoire européenne », a rappelé le ministre. Sa distance était pour beaucoup de la pudeur, de la discrétion. Si ce n'était pas le cas, comment aurait-il pu imaginer le G6 ou le Conseil européen dans lesquels il incitait à la discussion ? Les relations humaines sont essentielles en politique et Giscard le savait. Il ne sert à rien de vouloir avoir raison tout seul. Ou même d'avoir raison, mais sans que cela ne produise aucun effet concret sur l'évolution des sociétés et des politiques.

L'Europe comme une évidence historique, mais aussi le couple franco-allemand. Giscard est même allé plus loin en illustrant, avec Helmut Schmidt, l'amitié en politique. Quelque chose de si rare, surtout pour des gouvernants d'États étrangers.

« Je n'ai jamais eu meilleur grand argentier que lui », disait le général de Gaulle de Giscard, faisant référence, bien sûr, à ses fonctions de ministre des Finances. Il est resté onze ans dans ce qui n'était pas encore Bercy, mais le Louvre (« la rue de Rivoli »), avec une interruption de 1966 à 1969. « Un règne » a malicieusement commenté l'actuel ministre de l'Économie. En juillet 1962, il est celui qui est venu rembourser aux Américains le dernier dollar de la dette contracté au lendemain de la guerre. C'est la célèbre photo avec JFK. En 1965, il est aussi le ministre d'un budget en excédent !

Éric Roussel, historien, confie l'admiration de Giscard pour le général de Gaulle, au-delà des péripéties politiques et des petites phrases sur l'« exercice solitaire du pouvoir ». Il le considérait comme son professeur et admirait son professionnalisme dans le métier de chef de l'État, sa vision du monde y compris quand cela ne rejoignait pas forcément ses propres inclinations, comme sur les États-Unis.

Éric Roussel raconte aussi l'amer-

tume de Giscard quand il n'a pas figuré dans le gouvernement qui a suivi l'élection présidentielle de 1965. Il voulait rester ministre de l'Économie, mais Georges Pompidou voulait lui donner l'Équipement et l'Énergie. Il regrette que de Gaulle n'ait pas « retenu la main de Georges Pompidou ». Il était plus gaullien que gaulliste en définitive et était capable d'être critique comme, par exemple, sur les propos du général au moment de la libération de Paris. Il admirait plus le chef d'État que la légende. Les relations sont évidemment différentes avec Georges Pompidou car beaucoup de choses les opposaient. Et pourtant, selon Éric Roussel, George Pompidou estimait que Giscard était le plus apte à lui succéder.

Jean-Pierre Fourcade a travaillé avec Giscard de 1959 à 1970 comme haut fonctionnaire et, à partir de 1974, comme ministre de l'Économie et des Finances. Les trois grands sujets de l'époque étaient, selon lui, les prix (d'où les plans de stabilisation successifs) avec le débat sur la concurrence et l'Europe, la fiscalité (la grande réforme fiscale) avec la taxe professionnelle, la taxation des plus-values, la taxation des panneaux publicitaires, et la préparation de la monnaie européenne (le serpent monétaire européen (SME) dont il a fallu sortir deux fois).

Jacques de La Rosière revient sur la

crise du système monétaire international (SMI). En août 1971, le SMI s'écroule. Les États-Unis mettent fin au système de Bretton Woods avec la convertibilité en or du dollar, 35 dollars l'once. C'était le pivot du système. Les États-Unis, avec la guerre du Vietnam, n'ont pas pu tenir la convertibilité. En décembre 1971, Giscard rencontre Richard Nixon, aux Acores. Celui-ci ne voulait pas dévaluer, mais Giscard réussit à le convaincre que ce n'est pas aux autres pays de réévaluer. Giscard n'admettait pas que les États-Unis puissent se financer à crédit en empruntant auprès des autres pays, y compris les plus pauvres. Ce « privilège exorbitant du dollar » existe toujours et Giscard est le premier à l'avoir regretté publiquement. Giscard a profondément ressenti ce choc de 1971 qu'il vivait comme l'écroulement d'un monde. Il était l'un des rares responsables à avoir compris tout ce que cela signifiait en termes de coordination des politiques économiques. Il a multiplié les réunions internationales, encouragé les Européens et pris une dimension intellectuelle hors du commun.

Michel de Rozen, président de Faurecia, est inspecteur général des finances. Selon lui, Giscard vénérat la France et l'intérêt général. L'ordre de l'État était, pour lui, supérieur à celui des entreprises et à tout ce qui était particulier. Il aimait aussi les ingénieurs car il aimait les chiffres. Il se méfiait quand il n'y avait pas de chiffres dans une note.

L'État devait veiller aux grands équilibres. Des finances bien gérées étaient, pour Giscard, la condition de la croissance et donc du progrès social. C'était un libéral. Il croyait aux effets de la

concurrence et aux mouvements des monnaies. Il n'aimait pas l'interventionnisme de l'État, mais se méfiait aussi des demandes des entreprises à l'État. Il se considérait le meilleur et le plus apte à tenir les fonctions de ministre de l'Économie. Le seul ? Il venait d'un milieu conservateur, mais n'était pas conservateur. En même temps, il savait se méfier des obsédés de la réforme. Et des obsédés de l'égalité aussi. Giscard considérait que l'égalité tirait la France vers le bas et l'empêchait de donner le meilleur d'elle-même, que la Révolution avait bloqué les rapports entre la France d'en bas et la France d'en haut.

Dominique Bussereau redit le talent et la modernité de Valéry Giscard d'Estaing dans un contexte gaulliste pesant qui va aboutir à Mai 68. Qui incarne la relève à cette époque ? Jean Lecanuet, François Mitterrand, apparus en 1965, Jacques Chaban-Delmas ensuite, Valéry Giscard d'Estaing. Un jeune de l'époque a vraiment envie d'aller vers Giscard. Il incarne l'Europe et l'Europe enthousiasme beaucoup de jeunes.

La campagne de 1974 est inopinée en raison du décès du président Pompidou. C'est la première campagne moderne. La télé est en couleur. Il faut avoir 21 ans pour voter. Giscard avait étudié les campagnes américaines. Des slogans très forts parlent aux Français : « La France au fond des yeux », « Le changement dans la continuité ». La forme, mais aussi le fond. Tout était très réfléchi et étudié. Les Jeunes giscardiens deviennent Génération sociale et libérale et vont se répandre dans la sphère publique, administrative et électorale. Dominique Bussereau retient surtout

l'abaissement du droit de vote à 18 ans. C'est une réforme courageuse car la jeunesse était plutôt à gauche. Mais Giscard croyait dans la jeunesse.

Alain Lamassoure était fonctionnaire au secrétariat général de la présidence de la République de 1978 à 1981. Il se rappelle d'un soir où Giscard l'avait appelé dans son bureau pour le blâmer d'une note technique dans laquelle il ne savait pas proposer une position. Il lui avait dit : « Quand vous hésitez, demandez-vous ce qu'aurait décidé le général de Gaulle ? » Il faut juste élever son niveau de préoccupation pour aller vers la bonne décision.

Après 1981, il espérait revenir au pouvoir. Même en 1995, il y croyait toujours. Il était à 8 % dans les sondages, mais il y pensait. Il n'avait pas renoncé. Il aurait voulu ensuite être le président du Conseil européen élu tel que prévu dans le traité constitutionnel. Il se rêvait dans cette fonction et 2005 a été, non seulement un désaveu, mais aussi la fin de son ultime ambition.

L'ambassadeur Joachim Bitterlich travaillait auprès d'Helmut Kohl de 1981 à 1998. Celui-ci tenait à distance Giscard qui n'était plus président. Chirac demandait à Kohl de trouver une « occupation » à Giscard pour ne pas l'avoir dans les pattes en France et redoutait aussi qu'il brigue un poste européen très important comme la présidence de la Commission.

Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen et actuel président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, rappelle que Giscard n'était pas quelqu'un de têtue. Il écoutait et décidait ensuite. Il savait

changer de position. Il avait aussi le sens des formules. « Touffu, confus, diffus et incomplet », disait-il du traité de Nice. Pour Giscard, l'Europe, c'était surtout la France et l'Allemagne. Quand on s'entend, tout passe, pensait-il.

Jean-Pierre Raffarin clôt le colloque sur la notion de chef, de leadership, de capacité de vision.

« Au chef comme à l'artiste, il faut le don façonné par le métier », dit de Gaulle dans *Le Fil de l'épée*. Giscard était jeune, mais expérimenté et façonné par le ministère des Finances (dans le sillage d'Antoine Pinay). Il y puise sa crédibilité et sa légitimité.

Il sait se projeter, avoir une destination et tracer un chemin. C'est son ou-

vrage *Démocratie française*, paru en 1976, qui est son vrai projet de société. Une France jeune et entreprenante. Des concepts nouveaux pour une France active, ouverte sur le monde, avec une dynamique sociale différente de l'analyse marxiste, une France rassemblée. Il aime jardiner cette dialectique. Giscardisme et modernité : agir et transformer pour que la France reste dans l'Histoire.

La trahison de la croissance va frapper Giscard. En période de croissance, on sait où on va. La logique de la distance est acceptée par les Français. Cette distance ne sera plus acceptée avec le choc pétrolier. La distance ne rassure plus, elle inquiète. On demande à l'échappée de revenir dans le peloton. Le

chef doit se fondre dans le groupe. L'écosystème social et économique est perturbé. Giscard essaie de s'adapter politiquement. Il va essayer de modifier les logiques d'organisation politique et crée l'Union pour la démocratie française (UDF) pour porter son projet. Il pense une nouvelle infrastructure politique. Chacun est en compétition autour de Giscard. On doit donner le meilleur de soi. Il tire vers le haut. Cela réussit en 1978, mais échoue en 1981 car la droite s'est éloignée du centre.

Giscard est bien un vrai chef : une expérience, un projet, une organisation.

MARC FOUCAULT

président du comité de rédaction

L'héritage intellectuel du président

LE 16 MARS 2022 s'est déroulé, à Paris, dans les salons du cercle France-Amériques, un colloque organisé par le centre Maurice Hauriou de l'Université Paris Cité (centre de recherche en droit public) et la fondation Valéry Giscard d'Estaing, centré autour des influences familiales orléanistes de l'ancien président de la République, en présence de la veuve de ce dernier. Le colloque était présidé et animé par Éric Roussel et Jean-Claude Casanova, tous deux membres de l'Académie des sciences morales et politiques. En ouverture, le professeur Alain Laquière s'est attaché à remonter l'arbre généalogique du

président Giscard d'Estaing jusqu'à Camille de Montalivet (1801-1880), son arrière-arrière-grand-père, ministre de l'Intérieur du roi Louis-Philippe et homme de confiance de ce dernier comme Intendant général de sa liste civile. Ce polytechnicien, qui fut le plus jeune pair de France sous la Restauration, était très représentatif de la jeunesse libérale souhaitant alors réconcilier l'ordre et la liberté. Sa carrière politique active s'achève en 1848 et il devient dès lors le gardien du temple de l'orléanisme, notamment dans la Revue des Deux Mondes et dans ses livres. Il est très représentatif d'un libéralisme conservateur dont le souci est la modération. Au début de la IIIe Répu-

blique, il prendra position pour la République face à Mac-Mahon.

Le gendre de Montalivet, Agénor Bardoux (1829-1897), lui aussi ministre mais au début de la III^e République, a vu sa figure retracée par Dominique Jacomet. Avocat auvergnat imprégné d'orléanisme, Bardoux n'en était pas moins, dès le Second Empire, très attaché au modèle d'une république libérale. Siégeant au centre gauche, vice-président réformateur du Sénat, il était attiré par l'idée du juste milieu que son arrière-petit fils prônera lors de son discours de Lyon, en 1980.

Autre bisaïeul du président Giscard d'Estaing, Georges Picot (1838-1909), avocat puis magistrat, était un notable

conservateur libéral dont la carrière politique restera embryonnaire du fait de la marginalisation du centre gauche après 1876. Catholique social, réservé sur le suffrage universel comme à l'égard d'une restauration monarchique, son portrait avait été dressé par Hervé Robert, historien de l'orléanisme décédé peu avant la tenue de ce colloque. On retrouve la trace de l'héritage intellectuel de Georges Picot à travers certaines réticences du président Giscard d'Estaing envers la démocratie directe.

Fils d'Agénor Bardoux et gendre de Georges Picot, Jacques Bardoux (1874-1959) fait partie d'une génération qui tentera de reconstruire un modèle français après la Première Guerre mondiale. Publiciste, saint-simonien, il sera l'un des conseillers officieux d'André Tardieu, partisan d'un orléanisme à l'américaine avec un exécutif fort. Député du Puy-de-Dôme de 1938 à 1956, il est très tôt partisan d'un parlementarisme rationalisé face aux faiblesses de la III^e République. Sa trajectoire fut évoqué par le juriste Jean-Félix de Bujadoux.

Plus connu que les précédents, Edmond Giscard d'Estaing (1894-1982), père du président, était un homme du XX^e siècle. L'historien Olivier Dard a retracé le parcours de ce conservateur libéral et europhile, particulièrement sensible aux enjeux coloniaux et impériaux. Inspecteur des finances, cet ancien combattant de la Première Guerre mon-

diale, chargé de mission dans les territoires rhénans occupés par la France, pantoufla de façon assez surprenantes dans les affaires coloniales. Devenu chef d'entreprise, il n'en continua pas moins à réfléchir sur l'évolution du commerce international dans l'entre-deux-guerres, rédigeant au total une quinzaine de brochures et d'ouvrages. Lié à l'économiste libéral Jacques Rueff, il dénoncera toujours les tentations dirigistes, notamment celles de Jean Monnet dans l'Europe d'après-guerre. Pour autant, cet ancien militant des Croix-de-Feu du colonel de La Roque, devenu sympathisant du CNIP d'Antoine Pinay sous la IV^e République, était profondément européen.

Après l'évocation de ces figures familiales, il revenait aux autres intervenants de situer la pensée du président Giscard d'Estaing face à cet héritage.

Le professeur Armel Le Divellec s'est attaché à analyser le constitutionnalisme « libéral et avancé » du troisième président de la V^e République pour qui « la société passe avant l'État ». Marqué par Montesquieu, le président Giscard d'Estaing était partisan de ce que son conseiller Yves Canac nommait « le juste pouvoir ». Pour l'historien Arnaud Teyssier, président du conseil scientifique de la fondation Charles de Gaulle, la culture d'État et le patriotisme actif sont des points communs importants entre le général de Gaulle et Valéry Gis-

card d'Estaing. Ce dernier fut le ministre des Finances du premier au temps des « années heureuses » de 1962-1966 et, une fois au pouvoir en 1974, il ne touchera pas à la structure politico-administrative mise en place entre 1958 et 1962.

Le professeur Jean-François Sirinelli s'est interrogé sur la question de savoir si le giscardisme était un orléanisme rénové. C'est le cas entre 1974 et 1976 avec, comme moteurs, l'héritage intellectuel précédemment décrit, c'est-à-dire le libéralisme et surtout le désir de modernisation du pays alors en plein basculement anthropologique après les événements de Mai 1968. Les réticences à cette politique viendront du conservatisme, voire du traditionalisme, à l'œuvre au sein même du parti politique du jeune président de la République. Pour Jean-Louis Bourlanges, enfin, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le giscardisme est fondamentalement un centre avant tout héritier de la pensée d'Alexis de Tocqueville et qui s'est heurté, comme celui-ci, à des obstacles et des contradictions inhérentes au libéralisme. Plus que de l'orléanisme, le président Giscard d'Estaing est, pour résumer la pensée de Jean-Louis Bourlanges mais aussi ce colloque, un héritier de la république opportuniste des débuts de la III^e République.

JB

Le dernier message à sa famille politique

Le 4 octobre 2016, l'institut Jean Lecanuet avait eu l'honneur de recevoir Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion du dîner-débat sur le thème de l'Europe.

Ici est retranscrit l'ensemble des interventions de cette soirée au cours de laquelle la famille de l'UDF a pu se retrouver autour du président et échanger avec lui sur un thème cher à tous : l'Union européenne.

Yves Pozzo di Borgo. – L'UDF a été le rassemblement de plusieurs familles politiques : les démocrates-chrétiens, les libéraux et les radicaux. Nous accueillons ce soir trois de ses fondateurs : Jean-Pierre Fourcade, Michel Pinton et Didier Bariani. L'UDF est née de deux volontés. Ce fut d'abord la volonté de ces familles politiques de s'adapter à la Constitution de la V^e République, dont nous fêtons, aujourd'hui, l'anniversaire, et notamment à son article 7, qui ne conserve que deux candidats au second tour de l'élection présidentielle. Ce fut une réussite le 19 mai 1974 avec l'élection du président Valéry Giscard d'Estaing. Ensuite, ce fut la volonté de l'UDF de développer et de fortifier la construction européenne.

L'UDF n'existe plus, car les familles la composant ont choisi des stratégies divergentes. Ces choix sont respectables. En revanche, chacune de ces familles a conservé l'idéal européen et la volonté de développer la construction de l'Europe. Nul ne conteste les erreurs de cette dernière, mais qui peut penser après le Brexit que les choses iraient mieux si chacun des 27 décidait de suivre l'exemple britannique ? La majorité des Français et des Européens n'éprouve pas de rejet de l'Europe, mais du scepticisme, une montée du nationalisme face à l'absence de réponse à des besoins essentiels et de l'exaspération face à un fonctionnement démocratique et politique complexe, parfois défailant et mal compris.

Nos familles politiques ont fait l'Europe. Nous avons fait l'Europe. Nous l'avons faite parce que vous l'avez faite, Monsieur le Président. Vous avez fait le Parlement européen au suffrage universel, le Conseil européen et le SME, qui nous a permis de bâtir l'euro. Nos familles sont rassemblées, ici, parce qu'elles veulent continuer à faire l'Union européenne, qui ne doit pas être un incident de l'Histoire. Le site Les-IDées.fr, présidé par votre fils Louis, et l'institut Jean Lecanuet, dont vous avez bien connu l'éponyme, les ont donc rassemblées, ce soir, pour vous écouter.

Valéry Giscard d'Estaing. – Je salue cordialement toutes les personnalités présentes, c'est-à-dire l'ensemble d'entre vous. Vous représentez un échantillon particulièrement brillant et chaleureux du centre de la vie politique française. Comme l'ont montré les grands penseurs de la philosophie politique depuis l'origine, les pays doivent être gouvernés au centre. Il est remarquable que se rassemblent ce soir, au Sénat, tant de talents, d'expérience et de projets.

L'institut Jean Lecanuet figure parmi les organisateurs de cette manifestation. Beaucoup d'entre vous ont bien connu sa figure tutélaire ; d'autres sont trop jeunes pour cela. Je garde de lui un souvenir chaleureux et fidèle. Je me suis d'ailleurs rendu à Rouen, il y a quelques années, pour une manifestation

en son souvenir. Jean Lecanuet était un homme politique qui savait être un ami. Il m'a accompagné dans mon parcours vers la présidence de la République, trajet qu'il connaissait pour l'avoir parcouru lui-même en 1965, quand sa jeunesse et sa fraîcheur avaient séduit une partie importante de l'électorat français. Il faisait partie d'un petit groupe qui comprenait notamment Michel Poniatowski, Michel d'Ornano, Jean-Pierre Abelin, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Jean Serisé. J'avais compris cette évidence qu'on ne va pas seul vers la présidence de la République, mais avec un groupe qui partage vos convictions, vous aide de son expérience et vous soutient face aux difficultés.

Jean Lecanuet a été le premier président de l'UDF, créée en 1978, par la réunion de partis politiques antérieurs : les descendants du MRP, ceux des Indépendants et paysans et ceux des radicaux ont découvert qu'ils partageaient, au fond, les mêmes convictions. L'UDF n'est pas née d'un calcul politique ou électoral, mais du constat qu'il était au centre de la vie politique française un nombre de personnes plus grand qu'on ne l'aurait pensé.

Jean Lecanuet était passionnément attaché au projet d'unification de l'Europe. On dit l'Europe en crise. Ceux qui tiennent ce discours sont ceux, parmi les fondateurs, qui ont refusé la monnaie commune ainsi que le milieu financier anglo-saxon, qui ne supporte pas la concurrence que l'euro pourrait faire au dollar. Les citoyens ne critiquent pas l'Europe, mais sont désorientés par la gestion des institutions européennes, à la fois trop compliquée et trop lointaine.

Le projet européen a changé de nature. L'Europe devait être bâtie pour la paix, comme en atteste le texte magnifique de Robert Schuman. Un tel thème méritait un ample rassemblement. Or, la paix n'est plus menacée nulle part : de ce point de vue, l'Europe a accompli sa mission. Mais le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de 1945. La population, la répartition des ressources, les taux de croissance ont changé. L'Europe était une zone privilégiée et performante ; elle est aujourd'hui menacée économiquement.

Le Parlement et la Commission veulent parfois dépasser les bornes que les traités assignent à leur action pour cultiver cette chimère qu'est le gouvernement de l'Europe. Le Brexit en formera bientôt l'illustration. La sortie de l'Union européenne est décrite à l'article 50 du traité de Lisbonne, copie

conforme de l'article 59 du projet de constitution européenne. Je le connais bien pour en être l'auteur. Cet article a été introduit en réponse à une campagne de presse et d'opinion menée dans les milieux anglo-saxons, en 2004 et 2005, qui décrivait l'Europe comme une prison : une fois entré dans le système européen, on ne pouvait plus en sortir.

La communication, grand instrument de destruction de notre société, commence déjà à présenter des interprétations déviantes du traité. Un grand journal du soir prétend ainsi que la négociation peut se poursuivre si elle n'aboutit pas pendant deux ans. La chose est, en réalité, impossible : passé deux ans, la négociation prend fin et le pays quitte l'Union européenne.

La Commission s'est empressée d'intervenir en nommant un responsable. Or, il ne lui appartient pas de négocier : cette prérogative appartient au Conseil, réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Le Brexit a, en effet, pour objet l'application des traités et non d'une directive ou d'une décision administrative. Or, les traités sont négociés et sont signés par les gouvernements. La Commission peut fournir son expertise, mais les décisions seront prises par le Conseil.

Le Conseil doit donc se préparer à assumer ses responsabilités dans une négociation qui sera très difficile. Les traités ne peuvent être modifiés : nul ne le propose et il n'existe aucune unanimité des 28 membres actuels pour ce faire. Les Britanniques doivent simplement prévoir les modalités de leur sortie, c'est-à-dire la manière dont ils supporteront les conséquences de leur Brexit. Celles-ci seront évidemment largement négatives. La livre sterling a déjà abandonné près de 10 % par rapport à l'euro. Si la baisse de la monnaie favorise les exportations, elle appauvrit les peuples.

Cette négociation ne me semble pas devoir être menée de façon dure. La presse a prétendu que le Premier Ministre britannique avait tenu un discours « dur ». Elle a simplement annoncé la date de l'échéance, c'est-à-dire le mois de mars. Cette négociation sera difficile, mais doit être exemplaire. L'Europe n'est pas à l'origine de la décision et entend bien que ses règles de fonctionnement soient respectées.

Il est curieux d'entendre un concert de critiques et de frustration sur cette grande réussite historique qu'est l'Europe, issue de deux guerres mondiales, d'affrontements passionnés entre les peuples et de l'extermination de certains d'entre eux.



© François Daburon

Valéry Giscard d'Estaing est revenu sur l'évolution de l'Union européenne depuis sa création.

L'Europe est une trajectoire et non un état stationnaire. Elle a pris son départ au lendemain de la guerre par la voix de deux Français : un démocrate-chrétien, Robert Schuman, et un socialiste modéré, Jean Monnet. La modification des traités due au Brexit devra d'ailleurs se faire en français. L'Europe compte, en effet, deux langues de travail, l'anglais et le français. La sortie du Royaume-Uni ne saurait être rédigée dans la langue de ce dernier, mais dans celle du pays qui demeure.

L'Europe créatrice est celle qui regroupe les pays qui veulent avancer ensemble pour devenir une puissance économique et commerciale mondiale, dans un concert des nations dominé par les États-Unis d'Amérique et la Chine et où reculent les puissances nationales, même les plus performantes comme l'est notre amie et partenaire, l'Allemagne fédérale. L'Europe doit compter au nombre des grandes puissances qui

prendront les décisions dans vingt ans. Pour ce faire, il faut distinguer, d'une part, la gestion courante des activités commerciales de l'Europe, assurée par la Communauté économique européenne, et, d'autre part, l'Europe qui a vocation à devenir une puissance mondiale.

Il faut avancer en se donnant des objectifs. Or, les voix qui s'expriment dans le débat politique français ne fixent aucun but à la poursuite de l'intégration européenne. Nous sommes loin des conversations que j'avais avec Helmut Schmidt il y a vingt ans, dans lesquelles nous tracions à l'avance un certain nombre d'étapes, dont la création d'une monnaie commune.

Il faut à la fois un itinéraire et un calendrier. Cet itinéraire, relativement simple, consiste à mettre en commun la fiscalité en s'alignant sur un taux moyen. L'introduction de la TVA en France, que j'ai menée à bien comme ministre des Finances,

était une opération bien plus difficile. Il faut ensuite mettre en commun les dettes. La télévision fournit tous les jours la cotation de la dette américaine et dix-huit dettes pour l'Europe. Ces dernières n'ont pas de signification économique et ne peuvent être réellement bien gérées. Il faut parvenir à une dette unique et donc à un Trésor européen. Ce dernier gagnerait à s'installer, non à Bruxelles, mais dans la zone continentale, probablement à Strasbourg, de façon à constituer un tandem Strasbourg-Francfort.

Le détail du budget reste une priorité nationale et, pour ainsi dire, culturelle : il est normal que les populations débattent de la part à affecter à l'éducation, à la santé et aux actions sociales et culturelles. Elles doivent toutefois le faire sous un plafond, comme cela a été voté sous la présidence de Nicolas Sarkozy et repris sous la présidence actuelle de François Hollande. Ces plafonds ne sont pas respectés aujourd'hui. Le prochain président et son équipe devront s'engager dans un réalisme plus conforme à la tradition historique française, c'est-à-dire annoncer qu'ils appliqueront les engagements de la France.

L'intégration budgétaire, la fiscalité et la dette permettent une solidarité financière. Tous les grands pays assurent, en effet, un équilibre entre régions riches et régions pauvres. Aux États-Unis, la fédération prend en charge certains types de dépense, comme le transport et les subventions à l'éducation. Nous devons déterminer ce qu'en Europe nous considérons comme des éléments de solidarité, faisant l'objet d'un financement commun.

L'Europe a déjà parcouru un demi-siècle durant lequel elle a créé un marché et une monnaies uniques. Vingt ans devraient lui permettre de terminer l'intégration économique et financière. Vingt ans correspondent à quatre mandats présidentiels ou parlementaires. Un être humain peut se projeter dans une telle durée. Tel devrait être l'enjeu essentiel de la prochaine élection présidentielle française. Il ne porte pas sur la répartition, mais sur le rétablissement et l'avancée. La France a davantage besoin d'un homme d'État que d'un président de la République.

Nous sommes aujourd'hui le 4 octobre, anniversaire de la naissance de la V^e République. Beaucoup, ici, ont vécu cet événement. Son fondateur avait souhaité pour elle l'efficacité, l'honnêteté et la préparation de l'avenir. La V^e République, qui

s'est écartée de sa voie, doit retrouver son chemin, pour la plus grande satisfaction des Français et pour le rayonnement de la France en Europe et dans le monde.

Pierre Méhaignerie. – Les positions divergent très fortement au sein de l'opposition actuelle quant aux positions à prendre à l'égard de la Russie et de Vladimir Poutine. Quel est votre avis à ce sujet ?

Valéry Giscard d'Estaing. – Il faut commencer par évoquer le bellicisme américain, peut-être sous l'influence de l'industrie de l'armement ou encore par réminiscence de la guerre froide. J'en veux pour preuve l'absurdité du débat sur la Crimée. Conquise par le prince Potemkine pour le compte de l'impératrice Catherine II voici trois siècles, la Crimée est russe. Elle n'est devenue ukrainienne qu'à la suite d'une décision fantaisiste de Nikita Khrouchtchev, qui voulait rééquilibrer la présence soviétique aux Nations unies grâce à une Ukraine plus forte. Le seul reproche qui puisse être adressé aux Russes est la manière dont s'est déroulé le processus. Ce dernier n'est d'ailleurs pas contraire aux traités existants : la Crimée n'était pas rattachée à l'Ukraine lorsque les frontières ont été consolidées, à la fin de la guerre. La dernière conférence de la guerre, celle de Yalta, a d'ailleurs été organisée en Crimée par les Russes, en présence des Américains et des Britanniques.

L'obstination sur l'affaire de Crimée est donc tout à fait étrange. Bruxelles nous a entraînés dans une politique de sanctions extrêmement coûteuse pour la France, qui représente une part significative des importations russes, notamment de produits alimentaires. J'ai ainsi dîné il y a six mois dans un restaurant proche du Bolchoï, à Moscou. Il proposait des huîtres à son menu. Interrogé à ce sujet, le restaurateur a expliqué qu'il n'achetait plus ses huîtres en France, mais en Corée du Sud, où elles étaient d'ailleurs meilleures et moins chères.

La question de l'Ukraine est plus compliquée, mais les deux accords de Minsk sont tout à fait satisfaisants. Ils ont été négociés par les Allemands, les Français, les Russes et les Ukrainiens, ainsi que par l'organisation internationale de Vienne – les Américains n'y sont pas partie. Ils sont appliqués par la Russie.

L'Europe doit donc apparaître comme le continent de la paix et non celui du bellicisme. Nous devons soutenir les so-

lutions pacifiques quand elles existent. La diplomatie européenne est malheureusement inexistante. La ministre italienne des Affaires étrangères se révèle un bon choix, mais elle n'a pas d'image dans l'opinion publique et n'est pas soutenue par les institutions. Si cette politique étrangère existait, elle devrait être à l'image de ce que j'ai appliqué en votre nom : une politique indépendante, dans le cadre d'une alliance avec les États-Unis.

L'Europe se rangerait aux côtés de ces derniers en cas de conflit, mais mènerait sans cela une politique indépendante, ce qui permettrait sans doute de parvenir à une certaine détente à l'égard de la Russie, partenaire naturel et important. Notre situation serait alors plus équilibrée.

Jean-Christophe Lagarde. – Monsieur le Président, vous plaidez tout à l'heure pour une négociation sur le Brexit qui ne soit pas « dure ». Que faut-il entendre par là ? Il ne s'agit pas de se venger des Britanniques, dont la décision est respectable. Pour autant, l'Europe ne doit pas se mettre en danger : il est à craindre que le Royaume-Uni se voie octroyer les mêmes avantages qu'un membre de l'Union européenne sans en avoir les contraintes. On parle du statut de la Norvège ou de la Suisse. Que pensez-vous de cette solution ? Comment rester amis avec les Britanniques tout en préservant la capacité de l'Europe à avancer ?

Valéry Giscard d'Estaing. – Le Brexit ne doit pas se négocier au sommet, à grand renfort de postures. La réalité est simple : les Britanniques veulent partir, qu'ils le fassent. Il faut simplement examiner les conséquences matérielles de ce départ. Le fait que le Royaume-Uni ne participera plus à un certain nombre de politiques ne pose guère problème. Toutefois, le Royaume-Uni veut limiter l'immigration des Européens tout en conservant l'accès au marché européen pour leurs produits et leurs finances. Nous avons connu l'Europe sans le Royaume-Uni, qui a refusé d'être un pays fondateur après d'âpres débats entre le Labour, qui était favorable, et les conservateurs, qui y étaient défavorables. Il suffit donc de revenir à la situation qui était celle sous Pompidou et de Gaulle, en rétablissant l'accord de libre-échange européen, l'AELE. Les Britanniques ne contribueront plus au budget de l'Union européenne et n'en recevront plus les versements. Les Britanniques étant contri-

buteurs nets, comme les Allemands et les Français, le budget s'en trouvera appauvri et il conviendra de revoir certaines dépenses.

L'exercice sera compliqué par la communication : des hommes politiques y verront certainement une occasion de se mettre en valeur, alors que le sujet ne s'y prête pas. Il nécessite, en réalité, le plus grand calme : l'Union européenne tire simplement les conséquences pratiques et directes d'une décision prise par les Britanniques. Les négociations n'ont pas lieu d'être.

Le Brexit a peu de conséquences pour la France, sauf pour les Français qui vivent au Royaume-Uni : plusieurs milliers y travaillent, principalement à Londres où ils forment la première communauté étrangère. Leur sort dépend de la manière dont les Britanniques géreront eux-mêmes cet enjeu. Les Britanniques sont de leur côté confrontés à une négociation compliquée. Ils chercheront à transférer des charges aux Européens, afin de faire du Brexit une affaire européenne et non une affaire britannique. Le milieu politique européen est à ce point agité qu'il tombera probablement dans le piège.

Le Royaume-Uni a ratifié sa présence dans l'Union européenne par voie de référendum en 1975, avec 68 % de voix favorables. Les Britanniques sont venus ; ils repartent. Le tout doit se passer de la manière la plus normale possible.

Jean Propriol. – Nous avons récemment vécu l'agrandissement des régions françaises, au motif qu'il fallait atteindre une taille équivalente à celle des grandes régions de nos voisins européens. Comment voyez-vous l'avenir des régions, vous qui avez dirigé l'Auvergne pendant dix-huit ans ? Les liaisons avec l'Europe doivent-elles s'établir à l'échelle régionale ?

Valéry Giscard d'Estaing. – La réforme régionale s'est faite de la pire manière possible, sans consultation de l'opinion ni interrogation sur la culture. Les régions n'ont de sens que si la population se retrouve dans leur dessin. On a voulu ces régions de taille homogène. En comparaison, l'Allemagne comprend de grandes régions, comme la Bavière, et d'autres beaucoup plus petites, comme la région historique de Goethe, qui compte 500 000 habitants.

Une réforme régionale raisonnable aurait consisté à constituer la Normandie, dont il restait à choisir la capitale, ainsi

que la Bretagne, à charge pour un référendum d'en déterminer la capitale. Il ne fallait pas toucher à l'Auvergne, qui a existé avant la République en France, puisque son nom est antérieur à la conquête romaine. Peut-être même fallait-il agrandir un peu l'Auvergne au sein du Massif central.

La future majorité devrait donc rouvrir le débat. Ce dernier doit se faire sur la base de consultations des milieux représentatifs, notamment sur le plan culturel et historique, et revenir sur certaines décisions. Toutes ne sont pas critiquables : l'existence de l'Aquitaine est indéniable. Votre question a donc des réponses multiples.

Philippe Dupichot. – Je suis professeur à l'École de droit de l'université Panthéon-Sorbonne. Vous avez accepté de préfacier un inventaire de la construction communautaire en droit des affaires, présenté à la presse aujourd'hui même. L'ouvrage fait le point sur soixante années de construction communautaire dans le domaine du droit commercial. Quatorze juristes et universitaires de l'association Henri-Capitant estiment que l'Union européenne a laissé les entreprises en marge de cette construction communautaire, préférant s'intéresser à la banque et aux compagnies d'assurance, d'un côté, et aux consommateurs, de l'autre. Les Européens échangent entre eux des richesses en les réglant par une monnaie commune, mais au travers de droits des affaires qui restent différents.

Vous déclariez, tout à l'heure, que l'Europe doit dessiner une trajectoire. L'idée d'un code européen de droit des entreprises fait, aujourd'hui, son chemin. Pensez-vous que la France et l'Allemagne soient en mesure de porter sur les fonds baptismaux un projet aussi important pour les entreprises, vecteurs de croissance, à l'image des projets que vous aviez vous-même portés avec Helmut Schmidt dans les années 1970 et 1980 ?

Valéry Giscard d'Estaing. – L'Europe a besoin d'une réflexion scientifique sur la politique économique, mais les livres américains qui viennent de paraître sur l'économie européenne sont absurdes.

Joseph Stiglitz prétend ainsi que l'euro condamne l'Europe. Cet ouvrage devrait lui mériter, non le prix Nobel, mais un bonnet d'âne. Il recommande de découper la zone euro en trois ou quatre zones, chacune dotée d'un petit euro qui flotterait, nul ne sait comment, avant de converger de nouveau vers un

euro unique. Un tel niveau d'absurdité ne serait même pas admis en première année d'études économiques en France. Ces personnes n'ont, en réalité, aucune expérience du gouvernement. La France et l'Europe ont déjà connu un marché unique et des monnaies flottantes. Le résultat en a été catastrophique. L'enjeu est la gestion cohérente de notre monnaie commune, ce qui suppose des convergences.

Un autre livre est paru sur la croissance américaine. Les États-Unis savent faire preuve d'un grand réalisme économique. Ils ont connu le plus haut niveau de protection douanière du monde jusqu'à la dernière guerre, avant d'opérer un revirement complet pour se faire les chantres de la suppression totale des droits de douane. Il ressort de ces études que la croissance ne vient pas des dépenses publiques ni d'un discours présidentiel, mais d'un mouvement de la société, qui comprend deux types d'acteurs : l'État, pour les grands projets, et des entreprises totalement libres pour le reste. Or, la France n'a plus de grands projets et traite durement les petites entreprises. La croissance est donc impossible.

Il faut revenir à un système qui ressemble à celui pratiqué dans les années 1975 à 1980, où la France a lancé la construction de 58 centrales nucléaires, un programme de trains à grande vitesse et la conquête de l'espace avec Airbus, tout en libérant l'économie pour les entreprises. Nous faisons l'inverse aujourd'hui.

Un code européen de droit des entreprises serait intéressant, mais s'appliquerait à un secteur industriel assez libre et dans lequel l'État n'interviendrait plus.

Jean-Claude Casanova. – Pour tous les observateurs, le résultat du référendum britannique est lié à l'immigration : les Britanniques veulent majoritairement que la politique de l'immigration soit décidée exclusivement par le Royaume-Uni. L'Europe est profondément divisée sur les décisions allemandes concernant l'accueil des réfugiés. La Hongrie, la Pologne, l'Autriche et une partie de l'Allemagne ont fait sécession et la question de l'immigration provoque le raidissement des partis à droite des partis conservateurs, ce qui menace l'équilibre politique en Europe. Enfin, l'Europe n'a pas de politique de l'immigration.

À quel niveau et de quelle façon la politique de l'immigration doit-elle être organisée en Europe ? Le rapport entre les

populations du monde musulman et du monde africain et celle de l'Europe sera de 8 pour 1, alors qu'il a été de 1 pour 1 pendant quatre ou cinq siècles.

Valéry Giscard d'Estaing. – Je souhaitais une question amusante pour terminer la soirée et vous laissez repartir le sourire aux lèvres, mais Jean-Claude Casanova dépeint un problème extrêmement préoccupant. La démographie sera galopante sur l'ensemble de la planète et essentiellement en Afrique. Or, le trop-plein de population africaine n'ira pas vers l'Amérique, du Nord ou du Sud, ni en Asie, où la Chine et le Japon sont déterminés à garder des frontières fermées. Ce déversement se fera en Europe, où il sera ingérable.

L'immigration recouvre plusieurs phénomènes différents. Certaines personnes sont persécutées du fait de leur religion, de leur origine ethnique ou nationale. Nous devons les accueillir, mieux que nous ne le faisons, y compris sur le plan financier. Cet accueil est assorti d'une perspective : si l'ordre revient dans le pays d'origine de ces personnes, nous les aiderons à revenir chez elles. Le problème des jeunes Syriens est différent. Leur pays est déchiré par une guerre civile et sans solution, puisqu'elle recouvre quatre conflits simultanés. Ils ne peuvent apprendre le français en une génération pour devenir médecins ou pharmaciens. Ils ne peuvent se diriger que vers de petits métiers, décevants et frustrants.

Les autres phénomènes sont des mouvements de population qui doivent être contrôlés : nous devons déterminer le niveau de population acceptable et celui qui désorganise notre vie économique et sociale. Ces mouvements n'ont pas de légitimité propre. Les photographies montrent d'ailleurs de jeunes hommes munis d'iPhone, mais peu de femmes et d'enfants. Ces personnes se rendent là où elles pensent avoir de meil-

leurs chances dans la vie, mais cela n'est pas un droit. Ces personnes doivent donc s'assujettir au régime ordinaire de l'immigration, qui prévoit des autorisations accordées sur dossier.

Plusieurs écueils existent en la matière. D'abord, la plupart des immigrés détruisent préalablement leur identité. Ensuite, ces mouvements migratoires suscitent d'importants trafics et donc des circuits financiers : les migrants issus de l'Afrique subsaharienne paient de l'ordre de 20 000 euros pour leur voyage. Ces circuits doivent être démantelés. Enfin, si les frontières françaises peuvent être protégées, la tâche est singulièrement plus difficile en Espagne, en Grèce ou en Italie du Sud. La plus grande solidarité doit prévaloir en la matière.

Le Royaume-Uni présente à cet égard la particularité de rejeter non pas l'immigration africaine, mais l'immigration européenne, ce qui rend extrêmement difficile toute négociation du Brexit. Le traité devra être approuvé par les parlements. Or, jamais les parlementaires polonais ou hongrois n'accepteront un traité interdisant à leurs ressortissants de se rendre au Royaume-Uni.

Les dirigeants de l'Europe doivent absolument se saisir de la question de l'immigration. Si l'incendie gagnait toute l'Afrique du Nord, la situation de l'Italie, de la France et de l'Espagne deviendrait ingérable. Il faut prévoir, dès à présent, des dispositions qui anticipent cette évolution.

Louis Giscard d'Estaing. – Nous tenions à vous remercier, tous, d'avoir répondu à la double invitation lancée par l'institut Jean Lecanuet et Les-IDées.fr. Ce moment d'échange a permis, s'il en était besoin, de voir à quel point notre courant de pensée est central dans la vie politique. Il est facteur de prospective et de réflexion pour notre pays et pour l'Europe. •

Bulletin d'abonnement annuel



à retourner avec votre règlement à **France Forum**
31, rue de Poissy – 75005 Paris
Tel. 01 80 96 45 42 – Fax 01 80 96 45 49

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.) Prénom

Adresse

Tel Mel

PARTICULIERS

ENTREPRISES ET ABONNÉS BIENFAITEURS

revue papier + version numérique

60 €

100 € (soutien)

revue papier + version numérique :

300 €

400 € (soutien)

Taux de TVA : 2,10 %

Anciens numéros

Pour **commander les anciens numéros**, indiquer sur papier libre les numéros souhaités.

Prix du numéro : 10 € (frais de port : **France** : 2,40 € un numéro ; **Étranger** : 4,10 € un numéro)

France Forum, nouvelle série :

N° 82 – Religions, entre domination et persécution (décembre 2021) **N° 81 – Italie : hier, aujourd'hui et demain** (juillet 2021) **N° 80 – Guerres et paix au XXI^e siècle** (avril 2021) **N° 79 – Le monde d'après III** (novembre 2020) **N° 78 – Le monde d'après II** (octobre 2020) **N° 77 – Le monde d'après** (juillet 2020) **N° 76 – La Turquie, de Atatürk à Erdogan** (avril 2020) **N° 75 – Que reste-t-il de la démocratie chrétienne ?** (décembre 2019) **N° 74 – Les États-Unis de Donald Trump** (octobre 2019) **N° 73 – Les nouveaux États industriels** (juillet 2019) **N° 72 – Aux marges de l'Union européenne** (avril 2019) **N° 71 – Déplacés climatiques, l'urgence** (hiver 2018) **N° 70 – Dollar, euro, yuan, bitcoin... La nouvelle guerre des monnaies** (automne 2018) **N° 69 – La mondialisation à toute vitesse** (été 2018) **N° 68 – L'Inde, la puissance des extrêmes** (hiver 2017-2018) **N° 67 – De la constellation européenne** (novembre 2017) **N° 66 – Repenser l'Afrique** (juillet 2017) **N° 65 – À l'ère du leadership 3.0** (avril 2017) **Hors-série – Sociétés du savoir : partage ou partition ?** (avril 2017) **N° 64 – Risque : entre précaution et innovation** (décembre 2016) **N° 63 – Travail, le monde d'après** (novembre 2016) **N° 62 – Gouvernance mondiale, la nouvelle donne** (juillet 2016) **Hors-série – France-Europe-Russie : schisme ou réconciliation ?** (juin 2016) **N° 61 – Vers l'homo algorithmus** (avril 2016) **N° 60 – Pour un new deal du patrimoine** (décembre 2015) **Hors-série – Prévision, prédiction, stratégie – Expressions de la puissance** (décembre 2015) **N° 59 – Femmes : à la conquête de l'égalité** (octobre 2015) **N° 58 – Océan, richesse de l'humanité** (juin 2015) **N° 57 – Énergie-climat : le temps de la décision** (avril 2015) **Hors-série – Asie centrale, une région stratégique d'avenir ?** (février 2015) **N° 56 – Le sport gouverne-t-il le monde ?** (décembre 2014) **Hors-série – Quel avenir pour l'Arctique ?** (novembre 2014) **N° 55 – Pauvreté : vaincre la fatalité** (septembre 2014) **N° 54 – Ville de demain, ville durable ?** (juin 2014) **Hors-série – Évolution des dangers et des menaces : ouvrons les yeux !** (juin 2014) **N° 53 – Conférence Europa : Imaginons le futur, rendons-le possible** (mars 2014) **N° 52 – La recomposition du monde arabe** (décembre 2013) **N° 51 – Amérique latine : le nouveau monde ?** (octobre 2013) **N° 50 – La question de l'État** (juin 2013) **Hors-série – Les normes internationales du travail face aux défis de la globalisation** (juin 2013) **N° 49 – La Chine au lendemain du 18^e congrès du Parti communiste chinois** (mars 2013) **Hors-série – Sécurité financière. La crise, l'économie, le crime** (février 2013) **N° 48 – Énergie et croissance : les nouveaux défis** (décembre 2012) **N° 47 – États-Unis : l'hyperpuissance en danger ?** (septembre-octobre 2012) **N° 46 – La refondation de la famille** (juin 2012) **Hors-série – 1965 : itinéraire d'une campagne** (mai 2012) **N° 45 – Nouveaux risques, nouvelles menaces** (mars 2012) **N° 44 – Le mondialisme : un humanisme** (décembre 2011) **N° 43 – Le monde arabe : nouvel acteur de la mondialisation ?** (septembre 2011) **N° 42 – La révolution arabe** (juin 2011) **N° 41 – L'euro : avis de tempête !** (mars 2011) **N° 40 – Vers la civilisation mondiale...** (décembre 2010)

RAPPORT SCHUMAN SUR L'EUROPE 2022 L'ÉTAT DE L'UNION

L'ouvrage annuel de référence sur l'Europe

COLLECTION LIGNES DE REPÈRES



RAPPORT SCHUMAN SUR L'EUROPE 2022 L'ÉTAT DE L'UNION

Émilie Aubry, Jean-Pierre Cabestan, Patrick de Cambourg, Nathalie Colin-Oesterlé, Corinne Deloy, Jean-Dominique Giuliani, Francisco Juan Gómez Martos, Johannes Hahn, Pascale Joannin, Olivier Lenoir, Maria Leptin, Isabelle Marchais, Pascal Orcier, Tomasz Orłowski, Christian Pfister, Didier Reynders, Emmanuel Rivière, Marc-Antoine de Saint-Germain, Thomas Serval, Natacha Valla, Elissavet Vozemberg-Vrionidi

FONDATION ROBERT
SCHUMAN

ISBN : 978 249 276 30 69

Prix : 20,00 € TTC – 228 pages

La **16^{ème}** édition offre une vue complète de l'Union européenne au moment où, après la crise financière et la pandémie, elle fait face à un nouveau défi d'une ampleur inégalée depuis 1950 : le retour de la guerre sur le continent.

La capacité de résilience de l'Union européenne s'est beaucoup améliorée. Désormais, dans toutes les situations, on envisage une action européenne, une politique commune ou, au moins, concertée. L'Europe est en mouvement, pour longtemps et, vraisemblablement, pour toujours. Elle progresse au fil des difficultés mais aussi des exigences et de ses valeurs.

Le *Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2022*, est, plus que jamais, un outil pertinent et indispensable pour comprendre la réalité de la construction européenne, ses avancées et ses défis. Agrémenté de cartes originales et contenant un ensemble unique de statistiques commentées, il constitue ce qu'on fait de mieux pour mettre à la disposition du plus grand nombre un instrument d'analyse, unique et pratique, sur l'Europe.

Le Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2022
est plus que jamais **indispensable** pour comprendre les enjeux européens.

Cet ouvrage, réalisé sous la direction de Pascale Joannin,
est publié aux éditions Marie B dans la collection Lignes de repères.

**Disponible dans les librairies
et en version numérique.**

FONDATION ROBERT
SCHUMAN

ATLAS GÉOPOLITIQUE

du monde contemporain

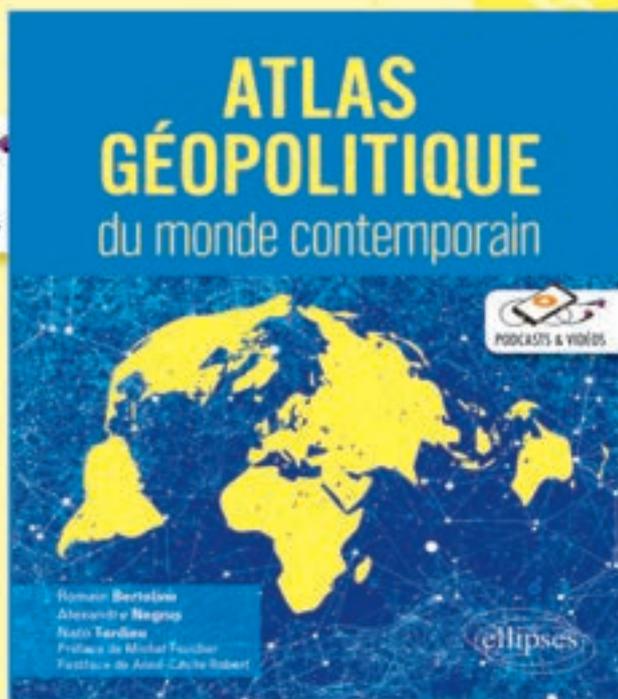


PODCASTS & VIDÉOS

Romain Bertolino
Alexandre Negrus
Nato Tardieu
Préface de Michel Foucher
Postface de Anne-Cécile Robert

Format : 19 x 24 cm
264 pages • 29 euros

 Format numérique : 23,99 euros



Cet atlas a pour vocation de proposer une grille de lecture des relations internationales contemporaines où chaque acteur est confronté à son niveau à de multiples défis géopolitiques. Pour en faciliter la compréhension, de nombreuses cartes, assorties de commentaires détaillés, permettent de les illustrer et d'en définir les contours.

Dans une approche pédagogique et synthétique, les auteurs, tous experts reconnus dans leur domaine, étudient un large panel d'enjeux géopolitiques à travers les grands acteurs de la scène internationale, les zones de guerre contemporaines, les nœuds de tensions et de conflits, la géopolitique des espaces maritimes et les nouveaux terrains d'affrontement dans le monde. Au-delà de l'étude des foyers de crise très localisés et interconnectés — du Sahel et de l'Afrique centrale à l'Asie du Sud et du Sud-Est en passant par le Moyen-Orient et le Caucase —, cet ouvrage fait toute sa place à un phénomène lent et encore peu pris en considération : l'affirmation des puissances de second et de troisième rangs.

Cet atlas est ainsi un guide précieux indiquant les points de la planète à observer par une veille attentive et permanente. Il s'adresse aux étudiants, aux enseignants, aux chercheurs, aux professionnels exerçant dans les relations internationales, ainsi qu'à toute personne cherchant à mieux comprendre les enjeux géopolitiques contemporains.



www.editions-ellipses.fr